

A large red semi-circular graphic composed of many small, slightly overlapping triangles, resembling a stylized sun or a bird's tail, positioned behind the title.

MOP 6

Compte Rendu de la
Sixième Session
de la Réunion
des Parties

9 - 14 novembre 2015
Bonn, Allemagne

Secrétariat PNUE / AEWA

COMPTE RENDU

DE LA SIXIÈME SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES À L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS D'AFRIQUE- EURASIE

BONN, ALLEMAGNE, 9 – 14 NOVEMBRE 2015

Soutenu par :



Ministère fédéral
de l'Environnement, de la Protection de la Nature,
de la Construction et de la Sécurité nucléaire

en vertu d'une décision du
Parlement de la République fédérale d'Allemagne

Publication du
Secrétariat de l'Accord sur la conservation des
oiseaux d'eau migrants d'Afrique-Eurasie
Campus de l'ONU
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn, Allemagne

Tél. : +49 (0)228 815 2413
Fax : +49 (0)228 815 2450
aewa.secretariat@unep-aewa.org
www.unep-aewa.org

Ce document est également disponible en anglais.

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	5
-----------------	---

PARTIE I :

Rapport de la sixième session de la Réunion des Parties (MOP6)	9
--	---

ANNEXE 1: Résolutions adoptées par la MOP6

6.1 Adoption des Amendements aux Annexes de l'AEWA.....	65
6.2 Adoption de la Nouvelle Version Arabe du Texte de l'Accord	96
6.3 Renforcement de la Surveillance des Oiseaux d'Eau Migrateurs	98
6.4 Conservation et Utilisation durable des Oiseaux d'Eau Migrateurs	101
6.5 Révision et Adoption des Lignes Directrices de Conservation	105
6.6 Conseils Actualisés Concernant les Mesures d'Adaptation au Changement Climatique pour les Oiseaux d'Eau	107
6.7 Adoption de Conseils dans le Contexte de la Mise en Œuvre du Plan d'Action de l'AEWA	128
6.8 Adoption et Mise en Œuvre des Plans d'Action et de Gestion Internationaux par Espèce et Multi-Espèces	134
6.9 Améliorer l'Etat et Conservation des Oiseaux Marins d'Afrique-Eurasie.....	139
6.10 Stratégie de Communication	143
6.11 Gérer les Incidences du Déploiement des Énergies Renouvelables sur les Oiseaux d'Eau Migrateurs	145
6.12 Éviter une Mortalité Supplémentaire et Inutile d'Oiseaux d'Eau Migrateurs.....	149
6.13 Tâches Internationales de Mise en Œuvre de l'AEWA pour 2016-2018.....	155
6.14 Extension et Révision du Plan Stratégique de l'AEWA et du Plan d'Action de l'AEWA pour l'Afrique	165
6.15 Mise à Jour de la Contribution de l'AEWA aux Objectifs d'Aichi 2020 pour la Biodiversité et de la Pertinence des Objectifs de Développement Durable	167
6.16 Dispositions Institutionnelles : Comité Permanent	207
6.17 Dispositions Institutionnelles : Comité Technique	209
6.18 Questions Financières et Administratives	235
6.19 Date, Lieu et Financement de la Septième Session de la Réunion des Parties.....	248
6.20 Remerciements aux Organisateurs	249

6.21	Mobilisation des Ressources pour la Mise en Œuvre de l'Accord sur la Conservation des Oiseaux d'Eau Migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA)	251
6.22	Synergies entre le PNUE/AEWA et le PNUE/CMS	253

ANNEXE 2 : Règlement intérieur des Réunions des Parties à l'Accord	256
---	------------

ANNEXE 3 : Liste des participants	267
--	------------

ANNEXE 4 : Liste des documents de présession	298
---	------------

PARTIE II :

Déclarations (reproduites telles que présentées au Secrétariat).....	302
--	-----

Déclarations faites lors de la cérémonie d'ouverture officielle	304
---	-----

Déclarations des récipiendaires du Prix de conservation des oiseaux d'eau de l'AEWA	309
---	-----

PRÉAMBULE

Conformément aux termes de l'Article VI de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, le Secrétariat de l'Accord doit convoquer des sessions ordinaires de la Réunion des Parties, qui est l'organe décisionnel de l'Accord. La sixième session de la Réunion des Parties (MOP6) s'est tenue du 9 au 14 novembre 2015 à Bonn, en Allemagne.

L'année 2015 a marqué le 20^{ème} anniversaire de l'AEWA. Au cours des deux dernières décennies, l'AEWA a fourni un cadre à la coopération internationale pour la conservation et la gestion des populations d'oiseaux d'eau migrateurs dans la région – mais également un bel exemple des effets positifs de la coopération à l'échelle des voies de migration pour le monde entier. Le 20^{ème} anniversaire de l'Accord a été célébré tout au long de l'année 2015, avec comme point d'orgue la MOP6.

Le thème de la MOP6, « Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration », a souligné 20 ans de dévouement de l'AEWA envers la protection des voies de migration. Les voies de migration couvrent l'ensemble de l'aire de répartition annuelle des oiseaux, y compris les sites de transit et les aires de reproduction et d'hivernage. La protection de ces voies de migration est donc d'une importance cruciale pour la survie des oiseaux d'eau migrateurs.

Le compte rendu de la sixième session de la Réunion des Parties comprend, entre autres, le Rapport de la session, les Résolutions adoptées par la Réunion des Parties, les déclarations faites lors de la cérémonie d'ouverture, ainsi que les déclarations faites par les lauréats du Prix de conservation des oiseaux d'eau de l'AEWA.

Dr Jacques Trouvilliez
Secrétaire exécutif
Secrétariat PNUE/AEWA
Bonn, Allemagne

PARTIE I

RAPPORT DE LA SIXIÈME SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES (MOP6)

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

**RAPPORT DE LA 6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION
DES PARTIES (MOP6) À L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU
MIGRATEURS D'AFRIQUE-EURASIE (AEWA),
9 – 14 NOVEMBRE 2015, BONN, ALLEMAGNE**

Point 1 de l'ordre du jour. Ouverture de la réunion

1. Le **Secrétaire exécutif de l'AEWA**, M. Jacques Trouvilliez, invite M. François Lamarque, représentant de la **France**, pays hôte de la MOP5 (La Rochelle, 2012), à présider la Réunion jusqu'à ce que le Président et le Vice-Président de la MOP6 soient élus.

2. **M. Lamarque** exprime ses remerciements au Secrétariat PNUE/AEWA pour le travail réalisé en préparation de la MOP6, ainsi qu'aux gouvernements et organisations non-gouvernementales qui y ont contribué. Il déclare être certain que la réunion mènerait à des résultats positifs pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs. Il introduit ensuite un message vidéo de M. Achim Steiner, **Directeur exécutif du PNUE**.

3. **M. Steiner** souhaite la bienvenue aux participants à cette session de la MOP qui marque également le 20^{ème} anniversaire de l'AEWA. Le PNUE a eu le privilège d'héberger le Secrétariat de l'AEWA pour la majeure partie des 20 années passées. Le 6^{ème} Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans l'aire de l'Accord révèle certaines tendances décourageantes. Toutefois, de nombreux exemples d'histoires à succès existent, montrant que les tendances négatives peuvent être inversées en travaillant ensemble. Il est important de ne pas mésestimer la signification du nouvel Agenda 2030 pour le développement durable et les Objectifs de développement durable ; c'est dans ce contexte plus vaste, par exemple les décisions relatives à l'utilisation des terres, l'énergie et les systèmes de transport, que se trouvent les solutions pour la conservation des oiseaux d'eau en particulier et la biodiversité en général. Pour terminer, il souhaite à l'AEWA un heureux 20^{ème} anniversaire, notant que l'Accord peut être fier de nombreux accomplissements.

4. Le **Président** invite le Secrétaire exécutif de l'AEWA à présenter ses observations préliminaires.

5. **M. Trouvilliez** rappelle qu'il avait pris ses fonctions il y a 18 mois et que toute l'équipe de l'AEWA a travaillé dur pour organiser la présente réunion. La semaine à venir se concentrerait intensivement sur les orientations de l'AEWA et les priorités pour les trois prochaines années. En regardant en arrière, il est clair que l'AEWA avait couvert de nombreux domaines et parcouru beaucoup de chemin, démontrant que la conservation par la voie de migration pouvait fonctionner en pratique et obtenait des résultats. Il reste encore beaucoup à faire et la route à parcourir est longue, avec des pressions croissantes pour les oiseaux d'eau, y compris les effets du changement climatique.

6. Sans solides connaissances scientifiques et sans l'engagement de tous les gouvernements et ONG, les zones humides disparaîtraient progressivement et le ciel ne serait plus rempli des chants des oiseaux migrateurs. Dans une période de crise mondiale, où de nombreux hommes entreprennent de longues migrations sans promesse de retour, il peut sembler frivole de parler des oiseaux d'eau migrateurs, mais comme le directeur exécutif du PNUE l'a souligné dans son message vidéo, il y a des raisons objectives de s'attacher à maintenir ou restaurer un état de conservation favorable pour les populations d'oiseaux d'eau. L'AEWA a besoin de remplir son rôle en perpétuant un rêve qui appartient au genre humain tout entier, afin que les générations futures puissent continuer à s'émerveiller devant un vol de flamants ou de grues.

Point 2 de l'ordre du jour - Adoption du Règlement intérieur

7. Le **Président** prie la Réunion de se référer au document AEWA/MOP 6.2 *Règlement intérieur*. Il invite les Parties à faire des commentaires.

8. Le **Luxembourg**, parlant au nom de l'UE et de ses États membres, fait part de sa satisfaction générale en ce qui concerne le Règlement intérieur, mais a noté que la Règle 18.2, concernant les accréditations, ne mentionnait pas de disposition spécifique pour les Organisations régionales d'intégration économique. Il serait peut-être utile de procéder à un ajout afin de faire concorder la Règle 18.2 avec les termes à présent utilisés dans le Règlement intérieur de la CMS, en ajoutant notamment à la fin de la première phrase :

« ou, dans le cas d'une Organisation régionale d'intégration économique, par l'autorité compétente de cette organisation¹.

1 : Note de bas de page : aux fins de l'interprétation de cette règle, dans le cas de l'Union européenne, « autorité compétente » signifie le Président de la Commission européenne ou le Commissaire responsable de l'environnement. »

9. Sur l'invitation du **Président**, la Réunion adopte le Règlement intérieur, tel que contenu dans le document 6.2, sous réserve de l'inclusion de l'amendement proposé par le Luxembourg au nom de l'UE et de ses États membres.

Point 3 de l'ordre du jour – Élection des membres du bureau

10. Le **Président** du Comité permanent rappelle que conformément à la Règle 21 du Règlement intérieur, un Président et un ou plusieurs Vice-Présidents devaient être élus. Il invite les participants à soumettre des nominations.

11. Le **Luxembourg**, parlant au nom de l'UE et de ses États membres, propose **M. Fernando Spina** (Italie) en tant que Président de la MOP6.

12. Le **Ghana**, parlant au nom du groupe des États africains, propose **M. James Lutalo** (Ouganda) en tant que Vice-Président de la MOP6.

13. Le Président et le Vice-Président sont élus par acclamation. Prenant sa place sur l'estrade, **M. Spina** remercie la Réunion pour sa confiance en l'élevant Président pour une semaine promettant d'être très remplie et intéressante.

Point 4 de l'ordre du jour. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

14. Le Président introduit les documents AEWA/MOP 6.3 Rev.2 *Ordre du jour provisoire* et AEWA/MOP 6.4 *Ordre du jour provisoire annoté et programme de la réunion*. Il demande aux participants de faire des propositions de révisions et d'ajouts.

15. La **Norvège** se réfère au document d'information AEWA/MOP Inf. 6.13, une proposition que le gouvernement de la Norvège va soumettre au Comité de réunion de la MOP6. Initialement, l'idée était qu'un texte soit transmis à la MOP par le Président du Comité permanent de la CMS. La Norvège a maintenant officiellement soumis à la MOP le document AEWA/MOP Inf 6.13, conformément à la Règle 35 du Règlement intérieur. (Voir également les paragraphes 43 et 43bis).

16. Le **Secrétaire exécutif** de l'AEWA confirme que la Règle 35 prévoit que la soumission de nouvelles propositions des Parties contractantes soit examinée par le Comité de réunion. Dans le cas d'une décision positive du Comité de réunion, la proposition serait soumise officiellement à la MOP6, dans les deux langues de travail, et la Norvège serait invitée à présenter sa proposition en détail.

17. Le **Luxembourg**, parlant au nom de l'UE et de ses États membres, souligne le besoin d'allouer suffisamment de temps à la discussion des groupes de travail ; si ces groupes ne démarraient que mercredi soir (11 novembre), il n'y aurait peut-être pas assez de temps, et il a donc été suggéré que les discussions plénières initiales soient plutôt brèves.

18. Le **Secrétaire exécutif** confirme que le Secrétariat examinerait ce qui pouvait être fait pour avancer le début des sessions des groupes de travail à mercredi matin.

19. En réponse à une question de l'**Arabie saoudite**, le Secrétaire exécutif confirme que de plus amples informations concernant le point 21 de l'ordre du jour, relatif à la nouvelle traduction en arabe du texte de l'Accord, seraient présentées mercredi matin (11 novembre). La traduction, approuvée par le Comité permanent afin d'être transmise à la MOP6 a soulevé quelques questions de la part du Dépositaire. Le Secrétariat travaille en étroite collaboration avec les Pays-Bas pour finaliser une version acceptable pour toutes les parties prenantes. Si ce processus n'était pas achevé à temps, la MOP6 serait invitée à adopter une Résolution permettant l'adoption du nouveau texte en arabe aussi vite que possible.

20. L'**Algérie**, au nom des Parties africaines, indique que le groupe de travail sur les finances et l'administration, qui devait être établi dans le cadre du point 5 de l'ordre du jour, souhaiterait se réunir à huis clos.

21. Le **PNUE** a demandé à être admis à la session à huis clos proposée du groupe de travail sur les finances et l'administration, le PNUE hébergeant le Secrétariat du traité et se chargeant de la gestion de ses finances et de son personnel.

22. Le **Luxembourg** (parlant au nom de l'UE et de ses États membres) et la **Norvège** soutiennent la participation du PNUE.

23. Le **Secrétaire exécutif** note que, selon le Règlement intérieur, une session à huis clos limitée aux Parties contractantes était possible. Même s'il est conseillé que le Secrétariat et le PNUE soient admis aux discussions, c'est aux Parties d'en décider.

24. En réponse à une question de l'**Afrique du Sud**, le **Secrétaire exécutif** explique que le droit des Parties de décider de l'admission d'observateurs à des sessions du groupe de travail concernait également les États de l'aire de répartition non Parties.

25. L'**Ouganda** et le **Kenya** estiment que la participation du Secrétariat PNUE/AEWA et du PNUE aux sessions du groupe de travail traitant des questions budgétaires était absolument nécessaire. Toutefois, il restait possible de procéder à une session à huis clos du groupe de travail, sans la présence du Secrétariat ou du PNUE, si les Parties le jugeaient nécessaire.

26. Le **Président** conclut que les Parties étaient libres de décider de l'admission d'États de l'aire de répartition non Parties, du Secrétariat PNUE/AEWA et du PNUE. Il comprend que le groupe de travail souhaite se réunir lors d'une session à huis clos, mais avec la possibilité d'y faire pleinement participer tant le Secrétariat PNUE/AEWA que le PNUE, notamment lors de l'examen de questions budgétaires.

Point 5 de l'ordre du jour. Constitution du Comité de vérification des pouvoirs et des Comités de session

27. Le **Président** rappelle que la constitution d'un Comité de vérification des pouvoirs est une exigence découlant de la Règle 19 du Règlement intérieur. Il invite les participants à soumettre des propositions.

28. L'**Ouganda** (parlant au nom du groupe africain) désigne le **Ghana** et la **Libye** pour représenter le groupe de l'Afrique au Comité de vérification des pouvoirs.

29. Le **Luxembourg** (parlant au nom de l'UE et de ses États membres) désigne le **Luxembourg** et les **Pays-Bas** pour représenter la région d'Eurasie au Comité de vérification des pouvoirs, notant que le Règlement intérieur stipule un minimum de quatre membres (deux de l'Afrique et deux de l'Eurasie).

30. Le **Président** rappelle que lors des MOP précédentes, un Comité de vérification des pouvoirs constitué de cinq personnes avait été nommé afin de faciliter les décisions. Toutefois, en l'absence d'autres nominations, un Comité constitué de quatre personnes répond aux exigences du Règlement intérieur.

31. Le **Président** note qu'il est proposé qu'il y ait deux groupes de travail sessionnels : un groupe chargé des questions scientifiques et techniques, et l'autre chargé des questions financières et administratives. Il invite à nommer les Présidents des deux groupes de travail.

32. Le **Luxembourg** (parlant au nom de l'UE et de ses États membres) propose David Stroud (**Royaume-Uni**) pour présider le groupe de travail scientifique et technique.

33. Le **Ghana** (parlant au nom du groupe africain) propose Mme Chandanee Jhowry (**Maurice**) pour présider le groupe de travail financier et administratif.

34. Les nominations des Présidents des deux groupes de travail sont approuvées par consensus.

Point 6 de l'ordre du jour - Admission des observateurs

35. Le **Président** introduit le document AEWA/MOP 6.5 Rev.2 *Admission des observateurs*. Il note qu'il figure sur la liste 9 États de l'aire de répartition non Parties, 7 organisations intergouvernementales, 8 ONG internationales, 20 ONG nationales et 17 autres observateurs. La diversité des organismes demandant à être admis témoigne de l'importance de l'AEWA. Il invite les participants à intervenir.

36. Comme il n'y a pas d'intervention, la Réunion décide par consensus d'admettre à titre d'observateurs tous les pays et organisations figurant dans le document AEWA/MOP 6.5 Rev.2.

Point 7 de l'ordre du jour – Déclarations liminaires

37. Le **Président** note que les déclarations écrites des Parties contractantes, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales seront incluses dans le rapport final de la Réunion. Les pays devenus Parties contractantes depuis la MOP5 ou n'étant pas Parties contractantes et étant dans le processus d'adhésion à l'AEWA et désireux de prendre la parole sont tout particulièrement invités à faire de brèves déclarations orales.

38. La **Mauritanie** est heureuse de noter qu'elle était devenue la plus récente Partie contractante de l'AEWA, en mai 2015. Des remerciements sont adressés au Secrétariat PNUE/AEWA pour son aide pendant le processus d'adhésion. La Mauritanie souhaite porter l'attention de la Réunion sur deux sites d'importance internationale situés sur son territoire : le Banc d'Arguin et Diawling. Le Banc d'Arguin est l'une des plus grandes zones protégées de l'Afrique de l'Ouest et l'une des principales zones humides du monde, hébergeant plus de 2,5 millions d'oiseaux d'eau migrateurs.

39. Le **Luxembourg** (parlant au nom de l'UE et de ses États membres) se déclare fier de participer à la MOP6 et félicite chaleureusement l'AEWA à l'occasion de son 20^{ème} anniversaire. L'UE fera de son mieux pour apporter des contributions axées sur les résultats et a pris note du 6^{ème} Rapport sur l'état de conservation, qui montre clairement comment des mesures de gestion concertées pouvaient apporter des améliorations significatives. L'AEWA offre des opportunités importantes en termes de renforcement des capacités et de développement de meilleures pratiques. La MOP6 devrait convenir de la marche à suivre, non seulement en ce qui concerne la conservation des oiseaux d'eau, mais aussi en matière de synergies et de partenariats au sein de la Famille CMS, mais aussi avec d'autres accords environnementaux multilatéraux (AEM), en gardant à l'esprit le besoin d'une transparence et une concertation complètes. L'UE et ses États membres assurent la Réunion de leur total soutien.

Point 8 de l'ordre du jour. Cérémonie de présentation du Prix de conservation des oiseaux d'eau de l'AEWA

40. Le Secrétariat rappelle que le Prix de l'AEWA a été établi par le Comité permanent en 2005 pour récompenser des personnes et des organisations ayant apporté des contributions exceptionnelles à la conservation des oiseaux d'eau migrateurs.

41. Il s'agit de la quatrième occasion au cours laquelle les Prix de l'AEWA ont été attribués. Un appel à nominations avait été lancé en avril 2015, la date limite étant fixée à la mi-juin 2015. Les lauréats ont été sélectionnés par le Comité permanent lors de sa 10^{ème} réunion en juillet 2015, puis annoncés sur le site Web de l'AEWA, comme suit :

Catégorie individuelle :

Abdoulaye Ndiaye, Sénégal

Catégorie institutionnelle :

Association Inter-Villageoise du Ndiaël, Sénégal, représentée par M. Amadou Sow, Président de l'Association.

42. Après le visionnage de deux brefs films d'introduction, les participants reçoivent un certificat et une œuvre d'art, assortis d'un prix en espèce de 5 000 USD. Les prix sont remis par le Président du Comité permanent, sous les acclamations de la Réunion. Les récipiendaires prononcent alors de courtes allocutions, remerciant tous ceux qui avaient soutenu le travail pour lequel ils avaient été honorés.

Point 9 de l'ordre du jour. Rapports

a. Comité permanent

43. Le Président du Comité permanent (StC) représenté par M. Øystein Størkersen, Norvège, présente le document AEWA/MOP 6.6 *Rapport du Comité permanent*. Il résume brièvement la composition du Comité, les dates des deux réunions intersessionnelles qui se sont tenues depuis la MOP5, et les principales questions traitées incluant : un examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA, des Priorités internationales de mise en œuvre et de l'Initiative africaine ; la révision du modus operandi du Fonds de petites subventions de l'AEWA ; les mises à jour concernant les plans d'action internationaux par espèce et la Procédure d'évaluation de leur mise en œuvre ; la nomination du Secrétaire exécutif de l'AEWA ; et enfin la phase pilote visant à l'accroissement des synergies entre l'AEWA et la CMS en réponse aux décisions prises par la MOP5 de l'AEWA et la COP11 de la CMS. Ce dernier point est particulièrement important et il est demandé aux participants de se référer à la proposition de la Norvège pour une Résolution de la MOP6 sur la voie à suivre, contenue dans le document AEWA/MOP Inf. 6.13.

43 bis. Suite à l'approbation par le Comité de réunion, la Norvège présente la proposition contenue dans le document de la MOP de l'AEWA Inf 6.13 comme un nouveau projet de résolution, AEWA/MOP6 DR22 *Synergies entre le Secrétariat PNUE/AEWA et le Secrétariat de la CMS*.

44. Le **Secrétariat** demande à tous les participants proposant des amendements aux projets de Résolutions de la MOP6 et/ou faisant des déclarations devant être enregistrées dans le rapport, de les envoyer par voie électronique au Secrétariat, en utilisant l'adresse courriel suivante : aewa.mop6@unep-aewa.org

b. Comité technique

45. Le **Président** décrit le Comité technique (TC) comme l'épine dorsale de l'Accord et invite M. David Stroud, **Président du Comité**, à présenter son rapport.

46. **M. Stroud** se réfère au document UNEP/AEWA/MOP6.7 *Rapport du Comité technique*, qui décrit les grandes lignes des activités du Comité depuis la dernière MOP. Le Comité s'est réuni deux fois, une fois au Ghana en 2012 et une seconde fois à Bonn en mars 2015, afin d'examiner la documentation pour la MOP. M.

Stroud exprime ses remerciements aux hôtes de ces réunions, ainsi qu'au Secrétariat et notamment à Sergey Dereliev pour leur assistance.

47. La première réunion avait établi dix groupes de travail, chacun dirigé par son propre membre du Comité, ce qui a généré douze avant-projets de résolutions présentées à la MOP, ainsi qu'un nombre considérable de documents informatifs de soutien. Même si beaucoup de choses ont été réalisées, certaines tâches n'ont pas autant progressé qu'espéré.

48. Lors de la réunion au Ghana, une série de questions avait été posée aux membres du Comité. La première était de nommer les deux principales menaces auxquelles sont confrontés les oiseaux d'eau. Les réponses incluaient la perte d'habitats, le manque de volonté politique, les cadres politiques inadéquats, l'empoisonnement par le plomb, les pesticides et les nutriments, les perturbations menant à la perte virtuelle d'habitats (c'est-à-dire des habitats sans espèces), la chasse non durable et/ou illégale, ainsi que le changement climatique et les changements hydrologiques associés.

49. Les priorités du travail du Comité, telles qu'identifiées par les membres du TC, étaient les suivantes : se concentrer plus nettement sur les questions à propos desquelles l'AEWA occupait un créneau unique, afin d'éviter de dupliquer les efforts fournis par d'autres ; étudier des procédures du Comité afin qu'il puisse mieux répondre aux exigences des Parties ; contribuer au renforcement des capacités ; cibler plus efficacement les conseils du Comité ; contribuer aux activités de sensibilisation ; identifier les lacunes en termes de connaissances ; et enfin contribuer au suivi.

50. L'AEWA a un rôle unique à jouer dans l'utilisation, la chasse et le prélèvement durables des oiseaux d'eau en raison de sa position au cœur d'un réseau réunissant des intérêts très divers. Il doit prôner une meilleure application des lois existantes et se joindre à la lutte contre la chasse illégale et les crimes contre la faune sauvage. Il doit affiner sa stratégie de communication, présenter des messages adaptés et choisir les publics cibles, en leur fournissant les informations nécessaires. La Stratégie de communication de l'AEWA est énoncée dans le projet de Résolution 6.10 Rev1.

51. L'Accord peut être rendu plus efficace par le biais d'une collaboration avec d'autres, pour éviter les doublons et débloquer des ressources pour se concentrer sur son rôle unique. Il y a d'autres forums et organisations intéressés par les oiseaux d'eau, y compris des AME, qui sont également intéressés par le développement de capacité de leurs Parties.

52. Davantage de fonds sont nécessaires, notamment pour aider les pays en développement et accroître la capacité du Secrétariat, afin de soutenir l'Accord. Des efforts doivent être fournis pour recruter quelques États clés de l'aire de répartition non Parties.

53. Concernant la communication et la sensibilisation, une attention toute particulière doit être accordée aux enfants et aux jeunes qui seront les décideurs de demain, et à l'amélioration des liens avec d'autres Secrétariats et certaines parties prenantes clés. Des investissements devraient être réalisés dans l'obtention de lignes directrices de l'AEWA traduites dans des langues supplémentaires.

54. Depuis 1999, les Réunions des Parties ont demandé de plus en plus souvent l'assistance du TC. Il est rassurant de savoir que les services fournis étaient appréciés, mais le Comité a des ressources très limitées (une aide au transport a été offerte à certains membres). Un travail considérable du Comité a été entrepris par ses membres, pendant leur travail ou leur temps libre, et la sous-traitance de tâches n'a été possible que si des contributions volontaires étaient offertes. Les Parties ont moins de possibilité de mettre du personnel à la disposition de l'Accord dans le climat actuel d'austérité financière, et donc à cet égard, la capacité du TC décline.

55. Pour la première fois, les Parties se voient fournir une vue prospective sur le programme de travail du TC à travers le projet de Résolution 6.17. Celle-ci présente une liste des tâches classées par ordre de priorité et avec évaluation des coûts. De façon idéale, le budget alloué au Comité aurait dû s'accroître mais dans le contexte économique actuel, ceci semble peu probable. Les coûts totaux du programme de travail ont été estimés à 850 000 EUR, dont approximativement 400 000 EUR pourraient être attribués aux plus grandes priorités. Des détails complets sont fournis dans le document.

56. Le **Président** remercie au nom de l'Accord M. Stroud pour son rapport et tous les membres du TC pour leur travail.

c. Dépositaire

57. Le **Président** appelle le représentant des **Pays-Bas** à présenter le rapport du Dépositaire.

58. Le représentant des **Pays-Bas** indique qu'en 2012, le Gabon, le Swaziland et le Zimbabwe avaient adhéré à l'Accord et que le Maroc l'avait ratifié. En 2013, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et l'Islande avaient adhéré à l'Accord, mais avec 22 réserves émises par l'Islande. En 2014, le Burundi et le Rwanda avaient adhéré à l'Accord et la Partie la plus récente est la Mauritanie, qui y avait adhéré en 2015.

59. Les changements apportés aux annexes lors de la MOP5 étaient entrés en vigueur, mais des réserves avaient été déposées dans les limites de la date butoir de 90 jours par la République tchèque, le Danemark, l'Union européenne, la Finlande et la Suède.

60. Le **Président** remarque que l'Accord a affiché une croissance encourageante au cours de la période triennale précédente et appelle les participants à poser des questions et à faire des commentaires.

61. Le représentant de la **Côte d'Ivoire** fait observer que la situation de son pays en Afrique de l'Ouest signifiait qu'il dispose d'une vaste faune aviaire de passage et que cela était une des principales raisons pour lesquelles le pays avait adhéré à l'Accord.

d. Secrétariat

62. Le **Secrétaire exécutif de l'AEWA**, M. Jacques Trouvilliez, présente le document AEWA/MOP 6.9 *Rapport du Secrétariat*, qui couvre les activités du Secrétariat depuis la MOP5.

63. Concernant le personnel, certains changements ont eu lieu. Lors de la MOP5, M. Marco Barbieri dirigeait le Secrétariat en tant que Secrétaire exécutif par intérim et a été remplacé en octobre 2013 par M. Bert Lenten qui a été Secrétaire exécutif par intérim jusqu'en juin 2014, lors de l'entrée en fonction de M. Trouvilliez. Après un long processus de recrutement, Mme Evelyn Moloko a été nommée Coordinatrice de l'Initiative africaine, un poste P-2 financé en partie par l'Office fédéral suisse de l'environnement. La Norvège a financé le poste P-2 occupé par Mme Nina Mikander, qui traite des ISSAP et de l'Oie naine, et l'Allemagne a financé un poste, occupé par Birgit Drerup, destiné au soutien administratif de l'Initiative africaine.

64. Quelques économies réalisées sur les postes non pourvus ont permis d'engager du personnel temporaire, comme Melanie Jakuttek qui a aidé aux préparatifs de la MOP6. Onze stagiaires venus de huit pays ont également travaillé pour de courtes périodes. Ils ont été chargés d'une série de tâches, y compris dans un des cas la finalisation du logo du 20^{ème} anniversaire.

65. Quelques changements ont eu lieu au niveau de la structure du Secrétariat. Il s'agit d'une équipe relativement restreinte exigeant pour obtenir de bons résultats de nombreuses synergies internes et une fonctionnalité multitâches, largement facilitées par un fort esprit d'équipe. Tous les membres du personnel disposent d'un plan de travail annuel pour les guider dans leurs activités. Il y a onze membres du personnel, six professionnels et cinq employés administratifs, et le budget principal couvre 6,75 postes équivalents plein-temps, tandis que des contributions volontaires et le redéploiement des économies ont permis de financer 3,25 postes équivalents plein-temps.

66. Le Secrétariat est organisé en quatre unités : gestion exécutive ; science, mise en œuvre et conformité ; Initiative africaine ; et communication. Ces unités sont soutenues par l'Unité de gestion administrative et des finances, fournie par le PNUE, et gérée par le Secrétariat de la CMS, qui servait à tous les membres de la Famille CMS basés à Bonn. Depuis 2014, l'Unité de communication s'est jointe au personnel de communication de la CMS pour former une équipe commune ; cette question sera traitée plus en détail au point 10 de l'ordre du jour.

67. Comme l'a fait savoir le Dépositaire (voir point 9 c. ci-dessus), plusieurs nouvelles Parties ont adhéré à l'Accord, tandis que le Bélarus, représenté à la MOP6 par des observateurs, devrait adhérer en 2016 suite à

une table ronde avec des responsables ministériels à Minsk, en mai 2015 et un décret présidentiel signé au deuxième semestre de cette année. Bien que le nombre de membres ait augmenté, il reste des blancs notables sur la carte, notamment dans le sud-ouest de l'Afrique, en Europe de l'Est, en Asie centrale et au Moyen-Orient.

68. Trois réunions du Comité permanent et deux réunions du Comité technique ont été organisées.

69. Des partenariats stratégiques ont été favorisés, avec parmi les exemples à citer la coopération avec la Conservation de la Flore et de la Faune Arctiques (CAFF) et son Initiative pour les oiseaux migrateurs de l'Arctique (AMBI). Un mémorandum a été signé avec la CAFF, qui couvre une zone où se trouvent les sites de reproduction de nombreuses espèces de l'AEWA. L'AEWA participe également au partenariat pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats avec la Convention de Ramsar, BirdLife International et Wetlands International, partenariat qui fait suite au projet Wings over Wetlands.

70. En mai 2013 et en 2014, des réunions stratégiques se sont tenues avec BirdLife International et la Société royale pour la Protection des Oiseaux (RSPB), lors desquelles l'idée d'un groupe de travail sur l'énergie et d'un groupe de travail pan-méditerranéen sur le prélèvement illégal des oiseaux d'eau a tout d'abord été débattue.

71. Les efforts de levée de fonds continuent à porter leurs fruits, avec un peu plus de 405 000 EUR reçus en 2013, 406 000 EUR en 2014 et 473 000 EUR en 2015. Ces contributions sont essentielles pour un grand nombre des activités, telles que les ISSAP, l'Initiative africaine, la Stratégie de communication, la Journée mondiale des oiseaux migrateurs, le travail sur les technologies d'énergie renouvelable, le Fonds de petites subventions et l'organisation de réunions, y compris la MOP. Des remerciements sont adressés aux donateurs : la Norvège, la Suisse, l'Allemagne, le Luxembourg, l'UE et la République tchèque.

72. L'Accord célèbre son 20^{ème} anniversaire sous le slogan « Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration », avec un logo spécial et des articles sur le site Web, tels que « les personnes dans les coulisses ». Un livre en édition limitée sera lancé lors d'un événement spécial plus tard dans la journée. L'anniversaire a également été l'opportunité pour mettre en lumière le travail et les résultats de l'Accord.

73. Le travail de l'équipe de communication sera traité en détail au point 10 de l'ordre du jour.

74. Concernant le travail de l'unité sur la science, la mise en œuvre et la conformité, plusieurs plans d'action ou de gestion (ISSAP, ISSMP et aujourd'hui un IMSAP) ont été rédigés. La Procédure d'évaluation de la mise en œuvre (IRP) est opérationnelle et plusieurs cas seront examinés par la MOP. L'Unité a également produit des lignes directrices et participé à divers groupes de travail ou les a coordonnés, notamment le Groupe de spécialistes du prélèvement des oiseaux d'eau et plusieurs autres partenariats. Dans le cadre de la série technique de l'AEWA, neuf volumes ont été produits.

75. De plus amples détails sur l'Initiative africaine seront donnés par Evelyn Moloko lors de son rapport, le lendemain, lors du point 12 de l'ordre du jour.

76. Parmi les autres activités citons la direction conjointe d'un atelier au Cap, Afrique du Sud, sur la prévention de l'empoisonnement des oiseaux en collaboration avec la CMS et le MdE Rapaces, le soutien à divers événements de renforcement des capacités et la participation au premier atelier sur les oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie. L'AEWA a également contribué au processus du Plan stratégique pour les espèces migratrices de la CMS, travaillé avec l'IPBES et recherché avec le PNUE des synergies avec d'autres conventions sur la biodiversité.

77. Beaucoup a été fait mais il en reste encore davantage à faire et la tâche consistant à essayer de réunir les fonds nécessaires semble infinie.

78. En réponse à une question de l'**Afrique du Sud** sur la mise en place d'un mécanisme d'échange d'exemples de meilleures pratiques, **M. Trouvilliez** déclare que le Secrétariat est toujours ouvert aux suggestions sur la façon dont le site Web pourrait être amélioré.

79. Le **Président** remercie le Secrétariat pour son rapport et pour le vaste éventail d'activités entreprises depuis la MOP5.

e. PNUE

80. **Le représentant du PNUE, M. Jiri Hlavacek**, indique que l'AEWA est l'un des nombreux AME soutenus par le PNUE. Lors de la deuxième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA), en mai 2016, le Directeur exécutif présentera un exposé sur les synergies entre les AME. Un groupe de travail a été établi, dirigé par le Directeur exécutif adjoint avec le Secrétaire exécutif de la CMS en tant que Vice-Président, et avec la participation du PNUE, de l'Office des Nations Unies à Nairobi, de l'Office des Nations Unies à Genève et des AME. Il a examiné les services requis par les AME et les services fournis, en identifiant les lacunes et les prestataires de services potentiels en vue du renforcement de la coopération et des synergies, pour divers thèmes allant d'écosystèmes sains au changement climatique.

81. Lorsque la coopération entre le PNUE et les AME fonctionnait, elle devrait être poursuivie et élargie. Des domaines de coopération nouvelle visant des bénéfices mutuels devraient être identifiés et formalisés par le biais de programmes de travail, afin de mettre en œuvre les politiques au niveau national, régional et mondial. Le travail de communication et de sensibilisation pourrait être amélioré et les AME pourraient être mieux alignés afin de s'attaquer aux questions émergentes par le biais d'un classement commun des priorités. Des priorités avaient été identifiées au moyen d'un processus ouvert et transparent, et il existe des preuves que des stratégies d'AME avaient déjà été intégrées.

82. Le groupe de travail sur l'administration a terminé son travail en septembre 2015 et a décidé que des accords écrits étaient nécessaires entre le PNUE et les AME, avec la participation des organismes dirigeants des AME. Des accords flexibles et sur-mesure seraient élaborés en accord avec les règles du PNUE.

83. M. Hlavacek rappelle que la MOP1 de l'AEWA avait convenu d'établir un Secrétariat permanent cohabitant avec la Convention mère de Bonn, ce qui pavait la voie et facilitait les synergies dans l'avenir.

84. En février 2016, le document sera présenté aux représentants permanents avant d'être transmis à la deuxième session de l'UNEA en mai.

85. Le PNUE a achevé un projet sur les synergies parmi les AME, sur la base du rapport « The Future We Want » (l'avenir que nous voulons) et avec le financement de l'UE et des gouvernements de la Suisse et de la Finlande. Une étude en ligne avait été réalisée et deux réunions d'experts avaient eu lieu, avec des personnels du PNUE et des AME, des Points focaux nationaux des AME et des experts extérieurs. Une étude de toute la guidance disponible et des leçons apprises avait été préparée, avec 28 recommandations et 88 points d'action, y compris une coopération programmatique par le biais des Stratégies et Plans d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP) et des Objectifs d'Aichi, en vue d'inclure les objectifs pour la biodiversité dans les politiques classiques d'autres secteurs. Des remerciements étaient adressés aux co-présidents, la Finlande et le Ghana.

86. Les thèmes incluaient les NBSAP et les Objectifs d'Aichi, la remise des rapports, l'IPBES, ainsi que la science, la gestion de l'information, la sensibilisation, le renforcement de la capacité et la coopération institutionnelle. L'objectif était de réaliser une mise en œuvre nationale plus efficace par le biais d'autres synergies et de la cohérence des AME, notamment ceux concernant la biodiversité, et leur rôle dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et d'Aichi. Tous les acteurs – Parties, AME et l'ONU – avaient leur rôle à jouer. Un atelier avait été programmé pour le premier trimestre 2016, concernant la Résolution 11.3 de la COP de la CMS *Renforcement des synergies et des services communs entre les instruments de la Famille CMS*, comprenant l'équipe conjointe de communication.

87. Un rapport sur les synergies nationales et régionales dans la mise en œuvre des AME a été publié en mai 2015 et on espère que ce rapport avait été diffusé aux Parties. D'autres mesures seront décidées lors de la deuxième session de l'UNEA en mai 2016 et lors de la COP13 de la CBD en décembre. Le PNUE/CMSC recensait les AME pour les Objectifs d'Aichi, un projet financé par la Finlande, qui fournissait une vue d'ensemble complète de tous les conseils produits par les AME.

88. La deuxième session de l'UNEA discutera de plusieurs questions importantes pour l'AEWA, y compris les crimes contre la faune sauvage et les débris marins. La réunion qui aura lieu du 23 au 27 mai 2016 aura pour thème la mise en œuvre des ODD d'ici à 2030. Le Segment de haut niveau parlera des questions tournant autour d'une planète saine et d'individus sains, et du rôle de la biodiversité dans un air propre, la santé et le bien-être mental. Un événement sera organisé en marge par les conventions sur la biodiversité.

89. La Norvège remercie le PNUÉ pour son rapport très complet et compte tenu du fait qu'il est si détaillé, demande à ce qu'il soit soumis par écrit pour inclusion au rapport (voir Appendice 1).

Point 10 de l'ordre du jour. Équipe commune CMS/AEWA chargée de la gestion de l'information, de la communication et de la sensibilisation

90. Le **Secrétaire exécutif de l'AEWA**, M. Jacques Trouvilliez, présente aux participants le document AEWA/MOP 6.10 Rev1, *Rapport sur l'équipe commune CMS/AEWA chargée de la gestion de l'information, de la communication et de la sensibilisation*. Il explique le travail réalisé et le contexte de l'équipe commune CMS/AEWA chargée de l'information, de la communication et de la sensibilisation (IMCA), lancée en 2014. Un premier rapport, écrit en étroite concertation avec le Secrétaire exécutif de la CMS, a été fourni à la réunion du Comité permanent (StC) qui s'est tenue à Kampala. L'IMCA est coordonnée par l'Administrateur chargé de l'information de l'AEWA, sous la supervision du Secrétaire exécutif de la CMS. À la COP11, le Secrétariat de la CMS a rendu compte des résultats découlant de l'expérience pilote jusqu'à présent, et les Parties, aux termes de la Résolution 11.3 sur le renforcement des synergies, ont demandé une analyse et un rapport indépendants sur les aspects juridiques, financiers, opérationnels et administratifs des mesures destinées à renforcer les synergies, notamment par le biais du partage des services. La version originale du document AEWA/MOP 6.10 a été mentionnée dans l'évaluation indépendante réalisée par des consultants de l'Université libre de Bruxelles (voir le document d'information AEWA/MOP Inf. 6.8).

91. **M. Trouvilliez** décrit les fonctions de l'unité qui couvrent la presse, les sites Web, les campagnes de sensibilisation, les médias sociaux et les publications. Lors de sa 9^{ème} réunion, le StC avait accepté la mise en place de services communs sélectionnés dans le cadre d'un programme plus large de synergies entre la CMS et l'AEWA.

92. Avant la mise en place de l'IMCA, l'AEWA disposait de deux membres du personnel s'occupant de la communication, un administrateur chargé de l'information de catégorie P-2 et un assistant à temps partiel, de catégorie G-4. La CMS comptait quant à elle cinq membres de personnel, certains à temps plein et d'autres à temps partiel. Lors de son lancement, l'équipe commune comprenait un membre du personnel P-2 responsable du site Web, et deux membres du personnel de la catégorie G et un consultant. Un autre membre à temps partiel (catégorie G) est venu rejoindre l'équipe plus tard.

93. Jusqu'ici, l'AEWA a payé 38 pour cent des coûts de personnel, soit un plus que les 33 pour cent normalement dus selon la formule un tiers/ deux tiers convenue entre la CMS et l'AEWA, formule établie proportionnellement au budget des deux organismes. Ce déséquilibre sera compensé.

94. Les avantages de l'équipe commune incluent le fait que les membres du personnel peuvent se spécialiser et ont joint leurs capacités pour gérer les sites Web. Les stratégies de communication de la CMS et de l'AEWA ont été développées en coopération.

95. Les premières phases de l'expérience pilote ont coïncidé avec la préparation de la COP de la CMS et une excellente couverture médiatique a été obtenue. L'équipe commune était partie sur les chapeaux de roue, mais à présent le moment de la réflexion est venu et il convient d'examiner tout particulièrement la formule de la répartition des coûts. Il revient à la Réunion de prendre une décision sur la façon de procéder et sur le fait de continuer ou non.

96. **M. Trouvilliez** exprime ses remerciements à la Norvège et à M. Størkersen en tant que Président des deux Comités permanents de l'AEWA et de la CMS. Il note que l'évaluation indépendante a présenté une série d'options, allant du retour aux dispositions précédentes jusqu'à la fusion d'une large gamme de services. Il est évident qu'il existe un plus grand besoin de coordination entre la CMS et l'AEWA, étant donné leurs différents rôles, l'éventail de leurs sujets et le calendrier et les cycles de leurs réunions et de leurs processus décisionnels. Les objectifs de l'équipe commune devront être définis de façon plus claire, son travail planifié de manière plus approfondie et des dispositions devront être prises pour traiter les événements inattendus et les questions urgentes. L'augmentation de la capacité technique de l'équipe est également une priorité.

97. **L'Afrique du Sud** demande des éclaircissements sur la formule du partage des coûts entre la CMS et l'AEWA, qui est une question fondamentale sur laquelle les Parties devront se mettre d'accord avant de s'embarquer dans d'autres services communs.

98. **M. Trouvilliez** convient qu'il s'agit d'une question essentielle, mais l'évaluation indépendante n'a pas examiné de façon très détaillée les implications financières. L'expérience pilote couvrait la communication, domaine dans lequel les besoins de la CMS et de l'AEWA étaient faciles à définir. La principale activité de la première année avait été la COP de la CMS et, plus récemment, l'attention s'est portée sur la MOP de l'AEWA. Aucune analyse détaillée du temps de travail n'a été réalisée, mais il faudra accorder plus d'attention au suivi de l'affectation des horaires si les dispositions communes étaient prolongées ou étendues à d'autres domaines tels que l'organisation des conférences. La règle d'un tiers/deux-tiers pourrait ne pas être applicable à d'autres services communs où les attentes de la CMS et de l'AEWA étaient susceptibles d'être très différentes.

99. **La Norvège** indique qu'il est important de se rendre compte que lorsque des organisations fusionnaient, il y avait généralement au départ un coût à payer en termes d'argent ou d'efficacité et les avantages prenaient quelques temps à se concrétiser. L'unité fusionnée pourrait s'appuyer sur les atouts de ses membres et l'équipe pourrait procéder à des adaptations. Les deux Secrétaires exécutifs auraient voix au chapitre dans le travail de l'équipe et il y aurait une certaine flexibilité au niveau des arrangements. M. Størkersen dit qu'il avait le sentiment que la CMS tout comme l'AEWA avaient déjà tiré avantage de cette expérience. Alors que la COP11 de la CMS avait absorbé une grande partie du temps de l'équipe en 2014, l'AEWA avait bénéficié de l'aide de l'équipe pour la préparation de la MOP6.

100. **Madagascar** fait observer que la communication est un secteur clé dans le travail de la Convention et de l'Accord, notant que Madagascar était Partie contractante des deux. Madagascar n'était pas opposé à l'équipe commune mais pensait qu'il était important de maintenir la visibilité et l'identité des deux organismes.

Point 11.a. de l'ordre du jour. Conclusions de la COP11 de la CMS et autres développements importants pour l'AEWA

101. Le **Secrétaire exécutif de la CMS**, M. Bradnee Chambers, fait savoir que certains des principaux résultats de la COP de la CMS, qui s'est tenue à Quito, étaient importants pour l'AEWA. À la fin de son intervention, il invitera le Président du Comité permanent de la CMS à présenter plus en détail ses observations sur le projet de résolution sur les synergies.

102. La COP de la CMS s'est déroulée avec succès à Quito, comptant un nombre record de participants, davantage d'espèces ajoutées aux Appendices, le lancement de la réforme du Conseil scientifique, l'examen de la possibilité d'un mécanisme d'examen pour la Convention et un certain nombre de résolutions prises sur la conservation, avec des implications pour l'AEWA. Celles-ci incluaient la Résolution 11.15 sur les risques d'empoisonnement qui a identifié diverses sources d'empoisonnement et réclamé l'élimination de la grenaille de plomb ; la Résolution 11.16 sur la prévention des prélèvements et du commerce illégaux, qui avait identifié un certain nombre de points névralgiques, fixant le commencement du travail au premier trimestre de 2016, l'accent portant tout spécialement sur la région méditerranéenne ; la Résolution 11.30 sur la gestion des débris marins, impliquant la coopération étroite de la CMS avec le PNUE et les autres AME ; la Résolution 11.26 qui a adopté un programme de travail sur le changement climatique et les espèces migratrices ; et la Résolution 11.27 sur les effets des technologies d'énergie renouvelable, pour lesquels un groupe de travail financé à l'aide d'une contribution volontaire de l'Allemagne commencera le travail en 2016.

103. Il convient de mentionner tout spécialement le plan stratégique pour les espèces migratrices qui a été mis directement en relation avec les Objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et les Objectifs de développement durable (ODD) récemment adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies. La CMS avait travaillé étroitement avec la CDB pour influencer sur les ODD, et l'ODD 15 a placé le travail de la CMS et de l'AEWA dans le courant dominant des politiques mondiales plus larges. Les Parties à l'AEWA sont invitées à examiner le Plan stratégique pour les espèces migratrices, qui s'adresse à un public dépassant la CMS.

104. La COP11 a également adopté une Résolution demandant que la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM) soit désignée comme une journée internationale officielle des Nations Unies. Une proposition déposée

par l'Equateur, le Kenya et les Philippines auprès du comité approprié sera examinée par l'Assemblée générale lors de sa prochaine session.

105. La Résolution 11.3 traitait des synergies et des services communs. Le rapport rédigé par des consultants de l'Université libre de Bruxelles évaluant le projet pilote et les perspectives pour d'autres services communs a été présenté à la 44^{ème} réunion du Comité permanent de la CMS. L'évaluation contient quelques options : collaboration non institutionnelle, synergies institutionnelles progressives, ou fusion intégrale de tous les services communs.

106. L'expérience de l'équipe commune a été avant tout un « apprentissage par la pratique », prenant en main les problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentaient. La formule convenue pour le partage des coûts avec répartition d'un tiers/deux-tiers entre la CMS et l'AEWA, basée sur les deux budgets, sera traduite dans un Programme de travail dont la mise en œuvre serait étroitement suivie et l'équipe supervisée, afin de s'assurer de la justesse de la réflexion. En résumé, le projet pilote a été un succès ayant rencontré quelques difficultés mineures, mais comme on avait pu réaliser davantage avec les ressources disponibles, les Parties ont tiré profit des synergies.

107. Le **Président du Comité permanent de la CMS**, M. Øystein Størkersen constate qu'il a peu de chose à ajouter au rapport du Secrétaire exécutif. Lors de sa 44^{ème} réunion, le Comité permanent de la CMS a examiné l'évaluation des consultants et une nette préférence s'était dégagée en faveur de la deuxième option, soit la poursuite progressive de la fusion des services communs. C'est maintenant à la MOP de l'AEWA de faire son choix. Ce serait un pas en arrière si l'AEWA décidait de retourner aux anciennes dispositions. La Réunion des parties peut choisir de continuer l'expérience pilote ou de donner aux dispositions communes un caractère plus permanent. La prise de mesures concrètes afin de mettre en place des synergies serait plus en phase avec des politiques intergouvernementales plus larges. Si les Parties à l'AEWA acceptaient de poursuivre les dispositions communes, le Comité permanent de la CMS pourrait achever les procédures par le biais du processus intersessionnel.

Point 11.b. de l'ordre du jour. Résultats de la COP12 de Ramsar importants pour l'AEWA

108. **M. Tobias Salathé, conseiller principal du Secrétariat de Ramsar pour l'Europe**, résume les principaux résultats intéressants de la 12^{ème} Conférence des Parties à la Convention de Ramsar sur les zones humides (COP12 de Ramsar), qui s'est tenue en Uruguay en juin 2015.

109. Bien que certaines populations d'oiseaux d'eau fussent en augmentation, ce n'est pas le cas des zones humides dont elles dépendent. Depuis 1971, lors de l'entrée en vigueur de la Convention de Ramsar, des zones humides ont disparu dans le monde entier, y compris en Europe. Toutes les personnes assistant à la MOP6 sont convaincues de la valeur des zones humides, mais ce n'est pas le cas au-delà de cette assemblée. Pour changer les comportements, de meilleures informations et de meilleurs moyens de les transmettre sont nécessaires. Ramsar est une « convention relais » donnant accès à une variété d'entités ; par exemple, elle ne participe pas uniquement au Groupe de liaison sur la biodiversité, mais est également partenaire d'ONU-Eau.

110. Le principal résultat de la COP12 de Ramsar a été l'adoption d'une nouvelle Stratégie mondiale pour les zones humides, s'étendant sur neuf ans (trois périodes triennales intersessionnelles) avec un examen à moyen terme. La Stratégie mondiale a identifié des objectifs stratégiques, chacun assorti de cibles :

- La prise en main des vecteurs de perte et de dégradation des zones humides
- La gestion efficace des sites Ramsar
- L'usage judicieux de toutes les zones humides
- Le renforcement de la mise en œuvre (y compris la communication et la sensibilisation)

111. Le Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) de Ramsar est composé d'experts et d'institutions, y compris des ONG partenaires, et se concentre actuellement sur les questions prioritaires suivantes :

- Suivi, cartographie, inventaires
- Plans de gestion pour les zones humides

- Évaluation économique des biens et services fournis par les zones humides
- Équilibrage de la conservation des zones humides et du développement
- Changement climatique et restauration des zones humides

112. **M. Salathé** résume brièvement les Initiatives régionales de Ramsar (Résolution XII.8). Il cite également des résultats significatifs de la COP12, intéressants pour l'AEWA, concernant les tourbières, le changement climatique et l'utilisation judicieuse (Résolution XII.11), et la conservation des zones humides des îles du bassin méditerranéen (Résolution XII.14).

113. Le **Président** remercie M. Salathé pour sa présentation, soulignant les nombreuses opportunités de travailler ensemble s'offrant à l'AEWA et Ramsar.

Point 12 de l'ordre du jour. Mise en œuvre du Plan d'action 2012-2017 de l'AEWA pour l'Afrique

114. Mme Evelyn Moloko, **coordinatrice de l'Initiative africaine**, présente le document AEWA/MOP 6.11 *Rapport sur la mise en œuvre de l'Initiative africaine et du Plan d'action pour l'Afrique*. Elle rappelle le lancement de l'Initiative africaine lors de la MOP4, en 2009, et du Plan d'action visant à encourager sa mise en œuvre au cours de la période 2012–2017, qui a été approuvée par la MOP5.

115. Le Secrétariat PNUE/AEWA a fourni une petite unité de coordination composé d'un coordinateur à plein temps et d'un assistant à temps partiel. Il y a aussi une équipe de cinq coordinateurs sous-régionaux nommés conformément aux dispositions de la Résolution 5.9. Toutefois, la force motrice de l'Initiative et du Plan d'action demeurent les 35 points focaux nationaux.

116. Une contribution majeure a été apportée par l'Unité de soutien technique (UST), financée par le gouvernement de la France et rendue opérationnelle en 2012 par le biais d'experts basés en France et au Sénégal, qui ont soutenu la mise en œuvre au niveau sous-régional. Une aide précieuse a également été fournie par toute une gamme de partenaires.

117. En 2012, il avait été décidé d'identifier les activités prioritaires pour guider le travail de l'UST. Le Secrétariat et l'UST ont par conséquent organisé trois réunions sous-régionales, respectivement pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et centrale, et l'Afrique australe et de l'Est.

118. Mme Moloko présente des informations additionnelles, détaillées dans le rapport, comprenant :

- La planification de l'action en faveur des espèces en Afrique ; notamment les plans d'action internationaux pour le Bec-en-sabot du Nil et la Grue royale, et le Plan d'action multi-espèces pour les oiseaux marins côtiers du système d'upwelling du courant de Benguela.
- L'adhésion de neuf nouvelles Parties contractantes africaines à l'AEWA depuis la MOP5 : à savoir (par ordre d'adhésion) le Zimbabwe, le Maroc, la Gabon, le Swaziland, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Rwanda, le Burundi et la Mauritanie.
- Le statut des formalités d'adhésion de Parties contractantes potentielles, parmi lesquelles l'Angola, le Botswana et la République centrafricaine.
- Le Fonds de petites subventions (SGF) de l'AEWA – au cours de la période 2012–2015, le Secrétariat a été en mesure de maintenir un appel à propositions annuel. Des projets ont été achevés au Sénégal et en Ouganda, et sont en cours au Gabon et en Guinée. Les allocations du SGF 2014 seront annoncées après la MOP6 et l'appel à propositions 2015 sera également lancé. Malheureusement, il n'y a pas eu de contributions volontaires supplémentaires au SGF en 2014 et 2015 et des discussions sont nécessaires afin de trouver des façons innovantes et durables pour avancer.
- Le renforcement des capacités demeure une question omniprésente. Le Manuel de la famille CMS pour les points focaux nationaux a été utilisé pour l'atelier de formation des points focaux africains qui s'est tenu en Afrique du Sud. Les réunions préparatoires régionales pré-MOP ont également joué un rôle clé, avec le renforcement des capacités techniques par le biais d'ateliers de « formation des formateurs », tels que ceux qui ont été organisés en Afrique de l'Est et australe, et dans les pays lusophones d'Afrique.

- La CESP s'est principalement concentrée sur la promotion de la Journée mondiale des oiseaux migrants en Afrique.

119. Concernant l'avenir, les ressources financières demeurent une question critique importante. Le Secrétariat a fait des efforts substantiels pour recueillir des fonds. Cinquante pour cent des fonds destinés à la coordinatrice de l'Initiative africaine provenaient de contributions volontaires, de même que tous les fonds pour l'Assistant à temps partiel. Il est nécessaire de réfléchir et de trouver des solutions à long terme. Un projet de Résolution (AEWA/MOP6 DR21) sur la mobilisation des ressources, soumis par l'Afrique du Sud, est particulièrement important pour la région. Certaines Parties ont toujours quelques arriérés de paiement des contributions fixées, mais des efforts considérables ont été faits par les Parties elles-mêmes et par le Secrétariat pour pallier à cela.

120. Il y avait un besoin général de renforcer la collaboration avec les partenaires, notamment là où le Secrétariat ne disposait pas de ressources humaines et financières suffisantes. De nouveaux modèles de coopération devaient être explorés pour y parvenir. Un important développement récent de partenariat était l'établissement d'un MdE entre l'AEWA et trois importantes écoles de faune sauvage en Afrique : l'École de Faune de Garoua, Cameroun, le Collège de gestion de la faune sauvage africaine de Mweka, République-Unie de Tanzanie, et l'Institut kenyan de formation aux services pour la faune sauvage (KWSTI).

121. Remerciant Mme Moloko pour son travail infatigable pour la région au sein du Secrétariat, **M. Jacques Trouvilliez, Secrétaire exécutif**, invite les représentants des trois écoles africaines de faune sauvage à se joindre à lui et aux collègues de l'UST pour une brève cérémonie à l'issue de la signature officielle du MdE.

122. Le **Président** invite les participants à intervenir.

123. Le **Sénégal** remercie le Secrétariat et notamment Mme Moloko pour leur travail et leur collaboration avec les pays d'Afrique. Au Sénégal, ce travail inclut une excellente coopération concernant la Réserve Naturelle Communautaire de Tocc, site Ramsar important en tant qu'aire de reproduction et d'alimentation pour les oiseaux d'eau migrants. Bien qu'il reste du travail à faire, notamment en termes de renforcement des capacités, des progrès significatifs ont été réalisés par le biais de la coopération avec les populations locales et les gestionnaires d'aires protégées.

124. **Madagascar** exprime chaleureusement sa gratitude pour le travail entrepris par Mme Moloko et résume brièvement un nouveau projet en train d'être mis en place à Madagascar grâce à des fonds de FEM5. Des remerciements sont adressés au Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) et au PNUE pour leur aide technique et financière.

125. La **Côte d'Ivoire** fait également part de sa profonde reconnaissance à Mme Moloko. Une question importante pour la Côte d'Ivoire est celle des zoonoses (c'est-à-dire les maladies qui peuvent se transmettre des animaux aux humains). Le gouvernement a décidé d'établir un mécanisme de surveillance sanitaire afin de surveiller la faune sauvage quant à la présence potentielle de zoonoses, en tant que moyen de contribuer à la gestion durable de la faune sauvage et d'offrir aux populations la sécurité alimentaire, compte tenu du fait qu'une majorité des personnes habitant dans les régions rurales mangent de la viande prélevée dans la nature.

126. Le **Ghana** remercie les gouvernements de la France et de l'Allemagne pour leur soutien à l'Initiative africaine de l'AEWA. La mise en œuvre de l'Initiative a déjà amélioré la conservation des oiseaux d'eau migrants en Afrique, mais les fonds restent limités. Au cours des journées à venir, les Parties sont exhortées à réfléchir à des mécanismes de financement innovants afin d'avancer.

127. Le **Kenya** indique que beaucoup a été réalisé grâce à l'Initiative africaine, qui est hautement appréciée par le Kenya. Il est vraiment important d'attirer de nouveaux partenaires et de disposer de soutien supplémentaire, et de voir l'Initiative africaine incluse dans le budget principal de l'AEWA. Ceci exigera le soutien de tous les participants à la MOP6.

128. La **République-Unie de Tanzanie** souligne l'importance du MdE qui venait d'être signé avec les écoles africaines de la faune sauvage pour la conservation des oiseaux d'eau. Dans la région, et spécialement en Afrique de l'Est, il est important d'utiliser les structures existantes, y compris de maximiser les synergies entre l'AEWA et Ramsar, et avec les ONG internationales telles que BirdLife International.

129. Le **Swaziland** salue les efforts de l'UST et de la coordinatrice de l'Initiative africaine. Étant lui-même une nouvelle Partie contractante à l'AEWA, le Swaziland a la preuve que le Plan d'action portait ses fruits. Au cours de la célébration du 20^{ème} anniversaire, la veille, M. Abdoulaye Ndiaye avait souligné que l'Afrique constituait le cœur de l'AEWA. Ceci atteste encore du besoin de soutenir la mise en œuvre dans la région. Le Swaziland exhorte tous ceux qui sont en mesure de fournir les ressources nécessaires à le faire, et a rappelé la Résolution 5.9 qui demandait au Secrétariat de faire tous ses efforts pour obtenir ces ressources.

130. La **Mauritanie** attire l'attention sur quatre projets en cours relatifs à la mise en œuvre au plan national : la Stratégie nationale pour la conservation des zones humides, se concentrant notamment sur les oiseaux d'eau migrateurs ; un projet qui sera lancé dans un futur proche, en coopération avec Wetlands International, pour la protection de la Cigogne blanche ; la conclusion de MdE entre le Parc national du Diawling, le Parc national du Djoudj, Sénégal et la Réserve naturelle d'État Nenetsky, dans la Fédération de Russie ; et la signature d'un accord entre le Banc d'Arguin et l'Initiative de la mer des Wadden. Les deux derniers projets seront mis en lumière lors d'événements en marge de la MOP6, les 12 et 13 novembre.

131. Le **Maroc** fait part de son soutien pour l'Initiative africaine, qui s'est révélée un outil très utile pour la coordination entre les pays. Il est nécessaire de renforcer la collaboration, en travaillant sur la base des connaissances déjà acquises.

132. Le **Président** conclut en expliquant que l'Initiative africaine avait capté l'esprit de l'AEWA et souligne encore une fois l'importance vitale de prendre en compte les perspectives de la région.

Point 13 de l'ordre du jour – Mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA

133. Le **Président** invite **Sergey Dereliev, Administrateur technique de l'AEWA**, à présenter un rapport sur la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA.

134. **M. Dereliev** explique le contexte du Plan stratégique de l'AEWA, déclarant que le plan actuel avait été adopté lors de la MOP4 en 2008. Il n'était pas destiné uniquement au Secrétariat et aux Parties, mais aussi à toute une gamme de parties prenantes. Le Comité permanent avait reçu la tâche de suivre la mise en œuvre et le Secrétariat avait compilé une évaluation au nom du Comité permanent, qui a approuvé sa soumission à la MOP.

135. Le rapport suit la structure du Plan stratégique et mesure comment le travail sur le But et les divers objectifs et cibles ont progressé. Des indicateurs ont été conçus pour tous les objectifs et l'évaluation des progrès de la mise en œuvre est basée sur les rapports nationaux et autre documentation préparée pour la MOP. Les progrès ont été notés suivant une échelle de six points. Le rapport contient également quelques recommandations pour l'action future.

136. Sur douze indicateurs relatifs au But du Plan stratégique (huit ayant une application au niveau de l'Accord et quatre applicables au niveau national) le seul considéré comme ayant été atteint au moment de la MOP5 a maintenant été déclassé dans la catégorie « non atteint ». La plupart des indicateurs des deux catégories les plus mauvaises affichent également des tendances négatives. Dans le dernier rapport, aucune évaluation n'a été réalisée pour les quatre cibles applicables au niveau national, les rapports nationaux ne contenant pas de section demandant des données sur lesquelles une évaluation aurait pu être basée.

137. Quelques progrès ont été réalisés depuis 2012 concernant la série d'objectifs, à l'exception de l'Objectif 4, mais tous les objectifs affichent une tendance générale négative, et certains devront même être évalués à la baisse dans le prochain rapport.

138. L'évaluation dépend de la réception des rapports nationaux à remettre par les Parties et lors de ce cycle, le taux de réponse a été faible. À partir des informations reçues, on a constaté que seules deux cibles ont été atteintes. La Cible 4.3 sur la sensibilisation aux questions relatives aux oiseaux d'eau a été dépassée, de même que la Cible relative à la capacité du personnel national (ceci est dû aux ateliers de renforcement des capacités organisés conjointement avec la CMS). Trois autres cibles montrent de bons progrès en termes de mise en œuvre, mais des informations plus détaillées devraient être fournies afin de les évaluer pleinement. Pour certaines cibles, aucun progrès ou des progrès limités ont été réalisés.

139. Les recommandations incluent de se concentrer sur les quatre cibles exigeant une mise en œuvre nationale et il est noté que les deux cibles ayant été atteintes auront en elles-mêmes une contribution limitée, du fait que tant d'autres cibles n'aient pas été atteintes ; il y a un décalage entre la mise en œuvre apparemment améliorée et une grande absence de progrès en direction de la réalisation de l'Objectif du Plan stratégique.

140. Le **Président** remercie M. Dereliev pour son rapport, notant qu'il était essentiel que les Parties soumettent les rapports nationaux, qui sont la principale source d'informations à partir desquelles les évaluations pouvaient être réalisées.

141. L'**Afrique du Sud** demande quelles sources d'informations pourraient être utilisées, mis à part les rapports nationaux, et si le travail des ONG partenaires se reflète dans l'évaluation. Les rapports à d'autres AME pourraient aussi être importants. Les raisons du faible taux de réponse des Parties devraient également être examinées.

142. **M. Dereliev** déclare que les rapports nationaux étaient la principale source de données mais que d'autres rapports préparés pour la MOP ont été eux aussi utilisés. Il ajoute que le Secrétariat dépend des Parties pour recueillir des informations au niveau national, et qu'elles devraient mettre au point un système pour recueillir des informations appropriées des parties prenantes, car il serait irréalisable pour le Secrétariat de contacter les ONG nationales opérant dans les 75 Parties contractantes. Il renvoie au Manuel pour les points focaux de la Famille CMS, qui décrit les rapports nationaux comme un exercice continu, et non comme la fin d'un processus. Il déclare également que le Secrétariat serait prudent dans l'utilisation d'informations fournies par des ONG sans l'approbation de la Partie concernée. Certains rapports nationaux ont été renvoyés en laissant des sections vides, et il a insisté auprès des Parties pour qu'elles soient méticuleuses lors de la rédaction de leurs rapports. L'évaluation générale sera plus complète et précieuse si davantage de Parties soumettaient leurs rapports. Le Secrétariat fonctionne avec très peu de moyens et le personnel est soumis à une forte charge de travail.

143. Le **Bénin** suggère que le faible taux de réponse peut peut-être être attribué à des problèmes techniques tels qu'un approvisionnement en énergie et des connexions internet peu fiables, et demande si on peut envisager d'autres moyens de remise des rapports.

144. **M. Dereliev** déclare que le PNUE-CMSC œuvrait à l'amélioration du système de remise des rapports en ligne, ce qui devrait faciliter la soumission des rapports, mais qu'il n'est pas possible de remettre les rapports en pièce jointe au format PDF ou sous forme de tableaux Excel.

145. **M. Dereliev** introduit le projet de Résolution AEW/MOP6 DR14 *Extension et révision du Plan stratégique de l'AEWA et du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique*, qui propose un important changement qui mènerait à une meilleure synchronisation du Plan stratégique et des cycles de MOP. La date limite de soumission des rapports nationaux changerait elle aussi. Le développement du nouveau Plan stratégique de l'AEWA pour 2017–2019 prend en compte le Plan stratégique pour les espèces migratrices adopté par la COP de la CMS. Le Plan d'action pour l'Afrique serait aussi révisé, pour être aligné sur le nouveau Plan stratégique de l'AEWA. Les deux documents seront soumis à la MOP7 pour adoption. Il suggère également que ce projet de résolution, de nature courante, n'a pas besoin d'être envoyé à un groupe de travail mais qu'il puisse être directement soumis à la réunion plénière pour adoption. Cette suggestion est acceptée par la Réunion.

146. **M. Marco Barbieri, Conseiller scientifique de la CMS**, mentionne deux éléments du Plan stratégique pour les espèces migratrices qui concernent le processus de l'AEWA. Le Plan stratégique pour les espèces migratrices reflète le mieux possible les Objectifs d'Aichi de la Convention sur la Diversité biologique. Le Plan stratégique pour les espèces migratrices n'est pas exclusivement ciblé sur la Convention, mais a pour but d'être pertinent pour toutes les espèces migratrices et tous les membres de la Famille CMS sont invités à contribuer. Le groupe de travail sur le Plan stratégique a vu son mandat renouvelé lors de la COP et la tâche lui a été confiée de développer des indicateurs ainsi qu'un « ouvrage complémentaire », un guide détaillé sur la mise en œuvre, et il cherche à connaître les indicateurs existants utilisés par d'autres forums. Le groupe de travail sur le Plan stratégique examine la possibilité de développer l'ouvrage complémentaire sous forme d'outil en ligne visant à faciliter les amendements et les mises à jour. Les Parties à l'AEWA sont invitées à continuer à suivre le processus entrepris par la CMS et à envisager de développer le Plan stratégique de l'AEWA en parallèle.

147. Le **Président du Comité technique, M. David Stroud, R-U**, introduit le projet de Résolution 6.15 *Mise à jour de la contribution de l'AEWA aux Objectifs d'Aichi 2020 pour la biodiversité et de la pertinence des Objectifs de développement durable*. La Résolution elle-même est relativement succincte, et contient trois annexes : Annexe I – L'évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la contribution de l'AEWA aux Buts stratégiques et aux Objectifs d'Aichi du Plan stratégique pour la biodiversité; Annexe II – Contribution de l'AEWA aux Buts stratégiques et aux Objectifs d'Aichi du Plan stratégique 2012-2020 pour la biodiversité et l'Annexe III – Résumé des contributions de l'AEWA aux Objectifs de développement durable.

148. Le **Président** suggère que ce projet de résolution soit lui aussi soumis directement à la Réunion plénière pour adoption, sans passer par un groupe de travail. Cette suggestion est acceptée par la Réunion.

Point 14 de l'ordre du jour – Analyse et Synthèse des rapports nationaux

149. Le Président invite **Mme Kelly Malsch, directrice du Programme sur les espèces, PNUE-CMSC** à présenter le document UNEP/AEWA/MOP6.13 *Analyse des rapports nationaux à l'AEWA pour la période triennale 2012-2014*.

150. **Mme Malsch** souligne que les rapports nationaux soumis par les Parties sont une source vitale d'informations, notamment concernant l'efficacité avec laquelle l'Accord est mis en œuvre.

151. L'AEWA a adopté un système de remise des rapports en ligne mais le pourcentage de Parties soumettant leur rapport est tombé à 55 pour cent (39 sur les 71 Parties devant remettre un rapport) et ce qui représente une baisse en comparaison avec les MOP5 et MOP4, lors desquelles, respectivement, 69 et 64 pour cent des Parties avaient remis leur rapport. Ce faible taux de réponse rend la réalisation d'évaluations de l'analyse plus délicate.

152. Les conclusions de l'analyse suivent la même structure que le Plan stratégique, reprenant chaque objectif l'un après l'autre et enregistrant comment les Parties contractantes parvenaient à réaliser les diverses cibles. En plus des activités décrites dans le Plan stratégique, deux autres sujets ont été traités : l'influenza aviaire hautement pathogène et l'utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA.

153. Les recommandations exhortent notamment les Parties à concentrer leurs efforts sur les cibles identifiées dans le Plan stratégique, à rédiger à nouveau certaines sections du format de rapport pour une plus grande clarté et à tirer avantage du projet visant à aider les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à répondre à leurs obligations relatives à la remise des rapports en vertu des AME.

154. Le **Président** remercie **Mme Malsch** pour sa présentation et tire la conclusion que le taux de réponse devait être augmenté. Il exhorte les Parties à se familiariser avec le système de remise des rapports en ligne.

155. L'**Afrique du Sud** réitère le point abordé plus tôt, à savoir que les activités des ONG nationales devaient être intégrées aux rapports nationaux, mais ajoute que certaines organisations internationales sont actives et que leur travail contribue également à la mise en œuvre de l'Accord. L'Afrique du Sud exprime son soutien aux remarques exprimées par le Bénin sur les difficultés rencontrées avec les systèmes high-tech dans les pays ayant un accès irrégulier à internet, ce qui rend la remise des rapports difficile voire impossible. Un système basé sur la mise à jour continue des données pour les rapports nationaux serait également utile et éviterait les problèmes survenant lors de l'absence du personnel clé à des moments critiques, avant la date limite de remise des rapports.

156. Le **Président** reconnaît que dans certaines régions, l'accès courant à internet ne peut être tenu pour acquis, mais il ajoute que les obligations découlant des AME de remettre des rapports ne sont pas nouvelles et que les Parties devraient être capables d'organiser leur charge de travail de façon à respecter les dates limites.

157. Le **Kenya** soutient l'idée que la remise des rapports est essentielle et demande au Secrétariat de rentrer en contact avec lui pour chercher des éclaircissements sur les réponses contenues dans la première version du projet de rapport soumis. Le Kenya a été en mesure de fournir des informations supplémentaires et a par conséquent amélioré son rapport. Il conviendrait d'accorder davantage d'attention aux problèmes de remise

des rapports liés à des difficultés technologiques. Les Parties peuvent manquer d'expertise ou de structures ou de rôles clairement assignés.

158. **Mme Malsch** ajoute que le Secrétariat a en effet réalisé un excellent travail en réclamant aux Parties d'améliorer leurs rapports. Le PNUE-CMSC souhaite rendre les rapports et l'analyse aussi utiles que possible et sera donc heureux de recevoir le feedback et les commentaires des Parties.

159. **Wetlands International** félicite le PNUE-CMSC pour l'analyse mais demande s'il serait possible de recevoir une vue d'ensemble géographique des réponses, ceci pouvant fournir un éclairage complémentaire. Une révision de la portée de l'analyse pourrait être confiée au Comité technique.

Point 15 de l'ordre du jour – Études internationales

160. **M. Szabolcs Nagy, Wetlands International**, présente le document AEWA/MOP 6.14 intitulé *Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans la zone de l'Accord, sixième édition*. Il souligne que ce 6^{ème} Rapport sur l'état de conservation n'aurait pas été possible sans l'aide d'un grand nombre de contributeurs, tout particulièrement les personnes œuvrant sur le terrain.

161. Les principales conclusions qui peuvent en être tirées sont :

- Le Rapport sur l'état de conservation (CSR en anglais) résume les informations pertinentes sur le suivi pour la gestion des populations d'oiseaux d'eau ;
- Le Rapport contribue à l'amendement du Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA, adaptant ainsi la gestion des populations d'oiseaux d'eau afin de refléter leur l'état de conservation ;
- Avec le projet de rapport sur la protection des sites, le CSR a montré que l'Accord fonctionne si ses dispositions et ses lignes directrices sont correctement mises en œuvre ;
- Le CSR montre une amélioration des connaissances résultant des efforts intensifs de renforcement des capacités maintenus au cours de la dernière décennie ;
- Le CSR réitère le besoin pressant d'étendre l'adhésion de Parties à l'Accord le long de la voie de migration Asie de l'Ouest-Afrique de l'Est, où l'état de conservation des oiseaux d'eau est plus inquiétant que partout ailleurs dans la zone de l'Accord ;
- Les données sur les tendances montrent que les plans d'action par espèce fonctionnent et que leur mise en œuvre devrait être intensifiée ;
- Cependant, la mise en œuvre de ces plans sera à elle seule insuffisante pour réaliser les objectifs du Plan stratégique de l'AEWA. Des mesures urgentes sont nécessaires sur trois fronts :
 - La protection et la gestion des sites clés et, plus largement, des zones rurales
 - L'amélioration de la gestion durable des populations
 - La réduction de la mortalité inutile

162. En réponse à une question du **Sénégal** concernant les causes des fluctuations des populations d'oiseaux d'eau, M. Nagy répond qu'il n'a pas été possible d'aborder cette question dans sa brève présentation, mais qu'il estime que la chasse et la perte d'habitats sont parmi les facteurs les plus importants à prendre en considération. Le Comité technique a souligné le besoin d'analyses plus détaillées des causes de déclin des populations, tout en notant que ceci exigeait des ressources financières afin d'effectuer le suivi démographique détaillé nécessaire. Pour le moment, l'AEWA se bat toujours pour essayer de renforcer le suivi de base des oiseaux d'eau.

163. **Mme Kelly Malsch, directrice du Programme sur les espèces, PNUE-CMSC**, présente le document AEWA/MOP 6.15, *Mise à jour sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes dans la zone couverte par l'AEWA*. Ce document actualise le rapport à ce sujet préparé pour la MOP4.

Cette nouvelle étude recommande à l'AEWA ce qui suit :

- Entreprendre des actions coordonnées pour les espèces d'oiseaux d'eau non indigènes prioritaires ;
- Développer des normes et une orientation acceptées au plan international pour évaluer les risques représentés par les oiseaux d'eau non indigènes ;
- Soutenir les recherches sur les dangers que présentent les oiseaux d'eau non indigènes ;

- Augmenter les taux de remise de rapports par le biais du renforcement des capacités, afin d'améliorer la disponibilité et la qualité des données ;
- Établir une relation officielle entre le Comité permanent de l'AEWA, le Comité technique de l'AEWA et les organismes mis en place aux termes du Règlement 2014/1143 de l'UE ;
- Faire concorder les listes des espèces aux termes du Règlement 2014/1143 de l'UE avec les priorités de l'AEWA ;
- Aligner les plans d'action de l'UE destinés à prendre en main les voies prioritaires à suivre sur le Plan d'action de l'AEWA, les plans d'action internationaux et nationaux par espèce, et d'autres plans appropriés ;
- Faciliter la coopération/coordination avec des pays extérieurs à l'UE concernant les efforts destinés à empêcher l'introduction/la propagation des espèces invasives ;
- Explorer les options en vue de l'utilisation des informations recueillies dans le cadre des obligations de remise de rapports dans le cadre de l'UE, pour aider à compléter les sections correspondantes des rapports nationaux de l'AEWA ; et
- Explorer les options en vue de l'interopérabilité entre le système de soutien de l'information aux termes du Règlement 2014/1143 de l'UE et le système de rapport en ligne de l'AEWA.

164. La **Norvège** observe que le nouveau règlement de l'UE en est à ses débuts. Il n'y a pas encore, à présent, de listes d'espèces et il semble donc légitime de se demander si c'est l'AEWA qui devait tenir compte de l'UE ou l'inverse.

165. **Mme Malsch** a convenu que c'est bien le cas, mais précise qu'il pourrait y avoir des occasions d'influer sur le nouveau règlement de l'UE.

166. **Mme Nina Mikander, administratrice de programme, Secrétariat PNUE/AEWA**, présente le document AEWA/MOP 6.16 intitulé *Vue d'ensemble du niveau de préparation et de mise en œuvre des ISSAP, des ISSMP, et des plans d'action multi-espèces 2015*.

Les recommandations essentielles découlant de l'examen d'ensemble sont que l'AEWA devrait :

- Intensifier la mise en œuvre des plans d'action existants – en mettant l'accent sur une participation et un engagement accrus des gouvernements ;
- Obtenir davantage de financement, de ressources humaines et de savoir-faire technique pour la mise en œuvre du Plan d'action (en se concentrant sur les espèces mondialement menacées) ;
- Intensifier le travail des groupes internationaux de travail et d'experts de l'AEWA sur les espèces existants, y compris leur coordination ;
- Augmenter les efforts déployés pour recruter de nouvelles Parties contractantes à l'AEWA - en particulier en Asie centrale et au Moyen-Orient - afin d'améliorer la mise en œuvre.

Les recommandations hautement prioritaires pour l'AEWA sont :

- Assurer la coordination et la mise en œuvre en continuant de mettre en place des groupes de travail et des groupes d'experts sur les espèces couvertes par l'AEWA pour les nouveaux plans et les plans révisés ;
- Entreprendre une évaluation des plans d'action les plus anciens et suggérer leur révision ou leur retrait (voir le processus proposé dans le document AEWA/MOP 6.33) ;
- Tirer des leçons de l'expérience acquise et continuer à développer plus avant le processus de planification de l'action et de la gestion de l'AEWA ;
- Favoriser le développement d'autres plans internationaux de gestion aux termes de l'Accord ;
- Prendre en compte les lignes directrices de conservation de l'AEWA en préparant et en mettant en application des plans d'action et de gestion.

167. **Wetlands International** souligne l'importance de la coordination au niveau de l'ensemble de la voie de migration. Le rapport fait la preuve du vieil adage affirmant que « *conservation sans argent est seulement conversation* » et souligne l'urgence de développer un financement à l'échelle de la voie de migration afin de soutenir la mise en œuvre des plans d'action par espèce.

168. La **Norvège** approuve pleinement les conclusions et les recommandations découlant de l'analyse d'ensemble. Les ressources sont clairement un point crucial. Il est toutefois important de considérer la capacité limitée du Secrétariat pour entreprendre la coordination des plans d'action ; cette responsabilité devrait être reprise par les Parties elles-mêmes.

169. **Mme Mikander** rappelle que le Secrétariat est en fait responsable de la coordination d'un seul groupe de travail, à savoir celui sur l'Oie naine. Le Secrétariat poursuit en effet activement l'objectif de déléguer la responsabilité de la coordination des plans d'action.

Point 16 de l'ordre du jour – Procédure internationale d'évaluation

170. **M. Sergey Dereliev (administrateur technique de l'AEWA)** présente le document UNEP/AEWA/MOP 6.17, *Procédure d'évaluation de la mise en œuvre - Rapport destiné à la MOP6*. La Procédure d'évaluation de la mise en œuvre (IRP) a été mise en place en 2008 par la Résolution 4.6, qui a chargé le Comité permanent d'en assurer la supervision.

171. Une procédure a été établie pour traiter les cas, commençant par la réception de la notification initiale adressée au Comité technique. Les étapes suivantes incluaient la consultation du Comité permanent, la décision de ce dernier d'engager une procédure d'IRP, la prise de contact avec la Partie concernée, et la proposition d'organiser une mission afin de se rendre sur le site en question.

172. Depuis 2012, quatre cas ont fait l'objet d'une procédure. L'une d'elle concernait la chasse illégale du Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*) dans la République arabe syrienne. Ce cas était toujours ouvert sans être toutefois activement poursuivi en raison de la situation politique dans ce pays. Une autre procédure, engagée en 2012, concernait le drainage des salines d'Ulcinj en vue du développement d'un complexe de loisirs au Monténégro. Le Secrétariat avait écrit aux autorités et une mission avait été proposée. Après avoir accepté une mission en 2012, le gouvernement n'avait répondu à aucune communication du Secrétariat et du Comité permanent, ceci jusqu'en 2015. Une prise de contact avec les autorités avait eu lieu en marge d'un atelier qui s'était tenu au Monténégro en avril 2015. Des modalités avaient été convenues pour poursuivre ce cas et quelques discussions positives avaient eu lieu au sujet de solutions possibles à la suite de l'atelier. Cette procédure est toujours ouverte.

173. Le troisième cas impliquait un projet de ferme éolienne proche du lac Durankulak, en Bulgarie, qui menaçait d'obstruer les mouvements de la Bernache à cou roux (*Branta ruficollis*) entre un site de repos et ses zones d'alimentation. Des lettres avaient été échangées et une rencontre avait eu lieu en marge d'une autre réunion. Le gouvernement bulgare avait décliné l'offre d'une mission en raison de procédures judiciaires en cours. Une nouvelle aire protégée avait été désignée et une aire protégée existante agrandie, et il semblait probable que le projet de ferme éolienne allait avancer.

174. Le dernier projet concernait l'Islande et le reboisement des basses terres menaçant les habitats de reproduction d'espèces d'oiseaux d'eau couvertes par l'AEWA. Le gouvernement islandais avait répondu favorablement et les termes de référence d'une mission commune avaient été examinés. Cependant, en dépit des synergies potentielles de la participation de l'AEWA, de la Convention de Berne, de la Convention de Ramsar et du CAFF, le gouvernement était seulement disposé à traiter avec l'AEWA et la Convention de Berne. Il était possible qu'une mission ait lieu lors du deuxième trimestre de 2016.

175. Un autre cas potentiel impliquait le projet de construction d'une ferme éolienne en Aquitaine, en France, dans un endroit qui était un site de halte pour la Grue cendrée (*Grus grus*). Mais du fait du changement climatique, les oiseaux étaient maintenant également là pendant l'hiver. Un mandat de surveillance était maintenu et les autorités françaises avaient répondu aux demandes d'information. On ne savait pas encore si un cas d'IRP allait être ouvert.

176. L'IRP subissait la contrainte du manque de fonds, bien qu'il ait été convenu que les missions pourraient être financées en prélevant des fonds dans les réserves, mais celles-ci n'étaient pas inépuisables. L'IRP devra sinon dépendre des contributions volontaires. Une autre contrainte était la capacité limitée du Secrétariat.

177. Le **Président** a observé que l'IRP était une partie importante de l'arsenal de l'Accord et ajoutait à sa crédibilité.

Point 17 de l'ordre du jour. Rapport sur la mise en œuvre et la révision des Tâches internationales de mise en œuvre 2012-2015

178. **M. Sergey Dereliev, Administrateur technique de l'AEWA**, présente le document UNEP/AEWA/MOP6.18 intitulé *Rapport sur la mise en œuvre et la révision des Tâches internationales de mise en œuvre 2012-2015*. Les Tâches internationales de mise en œuvre (IIT) étaient un instrument conçu pour aider à établir des priorités dans le travail de l'Accord, instrument qui avait existé dès le début mais qui avait perdu son élan. La MOP5 avait identifié 30 tâches, mais seulement 10 avaient été prises en main et deux autres étaient en cours.

179. Certains des travaux financés avaient été réalisés en Afrique, tels qu'un projet sur le prélèvement et l'utilisation durable mené par la France et la FAO.

180. La mise en œuvre des IIT souffrait de sa dépendance à l'égard de contributions volontaires qui ne se matérialisaient pas.

181. Le projet de résolution AEWA/MOP6 DR13 sur les *Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA pour 2016-2018* a cherché les moyens d'améliorer le format des IIT, car les Parties ne l'utilisaient et ignoraient peut-être même l'existence de cet instrument. Une plus grande importance sera accordée à la liste des projets et il a été souligné que ses entrées reflétaient les priorités définies par les Parties. Les IIT seront également plus étroitement alignées sur le nouveau Plan stratégique pour 2019-2027.

Point 18 de l'ordre du jour. Questions financières et administratives

182. Le **Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Jacques Trouvilliez**, présente le document UNEP/AEWA/MOP6.19 *Rapport du Secrétariat sur les questions financières et administratives 2013-2015*, décrivant comment le Secrétariat avait exécuté le budget adopté à la MOP5 pour la période triennale écoulée.

183. La Résolution 5.21 avait déterminé un budget principal s'élevant à 3 078 778 EUR, une partie étant financée par un retrait de 370 000 EUR sur les réserves et la majeure partie étant financée par des contributions obligatoires basées sur le barème de l'ONU adapté, avec une contribution minimum de 2 000 EUR par an. Le seuil d'éligibilité à l'aide financière a été fixé à 0,2 sur le barème de l'ONU.

184. **M. Trouvilliez** décrit les changements de personnel qui se sont produits au cours de la dernière période triennale, soulignant que les salaires de certains membres du personnel étaient financés entièrement ou partiellement à l'aide de contributions volontaires et d'autres grâce à des économies réalisées.

185. Les finances de l'Accord étaient en général saines. Les contributions obligatoires des Parties s'élevaient à 2,7 millions EUR, mais au moment de la rédaction des documents, un montant de 156 000 EUR restait en souffrance, portant le montant total des arriérés à 357 041 EUR. Quelques nouvelles Parties n'avaient encore payé aucune contribution depuis leur adhésion et il était rappelé que les Parties ayant des arriérés de paiements ne pouvaient pas prétendre aux allocations offertes par le Fonds de petites subventions. Le Secrétariat était disposé à aider les points focaux nationaux s'ils avaient besoin d'appui dans leurs efforts pour garantir le paiement des montants exigibles. Quelques Parties avaient en revanche payé à l'avance.

186. **M. Trouvilliez** signale qu'il y avait eu des excédents en 2013 et 2014 et que les projections actuelles indiquaient qu'il y aurait un déficit d'au moins 53 000 EUR en 2015, mais il était encore possible que l'Accord parvienne à équilibrer son budget ou arrive même à un autre petit excédent lorsque les chiffres définitifs seraient disponibles. Des circonstances spéciales avaient contribué aux excédents (le poste vacant de Secrétaire exécutif et un membre du personnel en congé de maternité). Les lignes budgétaires qui montraient des dépassements comprenaient les déplacements du personnel. Il s'était avéré impossible de se conformer aux allocations réduites stipulées à la MOP5 du fait que le Secrétariat devait assister à des réunions pour représenter l'Accord.

187. En plus du retrait de 370 000 EUR du Fonds d'affectation spéciale accepté lors de la MOP5 et mentionné plus haut, un montant supplémentaire de 70 000 EUR avait été approuvé par le Comité permanent pour permettre la production de rapports pour la MOP. Il restait toutefois un solde de 1 million US\$, montant largement supérieur au minimum de réserve opérationnelle qui devrait être de 150 000 EUR ou l'équivalent de 15 pour cent des dépenses annuelles estimées, en fonction du montant le plus élevé.

188. Les contributions volontaires étaient essentielles pour le fonctionnement de l'Accord et 405 288 EUR avaient été reçus en 2013, 406 704 EUR en 2014 et 473 535 EUR jusqu'à présent, en 2015, certaines en liaison avec la MOP. L'Initiative africaine, la Journée mondiale des oiseaux migrateurs, le développement de sites Web et les publications dépendaient tous de la générosité des Parties et des partenaires, et des remerciements étaient exprimés à l'Allemagne, à la Finlande, à la France, au Luxembourg, à la Norvège, aux Pays-Bas, à la République tchèque, au Royaume-Uni, à la Suisse, à l'UE et à la Société hellénique d'ornithologie.

189. L'**Égypte** demande qu'une attention spéciale soit accordée à l'équilibre géographique des endroits où les contributions volontaires étaient dépensées, étant donné le manque relatif de ressources dans le sud de la zone de l'Accord.

190. **M. Trouvilliez** indique qu'il se rendait compte de la nécessité de fournir un appui au Sud, et de nombreux projets financés s'étaient concentrés sur l'Afrique, par ex. l'Initiative africaine et le Plan d'action pour l'Afrique et d'autres projets, tels que le site Web et la JMOM, avaient profité à toutes les Parties. Le Sud avait reçu plus qu'il n'avait payé en termes monétaires et les pays « donateurs » voyaient dans cette disposition des avantages pour la voie de migration.

191. **M. Trouvilliez** présente le document AEWA/MOP 6.20 Rév.1 *Avant-projet de proposition de budget 2016-2018*. Il décrit les quatre scénarios de budget que le Secrétariat avait été chargé de préparer, allant d'une croissance nominale nulle à une croissance réelle nulle (tenant compte d'un taux d'inflation de 2 pour cent), à une augmentation réelle de 2 pour cent et une augmentation réelle de 5 pour cent.

192. Le budget est présenté dans le format habituel mais serait transposé pour tenir compte du nouveau système de planification des ressources d'Umoja, introduit en juin 2015. Comme toujours lors d'un tel changement, il y avait eu quelques problèmes initiaux dans le cadre de ce système et les membres du personnel avaient eu besoin d'être formés pour se familiariser avec les nouvelles procédures, mais Umoja promettait d'apporter des avantages considérables lorsqu'il fonctionnerait de manière optimale. Dans le cadre du nouveau système, les trente lignes budgétaires actuelles seraient réduites à sept.

193. De nouveaux coûts salariaux standards avaient été calculés pour le personnel de l'AEWA, tenant compte des catégories de personnel, de la situation familiale (personnes à charge ou non) et des indemnités de poste afin de refléter le coût de la vie dans le pays d'accueil.

194. Un organigramme est présenté montrant les différentes unités au sein du Secrétariat, les postes financés par le budget principal et ceux financés par les contributions volontaires et les économies réalisées. Étant donné que le Comité permanent avait confirmé l'utilité de plusieurs postes non financés, les Parties ne doivent pas perdre de vue que le Secrétariat risque de perdre du personnel et de ne plus se trouver en mesure de fournir le niveau de services qu'il souhaiterait.

195. Il est également souligné que même dans le cas de l'adoption de la première option (croissance nominale nulle), les Parties seraient confrontées à une augmentation de leurs contributions sauf à considérer un autre retrait effectué sur les réserves. **M. Trouvilliez** indique qu'il y aurait largement l'occasion de discuter des détails du budget dans le groupe de travail.

196. L'**Égypte** demande si les avantages de la mise en pratique des synergies se reflètent dans le budget.

197. **M. Trouvilliez** fait savoir que ce n'était pas encore le cas, en partie parce que la décision finale sur la poursuite du projet pilote n'avait pas encore été prise et également à cause du délai nécessaire avant que les avantages ne se matérialisent.

198. Le **PNUE** explique que le système Umoja était en fonction depuis le 1^{er} juin 2015. En dépit de l'interruption au cours de la phase initiale, les avantages d'une plus grande transparence apparaîtraient bientôt et des mesures avaient été prises pour faciliter la transition. (voir Annexe 2)

199. Le **PNUE** fait une déclaration à inclure intégralement dans le rapport de la réunion. Une transcription de cette déclaration se trouve à l'Annexe 3 du présent rapport.

Point 19 de l'ordre du jour. Rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de communication et adoption de la nouvelle stratégie de communication

200. **M. Florian Keil, Administrateur chargé de l'information de l'AEWA**, présente les résultats de la Stratégie de communication de l'AEWA, qui datait de la MOP3 ayant eu lieu au Sénégal. C'était une stratégie ambitieuse avec un plan d'action détaillé, qui exigeait un budget de 500 000 USD pour être intégralement mise en œuvre.

201. Les premières campagnes de communication majeures ont été lancées en 2006 au lendemain de l'épidémie d'influenza aviaire et avaient été nécessaires pour contrecarrer les déclarations inexactes présentant les oiseaux sauvages comme les vecteurs principaux. Cette campagne avait mené à la conception de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs, qui est devenue un événement annuel régulier, dirigé à l'origine par l'Administrateur chargé de l'information de l'AEWA et un assistant à temps partiel, avec l'appui croissant de la CMS, et maintenant gérée par l'équipe commune chargée de la communication.

202. La MOP4, à Madagascar, a abouti au projet FEM Wings Over Wetlands, qui a eu pour résultat une gamme de publications et un site Web dédié. La MOP5, à La Rochelle, a demandé que la Stratégie de communication soit révisée, et une contribution volontaire de l'Allemagne a permis d'engager un consultant. Il a été ensuite décidé de mettre en place une équipe commune chargée de la communication, au service de la CMS et de l'AEWA en janvier 2014, et il a alors été décidé de développer des stratégies de communication stratégiquement harmonisées pour les deux instruments.

203. La stratégie mondiale de la CMS devrait être achevée l'année prochaine. La stratégie de l'AEWA s'est concentrée sur les particularités de l'Accord et sur ses acteurs et outils principaux, ainsi que sur la façon de promouvoir le travail de l'Accord tout le long de la voie de migration. L'avant-projet de stratégie de l'AEWA présenté à la MOP pour approbation est basé sur un certain nombre de principes, l'un étant le lien étroit avec les Objectifs d'Aichi et les Objectifs de développement durable, mais contenant des éléments plus détaillés concernant l'AEWA, tel que la niche de l'Accord, le CESP et des considérations sur la façon de donner une nouvelle dimension à la Journée mondiale des oiseaux migrateurs.

204. **M. Keil** présente ensuite une vue d'ensemble du contenu du projet de Résolution AEWA/MOP6 DR10 Rév.1, *Stratégie de communication* par lequel la Stratégie de communication révisée de l'AEWA serait adoptée.

Point 20 de l'ordre du jour. Propositions d'amendements à l'Accord ou à ses Annexes

205. **M. Sergey Dereliev, administrateur technique, Secrétariat PNUE/AEWA**, présente le document AEWA/MOP 6.22 add. 1 intitulé *Propositions d'amendements aux annexes 2 et 3 de l'AEWA à la 6^{ème} session de la Réunion des Parties* et le projet de résolution correspondant AEWA/MOP6 DR1, *Adoption des amendements aux Annexes de l'AEWA*.

206. En réponse à une question de l'**Afrique du Sud**, M. Dereliev confirme qu'en anglais « African Penguin » (Manchot du Cap) est bien le nom commun correct à employer pour *Spheniscus demersus*.

207. La **Commission européenne, s'exprimant au nom de l'UE et de ses États Membres**, indique que l'UE après avoir analysé les propositions d'amendements, a identifié que quatre espèces proposées pour passer dans une catégorie supérieure et qui sont actuellement chassables en vertu de la directive Oiseaux. Etant donné que des modifications de la directive Oiseaux ne peuvent pas être rapidement envisagées, l'UE sera contrainte d'émettre une réserve à cet égard. En outre, l'UE demandera le rejet de la proposition concernant le Pluvier guignard *Eudromias morinellus*. Ces points seront soulevés dans le cadre du groupe de travail approprié. En outre, quelques problèmes de traduction ont été identifiés dans les versions françaises de certains documents ; la France communiquera avec le Secrétariat à ce sujet.

208. En réponse à une question de la **Norvège**, **M. Dereliev** confirme que l'abréviation « rep. » dans le Tableau 1 est employée pour indiquer que la population de l'espèce concernée a été délimitée sur la base de la population reproductrice.

Point 21 de l'ordre du jour - Adoption de la nouvelle traduction en arabe du texte de l'Accord

209. **Le Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Jacques Trouvilliez**, rappelle que la MOP5 avait confié au Comité permanent de l'AEWA l'approbation de la nouvelle traduction arabe du texte de l'Accord. Une traduction avait été préparée et diffusée auprès des Parties, mais n'a pas encore été adoptée à la suite des préoccupations exprimées par les Pays Bas, en leur qualité de Dépositaire de l'Accord. Le gouvernement des Pays Bas a proposé que son bureau de traduction achève la préparation du texte et le projet de Résolution présenté maintenant à la MOP6 (AEWA/MOP6 DR2 *Adoption de la nouvelle version arabe du texte de l'Accord*) prévoit que le Comité permanent soit mandaté pour adopter la version finale. M. Trouvilliez indique que ceci devrait prendre tout au plus quelques mois et que le Comité permanent pourrait adopter la traduction par le biais d'une procédure écrite. Il a reconnu qu'il était important de disposer d'une version arabe du texte de l'Accord le plus rapidement possible en tant que moyen clé pour faciliter l'adhésion à l'Accord des États de l'aire de répartition de langue arabe. Le Dépositaire sera invité à faire parvenir le texte à tous les États de l'aire de répartition une fois que le Comité permanent l'aura approuvé.

210. L'**Arabie saoudite** exprime sa reconnaissance pour l'aide fournie par le service linguistique du Dépositaire en facilitant la préparation de la traduction. Il est suggéré qu'un petit amendement soit apporté au premier paragraphe du projet de résolution pour prévoir la participation au processus d'une ou deux Parties arabophones.

211. La **Libye** souligne l'importance de disposer d'un texte arabe pour des pays désirant adhérer à l'Accord et demande instamment que le texte soit finalisé dès que possible.

212. L'**Égypte** approuve cette finalisation du texte dans les meilleurs délais et suggère que le projet définitif soit distribué à deux ou trois Parties arabophones pour approbation avant l'adoption par le Comité permanent.

213. Le **Président** note que la discussion sur cette question serait reprise par le groupe de travail sur les questions financières et administratives.

Point 22 de l'ordre du jour. La surveillance des oiseaux d'eau le long des voies de migration d'Afrique-Eurasie

214. **M. Szabolcs Nagy, Wetlands International**, rappelle que 2017 sera l'année du 50^{ème} anniversaire du Recensement international des oiseaux d'eau (IWC) lancé en 1967 par le regretté Geoffrey Matthews. Le recensement est un exemple parfait d'un projet scientifique grand public soutenant la conservation des oiseaux d'eau et ayant contribué à la désignation de sites Ramsar représentant une superficie supérieure à celle du Nigéria.

215. La surveillance est importante car elle signifie que les conservationnistes n'avancent pas à l'aveuglette et le suivi contribue à fournir des informations pour la gestion adaptative et la gestion des prélèvements durables. Cela aide également à identifier les seuils définissant les sites d'importance internationale.

216. L'IWC ne peut pas fournir toutes les réponses et ses méthodes ne se prêtent pas au comptage de certaines espèces, telles que le Vanneau du Sénégal. Les comptages conventionnels d'hiver ne donnent pas une image complète pour les oiseaux coloniaux reproducteurs, les oiseaux qui se rassemblent au large ou ceux qui sont très dispersés.

217. Le Partenariat pour la surveillance des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie, créé en 2011, inclut tous les partenaires clés de l'IWC, notamment l'AEWA et Wetlands International.

218. **M. Sergey Dereliev, administrateur technique de l'AEWA**, présente le projet de Résolution AEWA/MOP6 DR3, *Renforcement de la surveillance des oiseaux d'eau migrants*, qui reconnaît la quantité

considérable de travail fourni depuis la MOP5, mais souligne le besoin de stabilité à plus long terme. Beaucoup de choses ont certes été déjà réalisées, mais il reste encore beaucoup plus à faire étant donné qu'il existe toujours de grandes lacunes et que quelques activités prévues pour la période triennale précédente n'ont pas été réalisées du fait du manque de fonds. L'Outil du Réseau de sites critiques (CSNT en anglais) s'est révélé utile mais devient obsolète tant du point de vue des données qu'il contient qu'au plan technologique.

219. Il est suggéré de mettre en place deux fonds spéciaux. L'un serait géré par le Secrétariat et financé au moyen de contributions volontaires, avec des affectations décidées annuellement par le Comité permanent, qui en rendrait compte à la MOP. L'autre serait un fonds complémentaire géré par les partenaires. La Journée mondiale des oiseaux migrateurs pourrait servir à la levée de fonds. Ces fonds contribueraient probablement à fournir une fraction seulement des ressources nécessaires (estimées autour de dizaines de millions d'euros) et il incomberait toujours aux Parties d'effectuer les recensements nationaux. Des programmes de jumelage pourraient contribuer aux échanges d'idées et d'expertises.

220. Le rapport sur le réseau de sites a besoin d'être financé afin d'être achevé à temps pour être soumis à la prochaine MOP.

221. L'**Afrique du Sud** incite les Parties à s'assurer que les activités de surveillance des oiseaux d'eau ont été incorporées dans leurs plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité (NBSAP) afin de faciliter l'accès au financement par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM).

222. La **Suisse** exprime ses remerciements à tous ceux qui avaient participé à l'IWC au cours des 50 dernières années. La Suisse a soutenu l'IWC et continuerait à le faire, et exhorte d'autres parties à faire de même. L'IWC est d'une aide inestimable pour l'AEWA ainsi que pour la Convention de Ramsar.

223. Le **Luxembourg, s'exprimant au nom de l'UE et de ses États Membres**, est d'accord pour dire que le suivi est crucial mais doute de la nécessité d'établir un nouveau fonds qui représenterait une charge de travail administratif supplémentaire pour le Secrétariat PNUE/AEWA. Il suggère que le groupe de travail approprié de la MOP6 examine des solutions de remplacement pour la marche à suivre.

Point 23 de l'ordre du jour. Plans d'action internationaux par espèce et multi-espèces et plans de gestion

224. Le **Président** invite les experts concernés à faire une brève introduction sur chacun des plans qui sont soumis à la MOP6 pour l'adoption. Chacun d'eux serait examiné en détail par le groupe de travail scientifique et technique.

225. Pour chaque plan, l'information de fond sur le statut de l'espèce, les menaces principales et les moteurs du déclin sont présentés, ainsi qu'une vue d'ensemble des lacunes principales au niveau des connaissances, un résumé des objectifs du plan d'action/de gestion proposés ou des principales actions nécessaires pour les réaliser.

226. **Mme Kerry Morrison, directrice de programme, Programme de conservation de la Grue africaine, International Crane Foundation / Endangered Wildlife Trust Partnership**, présente le document AEWA/MOP 6.25, *Projet de Plan d'action international pour la conservation de la Grue royale*.

227. **M. Arto Marjakangas, chef de projet, Agence finlandaise de la faune sauvage**, présente le document AEWA/MOP 6.26, *Projet de Plan d'action international pour la conservation de l'Oie des moissons*.

228. **M. Richard Hearn, responsable de la surveillance, Wildfowl & Wetlands Trust**, présente le document AEWA/MOP 6.27, *Projet de Plan d'action international pour la conservation de l'Harelda boréale*.

229. **M. Daniel Brown, coordinateur de l'ISSAP pour le Courlis cendré, RSPB**, présente le document AEWA/MOP 6.28, *Projet de Plan d'action international pour la conservation du Courlis cendré*.

230. **M. Sergey Dereliev, Administrateur technique de l'AEWA**, présente le document AEWA/MOP 6.29, *Projet de Plan d'action international pour la conservation du Bec-en-sabot du Nil*.

231. **Mme Christina Hagen, Pamela Isdell Fellow of Penguin Conservation, BirdLife Afrique du Sud**, présente le document AEWA/MOP 6.30, *Projet du plan d'action international multi-espèces pour la conservation des oiseaux marins côtiers de l'upwelling du courant de Benguela*.

232. **M. Dereliev** prend à nouveau la parole pour présenter le document AEWA/MOP 6.32, *Projet de Plan d'action international pour la conservation de l'Ibis chauve*, soulignant qu'il s'agissait d'une révision du plan d'action existant.

233. L'**Arabie saoudite** remercie l'AEWA de l'aider à élaborer le plan d'action pour l'Ibis chauve. Cependant la situation est devenue très critique suite aux événements survenus en Syrie. On espère que les travaux préparatoires nécessaires pourront être entrepris afin de permettre un futur programme de réintroduction. Des remerciements sont également adressés à BirdLife pour le soutien apporté dans le lancement des entretiens.

234. **Mme Nina Mikander, Administratrice de programme de l'AEWA**, présente le document AEWA/MOP 6.33, *Critères de sélection des populations AEWA prioritaires pour l'élaboration de plans d'action et de gestion, processus d'évaluation de plans d'action en vue de leur révision ou de leur retrait, et conseils sur la définition des principaux États de l'aire de répartition dans les plans d'action*.

235. Ce document conclut que l'AEWA a déjà des critères pour donner la priorité à des populations de l'AEWA pour des plans d'action (Résolution 5.8), mais qu'il est nécessaire d'établir :

- Des critères pour définir les populations de l'AEWA prioritaires pour bénéficier des plans de gestion ;
- Un processus structuré et transparent pour la révision ou le retrait de plans d'action ; et
- Des conseils sur quels étaient les États de l'aire de répartition à inclure dans des plans d'action pour des espèces ayant une vaste aire de répartition géographique.

236. **Mme Mikander** présente le projet de Résolution AEWA/MOP6 DR8, *Adoption et mise en œuvre de des plans d'action et de gestion internationaux par espèce et multi-espèces*. La MOP est chargée, entre autres :

- De donner mandat au Comité technique pour fournir une liste prioritaire et ensuite une sélection d'espèces/populations en vue du développement de plans de gestion après chaque MOP ;
- D'adopter le processus proposé pour la révision et le retrait des plans d'action.

237. **Le Luxembourg, parlant au nom de l'UE et de ses États Membres**, est très admiratif du travail réalisé par les experts de l'AEWA. Deux des quatre plans à l'étude ont soulevé certains points d'inquiétude pour l'UE, parmi ceux-ci le plan de gestion international pour l'Oie des moissons pour lequel des amendements mineurs seraient présentés dans le groupe de travail approprié. Les discussions sont toujours en cours concernant le Courlis cendré.

Point 24 de l'ordre du jour. Lignes directrices de conservation, conseils et définitions

238. **M. Alexander (Cy) Griffin, directeur de la conservation, Fédération des associations de chasse et de conservation de la faune sauvage de l'UE (FACE)**, présente le document AEWA/MOP 6.34, *Conseils sur les mesures de la législation nationale pour différentes populations de la même espèce, notamment concernant la chasse et le commerce*.

239. **Mme Melissa Lewis (Université de Tilburg), experte en droit environnemental, Comité technique de l'AEWA**, présente le document AEWA/MOP 6.35, *Projet de lignes directrices relatives à la législation nationale pour la protection des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats*.

240. **M. Jesper Madsen (Université d'Aarhus), Président du groupe spécialistes de Wetlands International sur les prélèvements d'oiseaux d'eau**, présente le document AEWA/MOP 6.36, *Projet de lignes directrices sur le prélèvement durable des oiseaux migrateurs*.

241. **M. Sergey Dereliev, Administrateur technique de l'AEWA**, présente le document AEWA/MOP 6.37, *Projet sur les Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable*.

242. **M. Dereliev** présente également deux projets de résolution liés aux présentations données sous ce point de l'ordre du jour :

- AEW/MOP6 DR5, *Révision et adoption des lignes directrices de conservation* ; et
- AEW/MOP6 DR7, *Adoption de conseils et de définitions dans le contexte de la mise en œuvre du plan d'Action de l'AEW*.

243. **La Norvège** soutient et accueille favorablement les projets de lignes directrices relatives aux technologies d'énergie renouvelable, qui sont pertinentes et raisonnables, mais aimerait suggérer de remplacer dans le texte anglais le mot « *Adopts* » (adopte) par « *Welcomes* » (accueille favorablement), par exemple, dans le premier paragraphe de la DR5. La Norvège soulèvera à nouveau ce point dans le groupe de travail approprié.

244. **M. Dereliev** met en garde et indique que dans toutes les résolutions précédentes, la MOP avait « adopté » les lignes directrices comme un moyen d'aider à la mise en œuvre de l'Accord. Changer le verbe « adopter » par « accueillir favorablement » les lignes directrices de conservation ne serait pas en conformité avec l'article IV.4 du texte de l'Accord. Il propose que le sujet soit examiné soigneusement pour éviter de créer un précédent indésirable conférant à certaines lignes directrices un statut différent des autres.

245. L'**Arabie saoudite** souligne l'importance d'examiner d'autres langues quand ces types de résolutions sont adoptés.

Point 25 de l'ordre du jour. Problèmes affectant l'état de conservation des oiseaux d'eau migrants dans la région de l'AEW

246. **M. Sergey Dereliev, Administrateur technique de l'AEW**, introduit le document AEW/MOP 6.38 *Étude de la fréquence et de l'ampleur du conflit entre les animaux migrants et tous les taxons, et le déploiement de technologies renouvelables*. Ce document a été produit conjointement avec la CMS, IRENA et BirdLife International. Pour ce travail, les Secrétariats de l'AEW et de la CMS ont reçu un soutien financier supplémentaire de l'Allemagne et de la Norvège. Le document a déjà été soumis à la COP11 de la CMS en 2014. Les objectifs de l'étude étaient les suivants : évaluation de la fréquence et de l'ampleur des impacts des technologies d'énergie renouvelable (TER) sur les espèces migratrices ; mise à disposition d'une vue d'ensemble actuelle des mesures d'atténuation ; et identification des lacunes au niveau des connaissances. Les principales conclusions sont les suivantes :

- Un simple résumé est impossible ;
- De nombreux impacts surviennent dans les phases d'exploration et de construction (et pas seulement pendant la phase opérationnelle) ;
- Il existe peu d'études systématiques, qui sont plutôt de nature sporadique ;
- Les impacts ont pour la plupart été évalués actuellement à l'échelle locale et il n'y a que peu ou pas du tout d'informations sur les impacts au niveau des populations, en raison d'un manque d'études appropriées ;
- L'évaluation des effets cumulatifs des TER représente un défi de conservation majeur.

247. Le rapport recommande :

- D'entreprendre une évaluation avant la construction et une surveillance après celle-ci ;
- D'identifier les itinéraires et les sites critiques des espèces migratrices afin d'identifier les « points chauds » et d'éviter les conflits majeurs ;
- De se concentrer sur les impacts cumulatifs, avec un besoin d'une modélisation sur les populations ;
- De développer et d'appliquer des lignes directrices sur mesure pour l'Évaluation d'impact environnemental et l'Évaluation d'impact stratégique.

248. **Israël** remercie ceux qui ont participé à la préparation de cette étude complète, mais se demande si elle va assez loin en termes d'identification des sites ou d'aires géographiques spécifiques ne convenant pas au déploiement de TER.

249. **M. Dereliev** souligne que l'identification des points chauds est spécifique à la région/au pays, au type d'énergie et aux espèces concernées. Ceci exige des analyses très spécifiques qui doivent certainement être entreprises mais ceci ne peut pas être le rôle du Secrétariat PNUE/AEWA, qui n'a ni le mandat ni la capacité nécessaire pour le faire. Il est particulièrement important d'examiner les impacts cumulatifs, ce qui est une tâche très délicate.

250. L'**Arabie saoudite** remercie toutes les organisations qui ont aidé à développer ces informations très utiles et annonce des plans pour organiser un atelier local sur l'énergie renouvelable. Il serait utile d'examiner comment porter ce problème à un plus haut niveau, puisque certaines entreprises de TER utilisent seulement des informations limitées relatives au site concerné.

251. La **Mauritanie** souligne qu'en Afrique de l'Ouest, la Mauritanie est parmi les pays ayant le déploiement de TER le plus avancé. Le Point focal national de l'AEWA a souvent été consulté. À ce jour, les impacts sont de nature locale, sans effets notables sur les oiseaux au niveau des populations.

252. **M. Dereliev** introduit le projet de résolution correspondant AEWA/MOP6 DR11 *Gérer les incidences du déploiement des énergies renouvelables sur les oiseaux d'eau migrants*, les discussions détaillées à ce sujet seront menées par le groupe de travail sur les questions scientifiques et techniques.

253. **Mme Christina Hagen, Pamela Isdell Fellow of Penguin Conservation, BirdLife Afrique du Sud**, introduit le document AEWA/MOP 6.39 *Examen de l'impact potentiel des pêcheries maritimes sur les oiseaux marins migrants dans la région de l'Afrique tropicale*. Cette étude examine la mortalité directe due aux prises accessoires dans les pêcheries au filet maillant mais aussi palangrière/chalutière, de même que les effets indirects tels que la concurrence et le changement de comportement dû à la pêche.

Parmi les taxons d'oiseaux marins évalués, les cormorans, les fous, les sternes et les noddys, les mouettes et les goélands sont les groupes les plus affectés. Le rapport fournit plusieurs recommandations pluridisciplinaires concernant le besoin de :

- Renforcer les processus de gestion des pêches nationales ;
- Fournir un soutien à partir de l'AEWA pour renforcer les Organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP) ;
- Établir un meilleur dialogue entre les départements de l'environnement et de la pêche ;
- Améliorer l'information sur l'impact de la pêche au filet maillant dans la région ;
- Gérer les flottes étrangères pour prendre en main la question de la surpêche ;
- Accorder davantage d'attention à la pêche aux poissons fourrage.

254. Des recommandations sous-régionales supplémentaires sont fournies pour l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est.

255. Le **Sénégal** attire l'attention sur les difficultés rencontrées par les autorités nationales concernées dans leur réponse aux problèmes survenant dans les zones marines au-delà de leur juridiction nationale. Ces problèmes ne peuvent être résolus qu'à l'international.

256. **Mme Hagen** introduit le document AEWA/MOP 6.40 *Étude sur l'état de des populations d'oiseaux marins couvertes par l'Accord, des dangers qui les menacent et des priorités d'action de conservation en leur faveur*. Cette étude examine l'état et les tendances des oiseaux marins et les priorités en terme d'action en leur faveur dans toute la zone de l'Accord, divisée en cinq sous-régions (Arctique/Subarctique ; Europe septentrionale, Lusitanie et Baltique ; Mer méditerranée et mer Noire ; Afrique de l'Ouest tropicale et Atlantique Nord tempéré ; Afrique australe tempérée ; Afrique de l'Est) et couvrant 84 espèces. Les menaces ont été évaluées sur une base sous-régionale, et assorties des recommandations sous-régionales correspondantes. Les principales menaces survenant dans toute la zone de l'Accord incluent :

- Le climat combiné avec les impacts humains sur les proies, y compris les impacts sur les poissons fourrage et les impacts écosystémiques ;
- Les prises accessoires dans les filets de pêche ;
- Le prélèvement par des personnes ;

- La prédation par des espèces envahissantes ;
- Les marées noires et les contaminants ;
- La perturbation et la mortalité dues à des développements/aménagements en mer.

257. L'étude recommande :

- L'identification et la protection des sites pélagiques pour les oiseaux marins.
- La quantification de la mortalité des oiseaux marins (principales sources) et son incorporation dans une analyse au niveau de la voie de migration pour informer les décideurs nationaux et régionaux sur « l'utilisation durable » des oiseaux marins.
- La surveillance des prises accessoires d'oiseaux marins dans tous les types de pêche, en accordant la priorité aux prises accessoires dues aux filets maillants, et le développement de solutions d'atténuation efficaces de ces dernières.
- La compréhension de l'ampleur et de l'impact des prédateurs envahissants sur les populations d'oiseaux marins à travers la région.
- La mise à disposition d'un point focal pour coordonner les projets d'éradication des prédateurs sur les îles.
- L'accroissement de la compréhension de l'ampleur et de l'impact des contaminants, y compris les déchets marins, sur les espèces d'oiseaux marins.
- L'élaboration de stratégies sous-régionales d'atténuation des marées noires et de programmes de surveillance post-marée noire dans les différentes régions biogéographiques de l'AEWA.

258. **Mme Hagen** introduit le projet de résolution correspondant AEWA/MOP6 DR9 Rev.1 *Améliorer l'état de conservation des oiseaux marins d'Afrique-Eurasie*, les discussions à ce sujet seront menées par le groupe de travail sur les questions scientifiques et techniques.

259. Le **Président du Comité technique, M. David Stroud**, présente les projets de résolutions suivants, en expliquant brièvement le contexte de chacun et en soulignant les principaux points du préambule et des paragraphes :

- AEWA/MOP6 DR4 Rev.1 Conservation et utilisation durable des oiseaux d'eau migrateurs.
- AEWA/MOP6 DR6 Conseils actualisés concernant les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau.
- AEWA/MOP6 DR12 Éviter une mortalité supplémentaire et inutile d'oiseaux d'eau migrateurs.

260. Le **Président** invite les participants à poser des questions ou à faire des commentaires. Il n'y a pas d'interventions et les trois projets de résolutions sont transmis au groupe de travail sur les questions scientifiques et techniques de la MOP6, pour qu'il les examine.

Point 26 de l'ordre du jour. Dispositions institutionnelles

a. Comité permanent

261. Faisant référence au projet de Résolution AEWA/MOP6 DR16, *Dispositions institutionnelles : Comité permanent*, la **Norvège** note qu'étant donné que deux membres du Comité permanent ont rempli deux mandats, des remplacements sont nécessaires pour pourvoir les postes réservés pour l'Europe et l'Asie centrale, et l'Afrique de l'Ouest et centrale. Le Dépositaire et le pays d'accueil de la prochaine MOP étaient automatiquement membres du Comité.

262. Des membres suppléants doivent également être choisis. Les Parties sont invitées à considérer quelles Parties devraient devenir membres du Comité et en informer le Secrétariat au cours de la journée.

b. Comité technique

263. **M. Sergey Dereliev, Administrateur technique de l'AEWA**, présenté le projet de Résolution AEWA/MOP6 DR17, *Dispositions institutionnelles : Comité technique*, notant que des résolutions semblables

avaient été adoptées par toutes les MOP précédentes. L'avant-projet de résolution confirmerait la désignation de nouveaux membres du Comité technique pour remplacer ceux qui sont arrivés au terme de leurs mandats. Les nominations ont été recherchées et les candidatures examinées.

264. Les candidats proposés pour devenir membres du Comité technique sont Mme Ruth Cromie (Europe du Nord et du Sud-Ouest) et M. Sidi Imad Cherkaoui (Afrique du Nord). Aucun membre suppléant n'a été désigné pour l'Europe du Nord et du Sud-Ouest, et M. Wed Abdou a été proposé en tant que membre suppléant pour l'Afrique du Nord.

265. En ce qui concerne les experts thématiques, il est proposé de nommer à nouveau Mme Melissa Lewis (droit de l'environnement) et de nommer M. Pierre Defos du Rau (gestion du gibier) et M. Philippe Karpe (développement rural).

266. Suivants les précédents mis en place par d'autres AME, il est convenu d'ouvrir un registre d'intérêts pour les membres et les observateurs du Comité technique.

Point 27 de l'ordre du jour. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et des Comités de session

267. En sa qualité de **Président de la commission de vérification des pouvoirs, les Pays-Bas** font savoir que le Comité (composé de la Libye, du Luxembourg, du Ghana et des Pays Bas) s'était réuni le 10 novembre. Sur les 63 Parties inscrites à la MOP6, 57 sont représentées lors de la réunion. Le Comité a jusqu'ici examiné les pouvoirs soumis par 42 Parties et a approuvé ceux de 40 Parties.

268. Le Secrétariat exhorte toutes les Parties n'ayant pas encore soumis leurs pouvoirs à le faire le plus rapidement possible afin que le Comité puisse terminer son travail avant son rapport final à la session plénière le 14 novembre.

269. Le **Président** fait référence aux attentats terroristes perpétrés à Paris le soir du 13 novembre, qui rendent cette matinée délicate pour se réunir. Il a exprimé le vœu que l'humanité soit suffisamment sage pour prêter attention à l'exemple des oiseaux migrateurs en termes de partage de ressources et de l'espace.

270. Le **Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Jacques Trouvilliez**, informe la MOP que M. Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'ONU, a condamné les attentats commis à Paris. Le Secrétaire général a l'entière certitude que les autorités françaises feront tout ce qui était en leur pouvoir pour amener les auteurs de ces actes devant la justice. Le Secrétaire général a également présenté ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et souhaité un prompt rétablissement aux blessés, et indiquer que ses pensées allaient au gouvernement de la France et aux Français.

271. En s'appuyant sur sa propre expérience, **M. Trouvilliez** a observé que jeune ornithologue, il possédait un exemplaire du Guide Peterson des oiseaux, dans lequel il conservait une carte postale représentant un goéland, portant les mots écrits en 1945 par le poète français Paul Éluard : « *Sur les ailes des oiseaux j'écris ton nom – Liberté* ». M. Trouvilliez a sobrement demandé à la MOP de penser à ces mots en ce jour difficile.

272. S'exprimant au nom de son pays, le représentant de la **France** a remercié les participants pour la sollicitude et la solidarité exprimées par les Nations Unies et la communauté internationale. Même si nous avons parfois l'impression de nous retrouver dans une ère de guerres de religion - et les événements de la veille avaient montré la face la plus sombre du genre humain – nous ne devons jamais perdre confiance en l'humanité.

273. Le Président souligne l'importance qu'il y avait à faire en sorte que les résultats de la MOP soient les meilleurs possibles. Cet exercice relève du bon partage des décisions et des ressources, et à se laisser guider ensemble par les oiseaux migrateurs eux-mêmes.

274. **La Libye, s'exprimant en sa qualité de membre de la Commission de vérification des pouvoirs**, a présenté le rapport final de la Commission. Composée de la Libye, du Luxembourg, du Ghana et des Pays-Bas, la Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie les 10, 11 et 12 novembre 2015. Sur les 63 Parties

contractantes inscrites à la MOP6, 58 sont présentes à Bonn et 45 ont soumis des lettres de créance. La Commission de vérification des pouvoirs a approuvé toutes les lettres de créance et a déterminé que chacune d'entre elles était conforme aux exigences spécifiées dans le Règlement intérieur de l'AEWA.

275. Le **Président** remercie la Commission de vérification des pouvoirs pour son travail.

276. **M. David Stroud (R-U), Président du groupe de travail sur les questions scientifiques et techniques**, indique que le groupe de travail avait tenu des discussions constructives à propos de douze projets de résolutions et documents de soutien. Un consensus a été trouvé sur toutes les questions. Les remerciements sont exprimés à tous les participants et au Secrétariat pour son soutien.

277. Le **Président** remercie le groupe de travail sur les questions scientifiques et techniques pour avoir travaillé si dur et avec autant d'efficacité.

278. **Mme Chandanee Jhowry (Maurice), Présidente du groupe de travail sur les questions financières et administratives**, remercie tous les membres du groupe de travail pour le grand esprit de collaboration et de compréhension dans lequel les délibérations ont eu lieu. Le groupe de travail s'est réuni les 11 et 12 novembre et a examiné cinq projets de résolutions. Les projets révisés de chacun d'entre eux, montrant les amendements proposés, ont été approuvés et sont présentés pour examen à la session plénière. Les débats du groupe de travail ont été longs et animés, mais un consensus a été trouvé sur toutes les questions. Des remerciements sont dus à tous ceux qui avaient apporté leur contribution, et notamment aux interprètes qui étaient restés jusque tard dans la soirée.

279. Le **Président** remercie le groupe de travail pour ses efforts et les résultats correspondants. Il est conscient du fait que les sessions ont été extrêmement longues et il réitère ses remerciements à tous les participants et aux interprètes.

280. Le **Président** invite à faire des commentaires sur le Comité ou les groupes de travail. Personne ne demande alors à prendre la parole.

Point 28 de l'ordre du jour. Adoption des résolutions et des amendements aux annexes de l'Accord

281. Le **Président** note que ce point de l'ordre du jour est au cœur de la MOP, puisqu'il mettrait en route le « moteur » permettant à l'Accord de travailler entre les sessions. Il est important que les Parties habilite l'Accord et son Secrétariat à réaliser toutes les activités prévues au cours de la période intersessionnelle à venir. Ces activités sont à la fois nombreuses et complexes, de même qu'essentielles pour faire progresser la conservation des oiseaux d'eau migrateurs.

282. Le Président appelle l'attention sur les textes révisés des projets de résolutions préparés par le Secrétariat et rendus disponibles en version papier et sous forme de documents électroniques en anglais et en français. Tous les amendements proposés sont présentés par le biais du « suivi des modifications » pour rendre la révision des documents aussi efficace que possible. Le Président exprime son intention de traiter chaque projet de résolution par ordre numérique, de lire le numéro de la résolution, le numéro de la version et le titre de chacune d'entre elle, puis de permettre aux participants de faire des commentaires éventuels. Ceci devait être aussi court que possible. La Réunion sera invitée à adopter la Résolution concernée avant de passer à l'examen du projet de résolution suivant.

283. La MOP a adopté par consensus les 22 projets de résolutions. Davantage de détails sont donnés ci-dessous, notamment dans le cas de cinq projets de résolutions (DR7, DR18, DR20, DR21 et DR22) des amendements mineurs convenus par la Réunion avant l'adoption finale.

DR1 Rev.1 Adoption des amendements aux annexes de l'AEWA

284. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR2 Rev.1 Adoption de la nouvelle version arabe du texte de l'Accord

285. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR3 Rev.1 Renforcement de la surveillance des oiseaux d'eau migrateurs

286. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR4 Rev.2 Conservation et utilisation durable des oiseaux d'eau migrateurs

287. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR5 Rev.1 Révision et adoption des lignes directrices de conservation

288. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR6 Rev.1 Conseils actualisés concernant les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau

289. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR7 Rev.1 Adoption des conseils dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA

290. Ce projet de résolution est adopté sous réserve de l'inclusion d'une correction proposée par le Secrétariat (suppression du mot « the » devant le mot « meaning » dans la version anglaise du paragraphe opérationnel 3).

DR8 Rev.1 Adoption et mise en œuvre des plans d'action et de gestion internationaux par espèce et multi-espèces

291. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

292. En réponse à une question émanant de l'**Afrique du Sud**, le **Secrétariat** confirme que le texte du Plan d'action international pour la Grue royale sera mis à jour afin d'inclure le nom commun convenu de l'espèce, conformément à la référence taxonomique nouvellement adoptée.

293. Le **Luxembourg**, s'exprimant au nom de l'UE et de ses États membres, fait observer en vue du compte rendu de la réunion que la Croatie avait demandé à être incluse en tant qu'État de l'aire de répartition dans le plan d'action (ISSAP) pour le Courlis cendré. Toutefois, au cours de la réunion du groupe de travail sur les questions scientifiques et techniques, il a été clairement expliqué que l'ISSAP se concentrait sur les « principaux États de l'aire de répartition » et que la Croatie ne répondait pas aux critères établis pour en faire partie.

294. La **FACE** fait la déclaration suivante demandant son inclusion dans le compte rendu de la réunion :

295. « La **FACE** aimerait exprimer son point de vue sur le plan d'action (SSAP) pour le Courlis cendré soumis à cette MOP. Premièrement, nous tenons à préciser que nous ne demandons aucun amendement au plan soumis pour adoption, et nous félicitons les groupes de travail sur les ISSAP pour leurs efforts. Nous voulons souligner que les actions proposées ne correspondent pas entièrement au classement de l'espèce/population dans la catégorie A4 du Plan d'action de l'AEWA qui affirme que « la chasse peut continuer de manière durable. L'utilisation durable doit être menée dans le cadre d'un plan d'action international par espèce par le biais duquel les Parties essaieront de mettre en œuvre les principes de gestion adaptative des prélèvements. Une telle utilisation doit au moins être sujette, au minimum, aux mêmes mesures juridiques que le prélèvement d'oiseaux de populations figurant à la colonne B. » Le Plan pour le Courlis propose un moratoire si une gestion adaptative des prélèvements n'est pas mise en place, bien que le plan suggère que la chasse ne soit pas un facteur significatif de déclin. Il est vrai que le taux de survie des oiseaux adultes de la population est élevé. Nous sommes d'avis que cette action est plus rigoureuse que ne l'exige le classement dans la catégorie A4, et basée de façon injustifiée sur les marques de déclin. Toutefois, nous soutiendrons tous les efforts visant à la mise en place d'un processus de gestion adaptative des prélèvements tel qu'exigé dans le plan, et espérons que ces efforts seront assortis de mesures prises par les Parties pour s'attaquer aux principales menaces identifiées dans le plan. Cette déclaration est réalisée afin d'éviter de créer un précédent dans le développement des plans d'action par espèce de l'AEWA dans des circonstances similaires, et d'encourager le soutien des parties prenantes concernées. »

DR9 Rev.2 Améliorer l'état de conservation des oiseaux marins d'Afrique-Eurasie

296. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR10 Rev.2 Stratégie de communication

297. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR11 Rev.1 Gérer les incidences du déploiement des énergies renouvelables sur les oiseaux d'eau migrateurs

298. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR12 Rev.1 Éviter une mortalité supplémentaire et inutile d'oiseaux d'eau migrateurs

299. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR13 Rev.1 Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA pour 2016-2018

300. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR14 Extension et révision du plan stratégique de l'AEWA et du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique

301. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

302. La **France** remercie la Réunion d'avoir, au moyen de cette Résolution, exprimé son appréciation pour le rôle joué par la France dans l'établissement de l'Unité de soutien technique (UST) pour le Plan d'action pour l'Afrique. Tout ce qui a pu être fait grâce à l'UST a été présenté à la MOP par le biais d'événements en marge de la Réunion et n'aurait pu être réalisé sans les partenaires africains. La France avait soutenu l'UST pendant une période de trois ans et aimerait continuer à le faire, bien que des contraintes budgétaires impliquent une réduction de la contribution française au cours des années à venir. La France continuera à concentrer son attention sur le Sahel et le bassin du Nil, et exhorte les Parties à se joindre à elle pour soutenir l'UST.

303. L'**Ouganda**, au nom du groupe africain, et avec l'appui du **Mali** et du **Sénégal**, rend hommage au rôle du gouvernement français et de toutes les autres parties prenantes qui avaient contribué à la mise en œuvre de l'Initiative africaine, et appelle toutes les autres Parties à répondre à la demande de la France de contribuer au maintien de l'UST.

DR15 Mise à jour de la contribution de l'AEWA aux objectifs d'Aichi 2020 pour la biodiversité et de la pertinence des objectifs de développement durable

304. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR16 Dispositions institutionnelles : Comité permanent

305. Le **Président** appelle les participants à intervenir.

306. Le **Luxembourg**, s'exprimant au nom de l'UE et de ses États membres propose la **France** et la **Croatie** en tant que représentant et représentant suppléant pour la région d'Europe et d'Asie centrale. La **Norvège** a proposé la **Géorgie** en tant que second représentant pour l'Europe et l'Asie centrale. L'**Ukraine** a proposé la **Norvège** en tant que second représentant suppléant pour l'Europe et l'Asie centrale. Le **Zimbabwe** a proposé la **Libye** en tant que représentant pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, avec l'**Algérie** en tant que représentant suppléant ; le **Ghana** en tant que représentant pour la région d'Afrique de l'Ouest et centrale, avec le **Sénégal** en tant que représentant suppléant ; et l'**Ouganda** en tant que représentant pour l'Afrique de l'Est et australe, avec l'**Afrique du Sud** en tant que représentant suppléant.

307. Il n'y a pas d'autre intervention et la Réunion adopte la Résolution 16 par consensus, élisant ainsi le Comité permanent pour la période triennale 2016–2018.

308. Le Président remercie M. Øystein Størkersen, **Norvège**, pour son travail en tant que président du Comité permanent pendant les deux dernières périodes triennales ; l'AEWA avait tiré un profit considérable de ses connaissances et de son expérience.

309. Plus tard au cours de la session, après que toutes les résolutions aient été adoptées, la **Norvège** a avisé le Président qu'elle avait été informée d'une situation potentiellement malencontreuse. L'Article 17 du règlement intérieur du Comité permanent prévoit qu'une Partie pouvait être élue seulement pour deux mandats consécutifs, c'est-à-dire six ans : « *La durée du mandat des membres régionaux et des suppléants expirera à la clôture de la session ordinaire de la Réunion des Parties qui suit la session au cours de laquelle ils ont été élus. Les membres régionaux peuvent se faire réélire mais ne sont pas autorisés à assurer plus de deux mandats consécutifs.* » La Norvège a été avisée que tant l'Ouganda que le Ghana ont été en fonction pendant six ans, et que l'élection qui avait eu lieu plus tôt n'était donc pas valide. Du fait de son statut de plus haute instance de l'Accord, la MOP est libre de décider de rouvrir la question. La Norvège laisse au Président le soin de décider de la procédure à suivre.

310. Le **Président** trouve malencontreux que cette question survienne si tardivement, compte tenu du fait que la MOP a déjà officiellement délibéré et pris des décisions sur ce sujet.

311. L'**Ouganda** renvoie la MOP à la Résolution 2.6 (f) : « *La composition du Comité sera réexaminée à chaque session ordinaire de la Réunion des Parties, conformément au règlement intérieur de la réunion. Le mandat des membres nommés sur une base géographique expirera à la clôture de la seconde session ordinaire de la Réunion des Parties qui suivra celle au cours de laquelle ils ont été désignés* ». Il s'agit d'une décision des Parties qui contredit le règlement intérieur du Comité permanent.

312. **Mme Melissa Lewis, experte juridique du Comité technique** soutient l'idée émise par l'Ouganda ; il était clair que le mandat d'un membre du Comité permanent durait deux cycles de MOP et non un.

313. L'**Allemagne** suggère que le PNUE soit invité à clarifier la question, puisqu'il semblait y avoir différentes interprétations.

314. L'**Ouganda** indique qu'il ferait objection à toute interprétation du PNUE, puisque le règlement intérieur ne prévoit pas d'interprétation des résolutions par le PNUE, et qu'en tout cas, la Résolution 2.6 est explicite.

315. Le **PNUE** fait observer que ce n'était pas la première fois que ce genre de question était soulevé et qu'il était clair qu'une interprétation juridique était nécessaire. Si les Parties désiraient que le PNUE émette une opinion, il faudrait consulter Nairobi. Il est alors suggéré que la session plénière se poursuive en passant à d'autres sujets, afin de laisser le temps pour une consultation du PNUE.

316. Le **Président** considère qu'il s'en remet aux Parties. Toutefois, il serait utile de comprendre si le problème mis sur la table est important ou non.

317. La **Norvège** considère que la question restait posée et appuie la proposition de recherche de conseil auprès du PNUE, afin que la Réunion y revienne plus tard.

318. L'**Ouganda**, s'exprimant au nom du groupe de l'Afrique, réitère sa forte objection à ce que la question soit soumise à une interprétation juridique par le PNUE.

319. L'**Afrique du Sud** soutient la position exprimée par l'Ouganda.

320. Le **Luxembourg, s'exprimant au nom de l'UE et de ses États membres** déclare que l'interprétation de l'UE de la Résolution 2.6 est que si des nominations avaient eu lieu lors de la MOP5, celles-ci demeureraient valables jusqu'à la fin de la MOP7.

321. L'**Allemagne** indique qu'elle est favorable à un commentaire du Secrétariat PNUE/AEWA concernant l'interprétation de cette question, compte-tenu du fait qu'il fait fonction de gardien de l'Accord.

322. Le **Président** suggère d'examiner plus avant cette question importante après la pause déjeuner. Lorsque les participants se réuniraient à nouveau, ils auraient, espère-t-il, étudié soigneusement le sujet et sauraient si la question restait ou non à examiner et, si c'était le cas, quel en était le fond, qui devait l'interpréter, et quelles

actions devaient être entreprises, compte-tenu du fait que le point de l'ordre du jour concerné avait déjà été clos.

323. Après la pause déjeuner, le **Président** renvoie la Réunion à l'Article 38 du règlement intérieur de la MOP, établissant que : « *Une fois adoptée ou rejetée la proposition n'est pas forcément réexaminée au cours de la même séance, sauf décision contraire de la Réunion des Parties prise à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. Seules deux personnes, celle qui propose le réexamen de la motion et une autre en faveur de celui-ci, sont autorisées à prendre la parole à cet effet ; la motion est ensuite immédiatement mise au vote.* » Cette règle semble pertinente pour les délibérations de la Réunion. Il demande aux participants de faire leurs commentaires.

324. **L'Afrique du Sud** est contre la création de précédents.

325. **L'Ouganda** attire l'attention sur l'Article 30 du règlement intérieur de la MOP, qui établit que : « *Le Président déclare la séance ouverte et autorise les débats si au moins la moitié des Parties à l'Accord sont présentes ; il ne peut prendre de décision que si au moins la moitié des Parties sont présentes.* » Il note que lorsque le point de l'ordre du jour sur l'adoption des Résolutions avait été débattu, certains collègues avaient quitté la salle. Il serait nécessaire d'établir la présence d'un quorum avant même de pouvoir envisager l'Article 38.

326. Le **Président** fait observer que l'ordre du jour de la MOP a toujours inclus une session d'après-midi pour la réunion plénière du 14 novembre.

327. La **Norvège** a réfléchi à cette question au cours de la pause et est d'accord sur le fait que la Résolution 2.6 pouvait clairement être interprétée comme ne fixant aucune limite sur le nombre de mandats autorisés. L'avis de l'expert juridique du Comité technique allait totalement dans ce sens. La Résolution présentait une faiblesse qui devrait être amendée lors de la prochaine MOP, tout comme l'Article 17 du règlement intérieur du Comité permanent. La Norvège ne fera pas objection si le Président tranche dans ce sens.

328. Le **Président** remercie la Norvège et remarque que l'interprétation du règlement intérieur est toujours un exercice périlleux. Il demande si la Norvège retirait l'éventuel problème soulevé avant la pause du déjeuner et s'accommodait de laisser inchangée l'adoption précédente de la résolution.

329. La **Norvège** est d'accord que c'est une interprétation possible, mais qu'avant de passer au sujet suivant, le Président devrait prendre une décision et chercher à obtenir le consensus de la Réunion sur le réexamen de la Résolution 2.6 lors de la prochaine MOP.

330. **M. Jacques Trouvilliez, Secrétaire exécutif de l'AEWA**, regrette que le texte de la Résolution 2.6 puisse être interprété de différentes façons. Il ajoute que chacune des Parties est libre de soumettre un texte plus clair aux fins d'examen lors de la MOP7. Le Secrétariat examinera la question plus en profondeur avec l'appui du PNUE.

331. À l'invitation du **Président**, la Réunion fait part de son consensus pour avancer dans l'ordre du jour et pour que les points soulevés lors de cette discussion soient examinés entre les sessions.

DR 17 Rev.1 Dispositions institutionnelles : Comité technique

332. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

333. Le **Président** remercie M. David Stroud qui quitte ses fonctions de Président du Comité technique. M. Stroud y a apporté son immense expérience et son grand engagement dans la conservation.

334. La Réunion applaudit chaleureusement, faisant part de son appréciation.

335. La **Norvège** remarque que les documents montrent de nombreuses fonctions vacantes et demande s'il s'agit de manques véritables ou si des nominations supplémentaires interviendront ultérieurement.

336. **M. Sergey Dereliev, Administrateur technique de l'AEWA**, indique qu'il est indispensable que le Comité technique soit composé de membres hautement qualifiés. En même temps, les personnes suffisamment

qualifiées sont non seulement difficiles à trouver mais sont également extrêmement occupées. Il s'est avéré difficile de recruter des membres qui pouvaient consacrer suffisamment de temps à leur fonction. Le programme de travail pour le Comité technique est plus qu'ambitieux mais ne dispose pas d'un financement suffisant. Les membres du Comité ont consacré aux tâches du Comité énormément de temps pris sur leurs occupations professionnelles ou leur vie privée. Le Comité et le Secrétariat ont fait de leur mieux pour obtenir des représentants nommés pour toutes les régions - mais n'y sont pas parvenu dans le cas de l'Afrique centrale - et ont également identifié des membres suppléants pour quelques régions. En ce qui concerne l'Afrique centrale, un processus est en cours en coordination avec les Parties de la région et le nouveau Président du Comité technique. Si la fonction était remplie, cela serait annoncé sur le site Web. Sinon le poste restera vacant jusqu'à la MOP7.

337. En réponse à une question posée par l'**Arabie saoudite**, **M. Dereliev** confirme que les regroupements régionaux au sein du Comité technique sont en effet différents de ceux du Comité permanent. Ce dernier est essentiellement un organisme politique et administratif dont les membres sont les Parties elles-mêmes. Toutefois, dans le cas du Comité technique, les membres ne représentent pas un pays, mais participent sur la base de leur capacité individuelle d'expert. Le plus grand nombre de plus petites régions au sein du Comité technique permet également une meilleure représentation technique provenant de toute la zone de l'Accord.

DR18 Rev.2 Questions financières et administratives

338. M. Jacques Trouvilliez, **Secrétaire exécutif de l'AEWA**, attire l'attention sur quelques petites erreurs qui s'étaient glissées dans la finalisation de la Rev.2 du projet de résolution ainsi que sur une modification mineure :

- Dans le texte français de l'Appendice III qui fixe le barème des contributions, le total doit être corrigé et mentionner 2 768 778 EUR, conformément à l'Annexe I. Le texte anglais du projet de résolution est lui correct.
- Dans l'Annexe II, il faut ajouter un deuxième astérisque aux astérisques simples indiqués aux 6^{ème}, 8^{ème} et 10^{ème} rangées du tableau.
- Dans l'Appendice V, la Croatie et l'Islande font partie des pays surlignés comme n'étant pas éligibles à l'aide financière allouée pour assister aux réunions de l'AEWA.
- La formulation du paragraphe 13 de l'Annexe IV n'est pas en conformité avec le texte de l'Accord, qui étant le texte de rang supérieur, doit prévaloir. Le texte de l'Accord indique que le budget devait être adopté par consensus. Selon le Secrétaire exécutif, le consensus qui a été atteint dans le groupe de travail sur les questions financières et administratives équivaut à l'unanimité. Il suggère donc de remplacer « *unanimous* » (unanimement) par « *consensus* » (par consensus) au paragraphe 13.

339. Le **Luxembourg, parlant au nom de l'UE et de ses Etats Membres** précise pour clarifier que le texte corrigé du paragraphe 13 de l'Annexe IV sera : « ... être adopté par consensus lors de la Réunion des Parties ».

340. Sans autres commentaires, le projet de résolution est adopté, sous réserve des corrections et de l'amendement mineur présentés par le Secrétaire exécutif, et prenant en compte la clarification apportée par l'UE et ses Etats Membres.

DR 19 Date, lieu et financement de la 7^{ème} session de la Réunion des Parties

341. Ce projet de résolution est adopté sans autre amendement.

DR20 Remerciements aux organisateurs

342. Ce projet de résolution est adopté sous réserve d'une petite modification exposée par le Secrétariat (insertion de « Norvège » après « République tchèque » dans le quatrième paragraphe du préambule et dans le premier paragraphe du dispositif). Le Secrétaire exécutif de l'AEWA explique que le financement alloué par la Norvège a été reçu après que le projet de résolution ait été préparé en vue de sa soumission à la MOP.

DR21 Rev.1 Mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA)

343. Ce projet de résolution est adopté sous réserve de l'inclusion d'une correction présentée par le Secrétariat (suppression du texte actuel du paragraphe 4, remplacé par le texte actuel du paragraphe 6) et également affinée à l'aide d'une proposition de l'Afrique du Sud (adaptation de l'indication des différents niveaux de développement économique utilisés dans le texte supprimé du paragraphe 6 pour refléter la terminologie utilisée dans le paragraphe 4).

DR22 Rev.1 Synergies entre le PNUE/AEWA et le PNUE/ CMS

344. Ce projet de résolution est adopté sous réserve de l'inclusion d'une correction présentée par le Secrétariat (remplacement dans le texte anglais du mot « rations » par « ratios » dans le paragraphe 2). Le Secrétariat a clarifié pour le compte-rendu de la réunion que l'équipe commune chargée de la gestion de l'information, de la communication et de la sensibilisation » mentionnée dans le paragraphe 1 était la même que « l'unité commune » mentionnée dans les paragraphes 2 et 3.

Point 29 de l'ordre du jour. Date et lieu de la 7^{ème} session de la Réunion des Parties

345. Ce point de l'ordre du jour a été couvert par l'adoption de la résolution 19 *Date, lieu et financement de la 7^{ème} session de la Réunion des Parties*.

Point 30 de l'ordre du jour : Adoption du rapport de la réunion

346. Le **Président** attire l'attention sur les projets de rapport couvrant les trois premiers jours des sessions plénières de la MOP6, à savoir celles des 9, 10 et 11 novembre. Ceux-ci ont été mis en ligne et sont également disponibles en version papier. Le rapport du 11 novembre n'est pas encore disponible en français car la priorité a été accordée à la traduction des projets de résolution.

347. Sur la proposition du **Président**, la Réunion accepte par consensus de confier la finalisation du rapport du dernier jour de la réunion – qui doit être rédigé dès que possible par le Secrétariat - au Comité de réunion.

348. En ce qui concerne les projets de rapport pour les 9, 10 et 11 novembre, le **Président** invite les participants qui souhaitent apporter des modifications de nature rédactionnelle, telle que la correction d'erreurs typographiques, à soumettre celles-ci directement au Secrétariat. Cependant, toutes modifications importantes doivent être présentées par les participants au cours du présent ordre du jour.

349. La Réunion a adopté le rapport de la Réunion (pour les 9, 10 et 11 novembre) sous réserve de l'inclusion des amendements à quatre paragraphes demandés par le **Luxembourg (parlant au nom de l'UE et de ses États Membres)**, l'**Arabie saoudite** et l'**Ouganda**.

Point 31 de l'ordre du jour : Questions diverses

350. Le **Président** rappelle qu'aucune proposition n'a été faite pour les Questions diverses avant l'adoption de l'ordre du jour lors de l'ouverture de la MOP et qu'aucun sujet n'a été porté ultérieurement à son attention.

Point 32 de l'ordre du jour : Clôture de la Réunion

351. La représentante de la **République tchèque**, parlant en qualité de Point focal national de l'AEWA, fait part de sa vive appréciation du travail professionnel réalisé par le Secrétariat PNUE/AEWA, notamment par le Secrétaire exécutif, M. Jacques Trouvilliez, et par l'Administrateur technique, M. Sergey Dereliev. Elle a rappelé son rôle dans l'adhésion de la République tchèque à l'Accord et son sentiment de se sentir en quelque sorte une mère pour l'AEWA. Elle était donc très heureuse de voir son enfant en bonnes mains.

352. L'**Afrique du Sud**, parlant au nom du groupe de l'Afrique, exprime ses condoléances à la France à la suite des attaques terroristes de la veille au soir à Paris. Les participants africains souhaitent également remercier tous les participants à la MOP6 pour l'esprit positif apporté aux négociations et souligner l'engagement des Parties africaines à mettre en œuvre leurs engagements, tenant compte des différentes circonstances économiques. On espère sincèrement que d'autres Parties répondront aux demandes d'appui à la région, afin de poursuivre ce qui a été accompli à ce jour dans le cadre de l'Initiative africaine et du Plan d'action pour l'Afrique. En conclusion, des remerciements sont adressés au Président de la MOP et aux Présidents des deux groupes de travail pour le professionnalisme avec lequel ils ont conduit les négociations.

353. Le Président fait observer que lorsque les délégués arrivent à une MOP et trouvent tout bien organisé et fonctionnant sans problème, c'est en fait grâce aux efforts et à l'engagement de nombreuses personnes, y compris les Parties, les observateurs, le Secrétariat PNUE/AEWA, le Secrétariat de la CMS et bien d'autres. Des remerciements sont adressés à l'Allemagne pour avoir offert une soirée de réception et des excursions le 13 novembre, qui ont été très appréciées par les participants. Les gouvernements de la Suisse, de la République tchèque, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la Norvège ont tous apporté un soutien financier à la Réunion, tandis que la très importante pré-MOP a été financée par l'UE ainsi par les gouvernements de l'Afrique du Sud et de la Suisse. De vifs remerciements sont adressés à la municipalité de la ville de Bonn pour son accueil chaleureux et particulièrement pour la réception donnée le 13 novembre dans l'ancien hôtel de ville. Pour finir, il convient également de remercier toutes celles et tous ceux qui ont travaillé inlassablement jusque tard dans la nuit pour permettre aux délibérations de la MOP de se dérouler sans problème - en particulier le Secrétariat PNUE/AEWA ainsi que le Secrétariat de la CMS qui a fourni du personnel supplémentaire sous la conduite de M. Bradnee Chambers, Secrétaire exécutif de la CMS, et de M. Bert Lenten, Secrétaire exécutif adjoint. Le Président lit à voix haute la liste de toutes les personnes qui ont contribué au Secrétariat de la MOP et aux fonctions essentielles de soutien de la réunion :

Personnel de l'AEWA : Sergey Dereliev, Nina Mikander, Evelyn Moloko, Birgit Drerup, Marie-Therese Kämper, Jolanta Kremer, Florian Keil, Dunia Sforzin, Catherine Lehmann et Melanie Jakuttek ;

Équipe de la CMS/AFMU : Sandra Rücker, Hillary Sang, Henning Lilge et Jeanybeth Mina ;

Personnel de la CMS : Catherine Brückner, Barbara Schönberg, Ximena Cancino, Laura Cerasi, Tine Lindberg-Roncari, Siri Quade, Marion Dankers, Hanah Al Samaraie, Chenxuan Jia (stagiaire) et Iji Kim (stagiaire) ;

Personnel de l'IMCA/CMS : Veronika Lenarz, Aydin Bahramlouian, Helga Karsten (stagiaire) et Marie Mévellec ;

Équipe d'interprétation : Ingrid Catton, Starr Pirot, Claire-Emmanuelle Weyland, Anne-Marie Arbaji, Odile Montpetit et Vivienne Fadeev ;

Rédacteurs du rapport : Tim Jones et Robert Vagg ;

RSPB : Irene Sabiniarz ;

Services de conférence, campus de l'ONU : Timo Kremer, Franz Münz et Thilan Mannan.

354. Le **Luxembourg**, parlant au nom de l'UE et de ses États Membres, estime que la MOP6 a été un véritable succès, en grande partie grâce à la préparation efficace des projets de résolutions par le Secrétariat. Des remerciements chaleureux sont exprimés au Secrétaire exécutif de l'AEWA et à toute l'équipe de la MOP. Il convient également de remercier M. Fernando Spina, pour l'esprit avec lequel il a assuré la présidence, ainsi que les Présidents des groupes de travail. L'UE et ses États Membres remarquent avec satisfaction que l'AEWA se concentre sur la conservation non seulement des espèces mais aussi de leurs habitats et que l'Accord joue également un rôle important de trait d'union entre l'Afrique et l'Europe.

355. L'**Arabie saoudite** souhaite exprimer ses sincères condoléances à la France pour les événements récents. L'Arabie saoudite remercie le Président de la MOP pour son rôle important et a tient également à souligner la valeur des événements parallèles, qui ont ajouté une dimension importante à la Réunion.

356. Le **Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Jacques Trouvilliez** remercie chaleureusement M. Fernando Spina d'avoir accepté l'invitation à présider la MOP6. Il remercie également tous les délégués, les Parties et les observateurs pour leur patience quand de petites choses étaient allées de temps en temps de travers dans les documents ou dans la technologie de la réunion. Il note que quelques participants ont été déçus ou frustrés du fait de la part importante du temps de la MOP consacré aux sujets administratifs et financiers, bien que ceux-ci soient essentiels pour poursuivre la conservation des oiseaux d'eau aux termes de l'accord, puisque l'AEWA ne pouvait pas fonctionner sans un budget. Il espère toutefois que lors de la MOP7, plus de temps sera consacré à la conservation et moins de temps aux questions administratives.

357. **M. Trouvilliez** a ajouté ses remerciements aux interprètes et aux rédacteurs du rapport, et à tous ceux qui avaient soutenu la réunion.

358. En clôturant la MOP6, le **Président** indique que l'invitation à présider la MOP avait été totalement inattendue. Il souhaite donc remercier tous les participants pour leur chaleureuse et amicale coopération et leur confiance, et présenter ses excuses pour les erreurs qu'il pourrait avoir commises par inadvertance. Il souhaite à tous les participants un bon voyage de retour.

359. Pour finir, il est demandé aux membres du nouveau Comité permanent de l'AEWA de rester dans la salle afin que la 11^{ème} réunion du Comité permanent puisse débiter.

Sessions spéciales

Programme des champions des espèces migratrices (lundi, 9 novembre)

360. Le **Président de la MOP6**, M. Fernando Spina, a brièvement présenté le Programme des champions des espèces migratrices, qui a été lancé lors de la COP11 de la CMS, à Quito. Il a rappelé qu'il existait trois niveaux de reconnaissance dans le cadre du programme : « Champion », « Champion Plus » et « Champion Extraordinaire ». Tandis que le programme de Champions des espèces était une initiative de la famille de CMS et donc appliquée à tous les animaux migrateurs, l'événement actuel présenterait trois champions dont l'appui avait permis de réaliser un travail important en faveur de la conservation des oiseaux d'eau migrateurs.

361. Le Secrétaire exécutif de l'AEWA a décerné un certificat de Champion :

- au gouvernement de la Norvège, identifié comme un « Champion Plus » pour le soutien qu'il a apporté à la « Conservation de l'Oie naine *Anser erythropus* pendant la période 2015-2017 ». Le certificat a été accepté au nom du gouvernement norvégien par M. Øystein Størkersen, de l'Agence norvégienne pour l'environnement.

362. Les Secrétaires exécutifs de la CMS et de l'AEWA ont décerné des certificats de Champions :

- à la Commission européenne, identifiée comme un « Champion Plus » pour le soutien qu'elle a apportée aux efforts déployés pour prendre en main « l'Abattage, le Prélèvement et le Commerce illégaux des Oiseaux migrateurs dans la Région méditerranéenne pendant la Période 2015-2018 ». Le certificat a été accepté au nom de la Commission européenne par Mme Marita Arvela et Mme Anne-Theo Seinen, appartenant toutes deux à la Direction générale de l'Environnement.
- au gouvernement de l'Allemagne, reconnu comme un « Champion Plus » en reconnaissance de son engagement pour « concilier les Projets du Secteur énergétique avec la Conservation des Espèces migratrices au cours de la Période triennale 2015-2017 ». Le certificat a été reçu au nom du gouvernement de l'Allemagne par Mme Rita Schwarzelühr-Sutter, Secrétaire d'État parlementaire pour l'Environnement.

363. L'**Administrateur technique de l'AEWA**, M. Sergey Dereliev, a décrit trois initiatives spécifiques de l'AEWA pour lesquelles on espérait un soutien supplémentaire par le biais du Programme des champions des espèces :

- La Grue royale – porteuse d'un développement durable en Afrique ;
- Rétablir les populations d'oiseaux d'eau de la mer Caspienne ; et
- L'Initiative africaine de l'AEWA – Soutien en faveur d'un refuge pour les oiseaux d'eau migrateurs.

364. On espérait que non seulement de nouveaux champions des espèces viennent relever le défi, mais aussi que les champions existants envisagent de prolonger et d'intensifier leur soutien.

Célébration du 20ème anniversaire de l'AEWA (lundi, 9 novembre)

365. La session a été ouverte par le **Président de la MOP6**, M. Fernando Spina.

366. Le discours liminaire a été fait par **Mme Rita Schwarzelühr-Sutter, Secrétaire d'État parlementaire pour l'Environnement, gouvernement de l'Allemagne**. Elle considérait que l'AEWA avait été en avance sur son temps lors de sa mise en place en 1995 et qu'il restait un traité très moderne à trois égards : sa couverture de l'ensemble de la voie de migration Afrique-Eurasie ; son approche au niveau des populations plutôt qu'au niveau des espèces ; et le fait que plusieurs des dispositions de l'AEWA étaient obligatoires en vertu du droit international. En regardant vers le futur, les deux priorités principales étaient d'augmenter le nombre des Parties contractantes et de s'appuyer sur les connaissances actuelles sur les oiseaux d'eau et les sites clés pour développer et mettre en œuvre des mesures efficaces de conservation. Les initiatives prometteuses à ce jour comprenaient le projet Wings Over Wetlands, l'Initiative africaine de l'AEWA et l'Initiative Voie de migration de la mer des Wadden. Dans la perspective de l'Allemagne, les trois menaces cruciales pour les oiseaux d'eau migrateurs étaient le changement climatique, la chasse non durable dans la région méditerranéenne et les

infrastructures énergétiques, notamment les lignes électriques. L'UE s'occupait actuellement d'examiner l'efficacité des directives Oiseaux et Habitats. L'Allemagne s'était prononcée contre toute fusion des deux directives, qui pourraient potentiellement mener à un abaissement des normes de protection des oiseaux dans l'UE.

367. Mme Schwarzelühr-Sutter était heureuse d'annoncer qu'à partir de 2016, l'Allemagne fournirait un soutien financier pour permettre qu'un administrateur stagiaire (P2) augmente la capacité du Secrétariat de la CMS afin de travailler sur le Plan d'action pour les oiseaux terrestres, l'abattage illégal et l'empoisonnement. Bien qu'assigné principalement à la CMS, cette nouvelle fonction serait également bénéfique pour l'AEWA puisqu'elle concerne des questions couvrant des domaines importants à la fois pour la CMS et l'AEWA.

368. Sous la présidence de M. Aboulaye Ndiaye (Sénégal), des présentations ont été données par :

- **M. Gerard C. Boere, parrain honoraire de l'AEWA** : *Looking back – Looking forward (Regard sur le passé et l'avenir)*
- **Mme Melissa Lewis**, chercheuse au Département du droit européen et international, Université de Tilburg, experte juridique du Comité technique de l'AEWA : *Reflecting on AEWA's Unique Place in International Environmental Law (Réflexion sur la place unique de l'AEWA dans le droit environnemental international)*
- **M. Jesper Madsen**, professeur au Département de Bioscience de l'Université d'Aarhus, Danemark, président du groupe de spécialistes du prélèvement des oiseaux d'eau de Wetlands International et coordinateur du groupe de travail international de l'AEWA pour l'Oie à bec court : *AEWA – Championing Sustainable Harvest of Waterbirds with the African-Eurasian Region (AEWA – Promotion du prélèvement durable des oiseaux d'eau dans la région d'Afrique-Eurasie)*
- **M. Aboulaye Ndiaye**, Département des Parcs nationaux, Sénégal / expert de la conservation des zones humides africaines, membre de l'Unité de Soutien Technique de l'Initiative africaine de l'AEWA (UST) : *The African perspective on AEWA (La perspective africaine sur l'AEWA)*
- **Mme Nicola Crockford**, responsable des politiques sur les espèces internationales à la Société royale pour la protection des oiseaux (RSPB)/BirdLife International - *AEWA and NGOs : the International Conservation Community (AEWA et ONG : la communauté internationale de conservation)*

369. Ces présentations seront mises à la disposition des participants sur le site Web de l'AEWA.

Cérémonie de signature du Mémoire d'Entente sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs en Afrique et en Eurasie (mercredi, 11 novembre)

370. **M. Nick Williams, administrateur de programme, Unité de coordination pour le MdE Rapaces**, a annoncé que la signature du MdE Rapaces par deux nouveaux signataires, la Croatie et Israël, porterait à 55 le nombre total de signataires.

371. **M. Bradnee Chambers, Secrétaire exécutif de la CMS**, a remercié la Réunion d'avoir permis que la cérémonie de signature ait lieu pendant la MOP6. La Famille CMS était ravie d'accueillir de nouveaux signataires du MdE Rapaces, si vite après la 2^{ème} Réunion des signataires, qui a eu lieu récemment à Trondheim, Norvège.

372. Le MdE Rapaces a été signé par l'Ambassadeur de la Croatie en Allemagne.

373. **L'Ambassadeur** a confirmé que la Croatie s'engageait, par le biais de la CMS et de ses instruments, à intensifier ses efforts pour la conservation des espèces migratrices. En raison de sa position géographique spécifique, la Croatie était l'un des pays les plus riches d'Europe en termes de biodiversité. De nombreux rapaces nichent ou hivernent dans le pays, ou le traversent. La Croatie partageait la responsabilité de leur protection et de leur conservation avec d'autres États de l'aire de répartition et continuerait à améliorer la mise en œuvre et la mise en application des mesures juridiques, réglementaires et administratives concernées.

374. Le MdE Rapaces a été signé par Israël, représenté par M. Ohad Hatzofe, Autorité des Parcs et de la Nature d'Israël.

375. **M. Hatzofe** était honoré et heureux de signer le MdE en tant qu' « ambassadeur des oiseaux », qui n'avaient pas de mots pour expliquer leur situation. Il a noté que dans certaines régions d'Israël, la vallée du Rift et la mer Méditerranée étaient séparées par seulement 40 km. En automne 2015, quelque 122 000 aigles pomarins ont été dénombrés, qui suivaient cette voie au cours de leur migration en direction du Sud. Environ la moitié des espèces couvertes par le MdE Rapaces sont présentes en Israël et le gouvernement a investi des ressources significatives dans la conservation des rapaces.



APPENDICE 1 DU RAPPORT DE LA RÉUNION

Intervention of UNEP on agenda item 9 e

9 November 2015

Progress report of the Executive Director on resolution 1/12 of the United Nations Environment Assembly of the United Nations Environment Programme on the relationship between the United Nations Environment Programme and multilateral environmental agreements to the Meeting of the Parties to the Agreement on the Conservation of African-Eurasian Migratory Waterbirds at its sixth session

Note by the Executive Director of the United Nations Environment Programme

Thank you, Mr. President, for giving UNEP an opportunity to intervene on this agenda item.

Dear delegates, ladies and gentlemen,

You have in front of you the respective Progress report of the work of the Task Team on effectiveness of administrative arrangements and programmatic cooperation between UNEP and the multilateral environmental agreements to which UNEP provides secretariat services as requested by the resolution 1/12 of the first session of the United Nations Environment Assembly (UNEA-1) in June 2014. The UNEP Executive Director is requested to submit a final report to the open-ended meeting of the Committee of Permanent Representatives at its next session in February 2016, with a view to putting the issue before the Environment Assembly at its second session in May 2016 (UNEA-2). The secretariat was also requested to submit information on the progress made by the Task Team and its two working groups to the relevant conferences of the Parties to MEAs to be held in the period before the second session of the Environment Assembly, i.e. also the 6th meeting of the Parties to AEWA.

The Task Team, established by the Executive Director in February 2014, comprised of the representatives of the conventions for which UNEP provides secretariat services and the relevant offices of the UNEP secretariat. The Deputy Executive Director chairs the Task Team and the Executive Secretary of the Convention on Migratory Species serves as Vice-Chair.

The Task Team established two working groups to facilitate its work: the working group on administrative arrangements, chaired by a representative of the secretariat of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES), and the working group on programmatic cooperation, chaired by a representative of the secretariat of the Convention on Biological Diversity (CBD).

The task team was established to fulfil two objectives.

The first, on **administrative arrangements**, involved clarifying the administrative relationship between UNEP, the United Nations Office at Nairobi, the United Nations Office at Geneva and the convention secretariats; identifying the range of administrative services required by the convention secretariats, while assessing whether such services are currently provided; and identifying service providers for specific services and funding sources for procuring such services.



The second objective, on strengthening **programmatic cooperation** between UNEP and the convention secretariats, involved identifying priority areas for programmatic cooperation based on directions from the relevant governing bodies and general and specific mandates, including identifying thematic and functional areas for potentially greater synergies.

The working group on programmatic cooperation finalized its work in May 2015. The group developed a comprehensive and inclusive overview of on-going collaboration and possible future collaboration intended to inform the report to be submitted to the UNEA-2 and to enable a strategic consideration of the recommendations of the task team in on-going planning processes within UNEP, such as the development of programmes of work and the Medium-term Strategy of UNEP for the period 2018–2021 and related Programmes of Work in particular in sub-programmes Healthy and Productive Ecosystems, Environmental Governance and Climate Change. The Task Team found that a significant amount of fruitful programmatic cooperation already exists between UNEP and the Convention Secretariats. Such cooperation should be further pursued and strengthened at various levels and on numerous issues.

Possible areas for renewed and strengthened cooperation – with mutual benefits for UNEP and the Conventions Secretariats in the future – include: timely coordination on programmatic matters, including preparation of work programs, support to governments and technical assistance at the national level, regional delivery as well as communications and outreach. One of the most important actions to improve programmatic cooperation would be for UNEP to incorporate the priorities of the conventions into its own programme, insofar as they relate to the mandate of UNEP. A process for determining these priorities, and for facilitating UNEP's consideration of these priorities, in order to build them into its programme of work, would enable better alignment between convergent priorities. UNEP and the Conventions Secretariats should each bring to this discussion what they see as relevant priorities and projects, through an open and transparent process that allows both sets of entities to build stronger and more aligned cooperation.

The working group on administrative arrangements finalized its work in September 2015. The consultation on regular basis between UNEP and the Conventions Secretariats should be essential. Written and agreed administrative arrangements with the relevant governing bodies, and delegations of authority between the Executive Director of UNEP and the executive heads of the Conventions Secretariats, help to clarify the administrative relationship between them. UNEP and each secretariat should work together to develop custom-fit arrangements for the delivery of needed administrative services in line with UN regulations, rules, and core values and UNEP's and MEAs' accountability requirements.

Since the last AEWA MOP, UNEP has at the global level continued to strengthen its programmatic support to the work of biodiversity-related MEAs, including AEWA. UNEP finalized the project entitled **“Improving the effectiveness of and cooperation among biodiversity-related conventions and exploring opportunities for further synergies”** as part of a wider strategy aimed at addressing the mandate provided by the UNEP Governing Council to the Executive Director to undertake activities to improve the effectiveness of and cooperation among biodiversity-related multilateral environmental agreements (decision SS.XII/3) as well as paragraph 89 of the “The future we want” on enhancing their collaboration and coordination.

Through this project, funded by the European Union, the Governments of Finland and Switzerland, UNEP carried out online surveys and convened two expert meetings to discuss and elaborate options for identifying potential ways of enhancing synergies in implementation of biodiversity-related conventions. Participants in the surveys and at the expert meetings included UNEP Secretariat staff, representatives of convention secretariats, national focal points for the conventions and other experts.



Concurrent with this, UNEP also reviewed guidance, experience and lessons learned at the national level with respect to coherent implementation of the biodiversity-related conventions, working closely with both convention secretariats and national focal points and authorities.

Experts group chaired by Ghana and Finland elaborated options for enhancing synergies across the biodiversity-related conventions. **The Options Paper sets out 28 recommended options, under which 88 action points** in total have been identified for various actors which include: Parties; MEAs secretariats; UNEP and other relevant UN bodies; and others. These options and actions take into account relevant completed, existing and planned initiatives undertaken by a number of actors. The focus of the Options Paper is on programmatic cooperation, for which National Biodiversity Strategies and Action Plans, the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020 and the Aichi Biodiversity Targets provide a fundamental basis and where strategic and action plans of all biodiversity-related MEAs are reflected.

The options are proposed to achieve two main outcomes: a) Implementation of the biodiversity-related conventions carried out in an increasingly coherent manner, involving greater collaboration and cooperation amongst convention parties, convention secretariats and key partners, leading to more efficiency and effectiveness in achieving the aims of those conventions; b) Increased collaboration and cooperation in implementation of the biodiversity-related conventions at all levels, facilitated engagement with other sectors, and improved opportunities for mainstreaming biodiversity objectives into other policies and sectors (including through the United Nations Development Assistance Frameworks and in furtherance of the Sustainable Development Goals).

Specific options for action with respect to improving synergies and coherence in the implementation of the biodiversity-related conventions were identified in the Options paper under seven related themes:

1 NBSAPs, the Strategic Plan for Biodiversity and the Aichi Biodiversity Targets Options:

- 1.1 Taking into account already existing materials, prepare streamlined and simple guidance and tools for facilitating the development, revision and implementation of NBSAPs across the conventions.
- 1.2 Support the integration of NBSAPs and the Aichi Biodiversity Targets into different sectors, UNDAF and sustainable development instruments at all levels.
- 1.3 Support parties in accessing timely GEF-funding for the development, revision and implementation of NBSAPs, through promotion of coherent implementation of the biodiversity-related conventions in a coordinated manner among their respective national authorities.
- 1.4 Support experience exchange on the development and implementation of NBSAPs and voluntary 'peer review' of NBSAPs, including through the NBSAP Forum, with a particular focus on the coherent implementation of biodiversity-related conventions.
- 1.5 Explore the use of regional approaches to address transboundary issues identified in NBSAPs, by focusing efforts on collaboration between national focal points and authorities and stakeholders involved in the implementation of NBSAPs in different countries.
- 1.6 Elaborate on the role of each convention and UN body in contributing to the achievement of the Aichi Biodiversity Targets.



2 Reporting, monitoring and indicators

Options:

- 2.1 Building on existing work, and recognising the existing reporting obligations under each of the conventions, explore the possible benefits of using a shared modular reporting approach, and develop and test such an approach based on addressing the identified benefits.
- 2.2 Further enhance coherence in reporting through supporting indicator development and monitoring, building on existing work, including that of the Biodiversity Indicators Partnership (BIP).
- 2.3 Further develop online reporting and information management systems and continue working to ensure their interoperability.
- 2.4 Continue support to reporting processes through joint (regional) capacity building activities.
- 2.5 Increase reporting on enhanced synergies across the conventions.

3 IPBES and strengthening the Science-Policy Interface

Options:

- 3.1 Conventions should continue a close dialogue with IPBES on the timely communication of key findings coherently across the governing bodies and scientific advisory bodies of the biodiversity-related conventions.
- 3.2 Conventions should consider and identify common issues for closer cooperation in developing and making future requests of IPBES, so that priorities requested address areas of common interest.
- 3.3 Strengthen efforts to ensure that the governing and subsidiary bodies of conventions and convention secretariats interact with IPBES in a coherent and timely manner.

4 Information management and awareness raising

Options:

- 4.1 Develop shared approaches to use more effectively global information management tools.
- 4.2 Deliver joint information and awareness campaigns, including in the context of the UN Decade of Biodiversity.

5 Capacity building

Options:

- 5.1 Strengthen the support provided by UNEP regional offices for implementation of the biodiversity-related conventions, and secure funding for sustaining the functions of the MEA focal points.
- 5.2 Identify immediate opportunities for collaboration on capacity development activities and develop harmonised and possible common approaches.
- 5.3 Promote ways to strengthen coherent system-wide action on capacity building for facilitating cooperation and collaboration in the implementation of the biodiversity-related conventions.



6 Funding and resource efficiency

Options:

- 6.1 Convention secretariats to collaborate on new initiatives for obtaining additional financial resources.
- 6.2 Pursue a coordinated approach to accessing GEF and Green Climate Fund (GCF) funding among the biodiversity-related conventions.
- 6.3 Encourage donors, particularly those concerned with development assistance, to contribute to the creation of enhanced opportunities for, and to incentivise, coordination and synergies.
- 6.4 Share information on work to support parties on resource mobilisation, including in relation to innovative financial mechanisms that promote cooperation among the biodiversity-related conventions.
- 6.5 Review and share past and ongoing experiences on MEA synergies and on wider mainstreaming efforts to identify means to increase the cost-effectiveness of synergistic action on biodiversity.

7 Institutional Collaboration

Options:

- 7.1 Focus and enhance the work of UNEP in supporting the implementation of the biodiversity-related conventions at national, regional and global levels, including, where appropriate, by promoting and facilitating collaboration and cooperation in their implementation, in those areas that fall within its mandate, through its various programmes, initiatives and policies.
- 7.2 Strengthen the BLG as a mechanism for promoting collaboration and cooperation among the biodiversity-related conventions within its mandate.
- 7.3 Encourage mutually supportive decisions and possible common decisions across the governing bodies of biodiversity-related conventions for achieving coherence at all levels, including further developing and strengthening joint work programmes and Memoranda of Understanding (MOUs).
- 7.4 Develop mechanisms to share expertise across the biodiversity-related conventions in order to seek and identify common issues to address, and actions to undertake, at programmatic and political level to implement the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020 in a coordinated manner.

In addition to the specific options, the co-chairs of expert group (Ghana and Finland) identified **five overarching considerations** which came out through the process:

- a) the benefits to be gained by implementing the biodiversity-related conventions in a synergistic and coherent manner, so as to increase their national implementation, efficiency and effectiveness; the importance of acknowledging and building on the past, existing and planned activities of biodiversity-related conventions and others to identify and address opportunities to build synergies and increase coherence in implementation of the conventions;
- b) the value of engaging with the activities of UNEP (and other relevant entities) to identify and address opportunities to further build synergies and increase coherence in implementation of the conventions;
- c) the potential opportunities for further promoting synergies among the biodiversity related conventions in the context of implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development, including global Sustainable Development Goals and their targets; and



- d) the need for all actors, including governments, MEAs and their secretariats, United Nations bodies, and other stakeholders, to continue to promote and undertake mutually supportive efforts and approaches aimed at enhancing coordinated and coherent implementation of the biodiversity-related conventions at all levels, building on existing activities and experience.

The Options Paper that was already shared with involved biodiversity-related conventions will be useful for discussion and possible further action in a number of fora. This includes, *inter alia*, the United Nations Environment Assembly of UNEP, the governing and advisory bodies of each biodiversity-related MEA and their Parties and members, the Liaison Group of the Biodiversity-related Conventions and the Chairs of the Scientific Advisory Bodies of the Biodiversity-related Conventions. The document was already shared with AEWA secretariat for sharing with the Parties.

CBD also has a decision on synergies (XII/6) that created an informal advisory group that works on synergies, taking into account the UNEP-led project and building on its work. In September, the first meeting of the informal advisory group met in Geneva where UNEP was invited to make a presentation on the outcome of its project to the advisory group. All options that came out of the UNEP project will be discussed at a workshop in the first quarter of 2016.

In this regard, let me take this opportunity **to commend the AEWA and CMS Secretariats for the efforts they have taken, or are planning to take further, to explore opportunities for creating more efficiencies and effectiveness in the conservation of migratory species when implementing the resolution 11.3 of CMS COP-11 on “Enhancing Synergies and Common Services among CMS Family Instruments”** and through targeted on the CMS/AEWA Common Information Management, Communication and Awareness Raising. I believe the two Secretariats with the support of and guidance from the Parties will be able to successfully complete this task.

UNEP launched the **Sourcebook of Opportunities for Enhancing Cooperation among the Biodiversity-related Conventions at National and Regional Levels**, published in May 2015. The Sourcebook was developed closely with the secretariats of the biodiversity-related conventions, including CMS family, and with national focal points in many countries. Its aim is to provide national focal points and other stakeholders working on those conventions with options to achieve enhanced implementation of the conventions through enhanced cooperation. An e-learning module, based on chapter 6 of the Sourcebook, is currently being developed.

Regarding **enhancing synergies and common services among CMS family instruments**, UNEP is currently working on an improved **online reporting system** to support national reporting processes to MEAs. That work is being carried out as part of phase II of the EU-funded ACP-MEAs project. Updates include improved speed and a solid code foundation to facilitate the further development and implementation of a more intuitive user design. UNEP-WCMC is consulting with a number of secretariats to MEAs (including CMS and AEWA) and with parties to inform the development process through group meetings and one-to-one interviews through an online reporting system user steering group.

UNEP also continues to provide training and support on the use of the current system to the secretariat staff of the CMS, the AEWA and CITES.

UNEP-WCMC continues to maintain and update **Species+**, which provides information relevant to the implementation of CITES and the CMS. Species+, developed by UNEP-WCMC in conjunction



with the CITES secretariat, was launched in November 2013 to assist parties in implementing CITES, the CMS and other MEAs.

Regarding **synergies and partnerships**, UNEP-WCMC organized a meeting entitled “Expert meeting on enhancing efficiency and effectiveness of MEA implementation: interoperability between reporting systems” in Geneva on 15 and 16 December 2014. The meeting was co-hosted by the CITES secretariat and UNEP-WCMC, under the auspices of the Multilateral Environmental Agreement Information and Knowledge Management (MEA-IKM) initiative and was made possible through the generous support of the Federal Office for the Environment of Switzerland.

The **NBSAP Forum**, launched in 2013 and hosted by UNEP, the Convention on Biological Diversity, UNDP and UNEP-WCMC, continues to provide ongoing support to national capacity and knowledge-sharing in the revision and implementation of national biodiversity strategies and action plans (NBSAP) and has rapidly become the global, one-stop shop for finding NBSAP-related resources and for learning and knowledge-sharing between countries, and also a means to promote coherence in the national implementation of multilateral environmental agreements.

The UNEP-WCMC project entitled “**Mapping MEAs to the Aichi Biodiversity Targets**”, commissioned by the Ministry of Environment of Finland, seeks to start the process of developing a coherent, up-to-date compilation of all the guidance related to the achievement of the Aichi Biodiversity Targets provided through the decisions and related programmes and plans of six biodiversity-related conventions, including CMS and AEWA. The final report of the project that will be distributed in the forthcoming days, can serve as an important support tool to identify opportunities for addressing each Aichi Biodiversity target in a manner that enables the objectives of the biodiversity-related agreements, including AEWA, to be addressed coherently.

UNEP in cooperation with UNEP-WCMC and CBD Secretariat carried out the review of progress towards Aichi biodiversity targets through the **reports of the state of biodiversity in Africa, West Asia, Asia and the Pacific and Latin America and Caribbean** that will be presented at the forthcoming UNEA-2 and COP-13 of CBD. The reports provide analysis and assessment also of ecosystems and habitats for waterbirds.

The UNEA-1 through its resolutions inter alia assists with implementation of the goals of biodiversity related MEAs, including AEWA, such examples are **the resolution 1/3 on Illegal Trade in Wildlife**. In that regard, UNEP is using its comparative advantage in terms of regional coordination, policy support and implementation of relevant MEAs, including programmatic support to the CMS and its agreements on species subject to illegal trade. The work is under way on an analysis compiling and synthesizing available and updated information on the environmental impact of the illegal trade in wildlife and wildlife products for consideration by the UNEA-2. UNEP continues to support national Governments, upon their request, to develop and implement rule of law. UNEP works with a wide variety of actors across the judiciary system to strengthen judicial, prosecutorial sectors and law enforcement to curb illegal wildlife trade, identifying obstacles, strategies and promote collaboration between the different actors. In July 2015, in Nairobi, Kenya, UNEP and the Conservation Council of Nations along with experts in the prosecution of international crime hosted an East Africa Regional Judiciary and Law Enforcement Workshop on Wildlife / Environmental Crime. In November 2015,



UNEP and INTERPOL will co-organise the second International Environmental Compliance and Enforcement Conference in Singapore to identify key strategies on law enforcement and demand reduction. UNEP provided technical support to the African Union/Republic of Congo International Conference on illegal wildlife trade in wild flora and fauna (April 2015). The support included the preparation of the elements of a declaration affirming Africa's commitment to combatting illegal wildlife trade and; the preparation of a draft strategy titled "African Common Strategy on Combatting Illegal Trade in Wild Fauna and Flora".

UNEP Live has been progressing and is providing near real-time data on key environmental issues, **access to scientific findings**, and up-to-date information on **progress towards achieving Global Environmental Goals**. In addition, the Country pages in UNEP Live are linked to an on-line reporting obligations database of internationally agreed reporting obligations, which shows when these are due and the formats to be used. As a member of **key scientific bodies** such as the Science and Technology Alliance for Global Sustainability, UNEP is ensuring that it links to the best available science to support policy-making.

As requested by UNEA-1 resolution 4, UNEP has been ***actively promoting and augmenting the science policy interface*** through the development of six GEO 6 Regional Assessments which will inform and support the deliberations at UNEA-2 and development of the global GEO-6 assessment. The GEO 6 Regional Assessments have been developed through a new, innovative approach, using an e-book format in all UN languages as the primary medium for communicating the findings of these assessments. The e-book format allows the direct integration of UNEP Live data, graphics and multi-media to enhance the user experience and make the scientific findings more attractive and understandable to different audiences, including policy makers. The enhanced interactivity of the e-book along with the condensed textual assessment format in all UN languages make the messages clearer and more authoritative, while allowing the findings to be directly linked to social media platforms, thus increasing the reach of the findings to help environmental literacy and debate on the issues.

At the same time, the development of the global GEO 6 assessment is being guided by a High Level Intergovernmental and Stakeholder Advisory Group (HLG) and a Scientific Advisory Panel (SAP). Over 1100 experts have been nominated to participate in the development of the both the regional and global assessments. With this broad representation of experts from more than 130 countries, the regional and global assessments are underpinned by a wide body of knowledge, both scholarly and indigenous/local in nature. The global assessment will be supported by the regional assessment outcomes thus providing more targeted and relevant information to decision makers at national and regional levels. The global assessment also draws on the latest findings from the international science policy arena, including *inter alia* thematic assessments, such as the Global Sustainable Development Report, Global Gender and Environment Outlook (GGE0), World Oceans Assessment, World Water Quality Assessment, Global Waste Management Outlook, IPBES assessments, IPCC 5th Assessment Report, the update to the Global Burden of Disease report, and various UN reports that are currently being developed to support the Sustainable Development Goals, leading to greater collaboration with partners, including UN agencies and MEA secretariats, and greater exchange of expertise and information than has ever happened before.



In line with the UNEA-1 resolution 1/5 on chemicals and waste, UNEP continues to strengthen the sound management of chemicals and waste in the long term and with the resolution 1/6: Marine plastic debris and microplastics the work is underway to prepare the **UNEA-2 Study on marine plastic debris and microplastics**. This will be assisting also the implementation of relevant resolutions of CMS and AEWa. UNEP is ready to **provide additional support to the development and implementation of action plans and national activities**. In this regard, discussions are underway with the Mediterranean Action Plan, Black Sea Commission, Caribbean Environment Programme, Nairobi Convention, South Pacific Regional Environment Programme, etc. Supporting activities related to education and awareness raising include **the first Massive Open Online Course on Marine Litter (MOOC) and the development of a Global Campaign on Marine Litter**. Coordination has taken place with our partners such as. UN-Oceans and MEA Secretariats including CBD, CMS, IWC, Regional Seas Conventions and Action Plans, and BRS.

Using its network of regional biodiversity multilateral environmental agreements focal points, UNEP is planning a **South-South knowledge-sharing workshop** on the legal preparedness for NBSAP implementation, focusing on selected countries in Africa, Asia and the Pacific in the fourth quarter of 2015. The purpose of the workshop is to strengthen existing biodiversity-specific legislation and to develop new legislation that is required to ensure the effective implementation of NBSAPs in those countries.

Regarding **work on climate change and migratory species**, knowledge of marine and coastal data sets tends to be fragmented and/or difficult to access for the non-expert or ad hoc data user. In 2014, in order to address this lack of information, UNEP-WCMC released the Manual of Marine and Coastal Datasets of Biodiversity Importance which provides an overview (including gaps and limitations) of global marine and coastal data sets of biodiversity importance.

On **renewable energy and migratory species**, including waterbirds, UNEP-WCMC Ocean Data Viewer provides easy access to more than 30 global data sets that are useful for informing decisions regarding the conservation of marine and coastal biodiversity, including migratory species.

Administrative support

Since 1 June 2015, UNEP, including the MEAs for which it provides secretariat functions, has been operating with the support of the new enterprise resource planning system “Umoja”. Umoja has facilitated automation, which has had a positive impact on workflows and reporting. The introduction of Umoja has necessitated certain changes in processes and procedures, particularly with respect to procurement and travel.

With regard to Resolution 5.21, and the Parties request for UNEP to consider the feasibility of providing gratis personnel, UNEP has listed 4 Junior Professional Officers, but to-date none of the positions have been selected by governments for sponsorship.

The two AEWa trust funds continue to be administered by the Executive Director of UNEP and have been extended to 31 December 2017 by resolution 1/16 on the management of trust funds and earmarked contributions, adopted by the UNEA at its first session.



UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente

Программа Организации Объединенных Наций по окружающей среде

برنامج الأمم المتحدة للبيئة

联合国环境规划署



In the last few months since the deployment of Umoja, there have been a number of challenges, primarily at operational levels. UNEP has been working with UNON and Department of Management in New York to expedite lasting solutions. These include the establishment of the Umoja Competence Centre, to log, track and resolve issues. Additionally, UN Department of Management (NY) has also established an Umoja Post-Implementation Review Task Force. The goal of the Task Force is to promptly address outstanding issues and to ensure business continuity.

APPENDICE 2 DU RAPPORT DE LA RÉUNION

Administrative support to AEWA

Thank you Mr. Chair,

Since we are talking about administrative matters, UNEP would like to provide additional information related to these matters.

Since 1 June 2015, UNEP, including the MEAs for which it provides secretariat functions, has been operating with the support of the new enterprise resource planning system “Umoja”. As mentioned by the Executive Officer, Umoja has facilitated automation, which has had a positive impact on workflows and reporting. The introduction of Umoja has necessitated certain changes in processes and procedures, particularly with respect to procurement and travel.

With regard to Resolution 5.21, and the Parties request for UNEP to consider the feasibility of providing gratis personnel, UNEP has listed 4 Junior Professional Officers, and we note with pleasure the German Minister’s confirmation that Germany will sponsor one JPO for CMS and AEWA.

As already mentioned by the Executive Officer, the two AEWA trust funds continue to be administered by the Executive Director of UNEP and UNEA has approved the extension of the trust funds to 31 December 2017 by resolution 1/16 on the management of trust funds and earmarked contributions, adopted by the UNEA at its first session.

In the last few months since the deployment of Umoja, there have been a number of challenges, primarily at operational levels. UNEP has been working with UNON and Department of Management in New York to expedite lasting solutions. These include the establishment of the Umoja Competence Centre, to log, track and resolve issues. Additionally, UN Department of Management (NY) has also established an Umoja Post-Implementation Review Task Force. The goal of the Task Force is to promptly address outstanding issues and to ensure business continuity.

I would also like to take the opportunity to remind Parties that the salary scales for UN staff are determined by the Secretary – General in UN Regulations and Rules.

Thank you Mr. Chair.

APPENDICE 3 DU RAPPORT DE LA RÉUNION

Intervention du PNUE à propos du comité chargé des questions administratives et budgétaires :

Monsieur le Président,

C'est au nom du Directeur exécutif du PNUE que je prends la parole. Je voudrais demander que cette intervention soit enregistrée dans le compte rendu de la réunion.

L'Administrateur exécutif de l'AEWA a répété ce matin encore dans son annonce concernant l'organisation que le PNUE serait invité à participer au comité chargé des questions administratives et budgétaires uniquement pour les aspects financiers de la discussion.

Ceci est inacceptable pour le PNUE et je désire rappeler à nouveau que ce dernier, en tant que Secrétariat de la Convention, doit être au courant des discussions qui se tiennent sur tous les aspects administratifs de la convention.

Conformément à la décision 1.1 de la MOP, le Directeur exécutif du PNUE est responsable à l'égard des Parties de l'administration de la convention, y compris les ressources humaines, les acquisitions et les aspects financiers, et toute tentative de limiter les interactions du PNUE dans le groupe de travail uniquement aux aspects financiers est inadmissible.

L'administration du Secrétariat de l'AEWA doit être en conformité avec les règlements des Nations unies et, en conséquence, le PNUE doit participer entièrement au groupe de travail pour conseiller sur ces règlements et s'assurer que les décisions des Parties ne se font pas en violation de ceux-ci.

Nous avons connu par le passé des cas où des Parties à des conventions gérées par le PNUE avaient pris des décisions en l'absence de ce dernier, décisions qui avaient eu de graves conséquences pour le PNUE et avaient coûté d'importantes sommes d'argent à l'organisation. Nous ne voulons pas que ce genre de précédent se répète dans l'avenir.

Le Directeur exécutif du PNUE a été chargé par les Parties d'assurer un secrétariat et il reste responsable de ce dernier. Afin de remplir les obligations et les responsabilités assignées au PNUE, le Directeur exécutif a recruté et nommé des membres du personnel dévoués qui s'acquittent des fonctions appropriées du secrétariat.

Nous aimerions vous rappeler que selon la décision 1.1 des Parties, le PNUE assure le Secrétariat de la Convention et que le personnel de cette dernière a des contrats avec le PNUE, que l'Administrateur exécutif de l'AEWA doit rendre compte au Directeur exécutif du PNUE des questions financières et administratives concernant le fonctionnement du Secrétariat et qu'il est recruté par le PNUE conformément aux règlements de l'ONU.

À cet égard, toutes décisions administratives prises par l'Administrateur exécutif de l'AEWA le sont en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Directeur exécutif.

En revanche, le PNUE reconnaît bien sûr que tous les sujets techniques, les aspects programmatiques et les questions de fond en relation avec la convention sont totalement entre les mains des Parties et que le PNUE ne s'impliquera pas dans ces aspects si les Parties décidaient de s'engager dans cette voie.

Monsieur le Président, je voudrais rappeler que le PNUE assure le secrétariat de la convention. Le PNUE en est donc responsable et s'acquittera en conséquence de ses obligations et de ses responsabilités.

Merci, Monsieur le Président.

ANNEXE 1

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA MOP6

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.1

ADOPTION DES AMENDEMENTS AUX ANNEXES DE L'AEWA

Rappelant l'Article X de l'Accord concernant les procédures d'amendement de l'Accord et de ses Annexes,

Rappelant en outre la Résolution 4.11 qui demandait au Comité technique, entre autres, d'étudier les classifications taxonomiques des oiseaux et de suggérer la classification la plus appropriée aux fins de l'Accord, y compris l'application de l'Annexe 2,

Reconnaissant le travail effectué par le Comité technique et le Secrétariat au cours des deux dernières périodes triennales pour répondre à cette demande, ainsi que leur engagement et leur contribution aux activités du Groupe de travail intersessionnel du Conseil scientifique de la CMS sur la taxonomie et la nomenclature des oiseaux de 2009 à 2011, et de la Réunion ad hoc sur l'Harmonisation de la taxonomie des oiseaux, qui a été convoquée par le Président du Conseil scientifique de la CMS à Formia (Italie) le 8 octobre 2013,

Notant la Résolution 11.19 de la CMS sur la taxonomie et la nomenclature des oiseaux figurant dans les Annexes de la CMS adoptées par la COP11 (4-9 novembre 2014, Quito, Équateur),

Tenant compte de la recommandation du Comité technique, consacrée à la classification la plus appropriée aux fins de l'Accord et faite lors de sa 12^{ème} réunion, qui s'est tenue du 3 au 6 mars 2015 à Bonn, Allemagne,

Tenant compte des constatations de la sixième édition du Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans la zone de l'Accord (document AEWA/MOP 6.14),

Reconnaissant les propositions d'amendements aux Annexes 2 et 3 (Tableau 1) soumises par le Gouvernement de la Norvège et les commentaires des Parties contractantes concernant ces propositions, qui sont tous présentés dans l'addenda au document AEWA/MOP 6.22,

Reconnaissant la récente inscription sur la liste rouge mondiale de l'Eider à duvet (*Somateria mollissima*), du Fuligule milouin (*Aythya ferina*), du Grèbe esclavon (*Podiceps auritus*), de l'Huîtrier pie (*Haematopus ostralegus*), du Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*), de la Barge rousse (*Limosa lapponica*), du Bécasseau maubèche (*Calidris canutus*), du Bécasseau cocorlis (*Calidris ferruginea*), du Goéland d'Arménie (*Larus armenicus*), du Macareux moine (*Fratercula arctica*), et du Pingouin torda (*Alca torda*), et notant l'importance de considérer les implications de ces changements dans les inscriptions pour la MOP7.

La Réunion des Parties :

1. *Adopte* la référence recommandée par la 12^{ème} Réunion du Comité technique comme référence standard de l'AEWA pour la taxonomie et la nomenclature des espèces d'oiseaux d'eau :

Handbook of the Birds of the World/BirdLife International Illustrated Checklist of the Birds of the World, Volume 1: Non-passerines, Josep del Hoyo, Nigel J.Collar, David A.Christie, Andrew Elliot et Lincoln D.C. Fishpool (2014) ;

2. *Décide* de changer la liste des espèces d'oiseaux d'eau auxquelles l'Accord s'applique en Annexe 2 de l'Accord, comme présentée à l'Appendice I de la présente Résolution, suivant l'adoption de la nouvelle référence standard pour la taxonomie et la nomenclature des espèces d'oiseaux d'eau ;
3. *Décide* d'amender l'Annexe 3 de l'Accord en remplaçant l'actuel Tableau 1 du Plan d'action et le texte explicatif accompagnant le Tableau, ainsi que le texte explicatif présenté à l'Appendice II de la présente Résolution ;
4. *Demande* au Secrétariat et au Dépositaire d'intégrer tous les amendements approuvés aux Annexes 2 et 3 de l'Accord et de mettre à jour et disséminer la version révisée en langue anglaise et française (en ligne ainsi qu'en version papier) dans les meilleurs délais, et *encourage* le Secrétariat et le Dépositaire de procurer les versions révisées en langue arabe et russe, si les ressources financières le permettent ;
5. *Demande* au Comité technique de surveiller les changements dans la taxonomie et la nomenclature des espèces d'oiseaux d'eau afin qu'ils se reflètent dans la référence standard de l'AEWA adoptée sur la taxonomie et la nomenclature, et de conseiller, le cas échéant, sur les mises à jour de l'Annexe 2 de l'Accord.

Annexe 2

Espèces d'oiseaux d'eau auxquelles s'applique l'Accord

Famille des ANATIDAE (canards, oies, cygnes)

<i>Dendrocygna viduata</i>	Dendrocygne veuf
<i>Dendrocygna bicolor</i>	Dendrocygne fauve
<i>Thalassornis leuconotus</i>	Dendrocygne à dos blanc
<i>Oxyura maccoa</i>	Érismature maccoa
<i>Oxyura leucocephala</i>	Érismature à tête blanche
<i>Cygnus olor</i>	Cygne tuberculé
<i>Cygnus cygnus</i>	Cygne chanteur
<i>Cygnus columbianus</i>	Cygne siffleur
<i>Branta bernicla</i>	Bernache cravant
<i>Branta leucopsis</i>	Bernache nonnette
<i>Branta ruficollis</i>	Bernache à cou roux
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée
<i>Anser fabalis</i>	Oie des moissons
<i>Anser brachyrhynchus</i>	Oie à bec court
<i>Anser albifrons</i>	Oie rieuse
<i>Anser erythropus</i>	Oie naine
<i>Clangula hyemalis</i>	Harelde kakawi
<i>Somateria spectabilis</i>	Eider à tête grise
<i>Somateria mollissima</i>	Eider à duvet
<i>Polysticta stelleri</i>	Eider de Steller
<i>Melanitta fusca</i>	Macreuse brune
<i>Melanitta nigra</i>	Macreuse noire
<i>Bucephala clangula</i>	Garrot à oeil d'or
<i>Mergellus albellus</i>	Harle piette
<i>Mergus merganser</i>	Grand Harle
<i>Mergus serrator</i>	Harle huppé
<i>Alopochen aegyptiaca</i>	Ouette d'Égypte
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon
<i>Tadorna ferruginea</i>	Tadorne casarca
<i>Tadorna cana</i>	Tadorne à tête grise
<i>Plectropterus gambensis</i>	Oie-armée de Gambie
<i>Sarkidiornis melanotos</i>	Canard à bosse
<i>Nettapus auritus</i>	Anserelle naine
<i>Marmaronetta angustirostris</i>	Marmaronette marbrée
<i>Netta rufina</i>	Nette rousse
<i>Netta erythrophthalma</i>	Nette brune
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca
<i>Aythya fuligula</i>	Fuligule morillon
<i>Aythya marila</i>	Fuligule milouinan
<i>Spatula querquedula</i>	Sarcelle d'été
<i>Spatula hottentota</i>	Sarcelle hottentote
<i>Spatula clypeata</i>	Canard souchet
<i>Mareca strepera</i>	Canard chipeau
<i>Mareca penelope</i>	Canard siffleur
<i>Anas undulata</i>	Canard à bec jaune
<i>Anas platyrhynchos</i>	Canard colvert

<i>Anas capensis</i>	Canard du Cap
<i>Anas erythrorhyncha</i>	Canard à bec rouge
<i>Anas acuta</i>	Canard pilet
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver

Famille des PODICIPEDIDAE (grèbes)

<i>Tachybaptus ruficollis</i>	Grèbe castagneux
<i>Podiceps grisegena</i>	Grèbe jougris
<i>Podiceps cristatus</i>	Grèbe huppé
<i>Podiceps auritus</i>	Grèbe esclavon
<i>Podiceps nigricollis</i>	Grèbe à cou noir

Famille des PHOENICOPTERIDAE (flamants)

<i>Phoenicopterus roseus</i>	Flamant rose
<i>Phoeniconaias minor</i>	Flamant nain

Famille des PHAETHONTIDAE (phaétons)

<i>Phaethon aetheras</i>	Phaéton à bec rouge
<i>Phaethon rubricauda</i>	Phaéton à brins rouges
<i>Phaethon lepturus</i>	Phaéton à bec jaune

Famille des RALLIDAE (râles, gallinules et apparentés)

<i>Sarothrura elegans</i>	Râle ponctué
<i>Sarothrura boehmi</i>	Râle de Böhm
<i>Sarothrura ayresi</i>	Râle à miroir
<i>Rallus aquaticus</i>	Râle d'eau
<i>Rallus caerulescens</i>	Râle bleuâtre
<i>Crex egregia</i>	Râle des prés
<i>Crex crex</i>	Râle des genêts
<i>Porzana porzana</i>	Marouette ponctuée
<i>Zapornia flavirostra</i>	Marouette à bec jaune
<i>Zapornia parva</i>	Marouette poussin
<i>Zapornia pusilla</i>	Marouette de Baillon
<i>Amaurornis marginalis</i>	Râle rayé
<i>Porphyrio alleni</i>	Talève d'Allen
<i>Gallinula chloropus</i>	Gallinule poule-d'eau
<i>Gallinula angulata</i>	Gallinule africaine
<i>Fulica cristata</i>	Foulque à crête
<i>Fulica atra</i>	Foulque macroule

Famille des GRUIDAE (grues)

<i>Balearica regulorum</i>	Grue royale
<i>Balearica pavonina</i>	Grue couronnée
<i>Leucogeranus leucogeranus</i>	Grue de Sibérie
<i>Buggeranus carunculatus</i>	Grue caronculée
<i>Anthropoides paradiseus</i>	Grue de paradis
<i>Anthropoides virgo</i>	Grue demoiselle
<i>Grus grus</i>	Grue cendrée

Famille des GAVIIDAE (plongeurs)

<i>Gavia stellata</i>	Plongeur catmarin
<i>Gavia arctica</i>	Plongeur arctique
<i>Gavia immer</i>	Plongeur huard

Gavia adamsii Plongeon à bec blanc

Famille des SPHENISCIDAE (manchots)

Spheniscus demersus Manchot du Cap

Famille des CICONIIDAE (cigognes et apparentés)

<i>Leptoptilos crumenifer</i>	Marabout d'Afrique
<i>Mycteria ibis</i>	Tantale ibis
<i>Anastomus lamelligerus</i>	Bec-ouvert africain
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire
<i>Ciconia abdimii</i>	Cigogne d'Abdim
<i>Ciconia microscelis</i>	Cigogne à pattes noires
<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche

Famille des THRESKIORNITHIDAE (ibis, spatules)

<i>Platalea alba</i>	Spatule d'Afrique
<i>Platalea leucorodia</i>	Spatule blanche
<i>Threskiornis aethiopicus</i>	Ibis sacré
<i>Geronticus eremita</i>	Ibis chauve
<i>Plegadis falcinellus</i>	Ibis falcinelle

Famille des ARDEIDAE (hérons, aigrettes et apparentés)

<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé
<i>Ixobrychus minutus</i>	Blongios nain
<i>Ixobrychus sturmii</i>	Blongios de Sturm
<i>Nycticorax nycticorax</i>	Bihoreau gris
<i>Ardeola ralloides</i>	Crabier chevelu
<i>Ardeola idae</i>	Crabier blanc
<i>Ardeola rufiventris</i>	Crabier à ventre roux
<i>Bubulcus ibis</i>	Héron garde-boeufs
<i>Ardea cinerea</i>	Héron cendré
<i>Ardea melanocephala</i>	Héron mélanocéphale
<i>Ardea purpurea</i>	Héron pourpre
<i>Ardea alba</i>	Grande Aigrette
<i>Ardea brachyrhyncha</i>	Héron à bec jaune
<i>Egretta ardesiaca</i>	Aigrette ardoisée
<i>Egretta vinaceigula</i>	Aigrette vineuse
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette
<i>Egretta gularis</i>	Aigrette à gorge blanche

Famille des BALAENICIPITIDAE (bec-en-sabot)

Balaeniceps rex Bec-en-sabot du Nil

Famille des PELECANIDAE (pélicans)

<i>Pelecanus crispus</i>	Pélican frisé
<i>Pelecanus rufescens</i>	Pélican gris
<i>Pelecanus onocrotalus</i>	Pélican blanc

Famille des FREGATIDAE (frégates)

<i>Fregata ariel</i>	Frégate ariel
<i>Fregata minor</i>	Frégate du Pacifique

Famille des SULIDAE (fous)

<i>Morus bassanus</i>	Fou de Bassan
<i>Morus capensis</i>	Fou du Cap
<i>Sula dactylatra</i>	Fou masqué

Famille des PHALACROCORACIDAE (cormorans)

<i>Microcarbo coronatus</i>	Cormoran couronné
<i>Microcarbo pygmaeus</i>	Cormoran pygmée
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand Cormoran
<i>Phalacrocorax capensis</i>	Cormoran du Cap
<i>Phalacrocorax nigrogularis</i>	Cormoran de Socotra
<i>Phalacrocorax neglectus</i>	Cormoran des bancs

Famille des BURHINIDAE (œdicnèmes)

<i>Burhinus senegalensis</i>	Oedicnème du Sénégal
------------------------------	----------------------

Famille des PLUVIANIDAE (pluvian)

<i>Pluvianus aegyptius</i>	Pluvian fluviatile
----------------------------	--------------------

Famille des HAEMATOPODIDAE (huitriers)

<i>Haematopus moquini</i>	Huîtrier de Moquin
<i>Haematopus ostralegus</i>	Huîtrier pie

Famille des RECURVIROSTRIDAE (avocettes, échasses)

<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante
<i>Himantopus himantopus</i>	Échasse blanche

Famille des CHARADRIIDAE (vanneaux, pluviers, gravelots)

<i>Pluvialis squatarola</i>	Pluvier argenté
<i>Pluvialis apricaria</i>	Pluvier doré
<i>Pluvialis fulva</i>	Pluvier fauve
<i>Eudromias morinellus</i>	Pluvier guignard
<i>Charadrius hiaticula</i>	Pluvier grand-gravelot
<i>Charadrius dubius</i>	Pluvier petit-gravelot
<i>Charadrius pecuarius</i>	Pluvier pâtre
<i>Charadrius tricollaris</i>	Pluvier à triple collier
<i>Charadrius forbesi</i>	Pluvier de Forbes
<i>Charadrius marginatus</i>	Pluvier à front blanc
<i>Charadrius alexandrinus</i>	Pluvier à collier interrompu
<i>Charadrius pallidus</i>	Pluvier élégant
<i>Charadrius mongolus</i>	Pluvier de Mongolie
<i>Charadrius leschenaultii</i>	Pluvier de Leschenault
<i>Charadrius asiaticus</i>	Pluvier asiatique
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé
<i>Vanellus spinosus</i>	Vanneau à éperons
<i>Vanellus albiceps</i>	Vanneau à tête blanche
<i>Vanellus lugubris</i>	Vanneau terne

<i>Vanellus melanopterus</i>	Vanneau à ailes noires
<i>Vanellus coronatus</i>	Vanneau couronné
<i>Vanellus senegallus</i>	Vanneau du Sénégal
<i>Vanellus superciliosus</i>	Vanneau à poitrine châtain
<i>Vanellus gregarius</i>	Vanneau sociable
<i>Vanellus leucurus</i>	Vanneau à queue blanche

Famille des SCOLOPACIDAE (bécasseaux, bécassines, phalaropes et apparentés)

<i>Numenius phaeopus</i>	Courlis corlieu
<i>Numenius tenuirostris</i>	Courlis à bec grêle
<i>Numenius arquata</i>	Courlis cendré
<i>Limosa lapponica</i>	Barge rousse
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire
<i>Arenaria interpres</i>	Tournepierrre à collier
<i>Calidris tenuirostris</i>	Bécasseau de l'Anadyr
<i>Calidris canutus</i>	Bécasseau maubèche
<i>Calidris pugnax</i>	Combattant varié
<i>Calidris falcinellus</i>	Bécasseau falcinelle
<i>Calidris ferruginea</i>	Bécasseau cocorli
<i>Calidris temminckii</i>	Bécasseau de Temminck
<i>Calidris alba</i>	Bécasseau sanderling
<i>Calidris alpina</i>	Bécasseau variable
<i>Calidris maritima</i>	Bécasseau violet
<i>Calidris minuta</i>	Bécasseau minute
<i>Scolopax rusticola</i>	Bécasse des bois
<i>Gallinago stenura</i>	Bécassine à queue pointue
<i>Gallinago media</i>	Bécassine double
<i>Gallinago gallinago</i>	Bécassine des marais
<i>Lymnocyrtus minimus</i>	Bécassine sourde
<i>Phalaropus lobatus</i>	Phalarope à bec étroit
<i>Phalaropus fulicarius</i>	Phalarope à bec large
<i>Xenus cinereus</i>	Chevalier bargette
<i>Actitis hypoleucos</i>	Chevalier guignette
<i>Tringa ochropus</i>	Chevalier cul-blanc
<i>Tringa erythropus</i>	Chevalier arlequin
<i>Tringa nebularia</i>	Chevalier aboyeur
<i>Tringa totanus</i>	Chevalier gambette
<i>Tringa glareola</i>	Chevalier sylvain
<i>Tringa stagnatilis</i>	Chevalier stagnatile

Famille des DROMADIDAE (drome)

<i>Dromas ardeola</i>	Drome ardéole
-----------------------	---------------

Famille des GLAREOLIDAE (courvites, glaréoles)

<i>Glareola pratincola</i>	Glaréole à collier
<i>Glareola nordmanni</i>	Glaréole à ailes noires
<i>Glareola ocularis</i>	Glaréole malgache
<i>Glareola nuchalis</i>	Glaréole auréolée
<i>Glareola cinerea</i>	Glaréole grise

Famille des LARIDAE (goélands, mouettes et apparentés)

<i>Anous stolidus</i>	Noddi brun
<i>Anous tenuirostris</i>	Noddi marianne
<i>Rynchops flavirostris</i>	Bec-en-ciseaux d'Afrique
<i>Hydrocoloeus minutus</i>	Mouette pygmée

<i>Xema sabini</i>	Mouette de Sabine
<i>Rissa tridactyla</i>	Mouette tridactyle
<i>Larus genei</i>	Goéland railleur
<i>Larus ridibundus</i>	Mouette rieuse
<i>Larus hartlaubii</i>	Mouette de Hartlaub
<i>Larus cirrocephalus</i>	Mouette à tête grise
<i>Larus ichthyaetus</i>	Goéland ichthyaète
<i>Larus melanocephalus</i>	Mouette mélanocéphale
<i>Larus hemprichii</i>	Goéland de Hemprich
<i>Larus leucophthalmus</i>	Goéland à iris blanc
<i>Larus audouinii</i>	Goéland d'Audouin
<i>Larus canus</i>	Goéland cendré
<i>Larus dominicanus</i>	Goéland dominicain
<i>Larus fuscus</i>	Goéland brun
<i>Larus argentatus</i>	Goéland argenté
<i>Larus armenicus</i>	Goéland d'Arménie
<i>Larus michahellis</i>	Goéland leucophée
<i>Larus cachinnans</i>	Goéland pontique
<i>Larus glaucoides</i>	Goéland arctique
<i>Larus hyperboreus</i>	Goéland bourgmestre
<i>Larus marinus</i>	Goéland marin
<i>Onychoprion fuscatus</i>	Sterne fuligineuse
<i>Onychoprion anaethetus</i>	Sterne bridée
<i>Sternula albifrons</i>	Sterne naine
<i>Sternula saundersi</i>	Sterne de Saunders
<i>Sternula balaenarum</i>	Sterne des baleiniers
<i>Gelochelidon nilotica</i>	Sterne hansel
<i>Hydroprogne caspia</i>	Sterne caspienne
<i>Chlidonias hybrida</i>	Guifette moustac
<i>Chlidonias leucopterus</i>	Guifette leucoptère
<i>Chlidonias niger</i>	Guifette noire
<i>Sterna dougallii</i>	Sterne de Dougall
<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin
<i>Sterna repressa</i>	Sterne à joues blanches
<i>Sterna paradisaea</i>	Sterne arctique
<i>Sterna vittata</i>	Sterne couronnée
<i>Thalasseus bengalensis</i>	Sterne voyageuse
<i>Thalasseus sandvicensis</i>	Sterne caugek
<i>Thalasseus maximus</i>	Sterne royale
<i>Thalasseus bergii</i>	Sterne huppée

Famille des STERCORARIIDAE (labbes)

<i>Stercorarius longicaudus</i>	Labbe à longue queue
<i>Catharacta skua</i>	Grand Labbe

Famille des ALCIDAE (guillemots, pingouins et apparentés)

<i>Fratercula arctica</i>	Macareux moine
<i>Cephus grylle</i>	Guillemot à miroir
<i>Alca torda</i>	Petit Pingouin
<i>Alle alle</i>	Mergule nain
<i>Uria lomvia</i>	Guillemot de Brünnich
<i>Uria aalge</i>	Guillemot marmette

Annexe 3

Tableau 1 ^{a/}

ETAT DES POPULATIONS D'OISEAUX D'EAU MIGRATEURS

EXPLICATION DE LA CLASSIFICATION

La classification suivante constitue le fondement de la mise en œuvre du Plan d'action.

Colonne A

- Catégorie 1 : (a) Espèces figurant à l'annexe 1 de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage ;
(b) Espèces qui sont inscrites comme menacé dans la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN, telles que répertoriées dans le plus récent résumé par BirdLife International ; ou
(c) Populations de moins de 10 000 individus.
- Catégorie 2 : Populations comptant approximativement entre 10 000 et 25 000 individus.
- Catégorie 3 : Populations comptant approximativement entre 25 000 et 100 000 individus et considérées comme menacées en raison de :
(a) Leur concentration sur un petit nombre de sites à un stade ou l'autre de leur cycle annuel ;
(b) Leur dépendance par rapport à un type d'habitat gravement menacé ;
(c) Signes importants de leur déclin à long terme ;
(d) Vastes fluctuations de la taille de la population, ou tendances allant dans ce sens.
- Catégorie 4 : Les espèces figurant dans la catégorie Quasi menacée de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées, telles que répertoriées dans le plus récent résumé de BirdLife International, mais qui ne remplissent pas les conditions pour entrer dans les catégories 1, 2 ou 3 décrites ci-dessus et pour lesquelles une action internationale est appropriée.

Pour les espèces inscrites dans les catégories 2, 3 et 4 ci-dessus, voir le paragraphe 2.1.1 du Plan d'action contenu en annexe 3 de l'Accord.

Colonne B

- Catégorie 1 : Populations comptant approximativement entre 25 000 et 100 000 d'individus qui ne remplissent pas les conditions pour figurer dans la colonne A ci-dessus.
- Catégorie 2 : Populations comptant plus de 100 000 d'individus, ne remplissant pas les conditions pour figurer dans la Colonne A, et considérées comme nécessitant une attention particulière en raison de :

^{a/} Tableau 1, « Etat des populations d'oiseaux d'eau migrateurs » fait partie du Plan d'action contenu en annexe 3 de l'Accord.

- (a) Leur concentration sur un petit nombre de sites à un stade ou l'autre de leur cycle annuel ;
- (b) Leur dépendance à l'égard d'un type d'habitat qui est gravement menacé ;
- (c) Signes importants de leur déclin à long terme ;
- (d) Vastes fluctuations de la taille de la population, ou tendances allant dans ce sens.

Colonne C

Catégorie 1 : Populations comptant plus de 100 000 d'individus, ayant dans une grande mesure intérêt à bénéficier d'une coopération internationale et qui ne remplissent pas les conditions pour figurer dans les colonnes A ou B ci-dessus.

EXAMEN DU TABLEAU 1

Le présent tableau sera :

- (a) Examiné régulièrement par le Comité technique conformément à l'article VII, paragraphe 3(b), du présent Accord ; et
- (b) Amendé, s'il y a lieu, par la Réunion des Parties conformément à l'article VI, paragraphe 9(d), du présent Accord à la lumière des conclusions de cet examen.

DEFINITION DE TERMES GEOGRAPHIQUES UTILISÉS DANS LA DESCRIPTION DES AIRES DE REPARTITION

Il est à noter que les aires de répartition des oiseaux d'eau connaissent des frontières biologiques mais non politiques et que la correspondance précise d'entités biologiques et politiques est extrêmement rare. Les descriptions des aires de répartition utilisées n'ont aucune signification politique et sont seulement données à titre d'indication générale. Pour des relevés concis et cartographiés des aires de répartition des oiseaux d'eau, se reporter à l'outil du Réseau de sites critiques à l'adresse suivante :

<http://www.wetlands.org/informationflyway/criticalsitenetworktool/tabid/1349/language/en-US/Default.aspx>

Afrique du Nord	Algérie, Egypte, Lybie, Maroc, Tunisie.
Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo.
Afrique de l'Est	Burundi, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie (République unie de).
Afrique du Nord-Ouest	Maroc, Algérie et Tunisie.
Afrique du Nord-Est	Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Somalie, Soudan du Sud, Soudan.
Afrique australe	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.
Afrique centrale	Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé et Principe.
Afrique sub-saharienne	Tous les Etats africains au sud du Sahara.
Afrique tropicale	Afrique sub-saharienne à l'exclusion du Lesotho, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et du Swaziland.
Paléarctique occidental	Comme défini dans le manuel des oiseaux d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Cramp et Simmons 1977).
Europe du Nord-Ouest	Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, France, Irlande, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.
Europe occidentale	Europe du Nord-Ouest avec le Portugal et l'Espagne.
Europe du Nord-Est	La partie septentrionale de la Fédération de Russie à l'ouest de l'Oural.
Europe du Nord	Europe du Nord-Ouest et Europe du Nord-Est, telles que définies ci-dessus.

Europe de l'Est	Bélarus, Fédération de Russie à l'ouest de l'Oural, Ukraine.
Europe centrale	Allemagne, Autriche, Estonie, Fédération de Russie autour du golfe de Finlande et de Kaliningrad, Hongrie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Suisse.
Europe du Sud-Ouest	Espagne, France méditerranéenne, Italie, Malte, Portugal, Saint-Marin.
Europe du Sud-Est	Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Géorgie, Grèce, Ex-République yougoslave de Macédoine, République de Moldavie, Monténégro, Roumanie, Serbie, Slovénie et Turquie.
Europe du Sud	Europe du Sud-Ouest et Europe du Sud-Est, telles que définies ci-dessus.
Atlantique Nord	Côte Nord-Ouest de la Fédération de Russie, îles Féroé, Groenland, Irlande, Islande, Norvège, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Svalbard.
Atlantique Est	Rivage européen de l'Atlantique et de l'Afrique du Nord, du nord de la Norvège au Maroc.
Sibérie occidentale	Fédération de Russie à l'est de l'Oural jusqu'au fleuve Ienisseï et au sud de la frontière du Kazakhstan.
Sibérie centrale	Fédération de Russie du fleuve Ienisseï jusqu'à la frontière orientale de la péninsule de Taïmyr et au sud de l'Altai.
Méditerranée occidentale	Algérie, Espagne, France, Italie, Malte, Maroc, Monaco, Portugal, Saint-Marin, Tunisie.
Méditerranée orientale	Albanie, Bosnie et Herzégovine, Chypre, Croatie, Egypte, Grèce, Israël, Libye, Liban, Ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro, République arabe syrienne, Serbie, Slovénie, Turquie, Yougoslavie.
Mer Noire	Arménie, Bulgarie, Fédération de Russie, Géorgie, République de Moldavie, Roumanie, Turquie, Ukraine.
Mer Caspienne	Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, République islamique d'Iran, Sud-Ouest de la Fédération de Russie, Turkménistan.
Asie du Sud-Ouest	Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Irak, Israël, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liban, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République islamique d'Iran, Turkménistan, Turquie orientale, Yémen.
Golfe	Le golfe Persique, le golfe d'Oman et la mer d'Oman à l'Ouest du golfe d'Aden.
Asie occidentale	Partie occidentale de la Fédération de Russie à l'est de l'Oural et des pays de la mer Caspienne.
Asie centrale	Afghanistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan.
Asie du Sud	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka.
Océan Indien	Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles.

LISTE DES ABREVIATIONS ET SYMBOLES

rep.	population reproductrice	hiv.	population hivernante
N.	nord	E.	est
S.	sud	O.	ouest
NE.	nord-est	NO.	nord-ouest
SE.	sud-est	SO.	sud-ouest

() : Etat de conservation de la population inconnu. Etat de conservation estimé.

* : A titre exceptionnel, les populations figurant dans les catégories 2 et 3 de la colonne A et marquées d'un astérisque peuvent continuer à être chassées sur une base durable. Cette utilisation durable doit trouver place dans le cadre des dispositions spéciales d'un plan d'action international par espèce, qui devra chercher à mettre en œuvre les principes de gestion adaptive des prélèvements (voir le paragraphe 2.1.2 de l'annexe 3 de l'Accord).

REMARQUES

1. Les données relatives aux populations utilisées dans le tableau 1 correspondent, dans la mesure du possible, au nombre d'individus de la population reproductrice potentielle, dans la zone de l'Accord. L'état de conservation est établi à partir des meilleures estimations de populations disponibles et publiées.
2. Les abréviations (rep) ou (hiv) utilisées dans le tableau servent uniquement aux fins d'identification des populations. Elles n'indiquent pas de restrictions saisonnières aux actions menées au regard de ces populations dans le cadre de l'Accord et du Plan d'action.
3. Les descriptions brèves utilisées pour l'identification des populations reproduisent celles de l'édition la plus récente de *Waterbird Population Estimates*.
4. Les barres obliques (/) qui sont employées séparent les zones de reproduction des zones d'hivernage.
5. Lorsque la population d'une espèce figure au tableau 1 sous plusieurs catégories, les obligations à prendre en compte au titre du Plan d'action sont celles qui découlent de la catégorie la plus stricte.

Populations	A	B	C
Famille des ANATIDAE (canards, oies, cygnes)			
<i>Dendrocygna viduata</i> (Dendrocygne veuf)			
- Afrique de l'Ouest (Sénégal au Tchad)			1
- Afrique de l'Est & Afrique australe			1
<i>Dendrocygna bicolor</i> (Dendrocygne fauve)			
- Afrique de l'Ouest (Sénégal au Tchad)		1	
- Afrique de l'Est & Afrique australe			(1)
<i>Thalassornis leuconotus leuconotus</i> (Dendrocygne à dos blanc)			
- Afrique de l'Ouest	1c		
- Afrique de l'Est & Afrique australe	2*		
<i>Oxyura maccoa</i> (Érismature maccoa)			
- Afrique de l'Est	1c		
- Afrique australe	1c		
<i>Oxyura leucocephala</i> (Érismature à tête blanche)			
- Méditerranée occidentale (Espagne & Maroc)	1a 1b 1c		
- Algérie & Tunisie	1a 1b 1c		
- Méditerranée orientale, Turquie & Asie du Sud-Ouest	1a 1b 1c		
<i>Cygnus olor</i> (Cygne tuberculé)			
- Nord-Ouest du continent & Europe centrale			1
- Mer Noire		1	
- Asie de l'Ouest & Asie centrale/mer Caspienne		2a 2d	
<i>Cygnus cygnus</i> (Cygne chanteur)			
- Islande/R-U & Irlande		1	
- Nord-Ouest du continent européen		1	
- N Europe & O Sibérie/mer Noire & E méditerranéen	2		
- Sibérie occidentale & centrale/mer Caspienne	2		
<i>Cygnus columbianus bewickii</i> (Cygne siffleur, Cygne de Bewick)			
- Sibérie occidentale & NE Europe/Europe du Nord-Ouest	2		
- Sibérie du Nord/mer Caspienne	1c		
<i>Branta bernicla bernicla</i> (Bernache cravant, Bernache cravant à ventre sombre)			
- Sibérie occidentale/Europe occidentale		2b	
<i>Branta bernicla hrota</i> (Bernache cravant, Bernache cravant à ventre pâle)			
- Svalbard, Danemark & R-U	1c		
- Canada & Groenland/Irlande	3a		
<i>Branta leucopsis</i> (Bernache nonnette)			
- Groenland de l'Est/Ecosse & Irlande		1	
- Svalbard/Ecosse du Sud-Ouest	3a		
- Russie/Allemagne & Pays-Bas			1
<i>Branta ruficollis</i> (Bernache à cou roux)			
- Sibérie du Nord/mer Noire & mer Caspienne	1a 1b 3a 3c		
<i>Anser anser anser</i> (Oie cendrée)			
- Islande/R-U & Irlande			1
- NO Europe/Europe du Sud-Ouest			1
- Europe centrale/Afrique du Nord		1	
<i>Anser anser rubrirostris</i> (Oie cendrée)			
- Mer Noire & Turquie		1	
- Sibérie occidentale/mer Caspienne & Irak			1
<i>Anser fabalis fabalis</i> (Oie des moissons, Oie des moissons de la taïga)			
- Europe du Nord-Est/Europe du Nord-Ouest	3c*		
<i>Anser fabalis johanseni</i> (Oie des moissons)			

Populations	A	B	C
- Sibérie occidentale & centrale/Turkménistan à l'ouest de la Chine	1c		
<i>Anser fabalis rossicus</i> (Oie des moissons, Oie des moissons de la toundra)			
- Sibérie occidentale & centrale/NE & SO Europe			(1)
<i>Anser brachyrhynchus</i> (Oie à bec court)			
- Groenland de l'Est & Islande/R-U		2a	
- Svalbard/Europe du Nord-Ouest		1	
<i>Anser albifrons albifrons</i> (Oie rieuse)			
- NO Sibérie & NE Europe/Europe du Nord-Ouest			1
- Sibérie occidentale/Europe centrale			1
- Sibérie occidentale/mer Noire & Turquie			1
- Sibérie du Nord/mer Caspienne & Irak	2		
<i>Anser albifrons flavirostris</i> (Oie rieuse, Oie rieuse du Groenland)			
- Groenland/Irlande & R-U	2*		
<i>Anser erythropus</i> (Oie naine)			
- NE Europe & O Sibérie/mer Noire & mer Caspienne	1a 1b 2		
- Fennoscandie	1a 1b 1c		
<i>Clangula hyemalis</i> (Harelde kakawi)			
- Islande & Groenland (rep) ¹	1b		
- Sibérie occidentale/Europe du Nord (rep)	1b		
<i>Somateria spectabilis</i> (Eider à tête grise)			
- Groenland de l'Est, NE de l'Europe & Sibérie occidentale			1
<i>Somateria mollissima mollissima</i> (Eider à duvet)			
- Mer Baltique, Danemark & Pays-Bas		2c 2d	
- Norvège & Russie			1
<i>Somateria mollissima borealis</i> (Eider à duvet)	(a)	(b)	(c)
- Svalbard & Franz Joseph (rep)		1	
<i>Polysticta stelleri</i> (Eider de Steller)			
- Sibérie occidentale/Europe du Nord-Est	1a 1b		
<i>Melanitta fusca</i> (Macreuse brune)			
- Sibérie occidentale & Europe du Nord/NO Europe	1b		
- Mer Noire/mer Caspienne	1b 1c		
<i>Melanitta nigra</i> (Macreuse noire)			
- O Sibérie & N Europe/O Europe & NO Afrique		2a	
<i>Bucephala clangula clangula</i> (Garrot à oeil d'or)			
- Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv)			1
- Europe du Nord-Est/Adriatique			1
- Sibérie occidentale & Europe du Nord-Est		1	
- Sibérie occidentale/mer Caspienne			1
<i>Mergellus albellus</i> (Harle piette)			
- Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv)	3a		
- Europe du Nord-Est/Mer Noire & Méditerranée orientale	2		
- Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest		1	
<i>Mergus merganser merganser</i> (Grand Harle)			
- Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv)			1
- Europe du Nord-Est/mer Noire	2		
- Sibérie occidentale/mer Caspienne	2		
<i>Mergus serrator</i> (Harle huppé)			
- Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv)	3c		
- Europe du Nord-Est/mer Noire & Méditerranée		1	
- Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest & Asie centrale	1c		
<i>Alopochen aegyptiaca</i> (Oulette d'Égypte)			

¹ Il y a une superposition importante des populations en hiver.

Populations	A	B	C
- Afrique de l'Ouest	1c		
- Afrique de l'Est & Afrique australe			1
<i>Tadorna tadorna</i> (Tadornes de Belon)			
- Europe du Nord-Ouest		2a	
- Mer Noire & Méditerranée			1
- Asie de l'Ouest/mer Caspienne & Moyen-Orient	3c		
<i>Tadorna ferruginea</i> (Tadornes casarca)			
- Afrique du Nord-Ouest	1c		
- Méditerranée orientale & mer Noire/Afrique du Nord-Est	2		
- Asie de l'Ouest & mer Caspienne/Iran & Irak	3c		
<i>Tadorna cana</i> (Tadornes à tête grise)			
- Afrique australe	3c		
<i>Plectropterus gambensis gambensis</i> (Oie-armée de Gambie)			
- Afrique de l'Ouest		1	
- Afrique de l'Est (Soudan à la Zambie)			1
<i>Plectropterus gambensis niger</i> (Oie-armée de Gambie)			
- Afrique australe	3c		
<i>Sarkidiornis melanotos</i> (Canard à bosse)			
- Afrique de l'Ouest	3c		
- Afrique australe & Afrique de l'Est			1
<i>Nettapus auritus</i> (Anserelle naine)			
- Afrique de l'Ouest	1c		
- Afrique australe & Afrique de l'Est			(1)
<i>Marmaronetta angustirostris</i> (Marmaronette marbrée)			
- Méditerranée occidentale/Méditerranée occidentale & Afrique de l'Ouest	1a 1b 1c		
- Méditerranée orientale	1a 1b 1c		
- Asie du Sud-Ouest	1a 1b 3c		
<i>Netta rufina</i> (Nette rousse)			
- Europe du Sud-Ouest & Europe centrale/Méditerranée occidentale		1	
- Mer Noire & Méditerranée orientale	3c		
- Asie de l'Ouest & Asie centrale/Asie du Sud-Ouest		2c	
<i>Netta erythrophthalma brunnea</i> (Nette brune)			
- Afrique australe & Afrique de l'Est	3c		
<i>Aythya ferina</i> (Fuligule milouin)			
- Europe du Nord-Est/Europe du Nord-Ouest		2c	
- Europe centrale & NE Europe/mer Noire & Méditerranée		2c	
- Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest		2c	
<i>Aythya nyroca</i> (Fuligule nyroca)			
- Méditerranée occidentale/Afrique du Nord et de l'Ouest	1a 1c		
- Europe de l'Est/Méditerranée orientale & Afrique sahélienne	1a 4		
- Asie de l'Ouest/SO Asie & NE Afrique	1a 3c		
<i>Aythya fuligula</i> (Fuligule morillon)			
- Europe du Nord-Ouest (hiv)			1
- Europe central, mer Noire & Méditerranée (hiv)		2c	
- Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique		2c	
<i>Aythya marila marila</i> (Fuligule milouinan)			
- Europe du Nord/ Europe occidentale		2c	
- Sibérie occidentale/mer Noire & mer Caspienne			1
<i>Spatula querquedula</i> (Sarcelle d'été)			
- Sibérie occidentale & Europe/Afrique de l'Ouest			1
- Sibérie occidentale/SO Asie, NE & Afrique de l'Est			(1)
<i>Spatula hottentota</i> (Sarcelle hottentote)			
- Bassin du lac Tchad	1c		

Populations	A	B	C
- Afrique de l'Est (Sud au N Zambie)		1	
- Afrique australe (Nord au S Zambie)		1	
<i>Spatula clypeata</i> (Canard souchet)			
- Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv)		1	
- O Sibérie NE & E Europe/S Europe & Afrique de l'Ouest			1
- O Sibérie/SO Asie, NE Afrique & Afrique de l'Est		2c	
<i>Mareca strepera strepera</i> (Canard chipeau)			
- Europe du Nord-Ouest			1
- Europe du Nord-Est/mer Noire & Méditerranée			1
- Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique		(2c)	
<i>Mareca penelope</i> (Canard siffleur)			
- Sibérie occidentale & NE Europe/NO Europe			1
- O Sibérie & NE Europe/mer Noire & Méditerranée			1
- Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique		2c	
<i>Anas undulata undulata</i> (Canard à bec jaune)			
- Afrique australe			1
<i>Anas platyrhynchos platyrhynchos</i> (Canard colvert)			
- Europe du Nord-Ouest			1
- Europe du Nord/ Méditerranée occidentale			1
- Europe de l'Est/mer Noire & Méditerranée orientale		2c	
- Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest		2c	
<i>Anas capensis</i> (Canard du Cap)			
- Afrique de l'Est (Vallée du Rift)	1c		
- Bassin du lac Tchad	1c		
- Afrique australe (N à l'Angola & Zambie)		1	
<i>Anas erythrorhyncha</i> (Canard à bec rouge)			
- Afrique australe			1
- Afrique de l'Est			1
- Madagascar	2		
<i>Anas acuta</i> (Canard pilet)			
- Europe du Nord-Ouest		1	
- W Sibérie NE & E Europe/S Europe & Afrique de l'Ouest			1
- Sibérie occidentale/SO Asie & Afrique de l'Est		2c	
<i>Anas crecca crecca</i> (Sarcelle d'hiver)			
- Europe du Nord-Ouest			1
- O Sibérie & NE Europe/mer Noire & Méditerranée			1
- Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique		2c	
Famille des PODICIPEDIDAE (grèbes)			
<i>Tachybaptus ruficollis ruficollis</i> (Grèbe castagneux)			
- Europe & Afrique du Nord-Ouest			1
<i>Podiceps grisegena grisegena</i> (Grèbe jougris)			
- Europe du Nord-Ouest (hiv)		1	
- Mer Noire & Méditerranée (hiv)	3c		
- Mer Caspienne (hiv)	2		
<i>Podiceps cristatus cristatus</i> (Grèbe huppé)			
- Europe du Nord-Ouest et occidentale			1
- Mer Noire & Méditerranée (hiv)			1
- Mer Caspienne & Asie du Sud-Ouest (hiv)	3c		
<i>Podiceps cristatus infuscatus</i> (Grèbe huppé)			
- Afrique de l'Est (Éthiopie au N de la Zambie)	1c		
- Afrique australe	1c		
<i>Podiceps auritus auritus</i> (Grèbe esclavon)			

Populations	A	B	C
- Europe du Nord-Ouest (grand bec)	1c		
- Europe du Nord-Est (petit bec)	2		
- Mer Caspienne & Asie du Sud (hiv)	1c		
<i>Podiceps nigricollis nigricollis</i> (Grèbe à cou noir)			
- Europe/Europe du Sud & occidentale & Afrique du Nord			1
- Asie de l'Ouest/Asie du Sud-Ouest & du Sud		1	
<i>Podiceps nigricollis gurneyi</i> (Grèbe à cou noir)			
- Afrique australe	2		
Famille des PHOENICOPTERIDAE (flamants)			
<i>Phoenicopterus roseus</i> (Flamant rose)			
- Afrique de l'Ouest	3a		
- Afrique de l'Est	3a		
- Afrique australe (à Madagascar)		2a	
- Méditerranée occidentale		2a	
- Méditerranée orientale		2a	
- Asie du Sud-Ouest & du Sud		2a	
<i>Phoeniconaias minor</i> (Flamant nain)			
- Afrique de l'Ouest	2		
- Afrique de l'Est	4		
- Afrique australe (à Madagascar)	3a		
Famille des PHAETHONTIDAE (phaétons)			
<i>Phaethon aetherus aetherus</i> (Phaéton à bec rouge)			
- Atlantique Sud	1c		
<i>Phaethon aetherus indicus</i> (Phaéton à bec rouge)			
- Golfe Persique, golfe d'Aden, mer Rouge	1c		
<i>Phaethon rubricauda rubricauda</i> (Phaéton à brins rouges)			
- Océan Indien		1	
<i>Phaethon lepturus lepturus</i> (Phaéton à bec jaune)			
- O Océan Indien		1	
Famille des RALLIDAE (râles, gallinules et apparentés)			
<i>Sarothrura elegans reichenovi</i> (Râle ponctué)			
- NE, Afrique orientale & australe			(1)
<i>Sarothrura elegans elegans</i> (Râle ponctué)			
- SO Afrique à l'Afrique centrale			(1)
<i>Sarothrura boehmi</i> (Râle de Böhm)			
- Afrique centrale	1c		
<i>Sarothrura ayresi</i> (Râle à miroir)			
- Éthiopie	1a 1b 1c		
- Afrique australe	1a 1b 1c		
<i>Rallus aquaticus aquaticus</i> (Râle d'eau)			
- Europe & Afrique du Nord		2c	
<i>Rallus aquaticus korejewi</i> (Râle d'eau)			
- Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest			(1)
<i>Rallus caerulescens</i> (Râle bleuâtre)			
- Afrique australe & orientale			(1)
<i>Crex egregia</i> (Râle des prés)			
- Afrique sub-saharienne			(1)
<i>Crex crex</i> (Râle des genêts)			
- Europe & Asie de l'Ouest/Afrique sub-saharienne			1
<i>Porzana porzana</i> (Marouette ponctuée)			
- Europe/Afrique		2d	

Populations	A	B	C
<i>Zapornia flavirostra</i> (Marouette à bec jaune)			
- Afrique sub-saharienne			1
<i>Zapornia parva</i> (Marouette poussin)			
- Eurasie occidentale/Afrique		2c	
<i>Zapornia pusilla intermedia</i> (Marouette de Baillon)			
- Europe (rep)	1c		
<i>Amaurornis marginalis</i> (Râle rayé)			
- Afrique sub-saharienne	(2)		
<i>Porphyrio alleni</i> (Talève d'Allen)			
- Afrique sub-saharienne			(1)
<i>Gallinula chloropus chloropus</i> (Gallinule poule-d'eau)			
- Europe & Afrique du Nord			1
- Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest			(1)
<i>Gallinula angulata</i> (Gallinule africaine)			
- Afrique sub-saharienne			(1)
<i>Fulica cristata</i> (Foulque à crête)			
- Afrique sub-saharienne			1
- Espagne & Maroc	1c		
<i>Fulica atra atra</i> (Foulque macroule)			
- Europe du Nord-Ouest (hiv)		2c	
- Mer Noire & Méditerranée (hiv)			1
- Asie du Sud-Ouest (hiv)			(1)
Famille des GRUIDAE (grues)			
<i>Balearica regulorum regulorum</i> (Grue royale, Grue royale d'Afrique du Sud)			
- Afrique australe (N à l'Angola & S Zimbabwe)	1b 1c		
<i>Balearica regulorum gibbericeps</i> (Grue royale, Grue royale d'Afrique de l'Est)			
- Afrique de l'Est (Kenya au Mozambique)	1b 3c		
<i>Balearica pavonina pavonina</i> (Grue couronnée)			
- Afrique de l'Ouest (Sénégal au Tchad)	1b 1c		
<i>Balearica pavonina ceciliae</i> (Grue couronnée)			
- Afrique de l'Est (Soudan à l'Ouganda)	1b 3c		
<i>Leucogeranus leucogeranus</i> (Grue de Sibérie)			
- Iran (hiv)	1a 1b 1c		
<i>Buggeranus carunculatus</i> (Grue caronculée)			
- Afrique centrale & australe	1b 1c		
<i>Anthropoides paradiseus</i> (Grue de paradis)			
- Extrême de l'Afrique australe	1b 3c		
<i>Anthropoides virgo</i> (Grue demoiselle)			
- Mer Noire (Ukraine)/Afrique du Nord-Est	1c		
- Turquie (rep)	1c		
- Kalmykie/Afrique du Nord-Est		1	
<i>Grus grus grus</i> (Grue cendrée)			
- Europe du Nord-Ouest/péninsule Ibérique			1
- Europe du Nord-Est & Europe centrale/Afrique du Nord			1
- Europe de l'Est/Turquie, Moyen-Orient & NE Afrique			1
- Sibérie occidentale/Asie du Sud		(1)	
<i>Grus grus archibaldi</i> (Grue cendrée)			
- Turquie & Géorgie (rep)	1c		

Famille des GAVIIDAE (plongeurs)			
<i>Gavia stellata</i> (Plongeur catmarin)			
- Europe du Nord-Ouest (hiv)		2c	
- Mer Caspienne, mer Noire & Méditerranée orientale (hiv)	1c		
<i>Gavia arctica arctica</i> (Plongeur arctique)			
- Europe du Nord & Sibérie occidentale/Europe		2c	
- Sibérie centrale/mer Caspienne	1c		
<i>Gavia immer</i> (Plongeur huard)			
- Europe (hiv)	1c		
<i>Gavia adamsii</i> (Plongeur à bec blanc)			
- Europe du Nord (hiv)	1c		
Famille des SPHENISCIDAE (manchots)			
<i>Spheniscus demersus</i> (Manchot du Cap)			
- Afrique australe	1b		
Famille des CICONIIDAE (cigognes et apparentés)			
<i>Leptoptilos crumenifer</i> (Marabout d'Afrique)			
- Afrique sub-saharienne			1
<i>Mycteria ibis</i> (Tantale ibis)			
- Afrique sub-saharienne (non compris Madagascar)			1
<i>Anastomus lamelligerus lamelligerus</i> (Bec-ouvert africain)			
- Afrique sub-saharienne			1
<i>Ciconia nigra</i> (Cigogne noire)			
- Afrique australe	1c		
- Europe du Sud-Ouest/Afrique de l'Ouest	1c		
- Europe centrale & de l'Est/Afrique sub-saharienne		1	
<i>Ciconia abdimii</i> (Cigogne d'Abdim)			
- Afrique sub-saharienne & SO Arabie		(2c)	
<i>Ciconia microscelis</i> (Cigogne à pattes noires)			
- Afrique sub-saharienne		(1)	
<i>Ciconia ciconia ciconia</i> (Cigogne blanche)			
- Afrique australe	1c		
- O Europe & Afrique du Nord-Ouest/Afrique sub-saharienne		2b	
- Europe centrale & de l'Est/Afrique sub-saharienne			1
- Asie de l'Ouest/Asie du Sud-Ouest	3c		
Famille des THRESKIORNITHIDAE (ibis, spatules)			
<i>Platalea alba</i> (Spatule d'Afrique)			
- Afrique sub-saharienne		1	
<i>Platalea leucorodia leucorodia</i> (Spatule blanche)			
- Europe occidentale/Méditerranée occidentale & Afrique de l'Ouest	2		
- Europe centrale & SE Europe/Méditerranée & Afrique tropicale	2		
- Asie de l'Ouest/Asie du Sud-Ouest & du Sud	2		
<i>Platalea leucorodia balsaci</i> (Spatule blanche)			
- Littoral de l'Afrique de l'Ouest (Mauritanie)	1c		
<i>Platalea leucorodia archeri</i> (Spatule blanche)			
- Mer Rouge & Somalie	1c		
<i>Threskiornis aethiopicus</i> (Ibis sacré)			
- Afrique sub-saharienne			1
- Irak & Iran	1c		
<i>Geronticus eremita</i> (Ibis chauve)			
- Maroc	1a 1b 1c		
- Asie du Sud-Ouest	1a 1b 1c		
<i>Plegadis falcinellus</i> (Ibis falcinelle)			

- Afrique sub-saharienne (rep)		1	
- Mer Noire & Méditerranée/Afrique de l'Ouest	3c		
- Asie du Sud-Ouest/Afrique de l'Est		(1)	
Famille des ARDEIDAE (hérons, aigrettes et apparentés)			
<i>Botaurus stellaris stellaris</i> (Butor étoilé)			
- O Europe, NO Afrique (rep)	1c		
- C & E Europe/mer Noire & E Méditerranée (rep)		2c	
- Asie du Sud-Ouest (hiv)		1	
<i>Botaurus stellaris capensis</i> (Butor étoilé)			
- Afrique australe	1c		
<i>Ixobrychus minutus minutus</i> (Blongios nain)			
- O Europe, NO Afrique/Afrique sub-saharienne	2		
- C & E Europe, mer Noire & E Méditerranée/Afrique sub-saharienne		2c	
- Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest/Afrique sub-saharienne		(1)	
<i>Ixobrychus minutus payesii</i> (Blongios nain)			
- Afrique sub-saharienne		(1)	
<i>Ixobrychus sturmi</i> (Blongios de Sturm)			
- Afrique sub-saharienne		(1)	
<i>Nycticorax nycticorax nycticorax</i> (Bihoreau gris)			
- Afrique sub-saharienne & Madagascar			1
- O Europe, NO Afrique (rep)	3c		
- C & E Europe/mer Noire & E Méditerranée (rep)			1
- Asie de l'Ouest/SO Asie & NE Afrique		(1)	
<i>Ardeola ralloides ralloides</i> (Crabier chevelu)			
- SO Europe, NO Afrique (rep)	1c		
- C & E Europe, mer Noire & E Méditerranée (rep)	3c		
- Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest/Afrique sub-saharienne		(1)	
<i>Ardeola ralloides paludivaga</i> (Crabier chevelu)			
- Afrique sub-saharienne & Madagascar			(1)
<i>Ardeola idae</i> (Crabier blanc)			
- Madagascar & Aldabra/Afrique centrale & de l'Est	1a 1b 1c		
<i>Ardeola rufiventris</i> (Crabier à ventre roux)			
- Afrique centrale, de l'Est & australe		(1)	
<i>Bubulcus ibis ibis</i> (Héron garde-boeufs)			
- Afrique australe			1
- Afrique tropicale			1
- Europe du Sud-Ouest			1
- Afrique du Nord-Ouest			1
- Méditerranée orientale & Asie du Sud-Ouest		1	
<i>Ardea cinerea cinerea</i> (Héron cendré)			
- Afrique sub-saharienne			1
- Europe du Nord & occidentale			1
- Europe centrale & de l'Est			1
- Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest (rep)		(1)	
<i>Ardea melanocephala</i> (Héron mélanocéphale)			
- Afrique sub-saharienne			(1)
<i>Ardea purpurea purpurea</i> (Héron pourpré)			
- Afrique tropicale		1	
- Europe occidentale & Méditerranée occidentale/Afrique de l'Ouest	3c		
- Europe de l'Est, Mer Noire & Méditerranée occidentale/Afrique sub-saharienne		(2c)	
<i>Ardea alba alba</i> (Grande Aigrette)			
- O, C & SE Europe/Mer Noire & Méditerranée		1	

- Asie de l'Ouest/Asie du Sud-Ouest	3c		
<i>Ardea alba melanorhynchos</i> (Grande Aigrette)			
- Afrique sub-saharienne & Madagascar			(1)
<i>Ardea brachyrhyncha</i> (Héron à bec jaune)			
- Afrique sub-saharienne		1	
<i>Egretta ardesiaca</i> (Aigrette ardoisée)			
- Afrique sub-saharienne		1	
<i>Egretta vinaceigula</i> (Aigrette vineuse)			
- Afrique australe centrale	1b 1c		
<i>Egretta garzetta garzetta</i> (Aigrette garzette)			
- Afrique sub-saharienne			(1)
- Europe occidentale, NO Afrique			1
- Europe centrale & E Europe, mer Noire, E Méditerranée		1	
- Asie de l'Ouest/SO Asie & NE Afrique & Afrique de l'Est		(1)	
<i>Egretta gularis gularis</i> (Aigrette à gorge blanche)			
- Afrique de l'Ouest	2		
<i>Egretta gularis schistacea</i> (Aigrette à gorge blanche)			
- Afrique du Nord-Est & mer Rouge	2		
- Asie du Sud-Ouest & Asie du Sud	2		
<i>Egretta gularis dimorpha</i> (Aigrette à gorge blanche)			
- Littoral de l'Afrique de l'Est	2		
Famille des BALAENICIPITIDAE (bec-en-sabot)			
<i>Balaeniceps rex</i> (Bec-en-sabot du Nil)			
- Afrique tropicale centrale	1b 1c		
Famille des PELECANIDAE (pélicans)			
<i>Pelecanus crispus</i> (Pélican frisé)			
- Mer Noire & Méditerranée (hiv)	1a 1b 1c		
- Asie du Sud-Ouest & Asie du Sud (hiv)	1a 1b 1c		
<i>Pelecanus rufescens</i> (Pélican gris)			
- Afrique tropicale & Arabie du Sud-Ouest		1	
<i>Pelecanus onocrotalus</i> (Pélican blanc)			
- Afrique australe		1	
- Afrique de l'Ouest		1	
- Afrique de l'Est		2c	
- Europe & Asie de l'Ouest (rep)	1a 3c		
Famille des FREGATIDAE (frégates)			
<i>Fregata ariel iredalei</i> (Frégate ariel)			
- Océan Indien	2		
<i>Fregata minor aldabrensis</i> (Frégate du Pacifique)			
- Océan Indien	2		
Famille des SULIDAE (fous)			
<i>Morus bassanus</i> (Fou de Bassan)			
- Atlantique Nord			1
<i>Morus capensis</i> (Fou du Cap)			
- Afrique australe	1b		
<i>Sula dactylatra melanops</i> (Fou masqué)			
- Océan Indien	3c		
Famille des PHALACROCORACIDAE (cormorans)			
<i>Microcarbo coronatus</i> (Cormoran couronné)			
- Littoral de l'Afrique du Sud-Ouest	1c		

<i>Microcarbo pygmaeus</i> (Cormoran pygmée)			
- Mer Noire & Méditerranée		1	
- Asie du Sud-Ouest		1	
<i>Phalacrocorax carbo carbo</i> (Grand Cormoran)			
- Europe du Nord-Ouest			1
<i>Phalacrocorax carbo sinensis</i> (Grand Cormoran)			
- Europe du Nord & Europe centrale			1
- Mer Noire & Méditerranée			1
- Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest			(1)
<i>Phalacrocorax carbo lucidus</i> (Grand Cormoran, Cormoran à poitrine blanche)			
- Littoral de l'Afrique de l'Ouest		1	
- Afrique centrale & de l'Est			1
- Littoral de l'Afrique australe	2		
<i>Phalacrocorax capensis</i> (Cormoran du Cap)			
- Littoral de l'Afrique australe	1b		
<i>Phalacrocorax nigrogularis</i> (Cormoran de Socotra)			
- Côtes de l'Arabie	1b		
- Golfe d'Aden, Socotra, mer d'Oman	1b		
<i>Phalacrocorax neglectus</i> (Cormoran des bancs)			
- Littoral de l'Afrique du Sud-Ouest	1b 2		
Famille des BURHINIDAE (œdicnèmes)			
<i>Burhinus senegalensis</i> (Oedicnème du Sénégal)			
- Afrique de l'Ouest		1	
- Afrique du Nord-Est & Afrique de l'Est		1	
Famille des PLUVIANIDAE (pluvian)			
<i>Pluvianus aegyptius</i> (Pluvian fluviatile)			
- Afrique de l'Ouest		(1)	
- Afrique de l'Est	1c		
- Bassin inférieur du Congo	1c		
Famille des HAEMATOPODIDAE (huitriers)			
<i>Haematopus moquini</i> (Huîtrier de Moquin)			
- Littoral de l'Afrique australe	1c		
<i>Haematopus ostralegus ostralegus</i> (Huîtrier pie)			
- Europe/Europe du Sud & de l'Ouest & NO Afrique		2c	
<i>Haematopus ostralegus longipes</i> (Huîtrier pie)			
- SE Eur & O Asie/SO Asie & NE Afrique		2c	
Famille des RECURVIROSTRIDAE (avocettes, échasses)			
<i>Recurvirostra avosetta</i> (Avocette élégante)			
- Afrique australe	2		
- Afrique de l'Est		(1)	
- O Europe & Afrique du Nord-Ouest (rep)		1	
- Europe du Sud-Est, mer Noire & Turquie (rep)		1	
- Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest/Afrique de l'Est	2		
<i>Himantopus himantopus himantopus</i> (Échasse blanche)			
- Afrique sub-saharienne (non compris le Sud)			(1)
- Afrique australe	2		
- SO Europe & Afrique du Nord-Ouest/Afrique de l'Ouest			1
- Europe centrale & Méditerranée orientale/Afrique du Nord-Afrique centrale		1	
- O, C & SO Asie/SO Asie & NE Afrique		(1)	

Famille des CHARADRIIDAE (vanneaux, pluviers, gravelots)			
<i>Pluvialis squatarola</i> (Pluvier argenté)			
- O Sibérie & Canada/O Europe & O Afrique			1
- C & E Sibérie/SO Asie, Afrique de l'Est & australe		1	
<i>Pluvialis apricaria apricaria</i> (Pluvier doré)			
- Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Allemagne & Baltique (rep)		2c	
<i>Pluvialis apricaria altifrons</i> (Pluvier doré)			
- Islande & îles Féroé/côte Est-Atlantique			1
- Europe du Nord & Europe occidentale & NO Afrique			1
- Sibérie du Nord/mer Caspienne & Asie mineure		(1)	
<i>Pluvialis fulva</i> (Pluvier fauve)			
- Sibérie du Nord et centrale/Asie du Sud & SO Asie, NE Afrique		(1)	
<i>Eudromias morinellus</i> (Pluvier guignard)			
- Europe/Afrique du Nord-Ouest	3c		
- Asie/Moyen-Orient		(1)	
<i>Charadrius hiaticula hiaticula</i> (Pluvier grand-gravelot)			
- Europe du Nord/Europe & Afrique du Nord		1	
<i>Charadrius hiaticula psammodromus</i> (Pluvier grand-gravelot)			
- Canada, Groenland & Islande/O & S Afrique			(1)
<i>Charadrius hiaticula tundrae</i> (Pluvier grand-gravelot)			
- NE Europe & Sibérie/SO Asie, E & S Afrique			(1)
<i>Charadrius dubius curonicus</i> (Pluvier petit-gravelot)			
- Europe & Afrique du Nord-Ouest/Afrique de l'Ouest			1
- Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest/Afrique de l'Est			(1)
<i>Charadrius pecuarius</i> (Pluvier pâtre)			
- Afrique australe & orientale			(1)
- Afrique de l'Ouest		(1)	
<i>Charadrius tricollaris</i> (Pluvier à triple collier)			
- Afrique australe & orientale			1
<i>Charadrius forbesi</i> (Pluvier de Forbes)			
- Afrique de l'Ouest & centrale	2		
<i>Charadrius marginatus hesperius</i> (Pluvier à front blanc)			
- Afrique de l'Ouest	2		
<i>Charadrius marginatus mechowii</i> (Pluvier à front blanc)			
- Intérieur de l'Afrique orientale & centrale	2		
<i>Charadrius alexandrinus alexandrinus</i> (Pluvier à collier interrompu)			
- Europe occidentale & Méditerranée occidentale/Afrique de l'Ouest		1	
- Mer Noire & Méditerranée orientale/zone est du Sahel	3c		
- SO Asie & Asie centrale/SO Asie & NE Afrique		(1)	
<i>Charadrius pallidus pallidus</i> (Pluvier élégant)			
- Afrique australe	2		
<i>Charadrius pallidus venustus</i> (Pluvier élégant)			
- Afrique de l'Est	1c		
<i>Charadrius mongolus pamirensis</i> (Pluvier de Mongolie)			
- Asie de l'Ouest et centrale/SO Asie & Afrique de l'Est			1
<i>Charadrius leschenaultii leschenaultii</i> (Pluvier de Leschenault)			
- Asie centrale/Afrique de l'Ouest & australe		(1)	
<i>Charadrius leschenaultii columbinus</i> (Pluvier de Leschenault)			
- Turquie & SO Asie/Méditerranée orientale & mer Rouge	1c		
<i>Charadrius leschenaultii scythicus</i> (Pluvier de Leschenault)			
- Mer Caspienne & SO Asie/Arabie & NE Afrique		(1)	
<i>Charadrius asiaticus</i> (Pluvier asiatique)			
- SE Europe & Asie de l'Ouest/E Afrique & Afrique australe centrale	3c		
<i>Vanellus vanellus</i> (Vanneau huppé)			
- Europe/O Asie/Europe, N Afrique & SO Asie			1

<i>Vanellus spinosus</i> (Vanneau à éperons)			
- Mer Noire & Méditerranée (rep)		1	
<i>Vanellus albiceps</i> (Vanneau à tête blanche)			
- Afrique de l'Ouest & centrale		(1)	
<i>Vanellus lugubris</i> (Vanneau terne)			
- Partie méridionale de l'Afrique de l'Ouest	2		
- Afrique centrale & de l'Est		1	
<i>Vanellus melanopterus minor</i> (Vanneau à ailes noires)			
- Afrique australe	1c		
<i>Vanellus coronatus coronatus</i> (Vanneau couronné)			
- Afrique de l'Est & Afrique australe			1
- Afrique centrale	(1c)		
- Afrique du Sud-Ouest		(1)	
<i>Vanellus senegallus senegallus</i> (Vanneau du Sénégal)			
- Afrique de l'Ouest		(1)	
<i>Vanellus senegallus lateralis</i> (Vanneau du Sénégal)			
- Afrique de l'Est & du Sud-Ouest		1	
<i>Vanellus superciliosus</i> (Vanneau à poitrine châtain)			
- Afrique de l'Ouest & centrale	(1c)		
<i>Vanellus gregarius</i> (Vanneau sociable)			
- SE Europe & Asie de l'Ouest/Afrique du Nord-Est	1a 1b 2		
- Républiques d'Asie centrale/NO Inde	1a 1b 1c		
<i>Vanellus leucurus</i> (Vanneau à queue blanche)			
- SO Asie/SO Asie & Afrique du Nord-Est	2		
- Républiques d'Asie centrale/Asie du Sud		(1)	
Famille des SCOLOPACIDAE (bécasseaux, bécassines, phalaropes et apparentés)			
<i>Numenius phaeopus phaeopus</i> (Courlis corlieu)			
- Europe du Nord/ Afrique de l'Ouest			(1)
- Sibérie occidentale/Afrique australe & orientale			(1)
<i>Numenius phaeopus islandicus</i> (Courlis corlieu)			
- Islande/Féroé & Écosse/Afrique de l'Ouest			1
<i>Numenius phaeopus alboaxillaris</i> (Courlis corlieu)			
- Asie du Sud-Ouest/Afrique de l'Est	1c		
<i>Numenius tenuirostris</i> (Courlis à bec grêle)			
- Sibérie centrale/Méditerranée & SO Asie	1a 1b 1c		
<i>Numenius arquata arquata</i> (Courlis cendré)			
- Europe/Europe, Afrique du Nord et de l'Ouest	4		
<i>Numenius arquata suschkini</i> (Courlis cendré)			
- Europe du Sud-Est & Asie du Sud-Ouest (rep)	1c		
<i>Numenius arquata orientalis</i> (Courlis cendré)			
- Sibérie occidentale/SO Asie, E & S Afrique	3c		
<i>Limosa lapponica lapponica</i> (Barge rousse)			
- Europe du Nord/ Europe occidentale		2a	
<i>Limosa lapponica taymyrensis</i> (Barge rousse)			
- Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest & du Sud-Ouest		2a 2c	
- Sibérie centrale/Asie du Sud & SO Asie & Afrique orientale			(1)
<i>Limosa limosa limosa</i> (Barge à queue noire)			
- Europe occidentale, NO Afrique & Afrique de l'Ouest	4		
- Europe orientale/Afrique du Nord	3c		
- Asie de l'Ouest et centrale/SO Asie & Afrique de l'Est	4		
<i>Limosa limosa islandica</i> (Barge à queue noire)			
- Islande/Europe occidentale	4		
<i>Arenaria interpres interpres</i> (Tournepierre à collier)			

- NE Canada & Groenland/O Europe & NO Afrique			1
- Europe du Nord/ Afrique de l'Ouest		1	
- Sibérie occidentale & centrale/SO Asie, E & S Afrique			(1)
<i>Calidris tenuirostris</i> (Bécasseau de l'Anadyr)			
- Sibérie orientale/SO Asie & partie occidentale de l'Asie du Sud	1a 1b 1c		
<i>Calidris canutus canutus</i> (Bécasseau maubèche)			
- Sibérie du nord/Afrique de l'Ouest & Afrique australe		2a 2c	
<i>Calidris canutus islandica</i> (Bécasseau maubèche)			
- NE Canada & Groenland/Europe occidentale		2a	
<i>Calidris pugnax</i> (Combattant varié)			
- Europe du Nord & Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest		2c	
- Sibérie du Nord/SO Asie, E & S Afrique			1
<i>Calidris falcinellus falcinellus</i> (Bécasseau falcinelle)			
- Europe du Nord/SO Asie & Afrique		2c	
<i>Calidris ferruginea</i> (Bécasseau cocorli)			
- Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest		2c	
- Sibérie centrale/SO Asie, E & S Afrique		2c	
<i>Calidris temminckii</i> (Bécasseau de Temminck)			
- Fennoscandie/Afrique du Nord & de l'Ouest	3c		
- NE Europe & O Sibérie/SO Asie & Afrique de l'Est			(1)
<i>Calidris alba alba</i> (Bécasseau sanderling)			
- Europe Est-Atlantique/Afrique de l'Ouest & Afrique australe (hiv)			1
- Asie du Sud-Ouest, Afrique de l'Est & australe (hiv)			1
<i>Calidris alpina alpina</i> (Bécasseau variable)			
- E Europe & NO Sibérie /O Europe & NO Afrique			1
<i>Calidris alpina arctica</i> (Bécasseau variable)			
- NE Groenland/Afrique de l'Ouest	3a		
<i>Calidris alpina schinzii</i> (Bécasseau variable)			
- Islande & Groenland/NO Afrique et Afrique de l'Ouest			1
- Grande-Bretagne & Irlande/SO Europe & NO Afrique		1	
- Mer Baltique/SO Europe & NO Afrique	1c		
<i>Calidris alpina centralis</i> (Bécasseau variable)			
- Sibérie centrale/SO Asie & NE Afrique			(1)
<i>Calidris maritima</i> (Bécasseau violet)			
- N Europe & O Sibérie (reproduction)		1	
- NE Canada & N Groenland/Europe (reproduction)	2		
<i>Calidris minuta</i> (Bécasseau minute)			
- N Europe/S Europe, Afrique du Nord & de l'Ouest		(2c)	
- Sibérie occidentale/SO Asie, E & S Afrique			(1)
<i>Scolopax rusticola</i> (Bécasse des bois)			
- Europe/Europe du Sud & de l'Ouest & Afrique du Nord			1
- Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest (mer Caspienne)			(1)
<i>Gallinago stenura</i> (Bécassine à queue pointue)			
- Sibérie du Nord/Asie du Sud & Afrique de l'Est			(1)
<i>Gallinago media</i> (Bécassine double)			
- Scandinavie/probablement Afrique de l'Ouest	2		
- Sibérie occidentale & NE Europe/Afrique du Sud-Est	4		
<i>Gallinago gallinago gallinago</i> (Bécassine des marais)			
- Europe/Europe du Sud & de l'Ouest & NO Afrique			1
- Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest & Afrique			1
<i>Gallinago gallinago faeroensis</i> (Bécassine des marais)			
- Islande/Féroé & Écosse du Nord/Irlande			1
<i>Lymnocyptes minimus</i> (Bécassine sourde)			
- Europe du Nord/S & O Europe & Afrique de l'Ouest		2b	1
- Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique			1

<i>Phalaropus lobatus</i> (Phalarope à bec étroit)			
- Eurasie occidentale/mer d'Oman			1
<i>Phalaropus fulicarius</i> (Phalarope à bec large)			
- Canada & Groenland/côte atlantique de l'Afrique		2c	
<i>Xenus cinereus</i> (Chevalier bargette)			
- NE Europe & O Sibérie/SO Asie, E & S Afrique			1
<i>Actitis hypoleucos</i> (Chevalier guignette)			
- Europe occidentale et centrale/Afrique de l'Ouest		2c	
- E Europe & O Sibérie/Afrique centrale, E & S Afrique			(1)
<i>Tringa ochropus</i> (Chevalier cul-blanc)			
- Europe du Nord/S & O Europe, Afrique de l'Ouest			1
- Sibérie occidentale/SO Asie, NE Afrique & Afrique de l'Est			(1)
<i>Tringa erythropus</i> (Chevalier arlequin)			
- N Europe/Europe du Sud, Afrique du Nord et de l'Ouest		(1)	
- Sibérie occidentale/SO Asie, NE Afrique & Afrique de l'Est		(1)	
<i>Tringa nebularia</i> (Chevalier aboyeur)			
- Europe du Nord/SO Europe, NO & O Afrique			1
- Sibérie occidentale/SO Asie, E & S Afrique			(1)
<i>Tringa totanus totanus</i> (Chevalier gambette)			
- Europe du Nord (reproduction)			1
- Europe centrale & de l'Est (reproduction)		2c	
- Grande-Bretagne & Irlande/Grande-Bretagne, Irlande, France	3c		
<i>Tringa totanus robusta</i> (Chevalier gambette)			
- Islande & Féroë/Europe occidentale			1
<i>Tringa totanus ussuriensis</i> (Chevalier gambette)			
- Asie de l'Ouest/SO Asie & NE Afrique & Afrique de l'Est			(1)
<i>Tringa glareola</i> (Chevalier sylvain)			
- Europe du Nord-Ouest/Afrique de l'Ouest			1
- NE Europe & O Sibérie/Afrique de l'Est et australe			(1)
<i>Tringa stagnatilis</i> (Chevalier stagnatile)			
- Europe de l'Est/Afrique de l'Ouest & centrale		(1)	
- Asie de l'Ouest/SO Asie, Afrique orientale et australe	3c		
Famille des DROMADIDAE (drome)			
<i>Dromas ardeola</i> (Drome ardéole)			
- Nord-Ouest de l'océan Indien, mer Rouge & Golfe		1	
Famille des GLAREOLIDAE (courvites, glaréoles)			
<i>Glareola pratincola pratincola</i> (Glaréole à collier)			
- Europe occidentale & NO Afrique/Afrique de l'Ouest		1	
- Mer Noire & Méditerranée orientale/zone est du Sahel	2		
- SO Asie/SO Asie & NE Afrique		(1)	
<i>Glareola nordmanni</i> (Glaréole à ailes noires)			
- SE Europe & Asie de l'Ouest/Afrique australe	4		
<i>Glareola ocularis</i> (Glaréole malgache)			
- Madagascar/Afrique de l'Est	1b 1c		
<i>Glareola nuchalis nuchalis</i> (Glaréole auréolée)			
- Afrique de l'Est & Afrique centrale		(1)	
<i>Glareola nuchalis liberiae</i> (Glaréole auréolée)			
- Afrique de l'Ouest			1
<i>Glareola cinerea</i> (Glaréole grise)			
- SE Afrique de l'Ouest & Afrique centrale	(2)		
Famille des LARIDAE (goélands, mouettes et apparentés)			
<i>Anous stolidus plumbeigularis</i> (Noddi brun)			

- Mer Rouge & Golfe d'Aden		1	
<i>Anous tenuirostris tenuirostris</i> (Noddi marianne)			
- Îles de l'océan Indien à l'Afrique de l'Est			1
<i>Rynchops flavirostris</i> (Bec-en-ciseaux d'Afrique)			
- Littoral de l'Afrique de l'Ouest & Afrique centrale	1c		
- Afrique de l'Est & Afrique australe	1c		
<i>Hydrocoloeus minutus</i> (Mouette pygmée)			
- Europe centrale & E Europe/SO Europe & Méditerranée occidentale		1	
- O Asie/Méditerranée orientale, mer noire & mer Caspienne		(1)	
<i>Xema sabini sabini</i> (Mouette de Sabine)	(d)		
- Canada & Groenland/SE Atlantique			(1)
<i>Rissa tridactyla tridactyla</i> (Mouette tridactyle)		2c	
<i>Larus genei</i> (Goéland railleur)			
- Afrique de l'Ouest (rep)		1	
- Mer Noire & Méditerranée (rep)		2a	
- Asie de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Sud (rep)			1
<i>Larus ridibundus</i> (Mouette rieuse)			
- O Europe/O Europe, Méditerranée occidentale, Afrique de l'Ouest		2c	
- Europe de l'Est/mer Noire & Méditerranée orientale			1
- Asie de l'Ouest/SO Asie & NE Afrique			(1)
<i>Larus hartlaubii</i> (Mouette de Hartlaub)			
- Littoral de l'Afrique du Sud-Ouest		1	
<i>Larus cirrocephalus poiocephalus</i> (Mouette à tête grise)			
- Afrique de l'Ouest		(1)	
- Afrique centrale, orientale et australe			(1)
<i>Larus ichthyaetus</i> (Goéland ichthyaète)			
- Mer Noire & mer Caspienne/Asie du Sud-Ouest	3a		
<i>Larus melanocephalus</i> (Mouette mélanocéphale)			
- O Europe, Méditerranée & NO Afrique		2a	
<i>Larus hemprichii</i> (Goéland de Hemprich)			
- Mer Rouge, Golfe, Arabie & Afrique de l'Est			1
<i>Larus leucophthalmus</i> (Goéland à iris blanc)			
- Mer Rouge & côtes avoisinantes	1a	1	
<i>Larus audouinii</i> (Goéland d'Audouin)			
- Méditerranée/côtes N & O de l'Afrique	1a 3a		
<i>Larus canus canus</i> (Goéland cendré)			
- Europe centrale & SE Europe/Méditerranée & Afrique tropicale - Europe/côte Atlantique & Méditerranée			1
<i>Larus canus heinei</i> (Goéland cendré)			
- NE Europe & Sibérie occidentale/mer Noire & mer Caspienne			1
<i>Larus dominicanus vetula</i> (Goéland dominicain)			
- Littoral de l'Afrique australe		1	
- Littoral de l'Afrique de l'Ouest	1c		
<i>Larus fuscus fuscus</i> (Goéland brun, Goéland de la Baltique)			
- NE Europe/mer Noire, SO Asie & Afrique orientale	3c		
<i>Larus fuscus graellsii</i> (Goéland brun)			
- Europe occidentale/ Méditerranée & Afrique de l'Ouest			1
<i>Larus fuscus intermedius</i> (Goéland brun)			
- S Scandinavie, Pays-Bas, delta de l'Ebre, Espagne			1
<i>Larus fuscus heuglini</i> (Goéland brun, Goéland de Sibérie)			
- NE Europe & O Sibérie/SO Asie & NE Afrique			(1)
<i>Larus fuscus barabensis</i> (Goéland brun)			
- Sibérie du Sud-Ouest/Asie du Sud-Ouest			(1)
<i>Larus argentatus argentatus</i> (Goéland argenté)			

- Europe du Nord et du Nord-Ouest			1
<i>Larus argentatus argenteus</i> (Goéland argenté)			
- Islande & Europe occidentale		2c	
<i>Larus armenicus</i> (Goéland d'Arménie)			
- Arménie, Turquie orientale & NO Iran	3a		
<i>Larus michahellis</i> (Goéland leucopnée)			
- Méditerranée, péninsule Ibérique & Maroc			1
<i>Larus cachinnans</i> (Goéland pontique)			
- Mer Noire & Asie de l'Ouest/SO Asie, NE Afrique			1
<i>Larus glaucoides glaucoides</i> (Goéland arctique)			
- Groenland/Islande & Europe du Nord-Ouest			1
<i>Larus hyperboreus hyperboreus</i> (Goéland bourgmestre)			
- Svalbard & N Russie (rep)			(1)
<i>Larus hyperboreus leuceteres</i> (Goéland bourgmestre)			
- Canada, Groenland & Irlande (rep)			(1)
<i>Larus marinus</i> (Goéland marin)			
- Europe du Nord & occidentale			1
<i>Onychoprion fuscata nubilosa</i> (Sterne fuligineuse)			
- Mer Rouge, golfe d'Aden, E au Pacifique		2a	
<i>Onychoprion anaethetus melanopterus</i> (Sterne bridée)			
- O Afrique	1c		
<i>Onychoprion anaethetus antarcticus</i> (Sterne bridée)			
- Mer Rouge, E Afrique, golfe Persique, mer d'Oman jusqu'en Inde occidentale			1
- O océan Indien	2		
<i>Sternula albifrons albifrons</i> (Sterne naine)			
- Europe Nord Méditerranée (rep)	2		
- O Méditerranée/O Afrique (rep)	3b		
- Mer Noire & E Méditerranée (rep)	3b 3c		
- Mer Caspienne (rep)	2		
<i>Sternula albifrons guineae</i> (Sterne naine)			
- Afrique de l'Ouest (rep)	1c		
<i>Sternula saundersi</i> (Sterne de Saunders)			
- O Asie du Sud, mer Rouge, Golfe & Afrique de l'Est	2		
<i>Sternula balaenarum</i> (Sterne des baleiniers)			
- Namibie & Afrique du Sud/côte atlantique du Ghana	1c		
<i>Gelochelidon nilotica nilotica</i> (Sterne hansel)			
- Europe occidentale/Afrique de l'Ouest		1	
- Mer Noire & Méditerranée orientale/Afrique orientale	3c		
- Asie de l'Ouest & Asie centrale/Asie du Sud-Ouest	2		
<i>Hydroprogne caspia</i> (Sterne caspienne)			
- Afrique australe (rep)	1c		
- Afrique de l'Ouest (rep)		1	
- Baltique (rep)	1c		
- Mer Noire (rep)	1c		
- Mer Caspienne (rep)	2		
<i>Chlidonias hybrida hybrida</i> (Guifette moustac)			
- Europe occidentale & Afrique du Nord-Ouest (rep)		1	
- Mer Noire & Méditerranée orientale (rep)			(1)
- Mer Caspienne (rep)		(1)	
<i>Chlidonias hybrida delalandii</i> (Guifette moustac)			
- Afrique orientale (Kenya & Tanzanie)	2		
- Afrique australe (Malawi & Zambie à l'Afrique du Sud)	(2)		
<i>Chlidonias leucopterus</i> (Guifette leucoptère)			
- Europe orientale & Asie de l'Ouest/Afrique			(1)

<i>Chlidonias niger niger</i> (Guifette noire)			
- Europe & Asie occidentale/côte atlantique de l'Afrique		2c	
<i>Sterna dougallii dougallii</i> (Sterne de Dougall)			
- Afrique australe	1c		
- Afrique de l'Est	2		
- Europe (rep)	1c		
<i>Sterna dougallii arideensis</i> (Sterne de Dougall)			
- Madagascar, Seychelles & Mascareignes	2		
<i>Sterna dougallii bangsi</i> (Sterne de Dougall)			
- Nord de la mer d'Oman (Oman)	1c		
<i>Sterna hirundo hirundo</i> (Sterne pierregarin)			
- Europe du Sud & occidentale (rep)			1
- Europe du Nord & de l'Est (rep)			1
- Asie occidentale (rep)			(1)
<i>Sterna repressa</i> (Sterne à joues blanches)			
- O Asie du Sud, mer Rouge, Golfe & Afrique de l'Est			1
<i>Sterna paradisaea</i> (Sterne arctique)			
- Eurasie occidentale (rep)			1
<i>Sterna vittata vittata</i> (Sterne couronnée)			
- P. Edward, Marion, Crozet & Kerguelen/Afrique du Sud	1c		
<i>Sterna vittata tristanensis</i> (Sterne couronnée)			
- Tristan da Cunha & Gough/Afrique du Sud	1c		
<i>Thalasseus bengalensis bengalensis</i> (Sterne voyageuse)			
- Golfe/Asie du Sud			1
- Mer Rouge/Afrique orientale			1
<i>Thalasseus bengalensis emigratus</i> (Sterne voyageuse)			
- S méditerranéen/côtes NO & Afrique de l'Ouest	1c		
<i>Thalasseus sandvicensis sandvicensis</i> (Sterne caugek)			
- Europe occidentale/Afrique de l'Ouest			1
- Mer Noire & Méditerranée (rep)		2a	
- Asie de l'Ouest & Asie centrale/Asie du Sud-Ouest & du Sud			1
<i>Thalasseus maximus albidorsalis</i> (Sterne royale)			
- Afrique de l'Ouest (rep)		2a	
<i>Thalasseus bergii bergii</i> (Sterne huppée)			
- Afrique australe (Angola - Mozambique)	2		
<i>Thalasseus bergii velox</i> (Sterne huppée)			
- Mer Rouge & Afrique du Nord-Est	2		
<i>Thalasseus bergii thalassinus</i> (Sterne huppée)			
- Afrique orientale & Seychelles	1c		
<i>Thalasseus bergii enigma</i> (Sterne huppée)			
- Madagascar & Mozambique/Afrique australe	1c		
Famille des STERCORARIIDAE (labbes)			
<i>Stercorarius longicaudus longicaudus</i> (Labbe à longue queue)			1
<i>Catharacta skua</i> (Grand Labbe)		1	
Famille des ALCIDAE (guillemots, pingouins et apparentés)			
<i>Fratercula arctica</i> (Macareux moine)			
- Baie d'Hudson & Maine E au S Groenland, Islande, île Bear, Norvège au S Novaya Zemlya			1
- NE du Canada, N Groenland à Jan Mayen, Svalbard, N Novaya Zemlya	3a		
- Féroé, S Norvège & Suède, Grande-Bretagne, Irlande, NO France			1
<i>Cephus grylle grylle</i> (Guillemot à miroir)			
- Mer Baltique		1	
<i>Cephus grylle mandtii</i> (Guillemot à miroir)			

- Arctique E Amérique du Nord au Groenland, Jan Mayen et Svalbard E en passant par la Sibérie à l'Alaska		1	
<i>Cepphus grylle arcticus</i> (Guillemot à miroir)			
- N Amérique, S Groenland, Grande-Bretagne, Irlande, Scandinavie, mer Blanche		1	
<i>Cepphus grylle islandicus</i> (Guillemot à miroir)			
- Islande	3c		
<i>Cepphus grylle faeroeensis</i> (Guillemot à miroir)			
- Féroé		1	
<i>Alca torda torda</i> (Petit Pingouin)			
- E Amérique du Nord, Groenland, E à la mer Baltique & mer Blanche			1
<i>Alca torda islandica</i> (Petit Pingouin)			
- Islande, Féroé, Grande-Bretagne, Irlande, Helgoland, NO France			1
<i>Alle alle alle</i> (Mergule nain)			
- Haut arctique, île de Baffin – Novaya Zemlya			1
<i>Uria lomvia lomvia</i> (Guillemot de Brünnich)			
- E Amérique du Nord, Groenland, E à Severnaya Zemlya		2c	
<i>Uria aalge aalge</i> (Guillemot marmette)			
- E Amérique du Nord, Groenland, Islande, Féroé, Écosse, S Norvège, mer Baltique		2c	
<i>Uria aalge albionis</i> (Guillemot marmette)			
- Irlande, S Grande-Bretagne, France, péninsule Ibérique, Helgoland			1
<i>Uria aalge hyperborea</i> (Guillemot marmette)			
- Svalbard, N Norvège à Novaya Zemlya			1

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.2

ADOPTION DE LA NOUVELLE VERSION ARABE DU TEXTE DE L'ACCORD

Rappelant que, conformément à l'article XVII de l'Accord, le texte original en langues anglaise, arabe, française et russe de cet accord, chacune de ces versions étant également authentique, a été déposé auprès du gouvernement du Royaume des Pays-Bas qui en est le Dépositaire et que des copies certifiées de ces versions ont été transmises à tous les États,

Notant que le Secrétariat a commandé en 2009 une nouvelle traduction dans le cadre du projet de l'AEWA intitulé « Renforcer les capacités de conservation des oiseaux d'eau et des zones humides en Afrique du Nord » (WetCap), traduction destinée à remplacer le texte arabe,

Rappelant que la nouvelle traduction a été diffusée en 2011 pour observations auprès des États de l'aire de répartition, Parties contractantes et non-contractantes à l'AEWA arabophones, puis approuvée par la 7^{ème} réunion du Comité permanent de l'AEWA aux fins de soumission à la 5^{ème} session de la Réunion des Parties à AEWA (MOP5) et finalement soumise pour adoption à la MOP5,

Rappelant également que la MOP5 a décidé de ne pas approuver la nouvelle traduction étant donné que des adaptations complémentaires étaient encore nécessaires et qu'elle a confié au Comité permanent de l'AEWA la finalisation du texte,

Reconnaissant les efforts que les pays arabophones ont déployés pour réviser la version arabe qui a été soumise à la MOP5,

Notant que la traduction a été finalisée en consultation avec les Parties arabophones et approuvée en avril 2015 par correspondance par le Comité permanent de l'AEWA,

Notant en outre que des copies certifiées de la traduction finalisée n'ont pas été transmises à tous les États par le Dépositaire, après consultation interne avec son bureau de traduction, mais que le Dépositaire a aimablement offert de fournir à la place une nouvelle traduction faite par son bureau de traduction.

La Réunion des Parties :

1. *Accueille favorablement et accepte* l'aimable offre faite par le Dépositaire de fournir une nouvelle traduction arabe du texte de l'Accord et de ses annexes, le charge de la finalisation de la nouvelle traduction par son bureau de traduction et l'incorporation dans la nouvelle version en langue arabe de tous les amendements approuvés aux annexes 2 et 3 de l'Accord tels qu'adoptés dans la résolution 6.1, selon les ressources disponibles et en étroite concertation avec le Secrétariat et les pays arabophones ;
2. *Demande* au Secrétariat de transmettre la version finale aux Parties contractantes arabophones pour révision avant sa soumission au Comité permanent ;
3. *Mandate* le Comité permanent d'approuver la traduction finalisée en tant que nouveau texte arabe ;

4. *Invite* le Dépositaire à transmettre des copies certifiées de la nouvelle version arabe à tous les États de l'aire de répartition, conformément à l'article XVII de l'Accord, après approbation par le Comité permanent ;

5. *Prie instamment* toutes les Parties contractantes de remplacer l'ancienne version officielle par cette nouvelle traduction pour tous les sujets en relation avec l'AEWA à tous les niveaux, *invite* les États de l'aire de répartition qui se sont pas Parties contractantes à prendre note du nouveau texte arabe officiel et à l'utiliser en tant que texte officiel concernant l'adhésion à l'AEWA et *demande* au Secrétariat de publier et de diffuser la nouvelle version en langue arabe (en ligne et sur papier) dans des meilleurs délais, dès qu'elle sera disponible.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.3

RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS

Rappelant la Résolution 5.2 « Prise en main des lacunes dans les connaissances des populations d'oiseaux d'eau et des sites importants pour ces derniers, et actions de conservation à cet effet » et rappelant également la Résolution 5.22 « Mise en place d'un régime structurel de financement de base à long terme pour le recensement international des oiseaux d'eau dans la région d'Afrique-Eurasie »,

Prenant note du Rapport sur le développement de la surveillance des oiseaux d'eau le long des voies de migration d'Afrique-Eurasie et les progrès accomplis en vue de la réalisation de l'Objectif 3.1. du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA concernant la collecte des données de surveillance des oiseaux d'eau, et consciente que le financement durable doit encore être assuré (document AEWA/MOP 6.24),

Reconnaissant avec gratitude la contribution aux objectifs de l'AEWA apportée par les Parties contractantes, les donateurs internationaux, les organisations non-gouvernementales nationales et internationales, tout particulièrement par l'intermédiaire de l'Initiative africaine de l'AEWA, l'Initiative Voie de migration de la mer des Wadden, le projet de Conservation des oiseaux d'eau migrateurs en Afrique de l'Ouest, le projet Surveillance des oiseaux d'eau de la Méditerranée, le projet sur le renforcement de la surveillance des oiseaux d'eau dans le long de la voie de migration d'Afrique-Eurasie, l'Initiative de la voie de migration de l'Adriatique, le projet sur les Oiseaux planeurs migrateurs, et le projet De l'Arctique à l'Afrique, qui sont tous des exemples d'initiatives stratégiques régionales en vue de la conservation des oiseaux d'eau et de leurs habitats,

Tenant pleinement compte du document AEWA/MOP 6.14 « Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans la zone de l'Accord – 6^{ème} édition » (couramment appelé CSR6),

Notant que le « Rapport préliminaire sur le réseau de sites pour les oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord – 1^{ère} édition » (document AEWA/MOP 5.15) n'a été ni révisé ni finalisé au cours de la période triennale du fait du manque de fonds,

Notant également que le manque de fonds a empêché le Comité technique d'être en mesure de fournir des conseils à la MOP6 sur la surveillance des oiseaux marins et des oiseaux d'eau coloniaux reproducteurs, d'identifier les priorités du développement systématique de la surveillance des oiseaux d'eau en vue d'atteindre les objectifs du Plan stratégique 2009-2017, et de réviser les lignes directrices de conservation de l'AEWA relatives à la surveillance des oiseaux d'eau (document AEWA/MOP 6.7 Rapport du Comité technique),

Consciente que, depuis la 4^{ème} édition du CSR (CSR4), on est seulement parvenu à une modeste amélioration des connaissances sur les tailles de population, tant au niveau qualitatif que quantitatif, avec 2 % des populations n'ayant toujours pas d'estimations, seulement 12 % des estimations s'appuyant sur des données de recensement et les estimations restantes reposant soit sur des « meilleures suppositions » (26 %) soit sur des opinions d'experts (60 %),

Également consciente que l'évaluation des tendances des populations révèle que 28 % des populations n'ont toujours pas d'estimations de tendances, la plupart des estimations disponibles étant médiocres (38%), 28 % seulement étant d'une qualité raisonnable et juste 6 % de bonne qualité,

Préoccupée qu'une proportion élevée (36 %) des populations dont les tendances sont connues continue à être en déclin, par rapport à 25 % des populations étant en augmentation,

Notant que le Recensement international des oiseaux d'eau (IWC) et les programmes qui s'y rapportent pourraient fournir une bonne base pour l'estimation des tailles et des tendances des populations pour respectivement 32 % et 52 % des populations d'oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord, à condition que la couverture de ces programmes soit améliorée,

Notant également que les estimations des tailles et des tendances de populations pourraient s'appuyer sur des programmes visant les oiseaux coloniaux reproducteurs dans la zone de l'Accord dans le cas de 32 % et de 27 % des populations, à condition qu'il existe un programme complet couvrant la région,

Prenant note que les espèces ayant des estimations de taille et de tendances de populations les moins complètes voire aucune estimation sont généralement celles qui ne peuvent pas être couvertes par des programmes de surveillance génériques tels que l'IWC,

Prenant également note que les régions d'Asie occidentale et centrale ainsi que la région afrotropicale ont les estimations de tailles et de tendances de populations les moins complètes, et la proportion la plus élevée de populations en déclin,

Reconnaissant que dans le CSR6, les populations en augmentation, dont l'état est évalué sur la base des données régulières de surveillance, sont passées de 102 à 180, soit une augmentation de 75 % par rapport au CSR4. Ce résultat qui dépasse de 50 % l'objectif du Plan stratégique ne représente toutefois que 32 % des populations figurant au tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA,

Extrêmement préoccupée par le fait qu'aucun des huit objectifs en relation avec l'état des populations du Plan Stratégique n'a été atteint jusqu'à présent et que, pour cinq de ces huit objectifs, la situation a empiré,

Reconnaissant l'utilité de l'Outil de Réseau de sites critiques pour plusieurs mécanismes nationaux et internationaux dans le cadre de l'Accord *mais notant* que cet Outil devient progressivement dépassé tant d'un point de vue technologique qu'au niveau des données,

Reconnaissant que d'autres AEM, tout particulièrement la Convention de Ramsar sur les zones humides et la Convention sur les espèces migratrices, ainsi que la Directive Oiseaux de l'UE, exigent des données régulières de surveillance des oiseaux d'eau pour leur fonctionnement, tels que les critères 5 et 6 de Ramsar pour la désignation des zones humides d'importance internationale dont l'applicabilité est liée aux Estimations de populations d'oiseaux d'eau qui découlent en grande partie des données de l'IWC,

Tenant compte des conclusions et des recommandations du rapport du Comité permanent à la MOP6 sur les progrès de la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA (AEWA/MOP 6.12),

Conscient que le Secrétariat de l'AEWA est représenté dans le partenariat de surveillance des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie².

La Réunion des Parties :

1. *Recommande vivement* aux Parties contractantes de s'assurer que les objectifs de l'AEWA sont incorporés dans les Stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité (NBSAP) et autres processus de planification stratégique ;
2. *Se réjouit* des progrès réalisés grâce au Partenariat de la surveillance des oiseaux d'eau et *encourage* ce dernier à poursuivre son travail ;

² <http://www.wetlands.org/AfricanEurasianWaterbirdCensus/WaterbirdMonitoringPartnership/tabid/2789/Default.aspx>

3. *Invite* les organisations faisant partie du Partenariat de la surveillance des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie à créer ensemble un Fonds de ressources pour les activités de surveillance des oiseaux d'eau et *prie instamment* les Parties d'y contribuer régulièrement ;
4. *Invite* le Groupe de travail stratégique du Partenariat de surveillance des oiseaux d'eau à décider des priorités pour l'utilisation des ressources du Fonds en consultation avec le Comité technique de l'AEWA ;
5. *Invite* le Partenariat de surveillance des oiseaux d'eau d'informer la MOP à chacune de ses sessions sur les montants recueillis, l'utilisation des ressources et les lacunes qui subsistent dans le cadre d'un rapport plus large sur le développement de la surveillance des oiseaux d'eau ;
6. *Invite les Parties contractantes*, les organisations non-gouvernementales et autres organisations à utiliser les possibilités offertes par les événements organisés lors de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs pour lever des fonds et contribuer au Fonds ;
7. *Prie instamment les Parties contractantes* et demande aux autres parties prenantes d'incorporer la surveillance des oiseaux d'eau dans les programmes de jumelage qu'elles sont encouragées à mettre en place en vertu de la Résolution 5.20 ou dans d'autres programmes collaboratifs en relation avec les voies de migration ;
8. *Charge* le Partenariat de la surveillance des oiseaux d'eau de définir les besoins en matière de financement pour développer la surveillance des oiseaux d'eau et, par l'entremise du Secrétariat PNUE/AEWA, d'informer les Parties contractantes et autres parties prenantes sur les insuffisances à combler sur une base annuelle ;
9. *Encourage* les Parties contractantes à prioriser et allouer des fonds pour la surveillance des oiseaux d'eau au niveau national ;
10. *Encourage vivement* les Parties contractantes et les organisations à fournir un soutien financier en vue de l'élaboration de conseils destinés à la MOP7 sur la surveillance des oiseaux marins et des oiseaux d'eau coloniaux reproducteurs, de la révision des lignes directrices de conservation de l'AEWA relatives à la surveillance des oiseaux d'eau, et de la définition de priorités pour le développement systématique de la surveillance des oiseaux d'eau ;
11. *Incite également les Parties contractantes* et les organisations à fournir un soutien financier pour permettre de développer plus avant l'avant-projet de « *Rapport sur le réseau de sites pour les oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord – 1^{ère} édition* », y compris le développement d'un module de présentation de rapport dans le format des rapports nationaux afin de faciliter la contribution au Rapport et de permettre sa soumission à la MOP7 ;
12. *Charge* le partenariat Wings Over Wetlands d'entreprendre la réorganisation de l'Outil de Réseau de sites critiques et de mettre en place une procédure en vue de sa maintenance technologique régulière et de la mise à jour de ses données ;
13. *Prie instamment les Parties contractantes*, les Comités permanent et technique, et le Secrétariat de prendre le cas échéant des mesures en vue de la mise en œuvre des recommandations du rapport du Comité permanent à la MOP6 sur les « *Progrès de la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA* » (AEWA/MOP 6.12) ;
14. *Invite* le Comité technique et le Secrétariat à collaborer avec le Groupe d'évaluation scientifique et technique de la Convention de Ramsar ainsi qu'avec son Secrétariat afin d'identifier des synergies possibles concernant la surveillance des oiseaux d'eau, en tenant compte des objectifs 11 et 13 du Plan stratégique de Ramsar 2016-2021 et d'éventuels indicateurs nouvellement développés pour l'objectif 5 concernant l'intégration de populations d'oiseaux qui dépendent de zones humides par des sites désignés Ramsar.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.4

CONSERVATION ET UTILISATION DURABLE DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS

Rappelant l'Article III, paragraphe 2 (b) de l'Accord qui demande aux Parties « [de s'assurer] que toute utilisation d'oiseaux d'eau migrateurs est fondée sur une évaluation faite à partir des meilleures connaissances disponibles sur l'écologie de ces oiseaux, ainsi que sur le principe de l'utilisation durable de ces espèces et des systèmes écologiques dont ils dépendent »,

Rappelant également que la section 2.1 du Plan d'action de l'Accord établit un cadre réglementaire pour identifier les espèces et populations qui devraient être soumises à une protection légale, ainsi que celles pouvant être assujetties à une gestion des prélèvements, et que le Rapport sur l'état de conservation triennal (document AEW A/MOP6.14) est un processus d'examen permettant au Tableau 1 du Plan d'action de refléter les informations les plus récentes sur l'état des populations (Résolution 6.1),

Notant que la cible 1.1 de l'objectif 1 du Plan stratégique de l'AEW A 2009-2017 est qu'« une protection juridique complète est fournie à toutes les espèces figurant à la colonne A »,

Notant en outre que l'objectif 2 du Plan stratégique de l'AEW A 2009-2017 est de « garantir que tout prélèvement d'oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord est durable » et que les cinq cibles associées se rapportent à la suppression progressive de la grenaille de plomb dans les zones humides, à la mise en œuvre d'une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements, à l'élimination des prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, notamment l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives, à l'élaboration et l'encouragement de codes et normes de meilleure pratique pour la chasse et à la mise en œuvre d'une gestion adaptative des prélèvements au niveau international,

Consciente cependant que certaines Parties n'ont pas encore fait en sorte que leur législation nationale protège pleinement les populations se trouvant sur leur territoire et figurant à la colonne A du tableau 1 du Plan d'action, afin d'assurer l'exécution de leurs obligations au titre de l'Accord à cet égard,

Notant que dans le cadre de l'Initiative africaine, des listes nationales des populations figurant à la colonne A ont été dressées pour les Parties contractantes africaines qui, après contrôle par le Comité technique, aideront les Parties contractantes africaines à analyser les lacunes dans leur législation nationale concernant la conservation de ces espèces de haute priorité,

Consciente de l'importance sociale et économique des prélèvements d'oiseaux d'eau pour les communautés locales dans de nombreuses régions couvertes par l'Accord et des preuves archéologiques qui remontent aux âges les plus reculés de l'histoire humaine, et que ce type de prélèvements constitue un précieux service écosystémique provenant des zones humides ou d'autres habitats,

Consciente qu'il existe peu d'informations sur la nature et l'ampleur des prélèvements d'oiseaux d'eau et les réglementations juridique et culturelle y afférentes en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale pouvant servir de base pour les évaluations de la durabilité et que, dès lors, le Comité technique a identifié le besoin de telles données et informations comme étant une priorité stratégique afin de pouvoir mieux conseiller les Parties sur cette question,

Notant que la nécessité d'assurer que toute utilisation d'oiseaux d'eau migrateurs soit durable constitue un sujet central du Plan d'action de l'Accord et fait l'objet de considérations majeures par la Réunion des Parties, entre autres, dans les contextes suivants : assurer la protection des espèces menacées dans le cadre des législations nationales, la suppression progressive de la grenaille de plomb, la réduction des perturbations causées par la chasse, ainsi que d'autres activités, la suspension de la chasse pendant les situations d'urgence, telles que des périodes de froid extrême, et le besoin d'évaluer et de faire rapport sur les prélèvements et la mortalité par la chasse,

Saluant la collaboration continue avec et le soutien actif pour l'AEWA d'organisations internationales s'intéressant à la chasse et, par conséquent, avec leurs organisations partenaires nationales,

Notant que pour les espèces de gibier dont l'état de conservation est défavorable, les agents des changements au sein des populations peuvent être mal compris ; la chasse peut être un agent clé du changement des populations ou bien non, ou peut-être est-elle un agent parmi un nombre de facteurs qui influencent le changement des populations,

Consciente que les évaluations biologiques de la durabilité dépendent de mesures de la mortalité et de la productivité à l'échelle des populations, informations rarement disponibles, et *consciente en outre* que la nécessité de programmes harmonisés au niveau international en vue de comparer les données et informations importantes a été depuis longtemps une priorité sur la liste des Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA, mais n'a pas encore été pleinement réalisée,

Prenant acte à partir de la synthèse des rapports nationaux soumis à la MOP6 (document AEWA/MOP 6.13), que, des 39 Parties ayant soumis un rapport :

- 29 au total (74 %) ont confirmé l'existence d'un système de collecte des données sur les prélèvements, mais 42 Parties n'ont soit pas soumis de rapport (32) ou n'ont pas indiqué l'existence d'un tel système national (10)
- 22 au total ont informé que la grenaille de plomb est totalement (17) ou partiellement (5) supprimée, 12 Parties ont confirmé que davantage d'efforts seront nécessaires afin de réaliser le cible 2.1 du Plan stratégique, mais que 44 Parties n'ont pas procuré de rapport (32) ou n'ont rapporté aucun progrès (12) à cette fin, et
- 37 au total ont confirmé que des mesures sont prises afin d'éliminer la chasse illicite d'oiseaux d'eau dans leur pays, néanmoins, 34 autres Parties n'ont pas procuré de rapport (32) ou ont rapporté aucune mesure,

Rappelant que le délai fixé par le Plan stratégique pour la suppression progressive de l'utilisation de la grenaille de plomb de chasse dans les zones humides pour toutes les Parties contractantes est 2017, et *saluant* l'adoption des *Lignes directrices de la CMS pour prévenir les risques d'empoisonnement aux oiseaux migrateurs* par la Résolution 11.15 de la CMS,

Se félicitant également des Lignes directrices révisées de l'AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs révisées, adoptées par la Résolution 6.5, qui encouragent fortement le développement futur d'initiatives d'utilisation durable dans le cadre de l'AEWA,

Se félicitant des Directives sur les législations nationales relatives aux différentes populations d'une même espèce, en particulier en matière de chasse et de commerce, adoptées par la Résolution 6.7 ainsi que de l'avant-projet de directives sur la lutte contre la mise à mort accidentelle d'espèces semblables dans le Paléarctique occidental qui doit être développé plus avant et étendu par la Comité technique pour soumission à la MOP7 (document AEWA/MOP Inf. 6.1),

Notant l'importance de la Résolution 6.12 pour éviter une mortalité supplémentaire et inutile d'oiseaux d'eau migrateurs au regard des mesures visant à éliminer la chasse illégale,

*Notant en outre les conclusions de la conférence internationale sur la gestion de l'Oie en Europe, conférence organisée par l'Office danois pour la nature et l'Université d'Aarhus du 27 au 29 octobre 2015 (document AEWA/MOP Inf. 6.14) et reconnaissant le besoin d'une approche coordonnée de la gestion de la Bernache nonette (*Branta leucopsis*) et d'autres espèces d'oies en Europe, notamment celles dont les populations sont surabondantes,*

Tenant compte des conclusions et des recommandations de la mise à jour de l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes dans la zone couverte par l'AEWA (document AEWA/MOP 6.15),

Soucieuse du fait que les effectifs de plusieurs espèces exotiques d'oiseaux d'eau s'avèrent avoir considérablement augmenté dans plusieurs pays depuis 2008 et, notamment, que celles constituant un risque élevé ou très élevé ont toujours des populations bien établies et que le nombre et la distribution de certaines continuent d'augmenter,

Reconnaissant que de nombreuses parties contractantes ont des cadres juridiques et pratiques en place afin de prévenir l'introduction et la propagation d'espèces exotiques envahissantes.

La Réunion des Parties :

1. *Invite instamment* les Parties à veiller en toute priorité et urgence à ce que leurs listes législatives d'espèces protégées soient pleinement conformes aux exigences de la section 2.1 du Plan d'action de l'Accord, de façon à ce que les populations figurant à la colonne A du tableau 1 qui se trouvent systématiquement sur leur territoire fassent l'objet d'une protection légale complète ou, le cas échéant, que les prélèvements soient effectués en conformité avec les recommandations des plans d'action internationaux par espèce respectifs établis en application des paragraphes 2.1.1 et 2.2.2 du Plan d'action de l'AEWA pour les populations des catégories 2 et 3 figurant à la colonne A et marquées d'un astérisque et les populations de la catégorie 4 figurant à la colonne A ;

2. *Demande* au Comité technique et au Secrétariat, pour autant que les ressources le permettent, de développer des listes nationales des populations figurant à la colonne A pour toutes les Parties au Moyen-Orient, en Europe et en Asie centrale et de communiquer ces listes aux pays respectifs afin de soutenir tout processus nécessaire de révision législative nationale pour les espèces concernées, tout en reconnaissant que par moyen de l'Outil du réseau des sites critiques³ les Parties pourraient générer de telles listes nationales elles-mêmes si une telle fonctionnalité y était intégré et les données régulièrement mis à jour ;

3. *Demande* aux Parties de fournir au Comité technique d'autres exemples nationaux de politiques et d'autres moyens de réduire le risque de mise à mort accidentelle d'espèces semblables afin que des directives très détaillées puissent être présentées à la MOP7, conformément à la Résolution 6.7 ;

4. *Invite* les Parties à veiller à ce que les Lignes directrices révisées de l'AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs (Résolution 6.5 et document AEWA/MOP 6.36) soient pleinement appliquées lors de la mise en œuvre de l'Accord, que d'autres initiatives pour l'utilisation durable et la gestion adaptative des prélèvements soient élaborées afin d'aider à atteindre l'objectif de l'AEWA, prescrivant que toute utilisation des oiseaux d'eau migrateurs est durable et basée sur les données pertinentes disponibles ;

5. *Se réjouit* des actions de la Suisse pour supprimer l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse aux oiseaux d'eau et *prie instamment* les Parties qui ne l'ont pas encore fait de, similairement, publier des calendriers pour la suppression progressive de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides, conformément au paragraphe 4.1.4 du Plan d'action de l'AEWA, et d'en informer le Secrétariat à ces fins ;

6. *Reconnaît* que pour la gestion adaptative des prélèvements les données minimales requises sont l'importance numérique et les tendances des populations de même que la quantité des prélèvements et *prie*

³ <http://wow.wetlands.org/INFORMATIONFLYWAY/CRITICALSITENETWORKTOOL/tabid/1349/language/en-US/Default.aspx>

instamment les Parties et d'autres Etats de l'aire de répartition de renforcer leurs programmes de surveillance des oiseaux d'eau et de mettre en place ou d'intensifier la collecte des données de prélèvement, idéalement à travers une approche coordonnée internationale, ainsi que de réduire au minimum le décalage entre l'enregistrement des données et l'établissement de rapports ;

7. *Demande* aux Parties de fournir des données et informations pour aider le Comité technique à examiner la nature et l'ampleur des prélèvements d'oiseaux d'eau et les réglementations juridique et culturelle y afférentes, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale, sans toutefois s'y limiter, et notamment des informations sur les prélèvements d'oiseaux d'eau en tant que service écosystémique de zone humide ;

8. *Demande* au Comité technique, sous réserve de ressources financières disponibles, de solliciter des informations auprès des Parties et des acteurs pour savoir quels autres outils et directives leur seraient utiles dans le but d'assurer une chasse durable et pour mieux identifier les publics que ces outils devraient viser ainsi que les moyens les plus appropriés par lesquels ceci pourrait être réalisé et d'incorporer ces informations dans la planification future des travaux du Comité ;

9. *Demande* au Secrétariat de faciliter, sous réserve de ressources financières disponibles, l'établissement d'une plateforme européenne multi-espèces de gestion de l'oie et de faire en sorte de prendre en main l'utilisation durable des populations d'oies et de veiller à la résolution des conflits entre les humains et les oies, en ciblant en priorité les populations de bernaches nonnettes et d'oies cendrées (*Anser Anser*) pour lesquelles des plans de gestion restent encore à développer, et la population de Svalbard d'oies à bec court (*Anser brachyrhynchus*) et d'oies des moissons (*Anser falbalis falbalis*) pour lesquelles des plans de gestion sont déjà en place, et *invite* les Parties, États de l'aire de répartition et autres parties prenantes intéressés à prendre part de façon proactive à cette initiative, en fournissant les ressources appropriées pour l'entretien et le fonctionnement de la plateforme et en faisant part des progrès enregistrés à la MOP7 ;

10. *Exhorte* les États de l'aire de répartition des populations d'espèces d'oiseaux d'eau exotiques présentant un risque élevé et très élevé à accroître et coordonner leurs efforts pour maîtriser, lutter contre et éradiquer autant que possible ces populations, notamment le Canard colvert (*Anas platyrhynchos*) en Afrique du Sud, la Bernache du Canada (*Branta canadensis*), l'Oie d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus*) et le Cygne noir (*Cygnus atratus*) dans plusieurs pays d'Europe, la Bernache de Huntchins (*Branta Hutchinsii*) en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas, l'Érismature rousse (*Oxyura jamaicensis*) partout en Europe et l'Ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus*) principalement dans le sud de l'Europe centrale ;

11. *Encourage* les Parties contractantes à aligner les listes des espèces établies dans leurs cadres régionaux ou nationaux pour éviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes dans le contexte des priorités de l'AEWA afin de fournir des moyens efficaces pour une action coordonnée dans la zone de l'AEWA ;

12. *Encourage* les Parties contractantes à aligner les plans d'action pour la prise en main des trajets prioritaires visant à la prévention de l'introduction et de la dissémination des espèces exotiques envahissantes sur le Plan d'action de l'AEWA, les plans d'action internationaux et nationaux par espèce de l'AEWA et autres plans nationaux, régionaux et internationaux, si nécessaire ;

13. *Exhorte* les Parties contractantes à aider la recherche sur les risques que constituent les oiseaux d'eau exotiques et autres analyses détaillées relatives à l'état des populations d'espèces d'oiseaux d'eau exotiques identifiées dans la zone de l'AEWA, y compris les impacts négatifs qui en découlent pour les espèces indigènes de l'AEWA et leurs habitats ;

14. *Demande* au Comité technique de contribuer au développement de normes et de conseils convenus au plan international pour l'évaluation des risques relatifs aux oiseaux d'eau exotiques, afin de faciliter la mise en œuvre de l'Accord et des instruments juridiques qui s'y rapportent.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.5

RÉVISION ET ADOPTION DES LIGNES DIRECTRICES DE CONSERVATION

Rappelant le paragraphe 4 de l'article IV de l'Accord et le paragraphe 7.3 du Plan d'action de l'Accord, qui demandent d'élaborer et de réviser les lignes directrices de conservation afin d'aider les Parties contractantes dans leur mise en œuvre de l'Accord,

Rappelant en outre les résolutions 1.10, 2.3, 4.13 et 5.10 qui ont adopté 14 lignes directrices de conservation axées sur différents aspects des pratiques de conservation des oiseaux d'eau,

Constatant que même si ces lignes directrices de conservation ne sont pas juridiquement contraignantes, elles fournissent un cadre commun pour des actions, qui favorise la mise en œuvre cohérente de l'Accord par les Parties contractantes à l'Accord, ainsi que par les autres États de l'aire de répartition et les parties intéressées, et qu'il appartient à chaque Partie de déterminer si oui et comment mettre en œuvre les directives recommandées, tout en tenant compte de leurs obligations et engagements internationaux,

Rappelant la demande faite au Comité technique par la MOP5 d'effectuer une révision fondamentale du modèle de lignes directrices de conservation de l'AEWA, de sorte que ces informations soient faciles à comprendre et à accéder par les Parties contractantes et d'autres parties prenantes et qu'elles soient présentées d'une façon qui utilise au mieux les nouvelles technologies de communication,

Rappelant aussi le potentiel d'élaboration d'orientations conjointes avec d'autres organes, sur des questions qui constituent une préoccupation commune, y compris avec la Convention sur les espèces migratrices (CMS), le Mémorandum d'entente de la CMS sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (Mde Rapaces) et la Convention de Ramsar,

Reconnaissant l'appui financier et en nature fourni par les Gouvernements allemand, norvégien et tchèque, BirdLife International dans le cadre du projet du PNUE/FEM sur les oiseaux planeurs migrateurs, l'Université d'Aarhus, l'Association des chasseurs danois, la Fondation François Sommer pour la chasse et la nature, et le Centre de droit de l'environnement de l'UICN (IUCN-ELC), qui a permis la révision des lignes directrices adoptées antérieurement et l'élaboration de nouvelles lignes directrices.

La Réunion des Parties :

1. *Adopte* les lignes directrices de conservation suivantes, nouvellement élaborées et révisées :
 - a) Lignes directrices relatives à la législation nationale pour la protection des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats (document AEW A/MOP 6.35) ;
 - b) Lignes directrices sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs (document AEW A/MOP 6.36) ;
 - c) Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable (document AEW A/MOP 6.37) ;

conformément au paragraphe 4 de l'article IV de l'Accord, comme orientations pour les Parties contractantes dans la mise en œuvre de l'Accord et de son Plan d'action ;

2. *Demande* aux Parties contractantes d'utiliser ces lignes directrices d'une façon concrète qui résulte en un minimum de bureaucratie supplémentaire et tient compte des différentes circonstances sociales, économiques et environnementales dans la zone de l'Accord ;

3. *Charge* le Secrétariat de distribuer ces lignes directrices à tous les États de l'aire de répartition et aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales concernées, et de promouvoir et d'assurer un suivi de leur utilisation dans la mesure du possible ;

4. *Demande* au Comité technique, en tant que question prioritaire :

- de terminer sa révision du style et du modèle de lignes directrices de conservation de l'AEWA, tel qu'énoncé dans la résolution 5.10 ;
- de formuler des recommandations au Comité permanent entre les sessions en vue des changements proposés ; et
- après approbation par le Comité permanent et dans la limite des ressources disponibles, de mettre en place un programme glissant pour réviser et actualiser les lignes directrices existantes, selon que de besoin, en élaborant toutes nouvelles lignes directrices conformément aux nouveaux modèles, tels que convenus.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.6

**CONSEILS ACTUALISÉS CONCERNANT LES MESURES D'ADAPTATION AU
CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR LES OISEAUX D'EAU**

Rappelant la nécessité, énoncée à l'article III de l'Accord, pour les Parties contractantes, d'identifier les réseaux de sites et d'habitats pour les oiseaux d'eau migrateurs, et de protéger, gérer, réhabiliter et restaurer ces derniers à titre d'actions essentielles pour maintenir l'état de conservation favorable des espèces,

Rappelant à nouveau la Résolution 3.17 sur *Le changement climatique et les oiseaux d'eau migrateurs* et la Résolution 4.14 sur *Les effets du changement climatique sur les oiseaux d'eau migrateurs*, ainsi que la Résolution 5.13 sur *Les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau*, cette dernière chargeant le Comité technique d'examiner et de résumer les études et politiques relatives au changement climatique, et à la conservation et à la gestion des oiseaux d'eau migrateurs, notamment celles concernant la création et la gestion de réseaux de sites protégés et gérés, et autres sites adéquatement gérés, et à la lumière de ce travail, de proposer à la MOP6, s'il y a lieu, les approches complémentaires à adopter,

Rappelant également l'adoption par la Résolution 5.13 du Cadre d'orientation de l'AEWA pour l'adaptation au changement climatique applicable aux oiseaux d'eau migrateurs afin de conseiller les Parties contractantes, encourageant ces dernières à :

- Maintenir et améliorer la résilience écologique au changement climatique pour aider à la survie et à l'adaptation du plus large éventail possible de la diversité biologique,
- Conserver l'étendue et la variabilité écologique des habitats et des espèces, afin d'accroître les chances des espèces dont les habitats sont devenus inhospitaliers de pouvoir se déployer localement dans un nouvel habitat favorable,
- Maintenir les réseaux écologiques existants *et* en mettre de nouveaux en place au moyen de la restauration et de la création d'habitats, afin d'encourager la réussite de la dispersion des espèces,
- Intégrer les mesures d'adaptation et d'atténuation dans la gestion de la conservation pour compléter les politiques existantes, et
- Réaliser sans délai des évaluations de la vulnérabilité de la biodiversité et des biens et services des écosystèmes connexes afin d'identifier les priorités et de développer des actions appropriées,

Prenant note de la publication en 2014 du cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique (GIEC)⁴ qui conclut que le changement climatique associé aux scénarios à émissions allant de modérées à élevées présente un « risque accru de changements soudains et irréversibles [...] dans la composition, la structure, et les fonctions des [...] écosystèmes dulcicoles, y compris les milieux humides »,

⁴ <http://www.ipcc.ch/>

Informée de la Résolution 11.26 de la Convention sur les espèces migratrices (CMS) qui définit un Programme de travail sur le changement climatique et les espèces migratrices en réponse à la Résolution 10.19 sur la Conservation des espèces migratrices à la lumière du changement climatique, qui demandait, entre autres, aux Parties à la CMS et autres acteurs à :

- Améliorer la résilience au changement climatique des espèces migratrices et de leurs habitats, et garantir la disponibilité d'habitats tout au long du cycle de vie des espèces, aujourd'hui et dans le futur,
- Identifier et promouvoir une méthode standard pour évaluer la vulnérabilité au changement climatique des espèces et évaluer la vulnérabilité de ces dernières sur cette base,
- Mettre au point et appliquer des systèmes de surveillance qui permettent faire la distinction entre les déclins au sein des populations et les déplacements des aires de répartition transfrontalières, de diagnostiquer les causes du déclin et d'aider à analyser l'impact du changement climatique sur les espèces migratrices, et
- Identifier, évaluer, hiérarchiser et réduire les effets supplémentaires sur les espèces migratrices dus à des changements dans le comportement humain en raison du changement climatique,

Informée également de la Résolution XI.14 de la Convention de Ramsar sur Les changements climatiques et les zones humides qui, entre autres, exhorte ou encourage les Parties contractantes de Ramsar à :

- Maintenir ou améliorer les caractéristiques écologiques des zones humides, y compris leurs services écosystémiques, pour renforcer la résilience des zones humides face aux changements écologiques provoqués par le climat y compris, s'il y a lieu, pour promouvoir la restauration des zones humides dégradées ainsi que la capacité des zones humides à contribuer à une adaptation au changement climatique fondée sur la nature, et
- Élaborer et mettre en œuvre des politiques qui favorisent des occasions de tirer parti des services de régulation déjà offerts par des zones humides au niveau du système climatique mondial, tout en contribuant à l'amélioration des moyens de subsistance des populations, à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation des objectifs en matière de biodiversité, notamment des Objectifs d'Aichi,

Informée du nombre croissant d'évaluations de changements modélisés dans les futures distributions des oiseaux d'eau migrants suite au changement du climat, et des implications que ces changements ont pour les réseaux nationaux - et également internationaux - d'aires protégées, et du nombre croissant des résultats de recherches en rapport avec ce sujet,

Consciente que des mesures d'adaptation, qui aident à maintenir et à améliorer la qualité des écosystèmes des zones humides pour les oiseaux d'eau migrants, sont également directement utiles aux communautés humaines qui dépendent de ces zones humides, en continuant à fournir des services écosystémiques, tels que l'eau, la nourriture, des fibres, et la réduction du risque de catastrophe, et se rendant compte que les mesures d'adaptation au changement climatique sont un élément essentiel dans les stratégies qui construisent la résilience des communautés humaines aux conséquences de l'évolution du climat – en particulier, sans toutefois s'y limiter, de celles qui sont les plus pauvres,

Notant que, selon les rapports nationaux soumis à la MOP6, seulement un petit nombre de Parties ont pris des mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau, sous forme d'évaluation systématique de la vulnérabilité des habitats clé (11 Parties) ou des espèces (10 Parties), et d'une révision conséquente des stratégies de conservation nationale pertinentes (7 Parties), et/ou par moyen d'un plan d'action national sur le changement climatique (4 Parties), mais saluant les mesures qui ont été prises servant comme source d'expériences importante pour d'autres pays,

Notant avec satisfaction l'appui généreux au projet "Réseau de sites résistant au climat dans la région Afrique-Eurasie" à travers l'initiative internationale climatique fournie par le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature, du bâtiment et de la sûreté nucléaire (BMUB) sur la base d'une décision adoptée par le Parlement allemand.

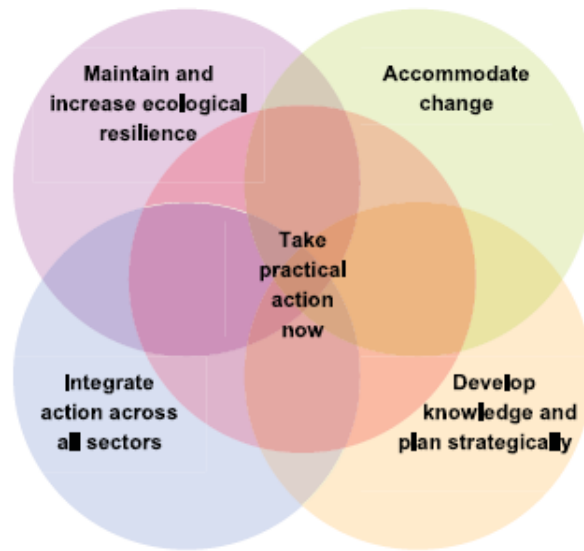
La Réunion des Parties :

1. *Adopte* le cadre révisé 2015 des mesures d'adaptation pour les oiseaux d'eau migrateurs, joint en annexe à la présente résolution, afin de mieux guider les actions liées aux mesures nationales d'adaptation relatives à la conservation des oiseaux d'eau et de leurs zones humides et autres habitats, et *prie instamment* les Parties contractantes d'appliquer ces principes en priorité dans le cadre de leur mise en œuvre de l'Accord ;
2. *Continue* d'encourager les Parties contractantes à mener à bien l'identification des aires pertinentes et à mettre en place des réseaux nationaux d'aires protégées et autres aires adéquatement gérées, à entreprendre des évaluations nationales de la résilience de ces sites, au niveau individuel et collectif, et à présenter leur rapport sur ces évaluations aux futures Réunions des Parties afin de partager leurs expériences ;
3. *Incite* les Parties contractantes et autres acteurs, lorsqu'ils élaborent leurs politiques et mesures d'adaptation aux impacts du changement climatique sur les zones humides, à utiliser pleinement les conseils existants fournis par la Convention de Ramsar pour l'utilisation judicieuse des zones humides (disponibles dans les manuels de Ramsar traitant de *L'utilisation rationnelle des zones humides*), dont beaucoup sont directement applicables à un grand nombre des menaces et impacts dus au changement climatique affectant les zones humides importantes pour les oiseaux d'eau ;
4. *Rappelle* la Décision XII/19 de la CBD sur *La conservation et la restauration des écosystèmes* et la Résolution 12.13 de la Convention de Ramsar sur *Les zones humides et la prévention des risques de catastrophe* qui soulignent l'importance critique des zones humides maritimes pour les services écosystémiques y compris pour la résilience face au changement climatique et la conservation de la biodiversité, *est consciente* du défi que cela représente aux Parties de planifier leurs côtes à nouveau par rapports à la hausse du niveau de la mer et autres conséquences du changement climatique, *salut* les initiatives qui soutiennent la conservation et la restauration des zones humides maritimes y compris la possibilité de créer une initiative « *Caring for Coasts* (prendre soin des côtes) » faisant partie d'un mouvement mondial pour restaurer les zones humides maritimes et *encourage* les Parties contractantes à s'engager au développement et la mise en œuvre de l'initiative proposée ; et
5. *Demande au* Comité technique de continuer à mettre régulièrement à jour le Cadre d'orientation de l'AEWA pour l'adaptation au changement climatique afin d'assurer que celui-ci résume les connaissances actuelles dans ce domaine en rapide évolution, et tout particulièrement de rechercher des conseils pertinents en français, et s'appliquant à des situations non européennes.

ANNEXE I :

Cadre d'orientation de l'AEWA pour l'adaptation au changement climatique – mise à jour 2015⁵

À une époque d'évolution rapide du climat, cinq principes majeurs d'adaptation sont essentiels pour assurer la conservation de la biodiversité :



S'adapter au changement
(*Accommodate change*)

Mener des actions pratiques dès maintenant
(*Take practical action now*)

Favoriser une action intégrée avec tous les secteurs
(*Integrate action across all sectors*)

Développer des connaissances et planifier stratégiquement
(*Develop knowledge and plan strategically*)

Maintenir et améliorer la résistance écologique
(*Maintain and increase ecological resilience*)

Ils doivent tous être sous-tendus par le principe de précaution.

Bien des éléments de ces principes ne sont ni nouveaux ni spécifiques à l'adaptation au changement climatique ; ils sous-tendent les politiques de conservation de la nature déjà existantes. Toutefois, le changement climatique crée un nouvel impératif pour comprendre et travailler avec les dynamiques des systèmes naturels. Les interactions complexes entre les populations et leur environnement naturel doivent être gérées afin de maintenir les services et avantages que la société tire de la biodiversité et des écosystèmes. Ceux-ci seront de plus en plus importants et menacés par l'évolution du climat.

⁵ Ce cadre a été développé par Smithers, R.J., Cowan, C., Harley, M., Hopkins, J.J., Pontier, H. & Watts, O. 2008. *England Biodiversity Strategy: Climate Change Adaptation Principles. Conserving biodiversity in a changing climate*. DEFRA, RU. <http://archive.defra.gov.uk/environment/biodiversity/documents/ebs-ccap.pdf>

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
Principe 1 : Mener des actions pratiques dès maintenant		
<p>La rapidité et l'échelle du changement climatique requièrent <u>une action immédiate</u>. Nous ne pouvons pas savoir exactement comment le climat changera ni comment il impactera directement ou indirectement les espèces, les habitats et les écosystèmes, notamment au niveau local. Nous ne pouvons pas attendre que les preuves nous fournissent de plus grandes certitudes, car tout délai entraînera des impacts encore plus graves, moins d'options disponibles pour agir et des coûts plus élevés d'intervention et de réparation des dégâts (si une remise en état est possible). Le temps qui est nécessaire à la mise en œuvre des actions d'adaptation et dont la biodiversité aura besoin pour y réagir en est la cause. De plus il existe souvent des mesures d'adaptation flexibles à faible regret, y compris des mesures d'adaptation axées sur les écosystèmes, pour lesquelles il n'y a aucune raison d'attendre pour être mises en œuvre. Les efforts de conservation existants sont insuffisants et il faut agir dès maintenant avec la plus grande vigueur pour :</p>		
Conserver la biodiversité existante La richesse de la biodiversité future, même dans un monde changeant, dépendra largement de la biodiversité que nous conservons aujourd'hui.	Résolution XI.14 sur Les changements climatiques et les zones humides : implications pour la Convention de Ramsar sur les zones humides ¹	Cette Résolution expose l'approche de Ramsar pour rendre compte des changements climatiques dans les zones humides, les atténuer et s'y adapter.
Conserver les aires protégées et tous les autres habitats de haute qualité Ces aires demeureront importantes parce qu'elles possèdent des caractéristiques qui continueront à favoriser de hauts niveaux de biodiversité. Elles sont des composants écologiques cruciaux de plus larges écosystèmes terrestres, dulcicoles et marins.	Paragraphe 3.2 du Plan d'action de l'AEWA sur la conservation des sites	
	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 17 : <i>Inscription de Sites Ramsar</i> ²	Cadre stratégique et lignes directrices pour orienter l'évolution de la Liste des zones humides d'importance internationale
	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 18 : <i>Gestion des zones humides</i> ³	Cadres pour la gestion des sites Ramsar et autres zones humides

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 19: <i>Réagir aux changements dans les caractéristiques écologiques des zones humides</i> ⁴	Répondre aux changements intervenus dans les caractéristiques écologiques des Sites Ramsar et autres zones humides
	Déclaration 6. (CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	La déclaration 6 fournit une définition de « l'état de conservation favorable » à la lumière du changement climatique
	Mesures visant à faciliter l'adaptation des espèces face au changement climatique. (Paragraphe 2. Point. 2. CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce point souligne la nécessité d'assurer que les sites individuels comportent une variété d'habitats et de topographies.
	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (Johnston <i>et al</i> 2013) ⁶	Ce document examine la capacité du réseau actuel de zones protégées au Royaume-Uni à fournir une protection aux espèces migratrices dans le contexte du changement climatique futur.
Réduire les sources de danger non liées au climat Le changement climatique est l'une des nombreuses menaces qui pèsent sur la biodiversité. En réduisant les autres sources de danger, nous aiderons les systèmes naturels à maintenir leur diversité biologique face au changement climatique.	Mesures visant à faciliter l'adaptation des espèces face au changement climatique. (Paragraphe 2. Point 5. CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce point définit l'action à mener pour réaliser une gestion spécifique visant à éliminer, contrecarrer ou compenser les effets du changement climatique et des autres menaces.
	Atténuation des effets du changement climatique, adaptation humaine et utilisation des sols. (Paragraphe 1. CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce paragraphe demande d'identifier, évaluer, hiérarchiser et réduire les effets supplémentaires sur les espèces migratrices dus à des changements dans le comportement humain du fait du changement climatique

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
	Section III. A.17. Vulnérabilité [...] Rapport sur l'atelier technique sur les approches écosystémiques de l'adaptation aux changements climatiques ⁷	Reconnaît que le changement climatique exacerbe les pressions sur les écosystèmes qui subissent déjà les effets négatifs d'autres facteurs de pression, notamment la déforestation.
Utiliser la législation et les accords internationaux sur la biodiversité déjà existants Les cadres légaux et politiques existants doivent être utilisés pour permettre d'agir efficacement dès maintenant tout en travaillant avec les décideurs politiques pour remédier aux lacunes potentielles.	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 20 : <i>Coopération internationale</i> ⁸	Lignes directrices et autre soutien en vue de la coopération internationale dans le cadre de la Convention de Ramsar sur les zones humides
Principe 2 : Maintenir et améliorer la résilience écologique		
Améliorer la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique aidera le plus large éventail de diversité biologique à survivre et à s'adapter. La résilience écologique « dépend d'une relation dynamique au sein, parmi et entre les espèces et leur environnement abiotique, ainsi que des interactions physiques et chimiques au sein de l'environnement » (Convention sur la diversité biologique, 2000). Il est vital de poursuivre et d'étendre les efforts actuels pour :		
Conserver l'étendue et la variabilité écologique des habitats et des espèces Il est impossible de prévoir quels lieux continueront d'avoir des conditions climatiques convenant à une espèce ou un habitat donné. La diversité des écosystèmes terrestres, dulcicoles et marins, en termes de caractéristiques physiques et d'habitats, doit être maintenue. Ceci offrira aux espèces dont l'habitat actuel devient inhospitalier de meilleures chances de	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (Johnston et al 2013) ⁶	Ce document examine la capacité du réseau actuel de zones protégées au Royaume-Uni à fournir une protection aux espèces migratrices dans le contexte du changement climatique futur.
	Section III. A.18. Vulnérabilité [...] Rapport sur l'atelier technique sur les approches écosystémiques de l'adaptation aux changements climatiques ⁷	Reconnaît le rôle des écosystèmes sains dans l'accroissement de la résilience.

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
pouvoir se propager localement dans un nouvel habitat favorable.		
Maintenir les réseaux écologiques existants Il faut éviter que les habitats soient encore plus fragmentés et isolés en maintenant une gestion des écosystèmes terrestres, dulcicoles et marins en gardant le caractère écologique de ces habitats et en veillant à un aménagement spatial approprié.	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 17 : <i>Inscription de Sites Ramsar</i> ²	Cadre stratégique et lignes directrices pour orienter l'évolution de la Liste des zones humides d'importance internationale
	Plan stratégique 2009- 2017 de l'AEWA (Objectif 1 Cible 1.2) ⁹	Le Plan Stratégique fournit un cadre pour la mise en œuvre de l'Accord en définissant le but d'ensemble, les objectifs et les cibles pour une période de neuf ans. La Cible 1.2 se rapporte à la mise en place d'un réseau écologique de sites pour les oiseaux d'eau migrateurs.
	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (Johnston <i>et al</i> 2013) ⁶	Ce document examine la capacité du réseau actuel de zones protégées au Royaume-Uni à fournir une protection aux espèces migratrices dans le contexte du changement climatique futur.
Créer des zones tampons autour des habitats de haute qualité Les habitats de haute qualité peuvent être protégés d'effets secondaires potentiels négatifs en réduisant la présence des activités néfastes dans leur voisinage immédiat. Sur les terres, ceci peut être fait, par exemple, en créant à côté d'eux des habitats similaires ou complémentaires.	Paragraphe 3.3 du Plan d'action de l'AEWA se rapportant à la réhabilitation et la restauration	
	Mesures visant à faciliter l'adaptation des espèces face au changement climatique. (Paragraphe 2. Point 7. CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Appel à des actions destinées à intégrer des aires protégées dans de plus vastes paysages terrestres et marins

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
<p>Agir promptement pour contrôler la propagation d'espèces envahissantes</p> <p>L'établissement d'espèces envahissantes connu pour être la source de dégradations significatives des habitats ou de perte d'autres espèces doit être évité là où une action peut être menée.</p>	Lignes directrices de l'AEWA pour éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes ¹⁰	Ce rapport technique fournit aux Parties des lignes directrices exposant les moyens d'éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes.
	Espèces exotiques envahissantes : Examen des travaux et considérations à prendre en compte pour les futurs travaux. (CDB COP 12 Décision XII/17 ¹¹)	Cette décision de la CDB examine les progrès réalisés et le travail qui reste à faire concernant l'introduction d'espèces non indigènes envahissantes
	Espèces non indigènes envahissantes : Gestion des risques associés à l'introduction d'espèces exotiques comme animaux de compagnie, espèces d'aquarium ou de terrarium, ou comme appâts ou aliments vivants, et questions connexes. (CDB COP 12 Décision XI/16 ¹²)	Cette décision de la CDB donne des conseils sur la conception et la mise en application de mesures destinées à prendre en main les risques liés à l'introduction d'espèces exotiques et décrit les progrès réalisés et les travaux futurs en relation avec ce sujet.
<p>Principe 3 : S'adapter au changement</p>		
<p>Le changement climatique fait clairement ressortir le besoin de gérer pour le futur et d'adopter une approche de plus en plus dynamique de la conservation. Le changement progressif et les événements climatiques extrêmes modèleront les lieux où vivent les espèces. Des populations d'espèces changeront et se déplaceront, affectant d'autres espèces et habitats. Le passé ne fournira aucune orientation ou que très peu pour le futur en raison du taux et de l'ampleur des changements attendus. Il est nécessaire de :</p>		
<p>Comprendre que le changement est inévitable</p> <p>La structure et la composition des habitats n'ont jamais été statiques. Les espèces répondront de façon individuelle au changement climatique et nous</p>	<p>On estime que ce point est largement accepté et c'est pourquoi aucune documentation ne l'accompagne.</p>	

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
chercherons à travailler dans le sens du changement et des processus naturels.		
<p>Faire de la place pour le développement naturel des fleuves et des côtes</p> <p>Les changements de schémas pluviométriques et l'élévation du niveau de la mer affecteront nos fleuves et nos côtes. En reconnaissant le rôle de l'érosion et de la sédimentation dans le modelage de l'environnement, nous pouvons accroître le potentiel des espèces et des habitats à s'adapter naturellement à ces changements.</p>		
<p>Établir des réseaux écologiques à travers la restauration et la création d'habitats</p> <p>Certaines espèces auront besoin de s'éloigner quelque peu de l'endroit où elles se trouvent actuellement si elles veulent survivre au changement climatique. Le succès de la dispersion des espèces peut être encouragé en renforçant les aires protégées et en créant de nouveaux habitats, en restaurant les habitats dégradés et en gérant favorablement les aires situées entre les habitats existants dans un plus large environnement.</p>	Paragraphe 3.3 du Plan d'action de l'AEWA se rapportant à la réhabilitation et la restauration	
	Plan stratégique 2009- 2017 de l'AEWA (Objectif 1 Cible 1.2) ⁹	Le Plan Stratégique fournit un cadre pour la mise en œuvre de l'Accord en définissant le but d'ensemble, les objectifs et les cibles pour une période de neuf ans. La Cible 1.2 se rapporte à la mise en place d'un réseau écologique de sites pour les oiseaux d'eau migrateurs.
	Mesures visant à faciliter l'adaptation des espèces face au changement climatique. (Paragraphe 2. Point. 3. CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce point indique l'action destinée à assurer la connectivité entre les sites afin d'aider à la dispersion et à la colonisation des espèces lors des déplacements des aires de répartition.

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
	Mesures visant à faciliter l'adaptation des espèces face au changement climatique. (Paragraphe.2. Point 10. CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce point appelle à identifier les espèces qui ont des besoins spéciaux en termes de connectivité, soit une faible capacité de dispersion
	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (Johnston <i>et al</i> 2013) ⁶	Ce document examine la capacité du réseau actuel de zones protégées au Royaume-Uni à fournir une protection aux espèces migratrices dans le contexte du changement climatique futur.
Aider le flux génétique La capacité d'une espèce à s'adapter au changement étant en corrélation avec la diversité génétique et les effectifs des populations, les efforts de conservation doivent donc chercher à maintenir ou à créer de plus vastes populations. Le flux génétique entre les espèces est souhaitable mais une certaine prudence doit être observée lorsque de petites populations ont été isolées pendant une période prolongée et que la variation génétique locale n'est plus apparente.		
Réfléchir au rôle de la translocation et de la conservation hors site des espèces La translocation (introduction, réintroduction et repeuplement) et les programmes de reproduction en captivité peuvent être utilisés pour la conservation de certaines espèces le cas échéant. Les translocations à grande échelle peuvent être difficilement applicables.	Développement de bonnes pratiques recommandées par l'AEWA pour la conservation des oiseaux d'eau menacés par le biais d'un plan d'action et de rétablissements (Résolution 4.4) ¹³ , s'appuyant sur l'étude des projets de rétablissement d'oiseaux d'eau ^{12a}	
	Lignes directrices de l'AEWA sur le transfert des oiseaux d'eau à des fins de conservation : complément aux lignes directrices de l'UICN ¹⁴	Ce rapport technique propose des lignes directrices pour la translocation des oiseaux d'eau, fournissant des détails sur

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
		la planification de celle-ci, ainsi que des études de cas des meilleures pratiques.
	Mesures visant à faciliter l'adaptation des espèces face au changement climatique. (Paragraphe 3. CMS COP 11 Doc 23.4. 2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce paragraphe demande que des mesures ex-situ et une colonisation assistée soient reconnues comme étant des mesures appropriées pour les espèces gravement menacées par le changement climatique.
Développer la capacité des institutions et des dispositions administratives pour faire face au changement et tirer des leçons de l'expérience acquise Dans un monde changeant et incertain, nous devons apprendre à être efficaces. Ceci nécessitera un changement culturel pour travailler positivement à un futur aux conditions potentiellement différentes, tirer des leçons de l'expérience et partager les informations plus largement au sein des organisations et entre ces dernières, tout en conservant des objectifs cohérents.	Série des Lignes directrices de conservation de l'AEWA ¹⁵	Il s'agit d'une série de 14 documents qui présentent des lignes directrices apportant des conseils sur une vaste gamme de sujets relatifs à la conservation des oiseaux d'eau.
	Initiative africaine pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats en Afrique (Résolution 4. 9) ¹⁶	Met en place un dispositif chargeant le Secrétariat de l'AEWA de soutenir les États de l'aire de répartition de l'Afrique pour améliorer la coopération et la communication.
	Déclaration 9. (CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Cette déclaration demande qu'une liaison soit établie entre le Secrétariat et les autres AEM.
Réagir aux priorités de conservation changeantes Comme certaines espèces augmentent, que d'autres sont en déclin et que le caractère des habitats change, les objectifs de conservation doivent être régulièrement	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 3 : <i>Lois et institutions</i> ¹⁷	Examen des lois et des institutions afin de promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
réévalués pour s'assurer que les ressources sont dirigées directement vers les priorités de conservation.		
Principe 4 : Une action intégrée parmi les partenaires et les secteurs		
<p>À travers tous les secteurs, une politique d'adaptation doit être élaborée sur la base d'écosystèmes sains et résistants. Différents groupes de la société considèrent la biodiversité et les écosystèmes par rapport à leurs propres besoins économiques, culturels et sociétaux. La biodiversité est essentielle, tant pour sa valeur intrinsèque que pour le rôle clé qu'elle joue en fournissant l'écosystème et d'autres services dont, en fin de compte, nous dépendons tous. Toutefois, les utilisations économiques concurrentielles des sols, des ressources en eau et de l'environnement marin sous-estiment habituellement la biodiversité et les systèmes naturels, parfois à l'aide d'incitatifs et de subventions considérables entraînant l'endommagement de l'environnement. Le niveau d'adaptation requis demande que la conservation de la biodiversité soit intégrée aux activités économiques sur terre et sur mer. Il est nécessaire :</p>		
D'intégrer les mesures d'adaptation et d'atténuation La conservation de la biodiversité peut contribuer à la gestion du carbone, par exemple en résultat de la restauration de tourbières ou de la création de forêts naturelles. Les mesures d'atténuation ne doivent pas endommager la biodiversité et doivent reconnaître les opportunités qui lui sont offertes, tout en contribuant à l'adaptation.	Surveillance et recherche. (Paragraphe 7. CMS COP 11 Doc 23.4. 2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce paragraphe demande la poursuite des recherches permettant de rendre explicite les synergies et les interactions afférentes entre la conservation de la biodiversité, les mesures d'atténuation et les efforts d'adaptation.
	Atténuation des effets du changement climatique, adaptation humaine et planification de l'utilisation des sols. (CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Cette section traite de la relation entre les mesures d'atténuation des effets du changement climatique, les activités d'adaptation et l'utilisation des sols, et également de ses impacts potentiels sur la biodiversité.
	Diversité biologique, changement climatique et réduction des risques de catastrophe naturelle. (CDB COP 12 Décision XII/20 ¹⁸)	Cette décision de la CDB cherche à rendre explicite le lien entre la conservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes, et l'atténuation du changement climatique

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
		et la réduction de risques de catastrophe naturelle.
	Section III. A.18. Vulnérabilité [...] Rapport sur l'atelier technique sur les approches écosystémiques de l'adaptation au changement climatique ⁷	Reconnaît le rôle des écosystèmes sains dans l'accroissement de la résilience.
D'intégrer les politiques et pratiques dans les secteurs économiques pertinents Les mesures d'adaptation pour la biodiversité doivent être explicitement liées aux bénéfices plus larges qu'elles offrent. Les gouvernements doivent assurer que la planification de l'adaptation locale est intégrée au sein des différents secteurs et que des garanties environnementales adéquates sont incluses dans des réponses d'adaptation dans tous les secteurs politiques. Les besoins projetés des espèces migratrices doivent être intégrés dans toutes les politiques pertinentes, notamment dans les Plans d'action nationaux pour les espèces et la biodiversité, les politiques relatives aux aires protégées et les plans de gestion pour ces aires, et dans les politiques et plans nationaux d'adaptation. Les organisations de conservation peuvent aider en agissant et en catalysant l'action pour la biodiversité à travers tous les secteurs économiques pertinents. Ainsi, la conservation peut s'imbriquer dans d'autres activités afin de fournir efficacement les biens et services des écosystèmes.	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 5 : <i>Partenariats</i> ¹⁹	Partenariats clés pour l'application de la Convention de Ramsar
	Diversité biologique, changement climatique et réduction des risques de catastrophe naturelle. (CDB COP 12 Décision XII/20 ¹⁸)	Cette décision de la CDB se propose de rendre explicite le lien entre la conservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes, et l'atténuation du changement climatique et la réduction de risques de catastrophe naturelle.
	Dix étapes pour l'intégration de la biodiversité ²⁰	Ce guide présente les dix mesures essentielles pour parvenir à l'intégration de la biodiversité, issues de l'expérience et des bonnes pratiques des participants au premier atelier sur le projet SPANB 2.0 d'intégration de la biodiversité et du développement.
	Section III. C. Intégration des approches écosystémiques aux politiques et programmes d'adaptation. Rapport sur l'atelier technique sur les approches écosystémiques de l'adaptation aux changements climatiques ⁷	Cette section donne des exemples de l'intégration des approches écosystémiques dans les politiques.

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
De créer et renforcer des partenariats Les partenariats entre les secteurs public et privés doivent dès le début constituer une part fondamentale des processus de développement des stratégies d'adaptation au changement climatique L'engagement avec les parties prenantes et les communautés locales est crucial pour le développement des actions d'adaptation les plus efficaces sur le terrain.	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 5 : Partenariats ¹⁹	Partenariats clés pour la mise en œuvre de la Convention de Ramsar
	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 7 : <i>Compétences participatives</i> ²¹	Mise en œuvre et renforcement de la participation des communautés locales et des populations autochtones à la gestion des zones humides
	Échange des connaissances et renforcement des capacités. (Paragraphe 5. CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce paragraphe demande l'organisation d'ateliers régionaux et sous-régionaux réunissant les parties prenantes en vue de l'échange de connaissances.
	Section III. E. Gestion des connaissances et engagement des parties prenantes. Rapport sur l'atelier technique sur les approches écosystémiques de l'adaptation aux changements climatiques ⁷	Fournit des études de cas de la gestion des connaissances, du renforcement des capacités et de l'engagement des parties prenantes afin de promouvoir des approches écosystémiques.
De sensibiliser aux avantages de l'environnement naturel pour la société et d'adopter une approche de la conservation par l'écosystème Une meilleure appréciation du fait que les mesures d'adaptation pour la biodiversité sont dans l'intérêt des individus, des communautés et du monde des affaires, entraînera une plus forte demande et une aide à leur	Stratégie de communication de l'AEWA ²²	Ce document établit une stratégie de communication pour l'AEWA.
	Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 6 : <i>CEPS-zones humides</i> ²³	Programme de communication, éducation, participation et sensibilisation du public (CESP) de la Convention de Ramsar, 2009-2015

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
mise en œuvre. Ceci doit s'appuyer sur la reconnaissance des services environnementaux fournis par la biodiversité et les écosystèmes, et du fait que la sauvegarde des écosystèmes où vivent des oiseaux migrateurs peut réduire la vulnérabilité et renforcer la capacité d'adaptation de l'homme au changement climatique.	Diversité biologique, changement climatique et réduction des risques de catastrophe naturelle. (CDB COP 12 Décision XII/20 ¹⁸)	Cette décision de la CDB se propose de rendre explicite le lien entre la conservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes, et l'atténuation du changement climatique et la réduction de risques de catastrophe naturelle.
	Élaboration d'une « étude de rentabilisation » pour la biodiversité	Ce document expose les raisons étayant le fait de placer la biodiversité au cœur des politiques, de la législation, des plans et des projets, et explique également comment élaborer une étude de rentabilisation pour encourager le monde des affaires à adopter ce message.
	L'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) pour l'eau et les zones humides - Résumé ²⁴	Ce rapport se propose de générer une meilleure compréhension de la valeur des services écosystémiques de l'eau et des zones humides, et encourage de meilleures prises de décision et de meilleurs engagements professionnels en vue de leur conservation, des investissements et de leur utilisation rationnelle.
	Section III. A.18. Vulnérabilité [...] Rapport sur l'atelier technique sur les approches écosystémiques de l'adaptation aux changements climatiques ⁷	Reconnaît le rôle des écosystèmes sains dans l'accroissement de la résilience.

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
Principe 5 : Développer des connaissances et planifier stratégiquement		
<p>Nous ne pouvons pas savoir exactement comment le climat changera, ni les impacts précis de ces changements sur la biodiversité, mais nous connaissons les tendances générales et la réaction de certaines espèces spécifiques. Nous devons faire des plans pour l'avenir avec les informations disponibles, développer des techniques qui nous permettront d'aller de l'avant avec des actions que nous ne regretterons pas, quel que soit ce que nous réserve l'avenir. Simultanément, nous devons nous efforcer d'en apprendre davantage sur les impacts du changement climatique sur la biodiversité et les écosystèmes, et surveiller l'efficacité des mesures d'adaptation.</p>		
<p>Réaliser sans délai des évaluations de la vulnérabilité de la biodiversité et des biens et services des écosystèmes associés</p> <p>La vulnérabilité au changement climatique est « le degré auquel un système est susceptible ou se révèle incapable de faire face aux effets néfastes du changement climatique, y compris la variabilité et les extrêmes climatiques » (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique, 2007). Évaluer leur vulnérabilité aidera à identifier les priorités et à développer des actions appropriées.</p>	Mesures visant à faciliter l'adaptation des espèces face au changement climatique. (Paragraphe 1. CMS COP 11 Doc 23.4. 2 Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce paragraphe réclame la préparation de plans d'action pour les espèces considérées comme étant les plus vulnérables.
	Évaluation de la vulnérabilité. (CMS COP 11 Annexe au projet de Résolution ⁵)	Cette section demande que les évaluations de vulnérabilité des espèces migratrices soient effectuées de manière cohérente.
	Cadre pour l'évaluation de la vulnérabilité des zones humides au changement climatique ²⁵	Ce rapport technique identifie les lacunes en termes de connaissances et définit un cadre destiné à l'évaluation de la vulnérabilité
	Section III : A. Vulnérabilité [...] diagramme & Section. D. Aspects méthodologiques, techniques et scientifiques des approches écosystémiques de l'adaptation. Rapport sur l'atelier technique sur les approches écosystémiques de l'adaptation aux changements climatiques ⁷	A. Cette section propose un diagramme illustrant les « Effets et retours d'informations dans les systèmes socioécologiques ».

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
		D. Discussion sur les enseignements tirés et les bonnes pratiques concernant les outils et les approches pertinentes.
<p>Entreprendre la planification de scénarios et des actions que nous ne regretterons pas</p> <p>Il est nécessaire de prendre des décisions stratégiques en acceptant l'incertitude et en s'attaquant à tout le registre de variations probables dans les changements projetés et leurs impacts. Il est important d'éviter le choix d'un avenir ayant la préférence dans l'espoir qu'il deviendra réalité.</p>	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (Johnston <i>et al</i> 2013) ⁶	Ce document examine la capacité du réseau actuel de zones protégées au Royaume-Uni à fournir une protection aux espèces migratrices dans le contexte du changement climatique futur.
<p>Tester de nouvelles approches et surveiller</p> <p>De nouvelles approches de la gestion de la conservation doivent être testées et surveillées sur une grande échelle et sur une période de temps proportionnée au défi à relever.</p>	Mesures visant à faciliter l'adaptation des espèces face au changement climatique, Paragraphe 4. (CMS COP 11 Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce paragraphe réclame le suivi des actions de conservation afin de guider les efforts en cours et d'appliquer des mesures d'adaptation appropriées.
<p>Surveiller les impacts réels et rechercher les impacts futurs probables</p> <p>Obtenir des connaissances sur les impacts réels et projetés du changement climatique sur la biodiversité est essentiel pour aider à donner forme et à adapter l'action de conservation</p>	Surveillance et recherche, Paragraphe.5. Point .6. (CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce paragraphe demande le développement et la mise en œuvre de systèmes de surveillance afin de diagnostiquer les changements au sein des populations d'espèces, etc.
	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (Johnston <i>et al</i> 2013) ⁶	Ce document examine la capacité du réseau actuel de zones protégées au Royaume-Uni à fournir une protection aux espèces migratrices dans le contexte du changement climatique futur.

Principes	Orientations pertinentes existantes de l'AEWA et autres	Brève synthèse
<p>Améliorer la compréhension du rôle de la biodiversité dans les services des écosystèmes</p> <p>Appliquer une approche d'écosystèmes demande une meilleure compréhension des bénéfices offerts par la biodiversité et les façons dont les services écosystémiques seront affectés par le changement climatique.</p>	Surveillance et recherche, Paragraphe 5. Point.1. & Paragraphe 6. (CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Le paragraphe 5 demande le développement et la mise en œuvre de systèmes de surveillance afin de diagnostiquer les changements au sein des populations d'espèces, etc. Le paragraphe 6 réclame des efforts de recherche en vue de tester l'efficacité des méthodes d'adaptation des espèces et d'évaluer les risques connexes.
	Échange des connaissances et renforcement des capacités. (Paragraphe 7. CMS COP 11 Doc 23.4.2. Annexe au projet de Résolution ⁵)	Ce paragraphe exige un soutien accru pour les gestionnaires des ressources naturelles et autres décideurs.
<p>Rechercher les connaissances manquantes avec la participation des parties prenantes</p> <p>L'adaptation au changement climatique a des implications intersectorielles. S'assurer que les parties prenantes ont une compréhension commune des nouvelles preuves et un engagement commun envers ces dernières est essentiel pour développer des politiques et des pratiques.</p>	<i>BioDiversa Stakeholder Engagement Handbook</i> ²⁶	Ce manuel fournit des lignes directrices relatives aux meilleures pratiques pour la participation des parties prenantes aux projets de recherche

Sources

1. Secrétariat de la Convention de Ramsar. 2012. *Les changements climatiques et les zones humides : implications pour la Convention de Ramsar sur les zones humides*. Résolution 11.14. <<http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/pdf/cop11/dr/cop11-dr14-e-climate.pdf>>
2. Secrétariat de la Convention de Ramsar. 2010. Inscription de Sites Ramsar. *Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 17*. <http://archive.ramsar.org/cda/en/ramsar-pubs-handbooks/main/ramsar/1-30-33_4000_0_>
3. Secrétariat de la Convention de Ramsar. 2010. Gestion des zones humides. *Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 18*. <http://archive.ramsar.org/cda/en/ramsar-pubs-handbooks/main/ramsar/1-30-33_4000_0_>
4. Secrétariat de la Convention de Ramsar. 2010. Réagir aux changements dans les caractéristiques écologiques des zones humides. *Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 19*. <http://archive.ramsar.org/cda/en/ramsar-pubs-handbooks/main/ramsar/1-30-33_4000_0_>
5. Convention sur les espèces migratrices. 2014. Programme de travail sur le changement climatique et les espèces migratrices. *COP11/Doc.23.4.2*.
6. Johnston, A. *et al.* 2013. Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées. *Nature Climate Change* **3**: 1055–1061.
7. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. *Rapport sur l'atelier technique sur les approches écosystémiques de l'adaptation aux changements climatiques*. <<http://unfccc.int/resource/docs/2013/sbsta/eng/02.pdf>>
8. Secrétariat de la Convention de Ramsar. 2010. Coopération internationale. *Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 20*. <http://archive.ramsar.org/cda/en/ramsar-pubs-handbooks/main/ramsar/1-30-33_4000_0_>
9. Secrétariat PNUE/AEWA. 2008. *Plan stratégique de l'AEWA 2009–2017*. <<http://www.unep-aewa.org/en/documents/strategic-plan>>
10. Owen, M., Callaghan, D. & Kirby, J. 2006. Lignes directrices de l'AEWA pour éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes. *Lignes directrices de conservation de l'AEWA*. <http://www.unep-aewa.org/sites/default/files/publication/ts12_guidelines_non-native-species_complete_0.pdf>
11. Convention sur la diversité biologique. 2014. Espèces exotiques envahissantes : Examen des travaux et considérations à prendre en compte pour les futurs travaux, Décision X11/17. <<http://www.cbd.int/doc/decisions/cop-12/cop-12-dec-17-en.pdf>>
12. Convention sur la diversité biologique. 2014. Espèces non indigènes envahissantes : Gestion des risques associés à l'introduction d'espèces exotiques comme animaux de compagnie, espèces d'aquarium ou de terrarium, ou comme appâts ou aliments vivants, et questions connexes. Décision XII/16. <<http://www.cbd.int/doc/decisions/cop-12/cop-12-dec-16-en.pdf>>
13. Secrétariat PNUE/AEWA. 2008. Développement de bonnes pratiques pour la conservation des oiseaux d'eau menacés par le biais d'un plan d'action et de rétablissements, *AEWA MOP 4/Résolution 4.4* (2008). <www.unep-aewa.org/sites/default/files/document/res4_4_ssap_re-establishments_final_0.pdf>
14. Lee, R., Cranswick, P.A., Cromie, R.L., Hilton, G.M., Jarrett, N.S., Hughes, B. 2012. Lignes directrices de l'AEWA sur le transfert des oiseaux d'eau à des fins de conservation : complément aux lignes directrices de l'UICN. *Lignes directrices de conservation de l'AEWA*. <http://www.unep-aewa.org/sites/default/files/publication/ts49_translocation_guidelines.pdf>
15. Secrétariat PNUE/AEWA. *Série de Lignes directrices de conservation de l'AEWA*. <<http://www.unep-aewa.org/en/publications/technical-publications>>
16. Secrétariat PNUE/AEWA. Initiative africaine pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats en Afrique. Résolution 5.9. <http://www.unep-aewa.org/sites/default/files/document/res_5_9_african_initiative_0.pdf>

17. Secrétariat de la Convention de Ramsar 2010. Lois et institutions: Étude des lois et des institutions en vue de promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides. *Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 3*. <<http://ramsar.rgis.ch/pdf/lib/hbk4-03.pdf>>
18. Convention sur la diversité biologique. 2014. Diversité biologique, changement climatique et réduction des risques de catastrophe naturelle. Décision XII/20. <<http://www.cbd.int/doc/decisions/cop-12/cop-12-dec-20-en.pdf>>
19. Secrétariat de la Convention de Ramsar 2010. Partenariats. *Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 5*. <<http://ramsar.rgis.ch/pdf/lib/hbk4-05.pdf>>
20. IEED & Centre mondial de surveillance pour la conservation. 2013. Dix étapes pour l'intégration de la biodiversité. <<http://pubs.iied.org/pdfs/14625IIED.pdf>>
21. Secrétariat de la Convention de Ramsar. 2010. Compétences participatives. *Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 7*. <http://archive.ramsar.org/cda/en/ramsar-pubs-handbooks/main/ramsar/1-30-33_4000_0_>
22. UNEP/AEWA Secretariat 2015. *AEWA Communications Strategy*. At http://www.unep-aewa.org/sites/default/files/document/mop6_21_draft_communication_strategy_0.pdf
23. Secrétariat de la Convention de Ramsar 2010. CESP-zones humides. *Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides n° 6*. <http://archive.ramsar.org/cda/en/ramsar-pubs-handbooks/main/ramsar/1-30-33_4000_0_>
24. Russi, D., ten Brink, P., Farmer, A., Badura, T., Coates, D., Förster, J., Kumar, R., Davidson, N. 2013. *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) pour l'eau et les zones humides*. <<http://www.teebweb.org/publication/the-economics-of-ecosystems-and-biodiversity-teeb-for-water-and-wetlands/>>
25. Gitay, H., Finlayson, C.M. & Davidson, N.C. 2011. *Cadre pour l'évaluation de la vulnérabilité des zones humides au changement climatique f. Rapport technique Ramsar N° 5/ Série technique de la CDB N° 57*. Secrétariat de la Convention de Ramsar, Gland, Suisse & Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal, Canada. ISBN 92-9225-361-1 (imprimé) ; 92-9225-362-X (web). <<http://strp.ramsar.org/strp-publications/ramsar-technical-reports/rtr-no.5-a-framework-for-assessing-the-vulnerability-of-wetlands-to-climate-change-2011>>
26. Durham, E., Baker, H., Smith, M., Moore, E., & Morgan, V. 2014. *The BiodivERsA Stakeholder Engagement Handbook*. 108 pp. At <<http://www.biodiversa.org/577>>

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES

9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.7

ADOPTION DE CONSEILS DANS LE CONTEXTE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE L'AEWA

Rappelant la Résolution 4.3, qui demandait au Comité technique, entre autres, de formuler des avis sur une mise en œuvre plus adéquate, dans la législation nationale, de l'approche du Plan d'Action de l'AEWA de prendre des mesures à l'échelle des populations, notamment en ce qui concerne l'interdiction de la chasse et du commerce,

Rappelant en outre la Résolution 4.3, qui demandait également au Comité technique de fournir des conseils aux Parties sur une base espèce par espèce, sur la façon de traiter les espèces semblables au regard de la chasse,

Notant les *Conseils pour traiter de l'abattage accidentel d'espèces sosies dans le Paléarctique occidental*, présentés dans le document AEW A/MOP Inf. 6.1, et *notant en outre* le besoin de travail supplémentaire sur le développement et l'extension de la portée géographique de ces conseils,

Rappelant la Résolution 5.24 qui demandait au Comité technique, entre autres, de proposer des définitions pour les termes de « perturbation » (« *disturbance* ») et de caractère « *significatif* » des perturbations pouvant affecter la conservation des oiseaux d'eau, au niveau individuel et de la population, dans le contexte de l'application du Plan d'action de l'AEWA,

Remerciant le Comité technique pour le travail effectué au cours de ces trois dernières années en menant à bien les demandes de la Réunion des Parties.

La Réunion des Parties :

1. *Adopte* les *Conseils sur les mesures de la législation nationale pour différentes populations de la même espèce, notamment concernant la chasse et le commerce*, tels que présentés dans le document AEW A/MOP6.34 Rev.1 et *prie* le Comité technique de proposer pour examen à chaque Réunion des Parties toute modification pertinente de l'analyse de ces Conseils à l'Appendice 1;
2. *Exhorte* les Parties à mettre en œuvre ces conseils à titre de priorité et à examiner le besoin de réajustements potentiels de leur législation nationale, et d'autres actions nécessaires pour réduire le risque d'abattage accidentel d'oiseaux d'eau protégés, après chaque MOP, en accord avec ces conseils ;
3. *Adopte* les conseils sur la signification de « *perturbation* » (*disturbance*), perturbation « *délibérée* » (*deliberate disturbance*), perturbation « *significative* » (*significant disturbance*) et perturbation « *sévère* » (*serious disturbance*) dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA, tel que présenté à l'Annexe I de la présente Résolution ;
4. *Demande* au Comité technique de poursuivre son travail sur les *Conseils pour traiter de l'abattage accidentel d'espèces sosies dans le Paléarctique occidental* et de présenter une version révisée et prolongée à la MOP7.

ANNEXE I

Conseils sur la signification de « perturbation »

Les présentes indications se rapportent aux définitions de la notion de perturbation. La question de savoir quelles sont les réponses appropriées à apporter aux perturbations constitue un sujet à part.

Informations de base : les perturbations dans le contexte du Plan d'action de l'AEWA

« 2. Conservation des espèces

2.1 Mesures juridiques

« 2.1.1 Les Parties ayant des populations figurant à la colonne A du tableau 1 du présent Plan d'action assurent la protection de ces populations conformément à l'Article III, paragraphe 2 (a), de l'Accord. En particulier, et sous réserve des dispositions du paragraphe 2.1.3 ci-dessous, ces Parties :

(a) interdisent de prélever les oiseaux et les œufs de ces populations se trouvant sur leur territoire ;

(b) **interdisent les perturbations intentionnelles, dans la mesure où ces perturbations seraient significatives pour la conservation de la population concernée** ; et

...

« 2.1.2 Les Parties ayant des populations figurant au tableau 1 réglementent le prélèvement d'oiseaux et d'œufs de toutes les populations inscrites à la colonne B du tableau 1. L'objet de cette réglementation est de maintenir ou de contribuer à la restauration de ces populations en un état de conservation favorable et de s'assurer, sur la base des meilleures connaissances disponibles sur la dynamique des populations,

...

(a) interdira le prélèvement des oiseaux appartenant aux populations concernées durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes et pendant leur retour vers les lieux de reproduction dans la mesure où ledit prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée ;

(b) réglementera les modes de prélèvement et interdira notamment l'utilisation de tous les modes de prélèvement systématique et l'utilisation de tous les moyens capables d'engendrer des destructions massives, ainsi que la disparition locale **ou des perturbations significatives** des populations d'une espèce, incluant :

...

« 4.3.6 Au cas où les **perturbations** humaines menacent l'état de conservation des populations d'oiseaux d'eau figurant au tableau 1, les Parties s'efforcent de prendre des mesures pour réduire la menace. Une attention particulière devrait être accordée aux **perturbations** causées par l'activité humaine sur les lieux de reproduction des colonies d'oiseaux d'eau nidifiant collectivement, en particulier lorsque ceux-ci se situent dans des endroits populaires pour la pratique d'activités récréatives de plein air. Les mesures appropriées pourraient comporter, entre autres, à l'intérieur de zones protégées, la création de **zones libres de toute perturbation** et dont l'accès serait interdit au public.

« 5.6 Les Parties s'efforcent de réaliser des études sur les effets de la disparition et de la dégradation des zones humides ainsi que des **perturbations** sur la capacité d'accueil des zones humides utilisées par les populations figurant au tableau 1, ainsi que sur les habitudes (patrons) de migration de ces populations. »

Questions soulevées par l'utilisation de ces termes

2.1.1.b fait référence à des « perturbations intentionnelles » qui est une sous-catégorie de tous les types de perturbations.

2.1.2.b utilise la qualification supplémentaire de « perturbations significatives ».

4.3.6 est essentiel pour la planification de la gestion. Il existe de nombreux conseils à ce sujet, par ex. de Spray *et al.* 2004, Chatterjee *et al.* 2008 et du Secrétariat de la Convention de Ramsar, 2010.

1. Définition de « perturbation »

Dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA, il conviendra d'utiliser les définitions suivantes, largement acceptées, extraites de l'ouvrage de Fox & Madsen (1997) :

« Toute activité imputable à l'homme qui constitue un stimulus (équivalent à une menace de prédation) suffisant pour déranger les activités normales ou bien la répartition des oiseaux d'eau en comparaison avec la situation en l'absence de cette activité. »

Conseil supplémentaire pour l'interprétation de « perturbation » dans le contexte du Plan d'action de l'AEWA

a. « Là où l'intensité de la perturbation entraîne une sous-exploitation des ressources qui seraient, dans des conditions normales, accessibles aux oiseaux d'eau, ce type de processus peut être assimilé à une perte nette d'habitat (bien que potentiellement seulement provisoire). » (Fox & Madsen 1997)

b. Les effets de la perturbation (c'est-à-dire les changements dans le comportement, la répartition et l'abondance, au niveau local, des oiseaux en réaction à l'activité humaine) diffèrent des impacts de la perturbation (c'est-à-dire les modifications dans les dynamiques de population du fait de changements intervenus au niveau de la réussite de la reproduction ou de la mortalité). Généralement, il est rarement possible d'évaluer les impacts, contrairement aux effets. La définition se rapporte aux effets, qui peuvent ou non comprendre des impacts sur les oiseaux concernés.

c. « La perturbation varie en termes d'ampleur, de fréquence, de prévisibilité, de répartition spatiale et de durée. De plus, les espèces (et les individus au sein des espèces) présentent de grandes différences au niveau de leur sensibilité à la perturbation et cette sensibilité variera probablement selon l'âge, la saison, le temps qu'il fait et le degré d'exposition précédente (accoutumance) » (Cayford 1993). Il en résulte que la perturbation ne peut pas toujours être détectée et que les seuils de capacité à la détecter pourront varier au cours du cycle annuel d'un oiseau d'eau.

d. De plus, les espèces qui sont les moins réceptives aux perturbations peuvent être celles qui sont les plus sensibles. Si une espèce réagit de très loin et semble sensible à une perturbation, c'est peut-être parce qu'elle a la capacité de se déplacer entre de nombreuses sources de nourriture, d'eau, de refuge ou autres ressources contraignantes. Par contre, la raison pour laquelle d'autres espèces peuvent sembler insensibles peut s'expliquer par le fait qu'elles n'ont aucun autre endroit où aller. Ce taux de variation peut également s'appliquer au registre des réactions, allant de l'arrêt de l'alimentation à l'abandon des sites (Gill *et al.* 2001). Il convient également de noter que des stimuli fréquents et prévisibles peuvent aussi entraîner une habituation – rendant la question encore plus complexe.

e. Alors que la perturbation est définie comme étant une réponse à une activité imputable à l'homme, les conséquences de la perturbation humaine peuvent s'ajouter aux effets dérangeants de la prédation ou d'autres impacts négatifs sur les populations (Ydenberg *et al.* 2004 ; Goss-Custard *et al.* 2006).

f. L'influence finale des effets de la perturbation sur la taille de la population dépend non seulement de la façon dont ceux-ci affectent la survie ou le succès de la reproduction, mais aussi de l'existence

de processus de densité-dépendance au sein de la population. Ces différents facteurs détermineront si la population « compensera » oui ou non les pertes par le biais d'une meilleure survie ou reproduction des oiseaux restants (Gill *et al.* 2001). C'est surtout dans le cas des populations intensément étudiées qu'il sera possible de déterminer directement cet aspect.

g. La formulation « imputable à l'homme » a pour but de couvrir les circonstances dans lesquelles les conséquences directes ou indirectes de l'activité humaine peuvent provoquer une perturbation dommageable. On peut citer à titre d'exemple les chiens mal surveillés à proximité de colonies de sternes en train de nicher ou les survols de montgolfières au-dessus des colonies de flamants, entraînant l'échec de la nidification.

2. Définition d'« intentionnelle » [dans le contexte de « interdisent les perturbations intentionnelles, dans la mesure où ces perturbations ... »]

Dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA, il conviendra d'utiliser la définition suivante, proposée par la Commission européenne (Commission européenne 2007) dans le contexte de l'interprétation du même terme dans la Directive Habitats (92/43/CEE) :

« Un acte « intentionnel » est un acte accompli par une personne sachant, à la lumière de la législation applicable à l'espèce concernée ainsi que des informations générales communiquées au public, que cet acte risque selon toute probabilité de porter atteinte à cette espèce, et qui néanmoins le commet à dessein, ou qui, tout au moins, en accepte sciemment les résultats prévisibles ».

Conseil supplémentaire pour l'interprétation de « perturbation intentionnelle » dans le contexte du Plan d'action de l'AEWA

a. La définition d'« intentionnelle » proposée inclut les actes qui, sans avoir pour intention première de perturber les oiseaux d'eau, font que la perturbation sera la conséquence probable du comportement humain concerné. Ainsi, on peut donner comme exemple le kite surf ou d'autres activités de loisir telles que le jet-ski à proximité des côtes, qui n'ont pas pour dessein de perturber les oiseaux d'eau. Cette perturbation sera toutefois la conséquence de l'utilisation de ce genre d'équipement dans le périmètre d'une colonie d'oiseaux marins nichant et peut être en fait facilement évitée.

3. Définition de « significatif » dans le contexte de la mesure où « ces perturbations seraient significatives pour la conservation de la population concernée »]

Dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA, il conviendra d'utiliser la définition suivante :

« On estimera qu'une perturbation est significative lorsqu'un acte (isolé ou associé à d'autres effets) a une incidence telle sur les oiseaux d'eau qu'elle aura probablement des répercussions sur les populations d'une espèce à travers :

- (i) le changement de la répartition locale sur une base continue, ou
- (ii) le changement de l'abondance locale sur une base durable, ou
- (iii) la réduction de l'aptitude de tout groupe significatif d'oiseaux à survivre, se reproduire ou élever leurs petits. »

Conseil supplémentaire pour l'interprétation de « significatif » dans le contexte du Plan d'action de l'AEWA

a. On distingue trois éléments. Le premier est que la perturbation significative est susceptible d'avoir un impact sur les oiseaux d'eau en entraînant une modification de la répartition de façon permanente. En second lieu, elle est susceptible de réduire les effectifs dans un lieu sur une base continue. En troisième lieu, elle est susceptible d'avoir des incidences écologiques néfastes sur les oiseaux concernés par le biais de changements dans la mortalité ou la productivité. Si l'une de ces trois conditions est remplie, il sera alors question d'une perturbation significative.

b. La référence à « espèce » tout au long de ces conseils inclut également les catégories de sous-espèces et de populations spécifiées au Tableau 1 Plan d'action de l'AEWA.

c. Une perturbation significative n'affecte pas nécessairement de façon directe l'intégrité physique d'une espèce, mais peut néanmoins avoir un impact défavorable indirect sur celle-ci. L'intensité, la durée et la fréquence des répétitions des perturbations constituent des paramètres importants des évaluations. Des espèces différentes auront des sensibilités ou des réactions différentes face au même type de perturbation, ce qui constitue un point à prendre en compte dans l'évaluation de l'importance de la perturbation. Les facteurs provoquant des perturbations significatives pour une espèce peuvent ne pas provoquer cet effet pour une autre (ou entraîner une perturbation insignifiante, c'est-à-dire ayant des effets temporaires). En outre, la sensibilité d'une même espèce peut être différente selon la saison ou certaines périodes de son cycle de vie (par ex. la période de reproduction). Il est nécessaire d'adopter une approche par espèce afin de déterminer de manière détaillée le sens de « perturbation significative ».

d. En se référant à l'Article II.2 de l'Accord qui stipule que, lors de la mise en application des mesures en vertu de l'Accord, « les Parties devraient prendre en considération le principe de précaution », les seuils « d'importance » devront tenir compte du statut biologique de l'espèce au plan local ou mondial. Ainsi, dans la mesure du possible, elles devront être plus prudentes pour les espèces présentant un état de conservation défavorable ou menacé, sans ignorer les problèmes pratiques dans les situations dans lesquelles de très nombreuses espèces sont présentes. Généralement, dans ce type de situations et dans d'autres, la gestion des perturbations dans les zones humides devra se faire dans le cadre de la planification de la gestion (voir Manuel du Secrétariat de la Convention de Ramsar 2010).

e. Schématiquement, la définition d'une perturbation significative peut se concevoir de la façon suivante :

Type de réponse :	Perturbation	Perturbation significative
Conséquences :	Effet	Impact
Description Répartition	Changement temporaire de la répartition	Changement de répartition à long-terme ou continu, y compris l'exclusion hors de sites ou d'habitats qui auraient été autrement utilisés
Abondance	Réduction temporaire des effectifs en un lieu	Réduction à long-terme ou permanente des effectifs en un lieu
Mortalité	Pas de changement au niveau de la mortalité	Mortalité accrue en tant que résultat de l'exclusion des sites préférés ou autres conséquences sur la « forme » - tout en notant qu'il n'est pas toujours possible de l'évaluer

Type de réponse :	Perturbation	Perturbation significative
Productivité	Pas de changement au niveau de la productivité	Productivité réduite en résultat de l'échec de la nidification, les pertes directes ou indirectes de nids et autres facteurs - tout en notant qu'il n'est pas toujours possible de l'évaluer

4. Définition de « grave » [dans le contexte de « grave perturbation »]

Dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA, il conviendra d'utiliser la définition suivante :

« Une perturbation grave doit être interprétée comme étant significative (tel que déjà défini) dans ses résultats ».

5. Références

- Cayford, J.T. 1993. Wader disturbance: a theoretical overview. *Wader Study Group Bulletin* 68: 3-5.
<https://sora.unm.edu/sites/default/files/journals/iwsgb/n068/p00003-p00005.pdf>
- Chatterjee, A., Phillips, B. & Stroud, D. (red.) (2008). [Wetland Management Planning. A guide for site managers](#). WWF, Wetlands International, UICN & Convention de Ramsar. 80 pp.
- Commission européenne 2007. *Document d'orientation sur la protection stricte des espèces animales d'intérêt communautaire en vertu de la directive « Habitats » 92/43/CEE*. 88 pp.
http://ec.europa.eu/environment/nature/conservation/species/guidance/pdf/guidance_en.pdf
- Fox, A.D. & Madsen, J. 1997. Behavioural and distributional effects of hunting disturbance on waterbirds in Europe: implications for refuge design. *Journal of Applied Ecology* 34: 1-13.
- Gill, J.A., Norris, K. & Sutherland, W.J. 2001. Why behavioural responses may not reflect the population consequences of human disturbance. *Biological Conservation* 97: 265-268.
- Goss-Custard J.D., Triplet P., Sueur F., West A.D. 2006. Critical thresholds of disturbance by people and raptors in foraging wading birds. *Biological Conservation* 127: 88-97.
- Spray, C., Kirby, J.S., Giles, N. & Davidson, N. 2004. *Waterbirds and wetland recreation handbook: a review of issues and management practice*. Wildfowl & Wetlands Trust, Slimbridge, RU.
- Secrétariat de la Convention de Ramsar 2010. *Gestion des zones humides. Manuel Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides*, 4^{ème} édition, Vol 18. Secrétariat de la Convention de Ramsar, Gland, Suisse.
http://archive.ramsar.org/cda/en/ramsar-pubs-handbooks/main/ramsar/1-30-33_4000_0
- Ydenberg, R.C., Butler, R.W., Lank, D.B., Smith, B.D. & Ireland, J. 2004. Western sandpipers have altered migration tactics as peregrine falcon populations have recovered. *Proc. R. Soc. Lond. B* 271: 1263-1269.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.8

**ADOPTION ET MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTION ET DE GESTION
INTERNATIONAUX PAR ESPÈCE ET MULTI-ESPÈCES**

Rappelant le paragraphe 2.2.1 du Plan d'action de l'Accord qui stipule que les Parties coopéreront en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action internationaux par espèce (ISSAP), ceci en priorité pour les populations figurant dans la catégorie 1 de la colonne A du Tableau 1 et celles marquées d'un astérisque,

Rappelant également que bien que les ISSAP ne soient pas directement contraignants, les Parties sont soumises à l'obligation juridique de coopérer en vue de la mise en œuvre de ces plans, faisant que les ISSAP ne sont pas simplement des recommandations, et que les Parties devront déployer tous les efforts possibles pour mettre en œuvre ces plans qui se situent dans le prolongement de leurs obligations en vertu de l'Accord,

Notant qu'en accord avec la cible 1.4 du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, des ISSAP seront élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3, marquées d'un astérisque, à la colonne A du Tableau 1,

Prenant note également de la nouvelle catégorie 4 de la colonne A du Tableau 1 ajoutée au Plan d'action de l'AEWA dans le cadre de la Résolution 5.6 pour des espèces/populations classées par l'UICN dans la catégorie Quasi menacé, qui peuvent toujours être chassées sur la base de l'utilisation durable dans le cadre d'un ISSAP,

Faisant référence à la liste révisée des espèces/populations prioritaires pour l'élaboration de nouveaux ISSAP et à la liste des espèces en vue de la révision des ISSAP, adoptées par le Comité technique de l'AEWA pour la période 2012-2015 comme la Réunion des Parties l'en avait chargé aux termes de la Résolution 5.8,

Rappelant le paragraphe 4.3.4 du Plan d'action de l'Accord par lequel les Parties coopéreront également en vue de l'élaboration de plans d'action pour les populations qui causent des dommages significatifs, en particulier aux cultures et aux activités halieutiques,

Notant également qu'en accord avec la cible 2.5 du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, des plans internationaux de gestion des prélèvements devront être développés et mis en œuvre pour au moins deux populations d'espèces prélevées,

Suivant les recommandations favorables des Comités technique et permanent au sujet de la nécessité d'approuver et de mettre en œuvre cinq nouveaux ISSAP, un ISSAP révisé et le premier plan d'action international multi-espèces de l'AEWA (IMSAP),

Rappelant en outre la Résolution 3.12, paragraphes opérationnels 4 et 5, et *notant* que le Comité permanent a approuvé l'ISSAP pour le Bec-en-sabot du Nil *Balaeniceps rex* sur une base provisoire à sa 9^{ème} réunion,

Reconnaissant les progrès réalisés dans la mise en place de groupes de travail internationaux et de groupes d'experts internationaux sur les espèces, afin de coordonner la mise en œuvre des ISSAP et du plan de gestion international par espèce (ISSMP), et l'intensification de la mise en œuvre de ces ISSAP et ISSMP résultant du fonctionnement de ces groupes de travail et d'experts,

Reconnaissant également la nécessité d'élaborer et d'adopter de nouveaux critères et conseils afin de simplifier les processus de planification de l'action et de la gestion en vertu de l'Accord, notamment la révision et la possibilité de retrait des ISSAP,

Prenant note des recommandations de la vue d'ensemble du niveau de préparation et de mise en œuvre des plans d'action et de gestion internationaux par espèce, présentées à l'Annexe 1 et dans le document AEWA/MOP 6.16, et *reconnaissant* qu'en dépit des progrès réalisés, il est nécessaire de poursuivre les efforts pour assurer la conservation à long terme ou l'utilisation durable des espèces/populations prioritaires,

Remerciant toutes les Parties pour les fonds alloués en faveur de l'élaboration de nouveaux plans d'action ainsi que le travail réalisé par les groupes de travail et les groupes d'experts internationaux de l'AEWA pour mettre en œuvre les ISSAP et les ISSMP existants,

Remerciant en outre toutes les organisations gouvernementales et non-gouvernementales qui soutiennent le développement, la coordination et la mise en œuvre des ISSAP et des ISSMP.

La Réunion des Parties :

1. *Adopte* les plans d'action internationaux par espèce pour les espèces/populations suivantes :
 - a) Grue royale *Balearica regulorum* (document AEWA/MOP 6.25 Rev.1),
 - b) Oie des moissons *Anser f. fabalis* (document AEWA/MOP 6.26 Rev.1),
 - c) Harelde boréale *Clangula hyemalis* (document AEWA/MOP 6.27),
 - d) Courlis cendré *Numenius a. arquata*, *N. a. orientalis* and *N. a. suschkini* (document AEWA/MOP 6.28 Rev.1),
 - e) Bec-en-sabot du Nil *Balaeniceps rex* (document AEWA/MOP 6.29),
 - f) Ibis chauve *Geronticus eremita* (révision de l'ISSAP de 2005) (document AEWA/MOP 6.32) ;
2. *Adopte* le plan d'action international multi-espèces pour les oiseaux marins littoraux dans le système de courant de Benguela (Manchot du Cap *Spheniscus demersus*, Fou du Cap *Morus capensis*, Cormoran couronné *Phalacrocorax coronatus*, Cormoran du Cap *Phalacrocorax capensis*, Cormoran des bancs *Phalacrocorax neglectus*, Huitrier noir *Haematopus moquini*, Sterne des baleiniers *Sternula balaenarum*, Sterne caspienne *Hydroprogne caspia*, Sterne huppée *Thalasseus bergii*, document AEWA/MOP 6.30) ;
3. *Demande* aux Parties de mettre en œuvre ces plans et les ISSAP précédemment adoptés ainsi que le plan international de gestion des espèces conformément au paragraphe 2.2.1 du Plan d'action de l'Accord et en accord avec les recommandations décrites à l'Appendice 1 ;
4. *Encourage* les États de l'aire de répartition qui ne sont pas encore Parties contractantes à l'Accord à mettre également en œuvre ces plans ainsi que les ISSAP précédemment adoptés ;
5. *Charge* le Secrétariat de réunir, en priorité, les groupes de travail internationaux sur les espèces afin de coordonner la mise en œuvre des ISSAP pour les espèces mondialement menacées et quasi menacées ainsi que le plan concernant l'Oie des moissons en tant qu'ISSAP comprenant des éléments de gestion adaptative des prélèvements, et pour le plan d'action international multi-espèces pour les oiseaux marins littoraux dans le système de courant de Benguela ;
6. *Demande* à tous les États de l'aire de répartition, aux organisations gouvernementales et non-gouvernementales concernées, et aux donateurs bilatéraux et multilatéraux d'apporter leur soutien à la coordination et à la mise en œuvre des ISSAP et au plan d'action multi-espèces qui ont été adoptés, en particulier par le biais d'une participation active et du financement des groupes de travail et des groupes d'experts internationaux sur les espèces ;

7. *Encourage* les Parties et les États de l'aire de répartition qui ne sont pas encore Parties contractantes à l'Accord, ainsi que les organisations non-gouvernementales et les donateurs bilatéraux et multilatéraux concernés, à continuer à apporter leur aide au développement de nouveaux ISSAP, ISSMP et IMSAP, conformément aux priorités établies par le Comité technique ;
8. *Charge* le Secrétariat de diffuser ces nouveaux ISSAP et le plan d'action multi-espèces auprès des Parties et des organisations concernées, de surveiller leur mise en œuvre et d'en rendre compte à la Réunion des Parties conformément au paragraphe 7.4 du Plan d'action de l'Accord au moyen de l'étude internationale sur le stade de préparation et de mise en œuvre des plans d'action par espèce ;
9. *Demande au* Comité technique de produire également une liste de priorités et la sélection qui en découle des espèces/populations en vue du développement des plans de gestions internationaux par espèce ou des plans d'action multi-espèces lors de sa première réunion, après chaque MOP, tout en anticipant de possibles modifications à venir de la liste des espèces de l'AEWA en raison de changements récents dans la liste rouge mondiale ;
10. *Adopte* le processus de prise de décision pour la révision et le retrait des ISSAP tel que décrit à l'Annexe 2 et dans le document AEWA/MOP 6.33, et *charge* le Comité technique de continuer à surveiller la mise en œuvre des ISSAP et de présenter, à chaque Réunion des Parties, s'il y a lieu, des propositions de révision ou de retrait d'ISSAP spécifiques ;
11. *Encourage* le Comité technique à réviser les lignes directrices de conservation de l'AEWA sur la préparation des plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux d'eau migrateurs ainsi qu'à réviser le format des ISSAP, et à examiner la nécessité de ce format pour les ISSMP et les IMSAP ;
12. *Demande aux* Parties ainsi qu'aux groupes de travail et groupes d'experts internationaux de l'AEWA de suivre, le cas échéant, lors de la mise en œuvre des ISSAP, du plan de gestion international et du plan d'action international multi-espèces, les lignes directrices de conservation de l'AEWA adoptées soulignant la nécessité de ces meilleures pratiques, et *souligne* notamment l'obligation d'informer à l'avance le Secrétariat de tous projets de réintroduction concernant des populations figurant au Tableau du Plan d'action.

Annexe 1. Recommandations résultant de la vue d'ensemble du niveau de préparation et de mise en œuvre des plans d'action et de gestion internationaux de l'AEWA par espèce

RECOMMANDATIONS

Premières priorités :

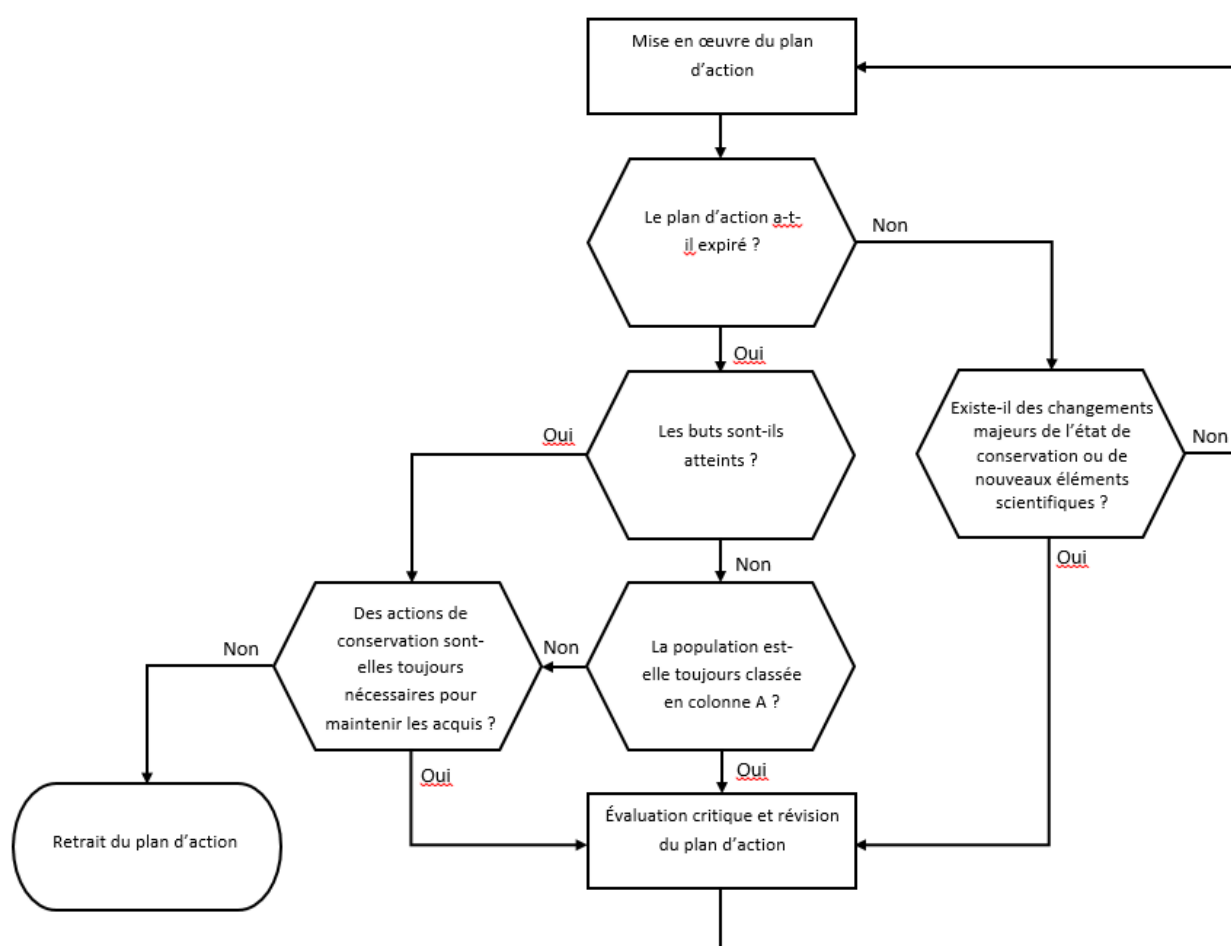
- **Intensifier d'urgence la mise en œuvre des plans d'action existants** – en mettant l'accent sur le besoin d'une **participation et d'un engagement beaucoup plus forts des gouvernements**, y compris l'établissement de **groupes de travail nationaux** et l'adoption de **plans d'action nationaux** dans les principaux États de l'aire de répartition ;
- **Rechercher d'urgence davantage de financement, de capacité humaine et de savoir-faire technique** pour la mise en œuvre d'activités liées aux plans d'action critiques et hautement prioritaires, en mettant l'accent sur les espèces menacées au niveau mondial ;
- **Intensifier d'urgence le travail des groupes de travail et d'experts internationaux par espèce de l'AEWA existants et leur coordination**, par exemple :
 - au moyen d'une **relance des groupes de travail actuellement inactifs** ;
 - en assurant l'**adhésion de tous les principaux États de l'aire de répartition à un groupe d'experts/de travail** (notamment sous la forme de représentants gouvernementaux appropriés) ;
 - en fournissant **une coordination internationale suffisante et active** ;
 - en facilitant **une coopération et un échange accrus avec d'autres secteurs gouvernementaux et économiques pertinents**, notamment en ce qui concerne la chasse, l'agriculture et l'extraction de matières premières naturelles ;
 - en assurant que **suffisamment de conseils et de mentorat** sont fournis, dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action/de gestion dans le cadre de l'AEWA, par le Secrétariat et le Comité technique si nécessaire ;
 - en assurant **des progrès concluants en matière de surveillance de mise en œuvre** en entreprenant des études approfondies des plans d'action et de gestion, en se fondant sur les indicateurs et les sources de vérification (indépendantes) citées ci-après – en plus des informations fournies par les États de l'aire de répartition – dans le cadre des groupes d'experts/de travail ;
- **en intensifiant d'urgence le recrutement de nouvelles Parties contractantes à l'AEWA** – notamment en Asie centrale et au Moyen-Orient – afin de renforcer encore la mise en œuvre.

Priorités élevées :

- Continuer à établir des **groupes de travail et d'experts internationaux par espèce de l'AEWA** en vue de plans nouveaux et révisés ;
- Entreprendre une **évaluation des plans d'action de l'AEWA qui n'ont actuellement pas de mécanismes de coordination internationale et suggérer leur révision ou leur retrait** ;
- **Continuer à développer le processus de planification de l'action et de la gestion** selon l'Accord, par exemple :
 - **en révisant le format actuel de plan d'action** dans une tentative d'assurer que les plans d'action possèdent le potentiel d'atteindre leurs buts, sont mieux ciblés et peuvent être mis en œuvre, et sont plus pratiques, notamment pour les agences chargées de la mise en œuvre et les décideurs - y compris grâce à une meilleure correspondance entre les buts et activités des plans d'action, et en restreignant le nombre de principaux États de l'aire de répartition inclus ;

- en élaborant un/des **format(s) pour les plans de gestion de l'AEWA et les plans d'action et de gestion multi-espèces de l'AEWA** ;
- **en révisant les lignes directrices de l'AEWA pour le développement de plans d'actions nationaux**, comprenant des conseils sur l'établissement de groupes de travail nationaux ;
- **promouvoir le développement d'autres plans de gestion internationaux** dans le cadre de l'Accord sur la base de l'exemple du Plan de gestion international pour l'Oie à bec court et des Lignes directrices révisées de l'AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs ;
- Assurer que **les lignes directrices de l'AEWA adoptées sont également prises en compte**, le cas échéant, au cours de la préparation de plans d'action, ainsi que lors de leur mise en œuvre.

Annexe 2. Processus de prise de décision pour l'évaluation des plans d'action internationaux par espèce en vue de leur révision et de leur abandon (tel que décrit dans le document AEWA/MOP 6.33)



6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.9

**AMÉLIORER L'ÉTAT DE CONSERVATION DES OISEAUX MARINS
D'AFRIQUE-EURASIE**

Consciente du fait que les oiseaux marins sont l'un des groupes d'oiseaux les plus menacés, et *préoccupée* par le fait que sur les 84 espèces d'oiseaux marins couvertes par l'AEWA, nombre d'entre elles sont menacées et/ou subissent un déclin de leurs populations aux niveaux régional et mondial, y compris quatre espèces inscrites sur la Liste rouge mondiale de l'UICN comme espèces en danger, quatre espèces comme espèces vulnérables, cinq espèces comme quasi menacées, et 29 espèces sont considérées comme une préoccupation mineure bien que l'on observe une diminution de la population mondiale,

Prenant note des conclusions sur les menaces pesant sur les oiseaux marins, les lacunes dans les connaissances actuelles et les recommandations du *Rapport sur l'état, les menaces et les priorités en termes de mesures de conservation des populations d'oiseaux marins couverts par l'Accord* (document AEWA/MOP6.40), du *Rapport sur l'impact potentiel de la pêche marine sur les oiseaux marins migrateurs dans la région afro-tropicale* (document AEWA/MOP6.39) et du *Plan d'action multi-espèces pour la conservation des oiseaux marins côtiers du système de remontées d'eau profonde de Benguela* (document AEWA/MOP6.30),

Prenant note également des conclusions et des lacunes dans les connaissances figurant dans le rapport de BirdLife International de 2013 sur les prises accessoires dans la pêche au filet maillant, intitulé *Les prises accidentelles d'oiseaux marins dans la pêche au filet maillant : un rapport mondial*⁶ sur la vulnérabilité de nombreuses espèces d'oiseaux marins couvertes par l'AEWA face aux prises accessoires, des conclusions du rapport de BirdLife International de 2011 sur *les prises accessoires mondiales d'oiseaux marins dans la pêche à la palangre*⁷, des conclusions de l'étude « *Meilleures pratiques pour atténuer les prises accessoires d'oiseaux marins dans les pêches palangrière, chalutière et au filet maillant – efficacité et applicabilité pratique* »⁸ et des travaux du Groupe de travail sur l'albatros en Afrique, qui ont mis en évidence des régions où les connaissances sur les prises accessoires d'oiseaux marins par les navires de pêche à la palangre sont insuffisantes,

Constatant le manque de connaissances sur l'étendue et la gravité de l'impact des menaces pesant sur les oiseaux marins couverts par l'AEWA durant tout leur cycle de vie, y compris l'impact du changement climatique, de la pêche non durable, de la chasse légale et illégale dans l'Arctique, des prises accessoires de la pêche et notamment celle au filet maillant, des phénomènes de pollution chronique et épisodique, et des débris marins,

Rappelant le caractère pertinent de l'Objectif 11 d'Aichi 2020 pour la biodiversité relatif aux aires protégées, et *rappelant en outre* la Résolution 11.25 de la CMS sur la nécessité de renforcer les réseaux

⁶ Żydelis, R., Small, C. and French, G. (2013) The incidental catch of seabirds in gillnet fisheries: A global review. *Biological Conservation* 162: 76–88. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0006320713000979>

⁷ Anderson, O.R.J., Small, C.J., Croxall, J.P., Dunn, E.K., Sullivan, B.J., Yates, O., Black, A., 2011. Global seabird bycatch in longline fisheries. *Endangered Species Research*, 14, 91–106. <http://www.int-res.com/abstracts/esr/v14/n2/p91-106/>

⁸ Best practices to mitigate seabird bycatch in longline, trawl and gillnet fisheries – efficiency and practical applicability, Sven Lokkeborg, Fish Capture Division, Institute of Marine Research, 5817 Bergen, Norvège, *Marine Ecology Progress series*, Vol. 435, p. 285-303, 2011.

écologiques de sites protégés pour les espèces migratrices, ainsi que l'Article III 2 c) de l'Accord, qui exige que les Parties « *identifient les sites et les habitats des oiseaux d'eau migrateurs situés sur leur territoire et encouragent la protection, la gestion, la réhabilitation et la restauration de ces sites* », l'Article III 2 d) qui exige que les Parties « *coordonnent leurs efforts pour faire en sorte qu'un réseau d'habitats adéquats soit maintenu ou, lorsque approprié, rétabli sur l'ensemble de l'aire de répartition de chaque espèce d'oiseaux d'eau migrateurs concernée* », et l'Article III 2 e) qui exige que les Parties « *étudient les problèmes qui se posent ou se poseront vraisemblablement du fait d'activités humaines et s'efforcent de mettre en œuvre des mesures correctrices...* »,

Rappelant aussi les Résolutions 10.19 et 11.26 de la CMS, la Résolution 5.13 de l'AEWA et l'objectif 1.2 sur le changement climatique au sein de l'Objectif 1 du Plan stratégique de l'AEWA, qui exhorte les Parties à optimiser la résilience des espèces et des habitats face au changement climatique, au moyen d'une conception adéquate des réseaux écologiques, et reconnaît que ceci est particulièrement important dans les zones où des changements rapides et des mutations des écosystèmes se produisent,

Se référant au Plan d'action international de la FAO de 1999 pour la réduction des prises accidentelles d'oiseaux de mer par les palangriers (IPOA-Seabirds) et *reconnaissant* la politique commune de la pêche de l'Union européenne et de ses buts pour parvenir à une pêche durable dans l'ensemble de l'Union européenne en 2020 et au-delà,

Rappelant la Résolution 10.14 de la CMS sur les prises accessoires des espèces couvertes par la CMS dans la pêche au filet maillant et *se félicitant* du Plan d'action de la Commission européenne de 2012 pour la réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins dans le matériel de pêche et des Plans d'action nationaux mis en œuvre dans un certain nombre de Parties, et *prenant note* des informations fournies dans le Rapport de l'atelier international de BirdLife de 2015 : *Mesures d'atténuation des prises accessoires dans la pêche au filet maillant*⁹, qui soulignent les priorités urgentes pour la recherche concernant l'atténuation des prises accessoires dans la pêche au filet maillant et recensent les principales lacunes dans les données, en particulier en Afrique et dans l'Arctique,

Rappelant la Résolution 1/6 de la première session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement, portant sur les débris marins en plastique et les micro-plastiques, qui demandait au Directeur exécutif, en concertation avec d'autres institutions et parties prenantes concernées, d'entreprendre une étude sur les débris marins en plastique et les micro-plastiques, en s'appuyant sur le travail existant, en tenant compte des études et données les plus actuelles, et de présenter l'étude à la deuxième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement,

Consciente de l'impact potentiel sur les oiseaux marins migrateurs résultant de l'ingestion de plastiques, micro-plastiques et d'autres formes de pollution marine (débris marins) et *rappelant* les Résolutions 10.4 et 11.30 de la CMS sur les débris marins, qui demandent aux Parties de travailler collectivement et avec les conventions régionales marines pertinentes pour réduire l'impact des débris marins sur les espèces migratrices,

Reconnaissant le rôle central et les responsabilités des organisations régionales de gestion de la pêche pour réduire à un minimum les prises d'espèces non ciblées dans leurs pêcheries, tel que prévu dans l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, et du rôle de la CMS et de ses Accords affiliés, ainsi que celui de multiples autres acteurs internationaux dans la prise en main de ces questions,

Prenant note de l'absence de lignes directrices de conservation de l'AEWA pour aider les Parties à s'acquitter de leurs obligations concernant la réduction des effets de la pêche sur les oiseaux d'eau migrateurs mais *consciente* de l'existence d'autres directives pertinentes,

Soulignant la nécessité d'une plus grande collaboration régionale pour lutter contre la pollution tant accidentelle que chronique par les hydrocarbures et les déversements d'hydrocarbures dans la région, tout

⁹ Wiedenfeld, D.A., Crawford, R. & Pott, C.M. (2015). *Workshop Report: Reducing the Bycatch of Seabirds, Sea Turtles, and Marine Mammals in Gillnets*. National Conservation Training Center, USA. 36 pp. http://www.birdlife.org/sites/default/files/Workshop-Report_Reducing-Bycatch-in-Gillnets_Jan-2015_BirdLife_ABC.pdf

particulièrement dans les endroits où il existe peu de capacités pour gérer les situations d'urgence, notamment en ce qui concerne les mesures d'intervention rapide,

Se réjouissant des travaux déjà entrepris par un grand nombre de Parties contractantes pour réduire l'impact des prédateurs introduits et des espèces exotiques envahissantes sur les oiseaux marins, en particulier dans les îles où les oiseaux marins se reproduisent, mais *soulignant* que d'autres travaux doivent être effectués de toute urgence pour éliminer cet impact,

Reconnaissant les questions qui constituent une préoccupation commune et les liens et les synergies potentiels qui existent entre l'AEWA et l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP).

La Réunion des Parties :

1. *Demande* aux Parties et *encourage* les États de l'aire de répartition non Parties et d'autres instances internationales compétentes à s'efforcer d'identifier les sites importants pour les oiseaux marins couverts par l'AEWA, y compris les aires situées au large, qui sont gérées de façon à protéger ces oiseaux marins durant toutes les étapes de leur cycle de vie, ce qui contribue à atteindre l'Objectif d'Aichi n° 11 pour la biodiversité ;

2. *Encourage* les Parties à appliquer les recommandations du *Rapport sur l'état, les menaces et les priorités en termes de mesures de conservation des populations d'oiseaux marins couverts par l'Accord* et, en particulier, en ce qui concerne les questions suivantes :

2.1 Renforcer la coopération dans la communication de données fiables et quantifiées sur les prélèvements d'oiseaux marins, y compris les prélèvements d'œufs, afin d'évaluer les prélèvements annuels légaux des populations d'oiseaux marins et de fournir des estimations pour les statistiques de capture illégale ;

2.2 Renforcer les efforts déployés pour quantifier les prélèvements de la pêche au filet maillant dans la zone de l'Accord, et s'efforcer de quantifier l'ampleur et l'impact des prises accessoires dans la pêche à petite échelle et à grande échelle ;

2.3 Dans le contexte des priorités de l'AEWA pour les Plans d'action internationaux par espèce, élaborer et mettre à jour des plans pour les espèces d'oiseaux marins prioritaires, en intégrant des informations et une cartographie détaillées sur les endroits où des menaces surviennent, afin de faciliter une gestion régionale cohérente des menaces propres à chaque espèce ;

2.4 Veiller à ce que les initiatives nationales de planification du littoral et de l'espace marin accordent une priorité à la collecte, au rassemblement et à l'intégration des données sur les oiseaux marins, y compris les aires marines importantes pour les oiseaux, les aires marines protégées, les produits de la cartographie sur l'usage temporel/spatial et les zones sensibles pour les espèces durant tout le processus de planification, et veiller à ce que l'impact des activités humaines sur les oiseaux marins couverts par l'AEWA soit réduit à un minimum ;

2.5 Améliorer les processus nationaux de gestion de la pêche et fournir des capacités adéquates pour assurer le respect de la réglementation, la surveillance des prises et la surveillance des navires dans les aires protégées, pour les oiseaux couverts par l'AEWA ;

2.6 Assurer que le recueil de données sur les prises accessoires d'oiseaux marins est intégré dans les programmes existants d'observation des prises accessoires à bord de navires ;

2.7 Élaborer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour les prises accessoires d'oiseaux marins ;

2.8 Favoriser des travaux visant à connaître l'impact à long terme des débris marins sur les espèces d'oiseaux marins ;

2.9 Aider et contribuer à combler les lacunes dans les connaissances sur les espèces d'oiseaux marins couvertes par l'AEWA, y compris grâce au partage des informations et de la facilitation de la recherche sur les menaces pertinentes et les domaines prioritaires liés à ces espèces ;

2.10 Encourager des programmes de surveillance continue pour évaluer et mettre à jour l'état de conservation des espèces d'oiseaux marins couvertes par l'AEWA ;

3. *Appelle* les Parties, le cas échéant, à mettre en œuvre le *Plan d'action international pour la réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins dans la pêche palangrière (IPOA-Oiseaux marins)* et à se conformer à toutes les mesures contraignantes et recommandations visant à la protection des oiseaux marins, adoptées par les ORGP ;
4. *Demande* aux Parties concernées d'appliquer les recommandations du *Rapport sur l'impact potentiel de la pêche marine sur les oiseaux marins migrateurs dans la région afro-tropicale*, ainsi que le *Plan d'action multi-espèces pour la conservation des oiseaux marins côtiers du système d'upwelling de Benguela* ;
5. *Détermine que*, lors de la prise en main des questions de conservation des oiseaux marins, la priorité de l'AEWA devrait être les espèces, régions, ou menaces qui ne sont pas encore prises en compte dans des structures internationales existantes de conservation, par exemple - mais non exclusivement - les oiseaux marins tropicaux ou ceux qui subissent les effets négatifs de la pêche à petite échelle ou de la pêche artisanale non réglementées par les Organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP), [et sous réserve de la disponibilité de ressources financières, demande au Comité technique de fournir des conseils sur les priorités les plus urgentes à cet égard] ;
6. *Demande* au Secrétariat, sous réserve de la disponibilité de ressources financières, et en consultation avec le Comité technique, de faciliter le développement d'un processus de mise en œuvre pour la résolution centrée sur la valeur ajoutée que l'AEWA peut apporter dans la prise en main des recommandations prioritaires de l'*Étude de l'état des populations d'oiseaux marins couvertes par l'Accord*, des dangers qui les menacent et des actions de conservation prioritaires en leur faveur et de l'*Étude des impacts potentiels des pêcheries marines sur les oiseaux marins migrateurs dans la région afro-tropicale* complétant les activités du groupe de travail proposé pour le *Plan d'action multi-espèces pour la conservation des oiseaux marins côtiers du système d'upwelling de Benguela*.
7. *Demande* au Comité technique, sous réserve de la disponibilité de ressources financières, en consultation avec la CMS, l'ACAP et d'autres organismes et experts concernés (notamment les ORGP pertinentes), de faciliter la mise en œuvre par les Parties du Paragraphe 4.3.7 du Plan d'action en compilant les lignes directrices de conservation et des recommandations conviviales, existantes et, si nécessaires en les complétant ou en élaborant de nouvelles sur la base des priorités identifiées au paragraphe 5 et les meilleures connaissances scientifiques disponibles et de présenter ces lignes directrices et recommandations lors de la prochaine session de la Réunion des Parties ;
8. *Demande aussi* au Comité technique, selon la disponibilité de ressources financières et en nature, en consultation avec la CMS, d'évaluer les menaces pesant sur les oiseaux marins migrateurs couverts par l'AEWA liées à l'ingestion de plastiques ou de micro-plastiques et d'autres formes de déchets marins (débris marins), et de fournir des avis à la Réunion des Parties sur des mesures d'intervention adéquates à cet égard.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES

9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.10

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Consciente de l'importance de la communication en tant qu'élément central et transversal pour la mise en œuvre de l'Accord et *également consciente* que la plupart des problèmes de conservation des oiseaux d'eau tournent essentiellement autour de l'intervention humaine et que la communication joue un rôle crucial dans le comportement humain et les stratégies de gestion,

Consciente que la communication doit être ciblée, planifiée et pratiquée en fonction du changement recherché ce qui exige une flexibilité concernant la façon, le style et le contenu de la communication à l'égard des différentes audiences et des différents buts,

Consciente que l'Article III, paragraphe 2 du texte de l'Accord indique que les Parties à l'AEWA « *élaborent et poursuivent des programmes pour susciter une meilleure prise de conscience et compréhension des problèmes généraux de conservation des oiseaux d'eau migrateurs ainsi que des objectifs particuliers et des dispositions du présent Accord* »,

Soulignant la nécessité de sensibiliser davantage le public au sujet des oiseaux d'eau migrateurs, des multiples menaces auxquelles ils doivent faire face et des obstacles à leur migration, mais *constatant* que la 'sensibilisation' en tant que telle est en général insuffisante et constitue un premier pas d'une série de mesures visant à changer ou influencer le comportement humain ce qui nécessite une approche stratégique à la communication, des interventions à long terme et la coopération de multiples acteurs,

Reconnaissant les objectifs énoncés dans le Plan stratégique de l'AEWA, le Plan stratégique pour les espèces migratrices de la CMS et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, chacun fixant l'objectif d'améliorer la sensibilisation et le soutien du public, et l'engagement aux niveaux tant publique que politique,

Rappelant l'Article VIII, paragraphes e et j de l'Accord, qui prévoient que le Secrétariat de l'Accord est chargé de « *fournir des informations destinées au public relatives à l'Accord et à ses objectifs* » et de « *rassembler et évaluer les informations qui permettront de mieux atteindre les objectifs et favoriseront la mise en œuvre de l'Accord, et [de] prendre toutes dispositions pour diffuser ces informations d'une manière appropriée* » et *notant* que d'autres fonctions du Secrétariat telles que celles figurant à l'Article VIII, paragraphes c et d de l'Accord, sont également soutenues par la communication,

Consciente de la Résolution 10.9 de la COP10 de la CMS sur la Structure et les stratégies futures de la CMS et de la famille CMS qui approuve l'amélioration de la communication et recherche des opportunités de sensibiliser l'opinion à la CMS et à sa famille ainsi que des plans stratégiques coordonnés pour la famille CMS et *notant avec satisfaction* l'initiative des Secrétaires exécutifs de la CMS et de l'AEWA de développer une stratégie de communication mondiale pour la CMS en parallèle à la révision de la stratégie de communication de l'AEWA,

Consciente également de la résolution 11.8 de la COP11 de la CMS qui prie le Secrétaire exécutif de la CMS de présenter la nouvelle stratégie de communication de la CMS à la 44^{ème} réunion du Comité permanent de la CMS pour adoption et invite les Parties à l'AEWA à adopter une nouvelle stratégie de communication harmonisée sur le plan stratégique à la MOP6 de l'AEWA,

Rappelant la Résolution 3.10 par laquelle la Réunion des Parties a adopté la première Stratégie de communication pour l'AEWA et *rappelant en outre* la Résolution 5.5 qui charge le Secrétariat, tenant compte de la résolution 10.9 de la CMS, de préparer une révision complète de la Stratégie de communication pour adoption par la 6^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA,

Se félicitant de l'initiative du Secrétaire exécutif de la CMS et du Secrétaire exécutif par intérim de l'AEWA de mettre en place une unité commune chargée de la communication, de la gestion de l'information et de la sensibilisation en janvier 2014 dans le cadre des Secrétariats de la CMS et de l'AEWA comme projet pilote témoignant des synergies renforcées au sein de la famille CMS grâce à des services communs dans le domaine de la communication, de la sensibilisation et de la gestion de l'information,

Prend note du processus en cours pour élaborer une stratégie de communication mondiale pour la CMS,

Remerciant le Gouvernement allemand d'avoir généreusement consenti des fonds pour le développement d'une stratégie de communication mondiale pour la CMS et d'une nouvelle stratégie de communication harmonisée sur le plan stratégique pour l'AEWA.

La Réunion des Parties :

1. Adopte la nouvelle Stratégie de communication de l'AEWA (document AEWA/MOP6.21) en tant qu'instrument permettant de guider les efforts de communication en soutien de la mise en œuvre de l'Accord ;
2. *Enjoint* le Secrétariat PNUE/AEWA de mettre en œuvre la Stratégie de communication et de la développer, si possible en tenant compte des ressources financières et humaines disponibles, de surveiller et d'examiner régulièrement son efficacité et de présenter un rapport sur sa mise en œuvre à chaque Réunion des Parties ;
3. *Prie instamment* toutes les Parties de développer les « programmes pour susciter une meilleure prise de conscience et compréhension des problèmes généraux de conservation des oiseaux d'eau migrateurs » qu'elles poursuivent en vertu de l'Article III, paragraphe 2 de l'Accord, ainsi que de rendre compte sur leurs activités menées pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie de communication dans le cadre de leur rapport national soumis à chaque Réunion des Parties (MOP) ;
4. *Demande* au correspondants nationaux CESP (communication, éducation et sensibilisation du public) de l'AEWA, au Comité technique de l'AEWA et à son expert CESP d'apporter un soutien actif aux travaux de communication de l'Accord, notamment en ce qui concerne le soutien du Secrétariat dans l'identification des questions prioritaires pour la communication, le développement de messages-clés et de plan et produits de communication ainsi que dans l'identification de partenaires en communication et de publics cibles ;
5. *Prie instamment* les Parties et d'autres acteurs travaillant pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs de participer activement à la mise en œuvre de la Stratégie de communication, notamment en établissant des nouveaux partenariats stratégiques ou en renforçant les existants, agissant en tant que défenseurs et porte-voix publics, et grâce à des contributions volontaires et des aides en nature ;
6. *Demande* aux Parties et autres donateurs d'envisager la possibilité de verser des contributions volontaires pour mettre en œuvre la Stratégie de communication et *invite* toutes les Parties, États de l'aire de répartition et autres parties prenantes à aider sa mise en œuvre, grâce à l'expertise, aux réseaux, aux compétences et aux moyens dont ils disposent.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.11

**GÉRER LES INCIDENCES DU DÉPLOIEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES
SUR LES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS**

Reconnaissant l'importance d'un approvisionnement en énergie adéquat et stable pour la société et que les sources d'énergie renouvelable peuvent contribuer de manière significative à cet objectif, et *sachant* que l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) prévoit que la production d'énergie renouvelable, issue en particulier de l'énergie éolienne, des grandes centrales solaires et de la production de biomasse, sera multipliée par quatre, voire par six d'ici à 2030,

Reconnaissant aussi que l'utilisation croissante des technologies d'exploitation d'énergie renouvelable peut potentiellement affecter les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs visées par l'AEWA, et *préoccupée* par les effets cumulatifs de ces technologies sur les mouvements des oiseaux d'eau migrateurs, leur capacité à utiliser des zones de repos essentielles, la perte et le morcellement de leurs habitats, et la mortalité due aux collisions avec les aménagements d'infrastructures,

Rappelant le paragraphe 2 e) de l'article III de l'Accord, aux termes duquel les Parties, entre autres, « *étudient les problèmes qui se posent ou se poseront vraisemblablement du fait d'activités humaines et s'efforcent de mettre en œuvre des mesures correctrices* » et *constatant* que cette obligation intéresse les projets d'exploitation d'énergie renouvelable, sachant notamment que les effets néfastes des technologies liées aux énergies renouvelables peuvent être substantiellement atténués par un choix du site et une planification prudentes, des évaluations de l'impact sur l'environnement (EIE) rigoureuses, et un bon suivi après la construction pour tirer des enseignements de l'expérience acquise,

Rappelant aussi les décisions antérieures de l'AEWA et *consciente* des décisions de la CMS et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME), ainsi que des lignes directrices pertinentes visant à concilier les projets d'exploitation d'énergie renouvelable avec la conservation des espèces migratrices, en particulier des oiseaux, y compris :

- La résolution 5.16 de l'AEWA sur '*Les énergies renouvelables et les oiseaux d'eau migrateurs*', qui souligne la nécessité de gérer ou d'éviter les effets néfastes sur les oiseaux d'eau migrateurs et contient des recommandations opérationnelles qui présentent un intérêt pour de nombreuses autres espèces migratrices ;
- Les '*Lignes directrices sur la façon d'éviter, de minimiser ou d'atténuer l'impact du développement d'infrastructures et les perturbations afférentes sur les oiseaux d'eau*' de l'AEWA (Ligne directrice de conservation No. 11) ;
- La résolution 7.5 de la CMS sur '*Les turbines éoliennes et les espèces migratrices*' ;
- La résolution 10.19 de la CMS sur '*La conservation des espèces migratrices à la lumière du changement climatique*' ;
- La recommandation No. 109 de la Convention de Berne sur la réduction des nuisances de la production d'énergie éolienne pour la faune sauvage et les orientations de 2003 sur les critères d'évaluation de l'impact sur l'environnement et la question du choix du site pour les parcs éoliens, ainsi que les orientations sur les meilleures pratiques de planification intégrée des parcs éoliens et l'évaluation de leur impact, présentées à la 33^{ème} réunion du Comité permanent de la Convention de Berne en 2013 ;
- La résolution XI.10 de la Convention de Ramsar sur des '*Orientations pour gérer les répercussions des politiques, programmes et activités du secteur énergétique sur les zones humides*' ;

- La recommandation XVI/9 du SBSTTA (seizième réunion) sur les '*Questions techniques et réglementaires concernant la géo-ingénierie ayant trait à la Convention sur la diversité biologique*' ;
- Orientations sur l'énergie éolienne et l'énergie solaire, élaborées dans le cadre du projet de BirdLife International PNUE/FEM sur les oiseaux planeurs migrateurs (Migratory Soaring Bird project) ;

et *reconnaissant* la nécessité d'une coopération plus étroite et d'une mise en œuvre synergique des décisions et des lignes directrices au sein de la Famille CMS, d'autres AME et des parties prenantes nationales et internationales concernées, afin de réconcilier les développements dans le secteur énergétique et les besoins de conservation des espèces migratrices,

Reconnaissant le besoin crucial d'une liaison, d'une communication et d'une planification stratégique assurées de façon conjointe par les autorités gouvernementales chargées de la protection de l'environnement et du développement énergétique, respectivement, afin d'éviter ou d'atténuer les conséquences défavorables pour les espèces migratrices et autres espèces et leurs habitats,

Prenant note du document AEWA/MOP 6.38 sur '*Le déploiement des technologies liées aux énergies renouvelables et les espèces migratrices : une vue d'ensemble*', qui résume les connaissances sur les effets actuels et potentiels des installations d'énergie renouvelable sur les oiseaux d'eau migrateurs ainsi que d'autres espèces migratrices, *en prenant note* de sa conclusion qui indique que relativement peu d'études scientifiques sont disponibles sur les incidences à court terme, à long terme et cumulatives des technologies liées aux énergies renouvelables, et *reconnaissant* le besoin urgent de mener d'autres recherches sur l'impact des technologies liées aux énergies renouvelables sur les espèces migratrices, notamment en ce qui concerne l'énergie marine et l'énergie solaire,

Constatant aussi que le document AEWA/MOP 6.38 souligne la nécessité urgente de recueillir des données sur la répartition des oiseaux d'eau migrateurs ainsi que d'autres espèces migratrices, la taille de leurs population et leurs voies de migration, comme élément essentiel de toute planification stratégique et évaluation de l'impact avant et/ou pendant la phase de planification des projets d'exploitation d'énergie renouvelable, et souligne aussi le besoin d'assurer une surveillance continue régulière de la mortalité résultant de ces installations,

Reconnaissant que le document intitulé '*Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable*' (document AEWA/MOP 6.37) adopté par la résolution 6.5 présente un intérêt particulier pour l'application de l'Accord, tout en *notant* qu'il s'agit de la première version des lignes directrices, telles qu'adoptées également par la COP11 à la CMS, qui sera révisée en consultation avec IRENA, afin de présenter une deuxième version des lignes directrices à une future Conférence des Parties à la CMS et Réunion des Parties à l'AEWA,

Rappelant les décisions antérieures et les lignes directrices adoptées par l'AEWA et d'autres décisions et orientations internationales concernant l'atténuation des incidences spécifiques des lignes électriques sur les oiseaux, en particulier :

- La résolution 5.11 de l'AEWA sur '*Les lignes électriques et les oiseaux d'eau migrateurs*' ;
- La résolution 10.11 de la CMS sur '*Les lignes électriques et les oiseaux migrateurs*' ;
- '*Lignes directrices sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des réseaux électriques sur les oiseaux migrateurs dans la région d'Afrique-Eurasie*' adoptées par la COP10 à la CMS, la MOP5 à l'AEWA et la première Réunion des Signataires (MOS1) du MdE Rapaces de la CMS ;
- La recommandation No. 110 de la Convention de Berne sur la réduction des nuisances des installations aériennes de transport d'électricité (lignes électriques) pour les oiseaux ;
- La Déclaration de Budapest sur la protection des oiseaux et les lignes électriques, adoptée en 2011 par la Conférence sur '*les lignes électriques et la mortalité des oiseaux en Europe*' ;
- Les orientations sur l'énergie éolienne et l'énergie solaire élaborées dans le cadre du projet sur les oiseaux planeurs migrateurs de BirdLife International PNUE/FEM,

Se félicitant de la bonne coopération et des partenariats déjà mis en place aux niveaux international et national entre les parties prenantes, y compris les gouvernements et leurs institutions, les entreprises du secteur énergétique, les organisations non gouvernementales (ONG) et les secrétariats d'AME, ainsi que des efforts concertés consacrés aux développements énergétiques qui sont en conflit avec la conservation des espèces,

Prenant note de la résolution 11.27 de la CMS sur les énergies renouvelables et les espèces migratrices, adoptée par la COP11 (4-9 novembre 2014, Quito, Equateur),

Notant avec gratitude l'appui financier fourni par les Gouvernements allemand et norvégien à travers les Secrétariats du PNUE/CMS et PNUE/AEWA, et par BirdLife International à travers le projet PNUD/FEM sur les oiseaux planeurs migrateurs, en vue de consolider le rapport sur '*Le déploiement des technologies liées aux énergies renouvelables et les espèces migratrices: une vue d'ensemble*' et le document de lignes directrices intitulé '*Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices: lignes directrices pour un déploiement durable*'.

La Réunion des Parties :

1. *Exhorte* les Parties et *encourage* les États de l'aire de répartition non Parties, nonobstant la demande faite dans la résolution 5.16, à mettre en œuvre les mesures décrites dans le document intitulé « *Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable* » (document AEWA/MOP 6.37) et adopté par la résolution 6.5, le cas échéant, en fonction des circonstances particulières de chaque Partie, y compris à :

- 1.1 appliquer les procédures d'évaluation environnementale stratégique (EES) et d'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) ou de procédures similaires impliquant l'évaluation des impacts sur les aires protégées et d'autres zones sensibles d'importance pour les oiseaux d'eau migrateurs, le cas échéant, lors de la planification de l'utilisation des technologies liées aux énergies renouvelables ;
- 1.2 réaliser des études et un suivi appropriés, à la fois avant et après le déploiement de technologies liées aux énergies renouvelables, afin d'identifier les incidences sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats à court terme et à long terme, ainsi que pour évaluer les mesures d'atténuation des incidences ; et
- 1.3 mener des études appropriées sur l'impact cumulatif, afin de décrire et connaître les incidences à plus grande échelle, comme au niveau d'une population ou sur l'ensemble d'une voie de migration ;

2. *Prie instamment* les Parties, nonobstant la demande faite dans la résolution 5.16, de mettre en œuvre, selon qu'il convient, les priorités suivantes dans leur développement de technologies liées aux énergies renouvelables :

- 2.1 **Énergie éolienne** : entreprendre une planification physique approfondie, en portant une attention particulière à la mortalité (en particulier des espèces à longue durée de vie et à faible taux de fécondité) qui résulte des collisions avec des turbines éoliennes, et examiner les moyens de réduire les perturbations des espèces concernées et les effets sur leurs déplacements, y compris par l'application de mesures comme « l'arrêt à la demande », selon qu'il convient ;
- 2.2 **Énergie solaire** : éviter le déploiement dans ou à proximité des aires protégées et d'autres zones sensibles où cela serait d'importance pour les oiseaux migrateurs, afin de limiter davantage les incidences des centrales solaires; entreprendre une planification prudente pour réduire les perturbations des espèces concernées et les effets sur leurs déplacements, ainsi que pour réduire à un minimum les risques de blessures liées aux flux solaires et aux traumatismes, qui pourraient résulter d'un certain nombre de technologies d'énergie solaire ;
- 2.3 **Énergie marine** : porter une attention particulière aux incidences éventuelles sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs, en particulier la perte des habitats côtiers intertidaux ;
- 2.4 **Énergie hydraulique** : prendre des mesures visant à réduire ou à atténuer les incidences graves connues, comme la perte ou la dégradation des habitats ;

- 2.5 **Énergie géothermique** : éviter la perte, la dégradation et le morcellement des habitats, et les perturbations, afin de maintenir les incidences environnementales globales à leur faible niveau actuel ;
- 2.6 **Bioénergie** : procéder de façon particulièrement prudente et attentive à la planification de la production de bioénergie, afin de prévenir l'impact à grande échelle de la perte d'habitats ;
3. *Charge* le Secrétariat de continuer à participer au *Groupe de travail multipartite sur la conciliation de certaines installations du secteur énergétique avec la conservation des espèces migratrices* (Groupe de travail sur l'énergie), qui sera convoqué par le Secrétariat de la CMS, suite à une décision de la COP11 à la CMS ;
4. *Prie* le Secrétariat de contribuer à l'examen et à la production de la deuxième version du document intitulé '*Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable*', en consultation avec le Secrétariat du PNUE/CMS, IRENA et BirdLife International.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES

9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.12

ÉVITER UNE MORTALITÉ SUPPLÉMENTAIRE ET INUTILE D'OISEAUX D'EAU MIGRATEURS

Consciente que des changements du taux de mortalité peuvent aboutir à des changements de la taille de la population des oiseaux d'eau, débouchant parfois sur des conséquences pour leur état de conservation, ainsi que – pour les espèces soumises à une utilisation consommatrice – sur une réduction des prélèvements potentiels,

Consciente que de nombreuses activités humaines peuvent aboutir à une mortalité supplémentaire directe d'oiseaux d'eau migrateurs, y compris l'abattage illégal, le commerce, le saturnisme, l'empoisonnement résultant de l'utilisation et de l'utilisation abusive de pesticides et d'autres produits chimiques à usage agricole, la mortalité accidentelle résultant de pratiques agricoles, la mise à mort accidentelle par la pêche, y compris par les captures accidentelles dans les équipements de pêche tels que la pêche au filet maillant, à la palangre et au chalut et la mortalité due aux hydrocarbures, l'ingestion de plastiques et d'autres types de déchets marins, la collision avec des infrastructures d'énergie comme les lignes électriques et les éoliennes, des espèces non indigènes introduites sur des îles, et qu'une mortalité supplémentaire peut aussi être attribuable, entre autres, à des modifications apportées par l'homme à l'utilisation des sols et au climat et *également consciente* que de multiples causes de mortalité peuvent agir de manière cumulative pour influencer la dynamique des populations,

Consciente également que la lutte contre les causes de mortalité supplémentaire et inutile d'oiseaux d'eau est essentielle pour mettre en œuvre l'Accord et son Plan d'action et a fait l'objet de discussions et de décisions lors de chaque Réunion des Parties (annexe 1 de la présente Résolution),

Rappelant la recommandation n° 164 du Comité permanent de la Convention de Berne, adoptée le 6 décembre 2013, sur la mise en œuvre du Plan d'action de Tunis 2013-2020¹⁰ pour l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illégaux d'oiseaux sauvages qui, entre autres, a demandé la création d'un groupe de travail Pan-méditerranéen pour éradiquer ces activités,

Rappelant également les résolutions adoptées lors de la 11^{ème} Conférence des Parties de la Convention sur les espèces migratrices (CMS) en 2014, qui abordent directement les questions pouvant entraîner une mortalité inutile supplémentaire d'oiseaux d'eau et qui font des recommandations concernant des actions législatives et non-législatives en vue de réduire ou éliminer ces effets, y compris :

- la résolution 11.15 intitulée *Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs* qui aborde dans ses Lignes directrices annexées sur la prévention des risques d'empoisonnement des oiseaux par les insecticides et rodenticides utilisés pour la protection des cultures, l'ingestion d'appâts empoisonnés utilisés pour contrôler les prédateurs et protéger les récoltes, les produits pharmaceutiques vétérinaires pour traiter le bétail et les munitions au plomb et les plombs de pêche et qui, entre autres, donne mandat au Groupe de travail sur la prévention des risques d'empoisonnement de la CMS afin de fournir des directives et un appui supplémentaires en relation avec la mise en œuvre de la résolution ;

¹⁰ http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/nature/Bern/Institutions/Documents/2013/Misc_2013_33rdSC_E%20final.pdf

- la résolution 11.16 sur *La prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs* qui établit, notamment sur une base commune, un Groupe de travail intergouvernemental sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée, comme l'a demandé la Convention de Berne ;
- la résolution 11.27 sur les *Energies renouvelables et les espèces migratrices*, s'attaquant au problème du déploiement approprié des technologies liées aux énergies renouvelables,

Rappelant également le Plan d'action pour prendre en main le piégeage des oiseaux le long des côtes méditerranéennes de l'Egypte et de la Libye 2014 de l'AEWA/CMS qui s'attaque à la mise à mort à grande échelle et non sélective d'oiseaux, et notant, concernant les questions traitées dans les résolutions 11.15, 11.16 et 11.27 de la CMS, son intérêt particulier pour la mise en œuvre de l'Accord et la réalisation de ses objectifs stratégiques et autres,

Notant les lents progrès accomplis par la majorité des Parties pour éliminer l'utilisation de la grenaille de plomb de chasse dans les zones humides, bien qu'avec plaisir les initiatives stratégiques récentes prises à cette fin par la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie et la Suisse,

Consciente de l'important ensemble de directives pour faire face aux questions figurant à l'annexe 1 qui a maintenant été développée et adoptée par l'AEWA et la CMS, ainsi que d'autres documents techniques préparés par d'autres, notamment la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe, l'Union européenne et l'Accord sur la Conservation des Albatros et des Pétrels (ACAP),

Notant également la résolution 6.9 sur l'Amélioration de la conservation des espèces d'oiseaux de mer dans la région d'Afrique-Eurasie et la résolution 6.11 sur la Prise en main les impacts du déploiement de technologies d'énergie renouvelable sur les oiseaux d'eau migrateurs.

La Réunion des Parties :

1. *Prie instamment* les Parties d'accorder la priorité à l'utilisation des nombreuses lignes directrices résumées à l'annexe 1, si besoin et de façon appropriée, dans leur mise en œuvre de l'Accord ;
2. *Remercie* l'Union européenne de son soutien financier pour mettre en œuvre la résolution 11.16 de la CMS qui permettra la création du Groupe de travail intergouvernemental sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée ;
3. *Demande* au Secrétariat, tenant compte de l'expertise du Comité technique, le cas échéant, de continuer à contribuer aux travaux du Groupe de travail sur la prévention des risques d'empoisonnement de la CMS et de contribuer aux travaux du Groupe de travail intergouvernemental sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée, à la lumière de l'importance de ces questions pour les oiseaux d'eau migrateurs et la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA ;
4. *Encourage* les Parties contractantes qui sont aussi Parties à la CMS d'appliquer, en priorité la résolution 11.15 de la CMS pour *Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs* et d'utiliser, le cas échéant, les lignes directrices annexées à cette résolution portant sur la façon de prévenir les risques de :
 - l'empoisonnement accidentel d'oiseaux par l'utilisation et/ou l'utilisation abusive d'insecticides et de rodenticides pour protéger les cultures agricoles ;
 - la mise à mort intentionnelle et/ou accidentelle d'oiseaux par l'utilisation d'appâts empoisonnés pour contrôler les prédateurs et protéger les récoltes, et
 - l'utilisation de munitions au plomb et de poids de pêche, et ;
5. *Invite* les Parties contractantes qui ne sont pas Parties à la CMS à appliquer, le cas échéant, la résolution 11.15 de la CMS pour *Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs*.

Annexe 1

Résolutions de l'AEWA et de la CMS et directives adoptées abordant les questions causant une mortalité supplémentaire inutile pour les oiseaux migrateurs. Veuillez noter qu'en plus de nombreux Plans d'action par espèce traitent ces causes de mortalité et fournissent des directives pour les espèces concernées.

Cause de mortalité supplémentaire inutile	Directives et objectifs stratégiques convenus par les Parties à AEWA	Résolutions pertinentes de l'AEWA & de la CMS	Directives pertinentes de l'AEWA & de la CMS
Mortalité due à la collision avec ou l'électrocution par les infrastructures de production d'électricité, y compris celles liées à l'énergie renouvelable	Plan d'action de l'AEWA, para. 4.3.5	<p>CMS Rés. 7.4. Électrocution des oiseaux migrateurs</p> <p>CMS Rés. 7.5 Éoliennes et espèces migratrices</p> <p>CMS Rés. 10.11 Lignes électriques et oiseaux migrateurs</p> <p>CMS Rés. 11.27 Energies renouvelables et espèces migratrices</p> <p>AEWA Rés. 5.11 Lignes électriques et oiseaux d'eau migrateurs</p> <p>AEWA Rés. 5.16 Énergie renouvelable et oiseaux d'eau migrateurs</p>	<p>Lignes directrices de conservation AEWA (n° 11) sur la façon d'éviter, de minimiser ou d'atténuer l'impact du développement d'infrastructures et des perturbations afférentes sur les oiseaux d'eau</p> <p>Lignes directrices de conservation AEWA (n° 14) sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des lignes électriques sur les oiseaux migrateurs dans la région Afrique-Eurasie</p> <p>Lignes directrices de conservation AEWA (n° 8) sur la réduction des dommages aux récoltes, des dommages aux pêcheries, des collisions d'oiseaux et d'autres formes de conflit entre les oiseaux d'eau et les activités humaines</p> <p>Directives CMS/AEWA sur les technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable (document AEWA/MOP 6.37)</p>
Empoisonnement par l'utilisation de grenaille de plomb dans les zones humides	<p>Plan d'action de l'AEWA, para. 4.1.4</p> <p>Plan stratégique 2.1 « L'utilisation de la</p>	AEWA Rés. 1.14 Suppression progressive de la	Lignes directrices de conservation AEWA (n° 5) sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau

Cause de mortalité supplémentaire inutile	Directives et objectifs stratégiques convenus par les Parties à AEWA	Résolutions pertinentes de l'AEWA & de la CMS	Directives pertinentes de l'AEWA & de la CMS
	grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides est éliminée progressivement dans toutes les Parties contractantes d'ici 2017. »	<p>grenaille de plomb dans les zones humides</p> <p>AEWA Rés. 2.2 Suppression progressive de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides</p> <p>AEWA Rés. 3.4 Présentation des rapports nationaux à la MOP3 et MOP4 et des rapports sur la suppression progressive de l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides</p> <p>AEWA Rés. 4.1 Suppression progressive de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides</p> <p>CMS Rés. 10.26 Réduire le risque d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</p> <p>CMS Rés. 11.15 Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</p>	<p>migrateurs (document AEWA/MOP 6.36)</p> <p>AEWA 2009. <i>La grenaille non toxique. Vers l'utilisation durable des ressources en oiseaux d'eau.</i> Lignes directrices de conservation AEWA n° 3</p> <p>AEWA 2009. <i>La Suppression progressive de l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides</i> <i>Expérience acquise et leçons apprises par les Etats de l'aire de répartition de l'AEWA.</i> 30 p.</p> <p>CMS Rés. 11.15 Lignes directrices pour prévenir les risques d'empoisonnement aux oiseaux migrateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Recommandations pour prévenir les risques liés aux munitions au plomb et aux plombs de pêche
Empoisonnement par l'utilisation de plombs de pêche	Plan d'action de l'AEWA, para. 4.3.12	<p>CMS Rés. 10.26 Réduire le risque d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</p> <p>CMS Rés. 11.15 Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</p>	<p>CMS Rés. 11.15 Lignes directrices pour prévenir les risques d'empoisonnement aux oiseaux migrateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Recommandations pour prévenir les risques liés aux munitions au plomb et aux plombs de pêche
Empoisonnement intentionnel par l'utilisation d'appâts	<p>Plan d'action de l'AEWA, paras 2.1.1 & 2.1.2</p> <p>Plan stratégique 2.3 « Des mesures pour réduire, et éliminer autant que</p>	CMS Rés. 10.26 Réduire le risque d'empoisonnement des oiseaux migrateurs	CMS Rés. 11.15 Lignes directrices pour prévenir les risques d'empoisonnement aux oiseaux migrateurs

Cause de mortalité supplémentaire inutile	Directives et objectifs stratégiques convenus par les Parties à AEWA	Résolutions pertinentes de l'AEWA & de la CMS	Directives pertinentes de l'AEWA & de la CMS
	possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont développées et mises en œuvre. »	CMS Rés. 11.15. Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs	<ul style="list-style-type: none"> Recommandations pour prévenir les risques liés à l'utilisation d'appâts empoisonnés pour contrôler les prédateurs et protéger les récoltes
Empoisonnement résultant de l'utilisation et/ou de l'utilisation abusive de produits chimiques à usage agricole	Plan d'action de l'AEWA, paras 2.1.1 & 2.1.2	<p>CMS Rés. 10.26 Réduire le risque d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</p> <p>CMS Rés. 11.15 Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</p> <p>AEWA Rés. 5.1 Les effets négatifs des produits agrochimiques sur les oiseaux d'eau migrateurs en Afrique</p> <p>CMS Rés. 11.15 Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</p>	<p>CMS Rés. 11.15 Lignes directrices pour prévenir les risques d'empoisonnement aux oiseaux migrateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Recommandations pour prévenir les risques d'empoisonnement par les insecticides utilisés pour la protection des cultures
Mise à mort illégale d'oiseaux d'eau (à des fins de consommation ou de commerce) par piégeage ou tir	<p>Plan d'action de l'AEWA, paras 2.1.1 & 2.1.2</p> <p>Plan stratégique 2.3 « Des mesures pour réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont développées et mises en œuvre. »</p> <p>Plan d'action pour l'Afrique « Toutes les Parties possèdent et appliquent des législations appropriées qui permettent de réduire, et autant que</p>	<p>CMS Rés. 11.16. La prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs</p> <p>CMS Rés. 10.26. Réduire le risque d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</p>	<p>Plan d'action pour prendre en main le piégeage des oiseaux le long des côtes méditerranéennes de l'Egypte et de la Libye</p> <p>Lignes directrices de conservation AEWA (n° 6) sur la réglementation du commerce des oiseaux d'eau migrateurs</p> <p>Lignes directrices de conservation AEWA (n° 5) sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs (document AEWA/MOP 6.36)</p>

Cause de mortalité supplémentaire inutile	Directives et objectifs stratégiques convenus par les Parties à AEWA	Résolutions pertinentes de l'AEWA & de la CMS	Directives pertinentes de l'AEWA & de la CMS
	possible d'éliminer les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés et autres méthodes de prélèvement non sélectives ainsi que le commerce illégal d'ici 2017. »		
Mise à mort accidentelle, notamment les prises accessoires dans les équipements de pêche, y compris la pêche au filet maillant, à la palangre et au chalut	Plan d'action de l'AEWA, paras 4.3.7 & 4.3.8		De nombreuses directives pertinentes de l'Accord sur la Conservation des Albatros et des Pétrels de la CMS
Mortalité causée par les hydrocarbures ou d'autres types de pollution	Plan d'action de l'AEWA, para. 4.3.9	CMS Rés. 7.3. Marées noires et espèces migratrices CMS Rés. 11.30. Gestion des débris marins	Lignes directrices de conservation AEWA (n° 2) sur l'identification et la prise en main des situations d'urgence concernant les oiseaux d'eau migrants

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.13

TÂCHES INTERNATIONALES DE MISE EN ŒUVRE DE L'AEWA POUR 2016-2018

Rappelant la résolution 5.3 sur les Tâches internationales de mise en œuvre (IIT) de l'Accord pour la période 2012-2015,

Prenant note de l'appui limité fourni par les Parties contractantes et par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à la réalisation des Tâches internationales de mise en œuvre 2012-2015,

Exprimant sa préoccupation au sujet du faible niveau de réalisation des Tâches internationales de mise en œuvre au cours des trois périodes triennales écoulées depuis 2006,

Prenant note des conclusions et recommandations de la sixième édition du *Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans la zone de l'Accord* (document AEW A/MOP 6.14), de la deuxième édition du *Rapport sur la phase de préparation et de mise en œuvre des Plans d'action par espèce* (document AEW A/MOP 6.16), de la mise à jour du *Rapport sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau introduites non indigènes* (document AEW A/MOP 6.15) et du *Rapport sur l'apparition et l'ampleur des conflits entre les animaux migrateurs de tous les taxons et le déploiement des technologies liées aux énergies renouvelables* (document AEW A/MOP 6.38),

Prenant note à nouveau de la contribution des Tâches internationales de mise en œuvre à la réalisation des objectifs du Plan stratégique de l'AEWA,

Prenant en considération le Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique, adopté dans la résolution 5.9,

Rappelant qu'il est nécessaire de prendre des mesures de conservation proactives et ciblées, afin d'atteindre les Objectifs d'Aichi de 2020 pour la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique, tel qu'indiqué dans la résolution 5.23,

Rappelant la résolution A/Res/70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur « Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 », comprenant 17 objectifs de développement durable,

Ayant connaissance de la recommandation du Comité technique sur les avantages procurés par une liste de projets plus courte et plus ciblée, mieux harmonisée avec les priorités du Plan stratégique de l'AEWA et identifiant des petits modules plus faciles à financer à l'intérieur des grands projets,

Réaffirmant l'importance particulière de :

- a) La contribution que la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et l'utilisation rationnelle des zones humides leur servant d'habitats peut apporter au développement durable, notamment dans les pays en développement ;

- b) La nécessité d'identifier des réseaux fonctionnels de sites essentiels, grâce à une meilleure compréhension des voies de migration des populations couvertes par l'Accord ; La nécessité d'appuyer le maintien du Recensement international des oiseaux d'eau en Europe et de poursuivre son développement en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie de l'Est, comme base pour évaluer l'état et les tendances des populations d'oiseaux d'eau à l'échelle internationale, contribuant ainsi à la mise en œuvre effective de l'Accord, tel qu'indiqué dans les Résolutions 3.11, 4.10 et 5.22 ;
- c) La nécessité d'appuyer le maintien du Recensement international des oiseaux d'eau en Europe et de poursuivre son développement en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie de l'Est, comme base pour évaluer l'état et les tendances des populations d'oiseaux d'eau à l'échelle internationale, contribuant ainsi à la mise en œuvre effective de l'Accord, tel qu'indiqué dans les Résolutions 3.11, 4.10 et 5.22.

La Réunion des Parties :

1. *Adopte* les Tâches internationales de mise en œuvre pour 2016-2018, jointes en annexe à la présente résolution, qui ont été mises à jour et modifiées sur la base des Tâches internationales de mise en œuvre adoptées pour 2012-2015, comme priorités à moyen terme pour les activités de coopération internationale liées à la mise en œuvre de l'Accord ;
2. *Exhorte* les Parties contractantes et les organisations internationales spécialisées à apporter leur soutien aux projets en cours et, le cas échéant, à élaborer des nouveaux projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, en fonction des priorités énoncées dans le Plan stratégique et le Plan d'action pour l'Afrique, à tenir le Secrétariat de l'Accord pleinement informé des progrès réalisés, et à présenter leurs conclusions aux futures sessions de la Réunion des Parties ;
3. *Exhorte en outre* les Parties contractantes, *charge* le Secrétariat de l'Accord et *invite* les organisations internationales spécialisées à rechercher des mécanismes et des partenariats innovants, y compris avec le secteur des entreprises, afin de permettre la réalisation des activités prioritaires énumérées dans l'annexe, y compris des joint-venture, des jumelages, des programmes de détachement et d'échange, des parrainages du secteur des entreprises et des programmes d'adoption d'espèces ;
4. *Demande* aux organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux de fournir une aide financière aux pays en développement pour assurer la mise en œuvre de l'Accord, en appuyant la réalisation des activités prioritaires énumérées dans l'annexe ;
5. *Charge* le Secrétariat de l'Accord de diffuser les Tâches internationales de mise en œuvre pour 2016-2018, d'assurer une coordination étroite avec les conventions et organisations internationales qui contribuent à la réalisation de ces tâches, et de chercher des organismes donateurs adéquats ;
6. *Convient* que les futures listes de Tâches internationales de mise en œuvre doivent être harmonisées davantage avec les priorités stratégiques de l'Accord, plus limitées dans leur étendue et présentées sous forme de projets plus faciles à financer, et *demande* que les priorités pour la période 2019-2021 soient élaborées en conséquence, dans le cadre du processus d'élaboration du prochain Plan stratégique de l'AEWA (Résolution 6.14).

TÂCHES INTERNATIONALES DE MISE EN ŒUVRE DE L'AEWA POUR 2016-2018

Introduction

1. La liste ci-après des activités prioritaires a été établie afin d'aider les Parties contractantes, les organismes donateurs et les autres parties prenantes à poursuivre la mise en œuvre internationale du Plan d'action de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie durant la période 2016-2018.
2. Depuis la première session de la Réunion des Parties (MOP) à l'Accord, qui s'est tenue en novembre 1999 au Cap (Afrique du Sud), à l'issue de laquelle les Priorités internationales de mise en œuvre (IIP) pour 2000-2004 ont été adoptées dans la Résolution 1.4, chaque Réunion des Parties a révisé et actualisé ces priorités. La présente proposition de Tâches internationales de mise en œuvre pour 2016-2018 représente une liste révisée des activités, basée sur les Tâches internationales de mise en œuvre pour 2012-2015 approuvées par la MOP5.

Ordre et format de présentation

3. Comme pour les précédentes versions, la présentation des tâches du présent document suit les titres du Plan d'action de l'Accord. Les numéros entre parenthèses après le titre de chaque tâche font référence au paragraphe correspondant du Plan d'action de l'Accord.
4. L'ordre de présentation ne reflète aucun ordre de priorité.
5. Chaque partie commence par une brève description des projets pertinents hautement prioritaires, suivie d'une liste d'autres projets pertinents; d'autres informations sur ces projets sont disponibles auprès du Secrétariat, sur demande.
6. Pour chaque tâche, un budget et un calendrier indicatifs sont fournis à titre d'orientation, accompagnés de types d'activité concernés. Il convient de noter que les budgets sont indicatifs uniquement. Des propositions de projets et budgets détaillés pour réaliser chaque activité seront nécessaires à un stade ultérieur et formeront la base de la collecte de fonds définitive.
7. Les tâches incluent uniquement celles qui nécessitent une coopération internationale et n'ont pas vocation à tenir compte des priorités nationales de mise en œuvre, lesquelles doivent être déterminées par chaque Partie contractante et peuvent inclure davantage d'activités de conservation sur le terrain. Plusieurs propositions soulignent l'importance de telles activités. Cinq types de coopération internationale permettent d'aborder ces priorités :
 - a) Échange/transfert d'information ;
 - b) Recherche, études et surveillance ;
 - c) Échange/transfert de compétences ;
 - d) Aide financière ;
 - e) Rédaction et mise en œuvre de plans d'action au niveau transfrontalier.

Collaboration

8. Plusieurs tâches de mise en œuvre, notamment celles qui se rapportent aux études de données et d'informations, et à l'élaboration d'orientations, peuvent et devraient être réalisées en collaboration avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et organisations internationales concernés. On citera en particulier la Convention de Ramsar (et son Groupe d'évaluation scientifique et technique), tel que mentionné dans la résolution XII.3 de la 12^{ème} COP de la Convention de Ramsar et dans la résolution 5.19 de l'AEWA, et la Convention sur les espèces migratrices (y compris son Conseil scientifique) et les autres instruments de la CMS, les conventions régionales relatives aux aires marines et à la gestion de la pêche, comme les conventions OSPAR, HELCOM, de Nairobi et d'Abidjan, et l'Union européenne.

Ces travaux réalisés en commun offrent, entre autres, l'avantage d'un partage éventuel des coûts, d'une contribution plus large aux travaux techniques, et d'une diffusion plus vaste auprès d'un plus large éventail de Parties et de parties prenantes intéressées. Lors de la planification de chaque Tâche internationale de mise en œuvre, une collaboration active avec d'autres AME concernés sera recherchée, selon qu'il convient et lorsque cela est possible.

A. Conservation des espèces

1. Mise en œuvre des plans d'action et de gestion internationaux par espèce existants (AP 2.2.1, 7.4)

Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, un certain nombre de plans d'action internationaux par espèce se rapportant au paragraphe 2.2.1 du Plan d'Action de l'Accord avaient déjà été élaborés (par BirdLife International, Wetlands International et la Fondation internationale pour la protection des grues). On citera en particulier les plans d'action pour : *Microcarbo pygmaeus*, *Pelecanus crispus*, *Botaurus stellaris*, *Marmaronetta angustirostris*, *Polysticta stellerii*, *Leucogeranus*, *Fulica cristata*, *Numenius tenuirostris*, *Larus audouinii* et *Sterna dougallii* (NB: plusieurs de ces plans d'action ne couvrent que la partie européenne de l'aire de répartition des espèces concernées, et il convient d'accorder une priorité à l'élargissement de ces plans, afin de couvrir l'ensemble de leur aire de répartition dans toute la zone de l'Accord (voir point suivant)). Plus de 20 plans d'action internationaux par espèce et un plan d'action multi-espèces ont aussi été adoptés par la Réunion des Parties, ainsi qu'un Plan de gestion pour l'espèce *Anser brachyrhynchus* (population de Svalbard). Bien qu'un grand nombre de mesures identifiées pour ces espèces doivent être prises et financées à l'échelon national ou local, un budget doit être alloué à la coordination et la promotion internationales, et à l'octroi de petites subventions à des initiatives nationales et locales.

Budget indicatif :	60 000 € minimum par espèce par an (pour la coordination/les subventions)
Durée :	Annuelle, permanente
Activités :	Coordination, petites subventions, évaluation, rapports

2. Élaboration de nouveaux plans d'action et de gestion internationaux par espèce (AP 2.2.1, 7.4)

Des nouveaux plans d'action internationaux par espèce doivent être conçus en priorité pour les populations énumérées dans la catégorie 1, colonne A, Tableau 1 du Plan d'action de l'Accord, et pour les espèces marquées d'un astérisque dans la colonne A du Tableau 1. L'élaboration et le format des plans d'action devraient respecter les recommandations formulées dans les lignes directrices approuvées par la Réunion des Parties. En suivant l'exemple du premier plan d'action multi-espèces élaboré au titre de l'AEWA pour les oiseaux marins côtiers du système de remontée d'eau profonde de Benguela, d'autres plans d'action multi-espèces pourraient être élaborés, lorsque cela est jugé faisable et approprié. De même, avec le succès du plan de gestion pilote de la population de l'Oie à bec court du Svalbard, d'autres espèces/populations deviendront prioritaires pour l'élaboration de plans de gestion les concernant. Dès que les nouveaux plans d'action et de gestion sont achevés, leur mise en œuvre devrait commencer. Il est recommandé aux différents États de l'aire de répartition de prendre l'initiative de la conception de plans d'action et de gestion individuels (en tant que contribution en nature à l'Accord), en étroite collaboration avec les autres États de l'aire de répartition de chaque espèce concernée (coordination de l'élaboration des plans, y compris des ateliers, et coordination de la rédaction, consultation et publication de chaque plan). Les plans doivent être remis au Comité technique sous forme d'avant-projet, aux fins de consultation, afin d'assurer leur harmonisation et un contrôle qualité.

Budget indicatif :	50 000 € au plus par espèce, pour l'élaboration d'un plan d'action
Durée :	12 mois par plan
Activités :	Coordination, atelier, planification, publication

B. Conservation de l'habitat

3. Maintien d'une vue d'ensemble des sites d'importance internationale pour les espèces visées par l'AEWA (AP 3.1.2, 7.4)

La connaissance du réseau des principaux sites nécessaires au maintien, tout au long de l'année, des populations des espèces migratrices est un élément d'information fondamental pour assurer leur conservation. Le portail Web de l'Outil du Réseau de sites critiques (CSN), mis au point dans le cadre du Projet 'Wings over Wetlands' sur les voies de migration d'Afrique-Eurasie, a rassemblé les informations existantes sur les sites essentiels pour les oiseaux d'eau migrateurs qui répondent aux critères reconnus en matière d'importance internationale. Ces informations proviennent en grande partie du Recensement international des oiseaux d'eau de Wetlands International et du programme de BirdLife International sur les Zones importantes pour la conservation des oiseaux. Le portail Web offre déjà accès à des informations sur les réseaux de sites par espèce et par population, et met en évidence les populations importantes sur le plan international pour chaque site d'importance internationale. Les membres du Partenariat WOW (à savoir, les Secrétariats de l'AEWA et de Ramsar, BirdLife International et Wetlands International) se sont engagés à poursuivre la mise à jour des séries de données de base et à rendre ces informations accessibles à travers l'Outil du Réseau de sites critiques (CSN). Dans sa forme actuelle, cependant, l'Outil CSN est devenu techniquement obsolète, sept ans après son lancement. Il est nécessaire de recréer le portail Web, en mettant l'accent sur une amélioration de l'interopérabilité entre les séries de données individuelles et en permettant – à l'avenir – une mise à jour périodique des données pertinentes, de sorte que les données présentées soient toujours les données disponibles les plus récentes.

Budget indicatif : 150 000 €

Durée : 2 ans

Activités : Redéveloppement, mise à jour et entretien de la base de données, entretien du site Internet

4. Identification des sites importants vulnérables au changement climatique (AP 3.2, 7.4)

La vulnérabilité face au changement climatique est un élément important de l'évaluation du caractère adéquat du réseau international de sites pour assurer la protection des oiseaux d'eau migrateurs. Si la première édition de l'Étude internationale des sites de l'AEWA, demandée au paragraphe 7.4 du Plan d'action de l'AEWA et présentée à la MOP5, a évalué l'état de la protection et de la gestion des sites d'importance internationale recensés dans l'Outil du Réseau de sites critiques (CSN), la vulnérabilité de ce réseau face au changement climatique n'a pas été mesurée. Une telle évaluation peut être faite au moyen d'une approche par voie de migration, en utilisant les données disponibles du CSN et d'autres informations existantes, ainsi que des données spatiales pour identifier la vulnérabilité de chaque site pris individuellement. Malgré quelques limitations, cet exercice fournira des orientations utiles sur les sites prioritaires pour des mesures d'adaptation au changement climatique.

Budget indicatif : 350 000 €

Durée : 3 ans

Activités : Étude documentaire

C. Gestion des activités humaines

5. Augmenter les connaissances sur les prélèvements d'oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord (AP 4.1, 5.7)

Les oiseaux d'eau font l'objet de vastes prélèvements dans l'ensemble de la zone de l'Accord, que ce soit à des fins de loisir, de commerce ou de subsistance. On connaît très peu cependant l'étendue de ces prélèvements, ni leurs conséquences pour les populations d'oiseaux d'eau. L'élaboration d'un programme visant à évaluer avec précision les prélèvements d'oiseaux d'eau à l'échelle de l'AEWA est une tâche considérable qui nécessitera d'importantes ressources financières et la mise en place d'un mécanisme de surveillance régulière des prélèvements d'oiseaux d'eau. Il est essentiel de travailler avec et par l'intermédiaire d'organisations et de réseaux qui s'occupent de cette question, y compris le Groupe de spécialistes de la chasse de Wetlands International et les organisations représentatives concernées. Il est donc proposé d'organiser une série de projets infrarégionaux, qui devront, entre autres :

- Recueillir et analyser les informations existantes sur les données de prélèvement dans toute la zone couverte par l'AEWA ;
- Évaluer la viabilité des prélèvements au regard des dispositions de l'AEWA ;
- Créer des liens avec des organisations qui collectent ce type d'information ;
- Suggérer une méthodologie appropriée ;
- Convoquer des groupes de travail incluant des partenaires concernés ou intéressés par la surveillance des prélèvements, et mettre en place des programmes de surveillance continue.

Budget indicatif : 100 000 € par sous-région
Durée : 1 à 2 ans par sous-région
Activités : Rapports, recherches, études, publications

6. Évaluation des valeurs socioéconomiques des oiseaux d'eau (AP 4.2.2)

En lien avec les développements relatifs au processus sur l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB), il convient d'évaluer les utilisations à des fins de consommation et de non consommation des oiseaux d'eau. Ces valeurs peuvent potentiellement contribuer de manière significative à un développement rural durable dans toute la zone de l'Accord. Cependant, on dispose de très peu de connaissances sur ces valeurs dans différentes régions et sur leur contribution potentielle à la conservation des espèces et des habitats. Étant donné l'ampleur des travaux requis et le besoin d'assurer une utilisation efficace des ressources, il est proposé de réaliser ces travaux en offrant un poste à des étudiants en maîtrise ou en doctorat, encadrés par un expert du Comité technique spécialiste du développement rural et de l'économie. Les résultats pourraient être présentés sous forme d'études de cas au cours d'ateliers appropriés (par ex. IUGB, EAERE etc.), et publiés pour servir d'orientations aux futures initiatives en matière de développement rural durable. Les travaux seront menés en appliquant les méthodes élaborées par le processus TEEB, et contribueront ainsi aux décisions de politique générale.

Budget indicatif : 20 000 € par an
Durée : Permanente
Activités : Recherche, études socioéconomiques, atelier, publication

D. Recherche et surveillance continue

SURVEILLANCE INTEGREE DES OISEAUX D'EAU

7. Recensement international des oiseaux d'eau – coordination régionale et études de soutien dans les pays en développement (AP 5.2, 5.3, 7.4)

Le Recensement international des oiseaux d'eau, organisé par Wetlands International et réalisé dans la plupart des pays de la zone de l'Accord, constitue l'un des principaux outils de suivi de l'état de conservation des populations visées par l'AEWA. Ce recensement s'appuie sur des enquêtes annuelles faites en dehors de la saison de reproduction sur un échantillon de sites, par un vaste réseau de compteurs, la plupart bénévoles. Malheureusement, les capacités financières et techniques requises pour la coordination et la réalisation des enquêtes nationales sont très mal réparties au sein de la zone couverte par l'Accord. L'expérience montre que la plupart des pays en développement dans la zone de l'Accord ne sont pas en mesure de surveiller régulièrement les sites clés sans un soutien de base pour couvrir leurs frais de déplacement. Ceci constitue une limitation importante à la connaissance de l'état de conservation des populations visées par l'AEWA.

Budget indicatif : 66 000 € par an pour la coordination régionale + 80 000 € par an pour les comptages de janvier
Durée : Annuelle
Activités : Coordination, relevés sur le terrain, publication annuelle des totaux nationaux

8. Comptages spéciaux des oiseaux d'eau non nicheurs (AP 5.2, 5.3, 7.4)

Bien que le Recensement international des oiseaux d'eau couvre un pourcentage important des populations d'oiseaux d'eau, une surveillance adéquate de certaines espèces nécessiterait des comptages spéciaux pour couvrir leurs habitats spécifiques, qui ne sont généralement pas bien couverts par les comptages du Recensement international. Ces groupes incluent les oies et les cygnes, les canards marins, les échassiers ne vivant pas dans les zones humides, et les grandes zones humides avec marée de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Ouest qui sont très insuffisamment couvertes.

Budget indicatif : Comptage des oies et des cygnes : 50 000 € par an
Comptage des canards marins : 14 000 € par an + € 85 000 € pour 3 ans pour couvrir la mer Noire et la mer Caspienne
Zones humides avec marée en Afrique et Asie du Sud-Ouest : 93 000 € pour 3 ans
Échassiers ne vivant pas dans les zones humides : 10 000 € pour 3 ans
Durée : 3 ans, avec des activités annuelles
Activités : Coordination, relevés sur le terrain, publication des résultats

9. Surveillance des oiseaux d'eau coloniaux (AP 3.1.2, 3.2, 4.2, 5)

Un pourcentage élevé des espèces d'oiseaux d'eau et d'oiseaux marins migrateurs visés par l'Accord nichent en colonies (en particulier les familles des *Spheniscidae*, *Phaethontidae*, *Pelecanidae*, *Sulidae*, *Phalacrocoracidae*, *Fregatidae*, *Ardeidae*, *Ciconiidae*, *Threskiornithidae*, *Phoenicopteridae*, *Laridae*, *Sternidae*, *Alcidae*). Les oiseaux d'eau coloniaux peuvent être suivis au mieux pendant la saison de reproduction, car un pourcentage très élevé de la population d'une espèce se retrouve alors concentrée au même moment dans quelques endroits. Il apparaît que de nombreuses espèces ne sont pas couvertes de façon adéquate par le Recensement international des oiseaux d'eau. Ceci est en partie dû au fait que le recensement s'appuie sur des comptages effectués en dehors de la saison de reproduction, lorsque les oiseaux sont répartis sur des zones très vastes qui sont difficiles d'accès, comme en pleine mer. Il est essentiel également de recueillir des informations adéquates sur les colonies, afin d'identifier et de gérer les facteurs qui sont susceptibles de menacer leurs populations. Bien qu'il existe déjà quelques programmes nationaux et une certaine coordination internationale dans quelques sous-régions de la zone de l'Accord, le Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs a souligné le besoin d'une plus grande coordination internationale pour assurer le suivi des oiseaux d'eau et marins coloniaux. En conséquence, une étude documentaire fournira une vue d'ensemble des initiatives en cours, étudiera les options, les priorités et le coût d'une surveillance internationale coordonnée des oiseaux d'eau coloniaux pendant la saison de reproduction.

Budget indicatif : 25 000 € (étude de surveillance continue)
Durée : 2 ans
Activités : Examen, analyse, consultation, recommandations

10. Suivi démographique pilote des populations d'oiseaux d'eau (AP 3.1.2, 3.2, 4.2, 5)

Budget indicatif : 50 000 €
Durée : par an
Activités : Examen, analyse, consultation, publication

RECHERCHE

11. Travaux d'évaluation dans les zones peu connues (AP 5.1)

Budget indicatif : 50 000 € par an (2 000 à 10 000 € par évaluation selon l'emplacement, la taille du site et sa difficulté d'accès)
Durée : Permanente
Activités : Relevés sur le terrain, formation, publication

E. Éducation et information

12. Amélioration des capacités d'évaluation et de surveillance des oiseaux d'eau migrateurs (AP 6.2)

Budget indicatif : 40 000 € par an pour des petites subventions d'appui aux programmes nationaux de renforcement des capacités
Durée : 5 ans au total, 2 à 3 ans par pays selon les besoins
Activités : Travaux sur le terrain, formation, fourniture de matériel (première année)

13. Programmes de formation régionaux en Afrique et en Eurasie pour assurer la mise en œuvre de l'Accord (AP 6.1, 6.2)

Budget indicatif : 175 000 € par an, par programme régional
Durée : 5 ans
Activités : Coordination, cours de formation, supports, suivi

14. Programme de formation destiné aux Agences nationales de mise en œuvre de l'AEWA au sein des Parties contractantes (AP 6.1, 6.2)

Budget indicatif : 100 000 € pour la formation par atelier (deux ateliers en Afrique et deux en Eurasie)
Durée : 5 ans
Activités : Coordination, cours de formation, supports, suivi

15. Cours de formation sur l'approche par voie de migration en matière de conservation et d'utilisation rationnelle des oiseaux d'eau et des zones humides (AP 6.1)

Budget indicatif : 35 000 € par groupe (en moyenne)
Durée : 1 an
Activités : Formation

16. Ateliers régionaux pour la promotion de l'Accord (AP 6.3)

Budget indicatif : 75 000 € par atelier régional
Durée : 1 par an
Activités : Atelier régional et suivi

17. Rendre les orientations plus accessibles (AP 6.3)

Budget indicatif : 5000 € par document d'orientation/langue
Durée : Permanente
Activités : Traduction et diffusion des documents

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.14

**EXTENSION ET RÉVISION DU PLAN STRATÉGIQUE DE L'AEWA ET DU PLAN D'ACTION
DE L'AEWA POUR L'AFRIQUE**

Rappelant la résolution 4.7 par laquelle, entre autres, la Réunion des Parties a adopté le premier Plan stratégique de l'AEWA pour la période 2009-2017,

Notant le progrès limité de la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA à ce jour, tel que rapporté par le Comité permanent (documents AEW A/MOP 5.11 et AEW A/MOP 6.12), et *notant en outre* les rapports nationaux incomplets soumis par certaines Parties contractantes qui rendent impossible une évaluation complète de la mise en œuvre,

Rappelant la résolution 5.9 par laquelle la Réunion des Parties a adopté le Plan d'action pour l'Afrique de l'AEWA pour 2012-2017 comme guide pour la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA dans la région d'Afrique,

Reconnaissant les résultats positifs de la mise en œuvre du plan d'action pour l'Afrique au cours de la période de 2012-2015 (document AEW A/MOP 6.11),

Exprimant sa gratitude au Gouvernements français et sénégalais pour leurs généreuses contributions substantielles à la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique par l'intermédiaire de l'Unité de soutien technique accueillie par le Fondation Tour du Valat en France et la Direction des parcs nationaux (DPN) au Sénégal et aussi soutenu par la Direction de l'eau et de la biodiversité du ministère français de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MDDE) et l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS),

Exprimant aussi sa gratitude au Gouvernement suisse pour le co-financement généreux de la coordination de l'Initiative africaine de l'AEWA pendant la période triennale passée,

Exprimant également sa reconnaissance au Gouvernement allemand pour le financement généreux du poste d'Assistant de programme pour l'Initiative africaine de l'AEWA pendant la période triennale passée,

Remerciant également les Gouvernements du Botswana, de la France, de l'Allemagne, du Kenya, du Rwanda, du Royaume-Uni, de l'Ouganda, de la République Unie de Tanzanie, de l'Afrique du Sud et de la Suisse, ainsi que la Commission européenne et les partenaires de l'AEWA, notamment le Programme de conservation de la Grue d'Afrique, BirdLife International, le Secrétariat commun de la mer des Wadden, l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) de France, le Naturschutzbund Deutschland (NABU – le partenaire de BirdLife Partner en Allemagne) et Wetlands International pour leurs contributions financières volontaires et substantielles en vue de soutenir les activités réalisées dans le cadre de l'Initiative africaine de l'AEWA pendant la période 2012-2015,

Reconnaissant en outre la coopération avec et l'appui fourni à l'Initiative africaine par la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et d'autres accords environnementaux multilatéraux partenaires, en particulier la Convention de Ramsar,

Reconnaissant le besoin de mobiliser davantage de ressources financières substantielles et autres pour la mise en œuvre effective des activités décrites dans le Plan d'action 2012-2017 de l'AEWA,

Reconnaissant la résolution 11.2 de la Convention sur la conservation des espèces migratrices qui a adopté le Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023, a invité les instruments de la Famille CMS, notamment d'intégrer les buts et les objectifs du Plan stratégique dans les instruments de politique et de planification pertinents et a invité les organes décisionnaires des instruments de la CMS à examiner le Plan stratégique pour adoption lors de leurs prochaines réunions,

Notant que la 7^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA (MOP7) n'aura pas lieu avant 2018.

La Réunion des Parties :

1. *Prolonge* le Plan stratégique de l'AEWA et le Plan d'action pour l'Afrique de l'AEWA jusqu'à la MOP7 ;
2. *Prie* instamment toutes les Parties contractantes et les autres parties prenantes d'intensifier la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA et du Plan d'action pour l'Afrique et invite les Etats de l'aire de répartition non Parties à tenir compte des deux processus d'élaboration de politique ;
3. *Demande* aux pays et organisations donateurs de contribuer davantage à la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA et du Plan d'action pour l'Afrique par le biais de contributions financières et en nature ;
4. *Prie enfin* toutes les Parties contractantes de fournir des rapports nationaux complets et exhaustifs à la MOP7 pour permettre une évaluation globale de la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA et du Plan d'action pour l'Afrique ;
5. *Décide* de fixer la date butoir de soumission des rapports nationaux par les Parties contractantes à la MOP7 à au moins 180 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la MOP7 ;
6. *Charge* le Comité permanent, travaillant avec le Comité technique et bénéficiant de l'appui du Secrétariat, de réviser le Plan stratégique de l'AEWA, tenant compte du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023, et de présenter un projet de plan pour la période 2019-2027 pour examen et adoption par la MOP7 ;
7. *Charge en outre* le Comité permanent, travaillant avec le Comité technique et bénéficiant de l'appui du Secrétariat, de réviser le Plan d'action pour l'Afrique de l'AEWA, parallèlement à la révision du Plan stratégique, et de présenter un projet de plan pour la période 2019-2027 pour examen et adoption par la MOP7.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.15

**MISE À JOUR DE LA CONTRIBUTION DE L'AEWA AUX OBJECTIFS D'AICHI 2020
POUR LA BIODIVERSITÉ ET DE LA PERTINENCE DES OBJECTIFS DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Rappelant la Décision X/2 de la dixième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), Nagoya, Japon, 2010, établissant un Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, qui « constitue un cadre flexible pour l'ensemble des conventions relatives à la biodiversité », et qui inclut vingt « Objectifs d'Aichi » s'adressant à toutes les organisations intergouvernementales concernées et autres processus en relation avec la biodiversité,

Rappelant également la Résolution 5.23 qui décrit la contribution passée et future de l'AEWA, en vue d'atteindre les Objectifs d'Aichi 2020 pour la biodiversité,

Notant l'importance de la mise en œuvre complète du Plan stratégique 2015-2023 pour les espèces migratrices de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS), qui inclut déjà une référence aux Objectifs d'Aichi, pour aider à guider les stratégie et objectifs futurs de la Famille CMS au cours des huit années à venir,

Rappelant la demande faite par la MOP5 aux Comités technique et permanent de travailler ensemble à l'évaluation de l'avancement des sujets concernant les Objectifs d'Aichi, et de présenter des évaluations triennales de la contribution de l'AEWA à chacun des Objectifs d'Aichi concerné, en précisant les autres besoins, si nécessaire et approprié, en tant que point de l'ordre du jour lors de chaque future MOP jusqu'en 2020,

Rappelant encore la demande faite par la MOP5 aux Secrétariats PNUE/AEWA et PNUE/CMS de travailler avec le Secrétariat de la CBD pour assurer que les informations sur l'état des espèces migratrices, y compris les oiseaux d'eau, sont entièrement intégrées dans les évaluations futures de la CBD des progrès réalisés pour atteindre les Objectifs d'Aichi concernés, et de présenter des rapports sur les progrès effectués à ces fins à la 6^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA,

Se félicitant de l'accord passé par l'Assemblée générale des Nations Unies de « *Transformer notre monde, programme de développement durable¹¹ d'ici 2030* », qui présente 17 objectifs pour guider le développement durable d'ici à 2030 : « *une charte pour les individus et la planète au vingt-et-unième siècle* »,

Consciente que – comme souligné à l'Annexe 3 – la mise en œuvre complète de l'Accord à tous les échelons et tant par les Parties contractantes que par les autres acteurs, détient le potentiel de contribuer directement à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), entre autres, au moyen d'actions liées à la réduction des pertes de biodiversité, à la protection et la restauration des habitats, aux mesures d'adaptation au changement climatique, au renforcement de l'éducation et de la sensibilisation, au développement de capacité, contribuant à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté par le biais du prélèvement durable des oiseaux d'eau et l'utilisation judicieuse des zones humides, et d'actions permettant de prendre en main le prélèvement, l'abattage et le commerce illégaux,

¹¹ http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/L.1&referer=/english/&Lang=F

Notant particulièrement que Transformer notre monde souligne que « les cadres régionaux et sous-régionaux peuvent faciliter la traduction efficace des politiques de développement durable en actions concrètes au niveau national » et notant aussi le besoin – d’ici à mars 2016 – d’élaborer des indicateurs pour évaluer les progrès réalisés en vue d’atteindre les objectifs et cibles ODD, tirés, le cas échéant, de mécanismes de rapportage existants,

Consciente des opportunités et des bénéfices découlant du travail de coopération entre les accords multilatéraux environnementaux et leurs secrétariats, afin d’entreprendre des actions pour réaliser tant les objectifs d’Aichi que les objectifs de développement durable.

La Réunion des Parties :

1. *Note l’évaluation réalisée par le Comité technique et jointe en Annexe 1 à la présente Résolution quant aux besoins prioritaires relatifs à la contribution de l’AEWA au Plan stratégique mondial 2011-2020 pour la biodiversité concernant les oiseaux d’eau migrateurs et leurs habitats ;*
2. *Adopte les actions contenues dans l’Annexe 2 à la présente Résolution en tant qu’évaluation mise à jour de la contribution de l’AEWA au Plan stratégique mondial 2011-2020 pour la biodiversité ;*
3. *Exhorte à nouveau les Parties contractantes à assurer que les autorités nationales responsables de la mise en œuvre de l’AEWA sont entièrement engagées dans le processus de mise à jour des stratégies et plans d’action nationaux pour la biodiversité, comme le demande la Décision X/2 de la CBD, afin de promouvoir les synergies entre les traités liés à la biodiversité ;*
4. *Exhorte les Parties contractantes à souligner auprès de leurs agences de développement, le cas échéant, l’importance de la mise en œuvre de l’AEWA dans le contexte de la réalisation des ODD, et le besoin de mieux intégrer les actions en faveur de la conservation des oiseaux d’eau et des zones humides dans des projets de développement pertinents, afin d’en tirer des bénéfices, non seulement pour les oiseaux d’eau, mais aussi pour les communautés humaines ;*
5. *Demande au Groupe de liaison sur la biodiversité, par l’entremise du Secrétariat du PNUE-CMS, d’examiner dans quelle mesure les données et informations existantes, communiquées aux accords multilatéraux pertinents, entre autres, liés aux oiseaux d’eau migrateurs, rapportées à l’AEWA et contenues dans le recensement international des oiseaux d’eau, peuvent contribuer à l’élaboration d’indicateurs appropriés de haut niveau de développement durable, tels qu’envisagés dans Transformer notre monde.*

Annexe 1 : Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la contribution de l'AEWA aux Buts stratégiques et aux Objectifs d'Aichi du Plan stratégique pour la biodiversité, 2011-2020, concernant les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
<i>But stratégique A : Gérer les causes sous-jacentes de l'appauvrissement de la diversité biologique en intégrant la diversité biologique au niveau du gouvernement et de la société</i>	
<p>Objectif 1</p> <p>D'ici à 2020 au plus tard, les individus sont conscients de la valeur de la diversité biologique et des mesures qu'ils peuvent prendre pour la conserver et l'utiliser de manière durable.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Un objectif majeur comme le montre l'accent mis sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP).</p> <p>Les mouvements d'oiseaux d'eau migrateurs et le contexte international fourni par les systèmes de voies de migration sont intrinsèquement intéressants et offrent des opportunités majeures pour la communication sur la conservation de la biodiversité à de multiples niveaux.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>L'AEWA révisé sa Stratégie de communication et les questions liées aux CESP ont également un rôle central dans le Plan pour l'Afrique. Il faut toutefois appliquer beaucoup plus de mesures, notamment dans les pays en développement, pour mettre en œuvre les besoins identifiés.</p> <p>Poursuivre la contribution à la Journée mondiale des Oiseaux migrateurs et son développement fournit des opportunités en la matière.</p> <p>Les rapports nationaux pour la MOP6 indiquent de bonnes avancées pour développer des programmes de formation et de sensibilisation chez certaines Parties, mais des entraves significatives en termes de ressources et autres dans de nombreux pays.</p> <p>Il est à noter que mesurer les progrès réalisés dans le cadre de cet Objectif présente une difficulté intrinsèque si on n'utilise pas des indicateurs de mesure indirects.</p>
<p>Objectif 2</p> <p>D'ici à 2020 au plus tard, les valeurs de la diversité biologique ont été intégrées dans les stratégies et les processus de planification nationaux et locaux de développement et de réduction de la pauvreté, et incorporés dans les</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Directement important pour l'AEWA dans le contexte des valeurs socio-économiques des oiseaux d'eau migrateurs, de leur utilisation à des fins de consommation ou non, et des avantages résultant</p>

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
comptes nationaux, selon que de besoin, et dans les systèmes de notification.	<p>également de la conservation des zones humides leur servant d'habitat. L'Objectif est notamment important, mais pas exclusivement, en Afrique, dans le contexte de l'intégration de la conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans les stratégies de réduction de la pauvreté.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Concernant également la Résolution 10.18¹² de la CMS, il est particulièrement nécessaire d'inclure ces questions dans les Stratégies et Plans d'action pour la Biodiversité nationale (SPANB), afin d'assurer que la valeur des oiseaux d'eau est entièrement reconnue au plan national. Notant que certains conseils ont déjà été développés par la CMS¹³, il serait utile de prendre en considération le développement d'autres conseils spécifiques aux oiseaux d'eau migrateurs.</p> <p>Cette question offre des opportunités particulières pour une collaboration avec les personnes/instances responsables de la mise en œuvre d'AEM correspondantes, notamment la CBD, Ramsar et le Plan d'action de la CMS pour la conservation des oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie.</p>
<p>Objectif 3</p> <p>D'ici à 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les impacts défavorables, et des incitations positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité biologique sont élaborées et appliquées, d'une manière compatible et en harmonie avec les dispositions de la Convention et les obligations nationales en vigueur, en tenant compte des conditions socio-économiques nationales.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Indirectement important pour l'AEWA par le biais des impacts sur les habitats et les espèces.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Sera le mieux atteint par le biais d'actions nationales et internationales, et d'activités d'autres AEM et processus internationaux influant sur l'utilisation des terres, la pêche et autres activités afférentes (par ex. le secteur financier international).</p>
<p>Objectif 4</p> <p>D'ici à 2020 au plus tard, les gouvernements, les entreprises et les parties prenantes, à tous les niveaux, ont pris des mesures ou mis en œuvre des plans, pour assurer la production et la consommation durables, et ont maintenu</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. La question relative à l'assurance de l'utilisation/du prélèvement durables des oiseaux d'eau est cruciale pour les objectifs de l'AEWA. L'AEWA peut jouer un rôle</p>

¹² Résolution 10.18. Lignes directrices sur l'intégration des espèces migratrices dans les Stratégies et les Plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et autres documents découlant de la CBD COP10.
http://www.cms.int/sites/default/files/document/10_18_nsbaps_e_0_0.pdf

¹³ http://www.cms.int/sites/default/files/document/doc_27_guidelines_nbsap_e_0.pdf

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
<p>l'utilisation des ressources naturelles dans des limites écologiques sûres.</p>	<p>particulièrement important en aidant à réaliser les initiatives afférentes initiées par la CMS. Pour la mise en œuvre de l'Article III de l'Accord, il est crucial d'assurer que les utilisations des terres sont entièrement compatibles avec la durabilité des populations d'oiseaux d'eau migrateurs.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Nécessite beaucoup plus d'attention des Parties, notamment en ce qui concerne les questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • développer, mettre en œuvre et appliquer la législation sur la chasse et le commerce ; • assurer que les utilisations à des fins de consommation des oiseaux d'eau sont durables, entre autres au moyen de la mise en œuvre de systèmes de gestion adaptative de la régulation des prélèvements ; • recueillir des données sur les niveaux de prélèvement et les communiquer ; • établir des processus internationaux pour partager les informations sur les prélèvements et réaliser des évaluations de la durabilité des niveaux de prélèvement à l'échelle de la population biogéographique ; • mettre en œuvre les <i>Lignes directrices révisées sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs</i> ; • éliminer l'abattage/le prélèvement illégal des oiseaux d'eau migrateurs là où cela se passe ; • éliminer l'utilisation de grenaille de plomb là où elle est encore utilisée, puisqu'elle est une cause inutile de mortalité supplémentaire ; • s'attaquer aux utilisations intrinsèquement non durables des habitats ; et • appliquer les avis utiles de l'AEWA sur toutes les questions susmentionnées. <p>Fournit des opportunités majeures de collaborer avec un éventail de parties prenantes à différents niveaux.</p> <p>La mise en œuvre complète du Plan stratégique 2015-2023 pour les espèces migratrices est extrêmement importante.</p> <p>Le développement de plans de gestion pour les espèces exploitées prioritaires, y compris des principes de gestion adaptative, serait précieux aux échelons appropriés.</p>

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
<i>But stratégique B : Réduire les pressions directes exercées sur la diversité biologique et encourager l'utilisation durable</i>	
<p>Objectif 5</p> <p>D'ici à 2020, le rythme d'appauvrissement de tous les habitats naturels, y compris les forêts, est réduit de moitié au moins et si possible ramené à près de zéro, et la dégradation et la fragmentation des habitats sont sensiblement réduites.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. La question de la perte et de la dégradation d'habitats est primordiale pour atteindre les objectifs de l'AEWA.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Nécessite beaucoup plus d'attention des Parties, notamment concernant les questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • établir des programmes de surveillance et faire des rapports sur l'étendue des zones humides et autres habitats – et changement dans le temps – avec Ramsar et les autres processus internationaux afférents ; • identifier et prendre en main les principales sources de perte d'habitats au niveau de la voie de migration ; • assurer que les habitats naturels importants des oiseaux d'eau sont protégés par la loi et autres moyens ; et • élaborer une compréhension partagée, basée sur des données factuelles, des taux régionaux de pertes de zones humides servant d'habitats en tant que base pour des actions prioritaires visant à s'attaquer aux sources de ces pertes et de ces dégradations, dans le contexte des impacts sur la durabilité des populations de la voie de migration. <p>Fournit des opportunités¹⁴ majeures de travailler avec les personnes/instances mettant en œuvre la Convention de Ramsar à divers niveaux.</p>
<p>Objectif 6</p> <p>D'ici à 2020, tous les stocks de poissons et d'invertébrés et plantes aquatiques sont gérés et récoltés d'une manière durable, légale et en appliquant des approches fondées sur les écosystèmes, de telle sorte que la surpêche soit évitée, des plans et des mesures de récupération sont en place pour toutes les espèces épuisées, les pêcheries n'ont pas d'impacts négatifs marqués sur les espèces menacées et les écosystèmes vulnérables, et l'impact de la pêche</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. La question de l'élimination des impacts négatifs de la pêche est cruciale pour atteindre les objectifs de l'AEWA, pour les oiseaux se nourrissant de poissons de mer et d'eau douce. Les problèmes incluent les prises accessoires d'oiseaux d'eau, les impacts sur les populations d'oiseaux, la diminution des stocks de poissons (y compris la pêche aux coquillages), et la destruction ou la dégradation d'habitats entraînées par des techniques de pêche destructives, telles que le chalutage de fond.</p>

¹⁴ Notamment dans le contexte de la Résolution 5.19

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
<p>sur les stocks, les espèces et les écosystèmes restent dans des limites écologiques sûres.</p>	<p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Les questions liées à l'élimination des prises accessoires par les pêcheurs et à la durabilité des stocks de poissons sont d'une importance majeure. Pour les oiseaux de mer migrateurs, notamment, les Organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) fournissent aux Parties à l'AEWA des mécanismes pour promouvoir les meilleures pratiques à ces fins.</p> <p>De même, ces questions concernent également les pêches d'eau douce (dont certaines sont d'une importance majeure tant pour les oiseaux d'eau que pour les hommes), et les endroits où des conflits peuvent exister entre les oiseaux et les pêcheurs.</p> <p>Assurer que l'échelle et l'étendue de la pêche aux coquillages n'impacte pas les ressources alimentaires des oiseaux d'eau (en tant qu'élément-clé de la fonction d'écosystème) est une priorité.</p> <p>Généralement, un grand nombre des impacts négatifs découlent du manque de mise en œuvre de bonne(s) pratique(s) établie(s).</p> <p>Des opportunités sont offertes pour un travail conjoint avec un éventail d'autres processus internationaux tels que les ORGP et l'Initiative en faveur des oiseaux migrateurs de l'Arctique.</p>
<p>Objectif 7</p> <p>D'ici à 2020, les zones consacrées à l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture sont gérées d'une manière durable, afin d'assurer la conservation de la diversité biologique.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Le besoin d'assurer que les habitats agricoles et autres habitats plus vastes (en dehors des aires protégées) sont gérés durablement pour les oiseaux d'eau est crucial pour les objectifs de l'AEWA.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Nécessite beaucoup plus d'attention des Parties, notamment en ce qui concerne les questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer que les politiques agricoles et d'occupation des sols répondent adéquatement aux besoins des oiseaux d'eau migrateurs (et autre biodiversité) parallèlement au besoin de production d'aliments et autres utilisations des sols ; • assurer que les changements d'utilisation des sols, par exemple les zones humides utilisées

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
	<p>pour une agriculture intensive, ou la perte d'agriculture extensive (par le biais d'abandon des terres), n'aient pas un impact négatif sur les oiseaux d'eau migrateurs ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer que des politiques appropriées (et actions des décideurs) tiennent entièrement compte des besoins écologiques des oiseaux d'eau migrateurs, donc en offrant des avantages pour les oiseaux comme pour l'homme. <p>Offre une opportunité majeure de collaborer avec le Plan d'action de la CMS pour la conservation des oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie.</p>
<p>Objectif 8</p> <p>D'ici à 2020, la pollution, notamment celle causée par l'excès d'éléments nutritifs aura été ramenée à des niveaux qui ne sont pas défavorables à fonction écosystémiques et à la diversité biologique</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Les effets létaux et sublétaux d'une pollution directe et indirecte, notamment, sont un problème important pour de nombreux oiseaux d'eau.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>La lutte contre la pollution (issue notamment du déversement de déchets et d'effluents industriels dans l'environnement) mérite une grande attention dans de nombreux pays en développement, tandis que les effets écologiques de la pollution atmosphérique par des nutriments sont des facteurs significatifs altérant les habitats à travers une grande partie du nord-ouest de l'Europe. La pollution par des nutriments, issue de l'utilisation excessive de fertilisants agricoles, peut également avoir des conséquences écologiques majeures pour les habitats des zones humides.</p> <p>Des progrès beaucoup plus rapides sont nécessaires pour éliminer l'utilisation de la grenaille de plomb.</p> <p>La pollution par marées noires et déversements de pétrole peut avoir des impacts locaux dévastateurs sur les oiseaux d'eau et autres espèces sauvages. Il existe de nombreux conseils pour réduire ce risque et ils doivent être mis en application à une plus vaste échelle.</p> <p>Le besoin de s'attaquer aux causes de la pollution découlant de débris de plastique et de micro-plastique dans l'environnement marin, pris en main par une série de processus internationaux, nécessite l'aide des Parties contractantes.</p>

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrants)
<p>Objectif 9</p> <p>D'ici à 2020, les espèces exotiques envahissantes et les voies d'introduction sont identifiées et classées en ordre de priorité, les espèces prioritaires sont contrôlées ou éradiquées et des mesures sont en place pour gérer les voies de pénétration, afin d'empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Le besoin de contrôler et d'éliminer les espèces exotiques envahissantes établies, et d'éviter que d'autres ne s'établissent, est crucial pour les objectifs de l'AEWA. Ce problème est particulièrement important dans le contexte de prédateurs introduits dans les îles où nichent des oiseaux marins. Comme c'est le cas de l'Érismature rousse <i>Oxyura jamaicensis</i>, l'hybridation avec des espèces non-indigènes peut représenter une menace majeure pour l'intégrité génétique des espèces d'oiseaux d'eau indigènes.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>L'attention des Parties contractantes concernées est demandée d'urgence afin d'éliminer l'Érismature rousse de l'aire de l'Accord.</p> <p>Les Parties doivent accorder davantage d'attention à la prévention de l'établissement et de la propagation d'autres espèces exotiques envahissantes (notamment les plantes aquatiques) qui peuvent mettre en péril les oiseaux d'eau migrants ou l'intégrité écologique de leurs habitats.</p> <p>Les conseils de l'AEWA existants doivent être mieux mis en œuvre.</p> <p>Il se pencher en priorité sur l'amélioration de l'harmonisation des mécanismes internationaux de remise des rapports pour les oiseaux d'eau non-indigènes, y compris les opportunités présentées par l'AEWA, la Directive Oiseaux de l'UE, le Règlement UE n° 1143/2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes, et le Recensement international des oiseaux d'eau. Une meilleure coordination entre ces instruments serait précieuse.</p> <p>Notant le travail considérable réalisé par la CBD à ce sujet¹⁵, des normes acceptées au niveau international et des conseils pour l'évaluation des risques, spécifiques aux oiseaux d'eau non-indigènes, seraient utiles.</p> <p>Il existe d'importants messages éducatifs et de sensibilisation du public se rapportent au risque qu'il y a à détenir et à lâcher des oiseaux d'eau non-</p>

¹⁵ 2014. Analyse des diverses voies d'introduction des espèces exotiques envahissantes : Mises à jour.
 UNEP/CBD/COP/12/INF/10 <https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-12/information/cop-12-inf-10-en.doc>

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
	<p>indigènes, dans le cadre desquels l'AEWA peut apporter son aide.</p> <p>Les rapports nationaux pour la MOP6 notent une activité significative chez de nombreuses Parties, mais aussi le fait que la législation pertinente n'est pas mise en œuvre chez certaines d'entre elles.</p>
<p>Objectif 10</p> <p>D'ici à 2015, les nombreuses pressions anthropiques exercées sur les récifs coralliens et les autres écosystèmes vulnérables marins et côtiers affectés par les changements climatiques ou l'acidification des océans sont réduites au minimum, afin de préserver leur intégrité et leur fonctionnement.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Le besoin de mettre en place des mesures d'adaptation au changement climatique liées aux habitats des oiseaux d'eau (notamment mais pas exclusivement les zones humides) est crucial pour les objectifs de l'AEWA.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Les rapports nationaux pour la MOP indiquent que seul un petit nombre de Parties a entrepris des actions pour s'adapter aux impacts du changement climatique sur les oiseaux d'eau, soit par le biais d'une évaluation systématique de la vulnérabilité des habitats ou espèces clés, soit par une étude consécutive des politiques nationales en matière de conservation et/ou des plans d'action nationaux relatifs au changement climatique.</p> <p>Les Parties doivent accorder une plus haute priorité aux mesures d'adaptation au changement climatique, afin de réduire les impacts de ce changement grâce à la protection et à la gestion de réseaux d'habitats et de sites clés pour les oiseaux d'eau.</p>
<p>But stratégique C :</p> <p><i>Améliorer l'état de la diversité biologique en sauvegardant les écosystèmes, les espèces et la diversité génétique</i></p>	
<p>Objectif 11</p> <p>D'ici à 2020, au moins 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10 % des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation effectives par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Le besoin d'établir et de gérer adéquatement des réseaux d'aires protégées – dans les environnements terrestre et marin – est crucial pour les objectifs de l'AEWA. Cette question est l'un des principaux points d'attention du Plan d'action pour l'Afrique.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Les Parties doivent accorder une bien plus grande priorité à la mise en place des réseaux nationaux</p>

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
	<p>d'aires protégées importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs dans les environnements terrestre et marin.</p> <p>Avec l'ajout d'un grand nombre d'espèces d'oiseaux marins à l'AEWA, il est tout particulièrement nécessaire d'identifier et de mettre en œuvre les aires marines protégées concernées et des conseils à cet effet seraient précieux, notamment pour les Parties en dehors de l'Europe (où une activité significative est déjà en cours).</p> <p>Il existe un besoin urgent de compléter le « <i>Rapport sur le réseau de sites pour les oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord</i> » en tant que source importante de connaissances sur la gestion et l'état de conservation des sites clés. Il est également nécessaire de revitaliser le Partenariat Wings over Wetlands afin de mettre à jour l'Outil Réseau de sites critiques grâce à des données et informations actuelles, de façon à pouvoir suivre les progrès à l'échelle des voies de migration.</p> <p>Il existe déjà de nombreux conseils sur la gestion des aires protégées et il est nécessaire de les utiliser. De même, le simple cadre de surveillance des sites¹⁶ développé pour les Aires importantes pour les oiseaux d'eau fournit un outil important à ce sujet, pouvant être utilisé par les Parties pour évaluer les progrès réalisés.</p> <p>Atteindre cet objectif fournit des opportunités majeures¹⁷ de travailler avec des personnes/instances engagées dans la mise en œuvre de la Convention de Ramsar à différents niveaux, ainsi qu'avec d'autres processus afférents, parmi lesquels la Convention concernant la protection du patrimoine mondial et l'Initiative en faveur des oiseaux migrateurs de l'Arctique.</p> <p>Les rapports nationaux pour la MOP6 indiquent le travail considérable toujours nécessaire pour élaborer une vue d'ensemble cohérente des sites importants pour les oiseaux d'eau au plan national et international, au sein de la zone de l'Accord.</p>
<p>Objectif 12</p> <p>D'ici à 2020, l'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Le besoin de prévenir l'extinction des espèces et d'inverser leur déclin est crucial pour les objectifs de l'AEWA et l'état de régression de nombreuses espèces signifie que cette question est hautement prioritaire.</p>

¹⁶ http://www.birdlife.org/datazone/userfiles/file/IBAs/MonitoringPDFs/IBA_Monitoring_Framework.pdf

¹⁷ Tout particulièrement dans le contexte de la Résolution 5.1

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
	<p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Comme le montrent le piètre état général des populations figurant à la liste de l'AEWA (document AEWA/MOP 6.14 – CSR6) et les déclin continus, il est nécessaire que les Parties accordent une priorité beaucoup plus élevée à la conservation des espèces menacées, surtout, mais pas exclusivement, à la mise en œuvre complète des Plans d'action par espèce afférents.</p> <p>Il est nécessaire d'accorder une protection juridique complète à toutes les espèces concernées figurant à la Colonne A du Plan d'action de l'AEWA, et de prendre des mesures pour s'attaquer à l'abattage et au prélèvement illégaux.</p> <p>Le cas échéant, la législation nationale de la chasse et du commerce doit être développée, mise en œuvre et appliquée.</p>
<p>Objectif 13</p> <p>D'ici à 2020, la diversité génétique des plantes cultivées, des animaux d'élevage et domestiques et des parents pauvres, y compris celle d'autres espèces qui ont une valeur socio-économique ou culturelle, est préservée, et des stratégies sont élaborées et mises en œuvre pour réduire au minimum l'érosion génétique et sauvegarder leur diversité génétique.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>N'est important qu'indirectement pour les objectifs de l'AEWA, bien qu'il existe des problèmes potentiels liés à l'hybridation entre les oiseaux d'eau sauvages et domestiques.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>L'AEWA ne peut que faiblement contribuer directement à cet objectif.</p>
<p>But stratégique D : Renforcer les avantages retirés pour tous de la diversité biologique et des services fournis par les écosystèmes</p>	
<p>Objectif 14</p> <p>D'ici à 2020, les écosystèmes qui fournissent des services essentiels, en particulier l'eau et contribuent à la santé, aux moyens de subsistance et au bien-être, sont restaurés et sauvegardés, compte tenu des besoins des femmes, des communautés autochtones et locales, et des populations pauvres et vulnérables.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Le besoin d'assurer que les habitats importants pour les oiseaux d'eau sont sujets à une utilisation judicieuse et multifonctionnelle est crucial pour les objectifs de l'AEWA et assurera le mieux leur survie à long terme face aux multiples pressions. La restauration des habitats dégradés est particulièrement importante pour inverser les pertes passées.</p> <p>Il est essentiel de faire participer les populations locales à la protection et à la gestion des zones humides, non seulement dans le contexte de la conservation de la biodiversité, mais aussi dans celui des besoins de moyens de subsistance. Cette question est particulièrement pertinente, mais pas</p>

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
	<p>exclusivement, en Afrique, (où ce point est au centre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique¹⁸).</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Avec une demande de ressources en eau toujours croissante, une plus grande attention doit notamment être accordée à la garantie d'une demande de services écosystémiques intégrée – sur une base durable – dans la gestion des aires importantes pour les oiseaux d'eau.</p> <p>Il existe d'importants besoins de formation et l'Outil de formation Voies de migration¹⁹ de Wings over Wetlands, qui est extrêmement important, doit être plus largement diffusé et utilisé.</p> <p>Il serait utile de développer plusieurs études de cas résumant les avantages socio-économiques (y compris la sécurité alimentaire et autres exigences liées aux moyens de subsistance) revenant aux populations locales et découlant de la gestion durable des zones humides et de l'utilisation durable des oiseaux d'eau qui dépendent de ces sites.</p> <p>Cette question fournit une opportunité majeure de travailler avec la Convention de Ramsar et le Plan d'action de la CMS pour la conservation des oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie.</p>
<p>Objectif 15</p> <p>D'ici à 2020, la résilience des écosystèmes et la contribution de la diversité biologique aux stocks de carbone sont améliorés, grâce aux mesures de conservation et de restauration, y compris la restauration d'au moins 15 % des écosystèmes dégradés, contribuant ainsi à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ceux-ci, ainsi qu'à la lutte contre la désertification.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. La restauration des zones humides et autres écosystèmes dégradés bénéficiera directement aux populations d'oiseaux d'eau et contribue donc significativement aux objectifs de l'AEWA. Compte tenu de l'importance de certaines zones humides (notamment les tourbières, les vasières et les marais de mangroves) en tant que réservoirs de carbone et qu'habitats pour les oiseaux, la restauration de ces sites aura de très gros avantages pour les oiseaux d'eau migrateurs.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Les Parties devraient accorder une attention spéciale à la restauration des tourbières et des zones humides côtières (y compris les mangroves), notamment, en tant qu'habitats d'une importance particulière pour les oiseaux d'eau migrateurs. Dans ce dernier contexte,</p>

¹⁸ <http://www.unep-awea.org/en/node/1935>

¹⁹ <http://tinyurl.com/mpfm8a8>

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
	<p>l'Initiative Caring for Coasts²⁰ de BirdLife International peut offrir des opportunités.</p> <p>Cette question offre une forte opportunité de travailler avec la Convention de Ramsar et le Plan d'action de la CMS pour la conservation des oiseaux terrestres migrants d'Afrique-Eurasie.</p>
Objectif 16 D'ici à 2015, le <i>Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation</i> est en vigueur et opérationnel, conformément à la législation nationale.	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Est seulement indirectement pertinent pour les objectifs de l'AEWA.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>L'AEWA ne peut que faiblement contribuer directement à cet objectif.</p>
But stratégique E : Renforcer la mise en œuvre au moyen d'une planification participative, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités	
Objectif 17 D'ici à 2015, toutes les Parties ont élaboré et adopté en tant qu'instrument de politique générale, et commencé à mettre en œuvre une stratégie et un plan d'action nationaux efficaces, participatifs et actualisés pour la diversité biologique.	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Vise théoriquement à faciliter le développement de politiques nationales en vue de la mise en œuvre de l'AEWA, mais tous les SPANB n'ont pas de contenu pertinent et tous les pays ne disposent pas encore de plan complet.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Une forte priorité devrait être accordée à l'achèvement des SPANB par trois Parties devant encore le faire, et à la mise en œuvre complète de ces plans, une fois qu'ils ont été adoptés.</p> <p>Le cas échéant, les Parties devraient utiliser les conseils adoptés par la CMS^{21,22} sur l'intégration des questions relatives aux oiseaux migrants dans les SPANB, une fois qu'ils ont été révisés.</p> <p>Dans le contexte de la mise en œuvre nationale de l'AEWA, des synergies devraient être recherchées avec la mise en œuvre des obligations d'autres AEM,</p>

²⁰ http://www.birdlife.org/content/caring-coasts-initiative#_edn2

²¹ Résolution 10.18. Lignes directrices sur l'intégration des espèces migratrices dans les Stratégies et les Plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et autres documents découlant de la CBD COP10.

http://www.cms.int/sites/default/files/document/10_18_nsbaps_e_0_0.pdf

²² http://www.cms.int/sites/default/files/document/doc_27_guidelines_nsbap_e_0.pdf

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrateurs)
	comme déjà souligné dans le contexte de Ramsar par la Résolution 5.19.
<p>Objectif 18</p> <p>D'ici à 2020, les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales qui présentent un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ainsi que leur utilisation coutumière durable, sont respectées, sous réserve des dispositions de la législation nationale et des obligations internationales en vigueur, et sont pleinement intégrées et prises en compte dans le cadre de l'application de la Convention, avec la participation entière et effective des communautés autochtones et locales, à tous les niveaux pertinents.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Très important. La connaissance traditionnelle des oiseaux d'eau est importante dans de nombreuses régions de l'aire de l'Accord, en ce qui concerne l'utilisation et la gestion des oiseaux d'eau migrateurs qui – le cas échéant – nécessitent toujours la participation des communautés locales.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Une meilleure compréhension des connaissances et pratiques traditionnelles des communautés indigènes et locales, importantes pour la conservation et l'utilisation durable des oiseaux d'eau, est nécessaire.</p>
<p>Objectif 19</p> <p>D'ici à 2020, les connaissances, la base scientifique et les technologies associées à la diversité biologique, ses valeurs, son fonctionnement, son état et ses tendances, et les conséquences de son appauvrissement, sont améliorées, largement partagées et transférées, et appliquées.</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. La connaissance de l'état et des tendances des populations d'oiseaux d'eau, des facteurs qui les affectent et de leurs exigences en termes d'habitat, est fondamentale à la mise en œuvre de l'Accord.</p> <p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Nécessite bien davantage d'attention des Parties, en ce qui concerne les questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer que le Recensement international des oiseaux d'eau (en tant que premier moyen servant à l'AEWA pour effectuer des évaluations d'état) est financé adéquatement et durablement ; • assurer que des inventaires nationaux des zones humides et autres habitats existent dans chaque Partie contractante ; et • assurer que les politiques et pratiques pour la conservation et la gestion des oiseaux d'eau migrateurs sont toujours basées sur les meilleures preuves scientifiques disponibles.
<p>Objectif 20</p> <p>D'ici à 2020 au plus tard, la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre effective du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique de toutes les sources et conformément au mécanisme consolidé et</p>	<p>Importance de l'Objectif pour l'AEWA :</p> <p>Extrêmement important. Il est crucial de disposer d'un financement adéquat pour mettre en œuvre l'Accord, afin d'assurer sa meilleure efficacité.</p>

Objectif d'Aichi	Évaluation du Comité technique des besoins prioritaires relatifs à la réalisation des Objectifs d'Aichi (concernant les oiseaux d'eau migrants)
<p>convenu de la Stratégie de mobilisation des ressources, aura augmenté considérablement par rapport aux niveaux actuels. Cet objectif fera l'objet de modifications en fonction des évaluations des besoins de ressources que les Parties doivent effectuer et notifier.</p>	<p>Évaluation des besoins par le TC :</p> <p>Les Parties devraient fournir des fonds adéquats pour une mise en œuvre complète de l'Accord.</p>

Annexe 2 : Contribution de l'AEWA aux Buts stratégiques et aux Objectifs d'Aichi du Plan stratégique 2012-2020 pour la biodiversité

But stratégique A : Gérer les causes sous-jacentes de l'appauvrissement de la diversité biologique en intégrant la diversité biologique dans l'ensemble du gouvernement et de la société

But stratégique B : Réduire les pressions directes exercées sur la diversité biologique et encourager l'utilisation durable

But stratégique C : Améliorer l'état de la diversité biologique en sauvegardant les écosystèmes, les espèces et la diversité génétique

But stratégique D : Renforcer les avantages retirés pour tous de la diversité biologique et des services fournis par les écosystèmes

But stratégique E : Renforcer la mise en œuvre au moyen d'une planification participative, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
But stratégique A : Gérer les causes sous-jacentes de l'appauvrissement de la diversité biologique en intégrant la diversité biologique au niveau du gouvernement et de la société			
Objectif 1 D'ici à 2020 au plus tard, les individus sont conscients de la valeur de la diversité biologique et des mesures qu'ils peuvent prendre pour la conserver et l'utiliser de manière durable.	Adoption d'une Stratégie de communication par la MOP3 (Résolution 3.10) Plan stratégique adopté (2008) avec objectifs afférents : <ul style="list-style-type: none"> ○ Objectif 4 : Améliorer la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs, leurs voies de migration, leur rôle dans la réduction de la pauvreté, les menaces auxquelles elles sont confrontées et la 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de communication mise en œuvre • Aide organisationnelle annuelle fournie pour la Journée mondiale des oiseaux migrateurs • [Résolution 6.6 – révisant la Stratégie de communication de l'AEWA adoptée] 	Mettre en œuvre les cibles de l'Objectif 4 du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA : <ul style="list-style-type: none"> 4.1 Le soutien de la mise en œuvre de la Stratégie de communication (CS) est assuré. 4.2 La Stratégie de communication de l'AEWA est [révisée et] mise en œuvre. 4.3 La sensibilisation et la compréhension face aux questions relatives à l'AEWA sont

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
	<p><i>nécessité de mesures destinées à leur conservation et celle de leurs habitats.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Adoption de <i>Lignes directrices sur le développement de l'écotourisme dans les zones humides</i> • Adoption de <i>Lignes directrices sur la réduction des dommages aux récoltes, des collisions d'oiseaux d'eau, des dommages aux pêcheries et d'autres formes de conflit entre les oiseaux d'eau et les activités humaines</i> 		<p>intensifiées à tous les niveaux au sein des Parties contractantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre toutes les actions pertinentes du Plan d'action 2012-2017 de l'AEWA pour l'Afrique • Poursuivre l'aide organisationnelle fournie pour la Journée mondiale des oiseaux migrateurs
<p>Objectif 2</p> <p>D'ici à 2020 au plus tard, les valeurs de la diversité biologique ont été intégrées dans les stratégies et les processus de planification nationaux et locaux de développement et de réduction de la pauvreté, et incorporés dans les comptes nationaux, selon que de besoin, et dans les systèmes de notification.</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Les actions pertinentes du Plan d'action 2012-2017 de l'AEWA pour l'Afrique ont débuté 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre toutes les actions pertinentes du Plan d'action 2012-2017 de l'AEWA pour l'Afrique • Les Parties contractantes créent des groupes de travail nationaux de mise en œuvre, en coopération avec l'application d'autres accords environnementaux multilatéraux tels que la Convention de Ramsar : Résolution 5.19 -<i>Encourager la poursuite de la mise en œuvre conjointe de l'AEWA et de la Convention de Ramsar</i>

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
<p>Objectif 3</p> <p>D'ici à 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les impacts défavorables, et des incitations positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité biologique sont élaborées et appliquées, d'une manière compatible et en harmonie avec les dispositions de la Convention et les obligations nationales en vigueur, en tenant compte des conditions socioéconomiques nationales.</p>		<ul style="list-style-type: none"> La Résolution 5.16 <i>L'énergie renouvelable et les oiseaux d'eau migrateurs</i> a été adoptée et mise en œuvre [et la Résolution 6.11 <i>Gérer les incidences du déploiement des énergies renouvelables sur les oiseaux d'eau migrateurs</i> a été adoptée] 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la Résolution 5.16 - <i>Énergie renouvelable et oiseaux d'eau migrateurs</i> [et la Résolution 6.11 <i>Gérer les incidences du déploiement des énergies renouvelables sur les oiseaux d'eau migrateurs</i>]
<p>Objectif 4</p> <p>D'ici à 2020 au plus tard, les gouvernements, les entreprises et les parties prenantes, à tous les niveaux, ont pris des mesures ou ont appliqué des plans pour assurer une production et une consommation durables, et ont maintenu les incidences de l'utilisation des ressources naturelles dans des limites écologiques sûres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Développement d'un plan international de gestion de l'espèce pour la population de Svalbard de l'Oie à bec court <i>Anser brachyrhynchus</i> Adoption de la Résolution 3.19 – <i>Mettre en œuvre les principes et lignes directrices Addis Abeba pour l'utilisation durable de la biodiversité</i> Adoption des <i>Lignes directrices pour le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs</i> Adoption des <i>Lignes directrices sur la façon d'éviter, de</i> 	<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre du Plan international de gestion de l'espèce pour la population de Svalbard de l'Oie à bec court <i>Anser brachyrhynchus</i>, sur la base de principes de gestion adaptatifs a commencé 71 Parties de l'AEWA qui sont Parties à la CMS ont adopté la Résolution 11.15 relative à <i>La prévention des risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs</i> qui prend en main, entre autres, le besoin d'éviter l'empoisonnement des 	<p>Mettre en œuvre des cibles pour l'Objectif 2 du Plan stratégique :</p> <p>2.1 D'ici à 2017, l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides est supprimée dans toutes les régions des Parties contractantes.</p> <p>Les Parties devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> Évaluer l'efficacité des mesures nationales déjà prises pour éliminer l'utilisation de la grenaille de plomb et pour introduire l'utilisation de produits de remplacement non

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
	<p><i>minimiser ou d'atténuer l'impact du développement d'infrastructures et des perturbations afférentes sur les oiseaux d'eau</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Adoption des <i>Lignes directrices pour le développement de l'écotourisme dans les zones humides</i> • Adoption des <i>Lignes directrices sur la réglementation du commerce des oiseaux d'eau migrants</i> • Adoption des <i>Lignes directrices pour la gestion des sites cruciaux pour les oiseaux d'eau migrants</i> • Plan stratégique adopté (2008) avec objectifs afférents : <ul style="list-style-type: none"> ○ Objectif 2 : <i>Garantir que tout prélèvement d'oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord est durable</i> 	<p>oiseaux d'eau par des produits chimiques agricoles et des appâts empoisonnés, et l'utilisation de grenaille de plomb et de plombs de pêche toxiques ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grenaille de plomb de chasse entièrement supprimée en Belgique, en Bulgarie, en Croatie et en Estonie selon un calendrier établi à ces fins en Suisse • Adoption des <i>Lignes directrices sur la réglementation du commerce des oiseaux d'eau migrants</i> révisées • [Adoption des <i>Lignes directrices sur la législation nationale pour la protection des espèces d'oiseaux d'eau migrants et leurs habitats</i> (mettant à jour et révisant les anciennes <i>Lignes directrices sur la législation de la chasse et du commerce</i>)] • [Adoption des <i>Lignes directrices</i> révisées sur le <i>prélèvement durable des oiseaux d'eau migrants</i>] 	<p>toxiques dans les zones humides ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travailler en partenariat avec toutes les parties prenantes concernées, entre autres les chasseurs et les industries de fabrication, afin de comprendre et de prendre en main tous les obstacles à la mise en œuvre et de définir et mettre en œuvre des stratégies de communication communes ; • S'il y a lieu, le Secrétariat et le Comité technique fourniront un appui aux Parties qui mènent ce genre d'évaluation et s'engagent dans ce type de partenariat. <p>2.2 Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements d'oiseaux est mise en place et implémentée et utilisé pour informer les régimes de gestion des prélèvements.</p> <p>2.3 Des mesures destinées à réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont élaborées et implémentées.</p>

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
			<p>2.4 Des codes et normes des meilleures pratiques, comme l'identification des oiseaux, sont élaborés et encouragés, afin d'appliquer convenablement les dispositions juridiquement contraignantes.</p> <p>2.5 Une gestion adaptative des prélèvements²³ des populations de proie est assurée au niveau international.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre la Résolution 11.15 de la CMS relative à la <i>Prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrants</i> prenant en main, entre autres, le besoin d'éviter l'empoisonnement des oiseaux d'eau par des produits chimiques agricoles et des appâts empoisonnés ; et l'utilisation de grenaille de plomb et de plombs de pêche toxiques.
<i>But stratégique B : Réduire les pressions directes exercées sur la diversité biologique et encourager l'utilisation durable</i>			
Objectif 5 D'ici à 2020, le rythme d'appauvrissement de tous les habitats naturels, y compris les forêts, est réduit de moitié au moins et si possible ramené à près de zéro, et la dégradation et la	<ul style="list-style-type: none"> • Le Plan d'action exhorte à l'établissement de réseaux de sites pour protéger les habitats de zones humides importants 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Initiative Africaine pour la conservation des oiseaux d'eau migrants et de leurs habitats en Afrique a été adoptée 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du Plan d'action et du Plan stratégique de l'AEWA, et du Plan d'action pour l'Afrique

²³ La gestion adaptative des prélèvements est le processus périodique de mise en place d'une réglementation de la chasse sur la base d'un système de surveillance des populations et des habitats, de l'enregistrement du taux de prélèvement, de l'analyse des données et de la définition d'options de réglementation.

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
fragmentation des habitats sont sensiblement réduites.		<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du plan d'action et du plan stratégique de l'AEWA Adoption des <i>Lignes directrices sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des réseaux d'énergie électrique sur les oiseaux migrants dans la région Afrique-Eurasie</i> 	
Objectif 6 D'ici à 2020, tous les stocks de poissons et d'invertébrés et plantes aquatiques sont gérés et récoltés d'une manière durable, légale et en appliquant des approches fondées sur les écosystèmes, de telle sorte que la surpêche soit évitée, des plans et des mesures de récupération sont en place pour toutes les espèces épuisées, les pêcheries n'ont pas d'impacts négatifs marqués sur les espèces menacées et les écosystèmes vulnérables, et l'impact de la pêche sur les stocks, les espèces et les écosystèmes restent dans des limites écologiques sûres.	Plans d'action internationaux par espèce	<ul style="list-style-type: none"> Plan d'action multi-espèces pour les oiseaux marins littoraux d'Afrique australe dans le système de courant de Benguela finalisé [et adopté] 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le Plan d'action multi-espèces pour les oiseaux marins littoraux d'Afrique australe dans le système de courant de Benguela Développer une collaboration active avec d'autres processus internationaux, notamment l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels, pour promouvoir les mesures de conservation bénéficiant aux oiseaux marins de l'AEWA
Objectif 7 D'ici à 2020, les zones consacrées à l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture sont gérées d'une manière durable, afin d'assurer la conservation de la diversité biologique.	<ul style="list-style-type: none"> Adoption des <i>Lignes directrices pour la gestion des sites cruciaux pour les oiseaux d'eau migrants</i> 		<ul style="list-style-type: none"> Notant la valeur des oiseaux d'eau en tant qu'indicateurs de plus vastes conditions environnementales, notamment quant à l'agriculture (par ex. les échassiers nichant dans les

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
			<p>plaines), le Comité technique de l'AEWA travaillera avec Ramsar, l'UE et d'autres acteurs internationaux pour évaluer l'utilité potentielle de directives politiques pour la gestion durable de l'agriculture et de l'aquaculture, et fera des recommandations à la MOP7 le cas échéant.</p>
<p>Objectif 8</p> <p>D'ici à 2020, la pollution, notamment celle causée par l'excès d'éléments nutritifs, est ramenée à un niveau qui n'a pas d'effet néfaste sur les fonctions des écosystèmes et la diversité biologique</p>			<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre la Résolution 5.12 – <i>Effets nocifs des produits agrochimiques sur les oiseaux d'eau migrants en Afrique</i> en s'engageant auprès de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et autres processus internationaux le cas échéant, tels que le groupe de travail du Conseil scientifique et technique de la CMS sur la façon de minimiser les risques d'empoisonnement encourus par les oiseaux migrants • Soutenir la mise en œuvre des conclusions des 25^{ème} et 26^{ème} réunions du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement (2009 & 2011), tout particulièrement en ce qui concerne les questions de gestion

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
			<p>des produits chimiques et de pollution pertinentes pour les oiseaux d'eau, notamment la question du plomb</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la Résolution 11.15 de la CMS relative à la <i>Prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrants</i> prenant en main, entre autres, le besoin d'éviter l'empoisonnement des oiseaux d'eau par des produits chimiques agricoles et des appâts empoisonnés ; et l'utilisation de grenaille de plomb et de plombs de pêche toxiques.
<p>Objectif 9</p> <p>D'ici à 2020, les espèces exotiques envahissantes et les voies d'introduction sont identifiées et classées en ordre de priorité, les espèces prioritaires sont contrôlées ou éradiquées et des mesures sont en place pour gérer les voies de pénétration, afin d'empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Adoption des <i>Lignes directrices pour éviter l'introduction d'espèces non indigènes d'oiseaux d'eau</i> Adoption de la Résolution 4.5 - <i>Espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites dans la zone de l'Accord</i> Étude sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites (AEWA/MOP 4.12; 2008) 	<ul style="list-style-type: none"> Les très bons progrès réalisés par le R-U pour éradiquer l'Érismature rousse <i>Oxyura jamaicensis</i> ont été poursuivis. Des mesures de contrôle de l'espèce ont également été prises en Belgique et en France, sur planification réalisée en Suisse, mais sans mise en œuvre des contrôles prévus au Maroc et en Suède La Résolution 5.15 <i>Impact des herbes aquatiques exotiques envahissantes sur les habitats des oiseaux</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Éradication de l'Érismaturerousse <i>Oxyura jamaicensis</i> de l'aire de l'AEWA, selon la Résolution 4.5, avant 2020 Renforcer les activités pour contrôler les oiseaux d'eau non indigènes envahissants, notamment l'Ibis sacré <i>Threskiornis aethiopicus</i> là où il n'est pas indigène (selon la Résolution 4.5) <p>Mettre en œuvre la cible pour l'Objectif 1 du Plan stratégique :</p> <p>1.5 Les oiseaux d'eau sont examinés attentivement dans le contexte de la réalisation des Plans d'action</p>

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
		<i>d'eau en Afrique a été adoptée</i> <ul style="list-style-type: none"> Adoption des <i>Lignes directrices</i> révisées sur la façon d'éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non-indigènes 	nationaux sur les espèces non-indigènes par d'autres forums internationaux tels que la CBD, la Convention de Bern et le GISP.
Objectif 10 D'ici à 2015, les nombreuses pressions anthropiques exercées sur les récifs coralliens et les autres écosystèmes vulnérables marins et côtiers affectés par les changements climatiques ou l'acidification des océans sont réduites au minimum, afin de préserver leur intégrité et leur fonctionnement.	<ul style="list-style-type: none"> Adoption de la Résolution 3.17 – <i>Le changement climatique et les oiseaux d'eaux migrants</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Adoption de la Résolution 5.13 - <i>Mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau</i> [et la Résolution 6.6 <i>Conseils actualisés concernant les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau</i>] Des progrès limités pour commencer à évaluer les analyses de la vulnérabilité des habitats et des espèces permettent le développement de programmes d'adaptation 	<ul style="list-style-type: none"> [Mettre en œuvre la Résolution 6.6 <i>Conseils actualisés concernant les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau</i>]
But stratégique C : Améliorer l'état de la diversité biologique en sauvegardant les écosystèmes, les espèces et la diversité génétique			
Objectif 11 D'ici à 2020, au moins 17% des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10% des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen	<ul style="list-style-type: none"> Le Plan d'action exhorte à l'établissement de réseaux de sites pour protéger les habitats de zones humides importants Adoption des <i>Lignes directrices sur la gestion des sites cruciaux</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports nationaux pour la MOP6 font état d'un total de 128.422 sites importants au plan national (couvrant 88,46 millions d'hectares) pour les oiseaux d'eau migrants, dont tous sauf 	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les Parties devraient prendre en main les questions de gestion des sites et déterminer quels sont les sites prioritaires pour la désignation, notamment en tenant compte des conclusions et recommandations provisoires

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation effectives par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin.	<p><i>pour les oiseaux d'eau migrants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Adoption des <i>Lignes directrices sur la préparation d'inventaires de sites pour les oiseaux d'eau migrants</i> • <i>Rapport sur le réseau de sites pour les oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord</i> (document AEWA/MOP 5.15) 	<p>478 sont juridiquement protégés. Parmi les sites juridiquement protégés, 68 % disposent de plans de gestion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les rapports nationaux pour la MOP6 font état d'un total de 1.356 sites importants au plan international (couvrant 25,75 millions d'hectares) pour les oiseaux d'eau migrants, dont 51 % disposent de plans de gestion. 	<p>du rapport préliminaire sur le Réseau de sites dans la zone de l'Accord</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Comité technique, travaillant avec d'autres organisations et processus pertinents, développera plus avant la compréhension de la portée et du contenu des réseaux de sites protégés pour les oiseaux d'eau migrants dans la zone de l'Accord, et fera des recommandations claires à la MOP6 concernant le nombre suffisant de dispositions actuelles dans le contexte de l'Objectif 11 d'Aichi et les réponses nationales et internationales nécessaires • Il est nécessaire d'utiliser l'Outil CSN et le Kit de formation Voie de migration
<p>Objectif 12</p> <p>D'ici à 2020, l'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan stratégique adopté (2008) avec l'objectif global : <i>Améliorer ou maintenir les espèces d'oiseaux d'eau migrants et leurs populations dans un état de conservation favorable tout au long de leurs voies de migration</i> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Objectif 1 : <i>Prendre des mesures de conservation pour améliorer ou maintenir l'état de conservation des espèces</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption des <i>Lignes directrices sur le transfert d'oiseaux d'eau à des fins de conservation : venant compléter les lignes directrices de l'UICN</i> • Adoption des <i>Lignes directrices révisées sur l'identification et la prise en main des situations</i> 	<p>Mettre en œuvre des cibles pour l'Objectif 1 du Plan stratégique :</p> <p>1.1 Une protection légale complète est accordée à toutes les espèces figurant à la colonne A [d'ici la MOP6].</p> <p>1.2 Un réseau complet et cohérent de sites protégés et gérés, et autres sites adéquatement gérés, le long de la voie de migration, étant d'importance internationale et</p>

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
	<p><i>d'oiseaux d'eau et de leurs populations</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Adoption des <i>Lignes directrices pour la préparation des plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux d'eau migrants</i> • Plans d'action par espèce développé pour 15 espèces et mis en œuvre pour six espèces mondialement menacées • Adoption de <i>Lignes directrices sur un protocole de surveillance des oiseaux d'eau</i> • Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrants via les rapports triennaux de l'AEWA 	<p><i>d'urgence pour les oiseaux d'eau migrants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Plans d'action par espèce (SSAP) adopté pour l'Oie rieuse du Groenland <i>Anser albifrons flavirostris</i>, l'Aigrette vineuse <i>Egretta vinaceigula</i>, le Cygne de Bewick <i>Cygnus columbianus bewickii</i> (population de l'Ouest de la Sibérie & et du Nord-Est/Nord-Ouest de l'Europe), la Bernache à cou roux <i>Branta ruficollis</i> et le Vanneau sociable <i>Vanellus gregarius</i> lors de la MOP 5. • [Lors de la MOP6, les SSAP pour le Bec en sabot du Nil <i>Balaeniceps rex</i>, la Grue royale <i>Balearica regulorum</i>, l'Oie des moissons <i>Anser f. fabalis</i>, l'Harelde boréale <i>Clangula hyemalis</i>, le Courlis cendré <i>Numenius arquata</i>, l'Ibis chauve <i>Geronticus eremita</i>, et l'Oie naine <i>Anser erythropus</i> sont adoptés. Plan d'action international multi-espèces pour les oiseaux marins littoraux d'Afrique australe dans le système de courant de Benguela adopté] 	<p>nationale pour les oiseaux d'eau est mis en place et entretenu, en tenant compte des réseaux existants et des changements climatiques.</p> <p>1.3 Des études d'impact environnemental (EIA) et des évaluations environnementales stratégiques (SEA) servent à réduire l'impact de nouveaux développements sur les espèces et populations d'oiseaux d'eau.</p> <p>1.4 Des plans d'action par espèce (SSAP) sont élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3, marquées d'un astérisque (colonne A du Tableau 1).</p> <p>[Plans d'action par espèce adoptés pour le Bec en Sabot du Nil <i>Balaeniceps rex</i>, la Grue royale <i>Balearica regulorum</i>, l'Oie des moissons <i>Anser f. fabalis</i>, l'Harelde boréale <i>Clangula hyemalis</i>, le Courlis cendré <i>Numenius arquata</i>, l'Ibis chauve <i>Geronticus eremita</i>, et l'Oie naine <i>Anser erythropus</i>. Plan d'action international multi-espèces pour les oiseaux marins littoraux d'Afrique australe dans le système de courant de Benguela adopté]</p>

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
		<ul style="list-style-type: none"> Une aide est apportée à la mise en œuvre des SSAP existants. 	<p>Des rapports sont soumis à chaque MOP sur l'état des espèces pour lesquelles des Plans d'action par espèce (SSAP) ont été développés</p> <p>Chercher à établir des mécanismes internationaux de coordination pour chaque SSAP</p>
Objectif 13 D'ici à 2020, la diversité génétique des plantes cultivées, des animaux d'élevage et domestiques et des parents pauvres, y compris celle d'autres espèces qui ont une valeur socio-économique ou culturelle, est préservée, et des stratégies sont élaborées et mises en œuvre pour réduire au minimum l'érosion génétique et sauvegarder leur diversité génétique.			
But stratégique D : Renforcer les avantages retirés pour tous de la diversité biologique et des services fournis par les écosystèmes			
Objectif 14 D'ici à 2020, les écosystèmes qui fournissent des services essentiels, en particulier l'eau et contribuent à la santé, aux moyens de subsistance et au bien-être, sont restaurés et sauvegardés, compte tenu des besoins des femmes, des communautés autochtones et locales, et des populations pauvres et vulnérables.		<ul style="list-style-type: none"> Début de la mise en œuvre des actions pertinentes du Plan d'action de l'AEWA 2012-2017 pour l'Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre toutes les actions pertinentes du Plan d'action 2012-2017 de l'AEWA pour l'Afrique
Objectif 15 D'ici à 2020, la résilience des écosystèmes et la contribution de la			<ul style="list-style-type: none"> Le Comité technique travaillera, entre autres, avec le Groupe

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
diversité biologique aux stocks de carbone sont améliorées, grâce aux mesures de conservation et restauration, y compris la restauration d'au moins 15 % des écosystèmes dégradés, contribuant ainsi à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ceux-ci, ainsi qu'à la lutte contre la désertification.			d'évaluation scientifique et technique (GEST) de la Convention de Ramsar et les Programmes de travail concernés de la CBD, pour faire des recommandations sur la conservation et la gestion des zones humides à titre de priorité qui à la fois bénéficieront aux oiseaux d'eau migrateurs et contribueront à l'atténuation du changement climatique, et à l'adaptation à ce dernier, et/ou combattront la désertification
Objectif 16 D'ici à 2015, le <i>Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation</i> est entré en vigueur et est opérationnel, et est cohérent avec la législation nationale.			
But stratégique E : Renforcer la mise en œuvre au moyen d'une planification participative, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités			
Objectif 17 D'ici à 2015, toutes les Parties ont élaboré et adopté en tant qu'instrument de politique générale, et commencé à mettre en œuvre une stratégie et un plan d'action nationaux efficaces, participatifs et actualisés pour la diversité biologique.		<ul style="list-style-type: none"> 72 Parties contractantes à l'AEWA ont adopté des SPANB, ceux de Chypre, de la Lybie et de Monaco étant actuellement en cours de développement 	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer que les autorités nationales responsables de la mise en œuvre de l'AEWA sont totalement engagées dans le processus de mise à jour des stratégies nationales pour la biodiversité et des plans d'action de façon à encourager plus avant les synergies entre les traités liés à la biodiversité

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
<p>Objectif 18</p> <p>D'ici à 2020, les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales qui présentent un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ainsi que leur utilisation coutumière durable, sont respectées, sous réserve des dispositions de la législation nationale et des obligations internationales en vigueur, et sont pleinement intégrées et prises en compte dans le cadre de l'application de la Convention, avec la participation entière et effective des communautés autochtones et locales, à tous les niveaux pertinents.</p>			<ul style="list-style-type: none"> Le Comité technique développe la compréhension des implications des méthodes traditionnelles de prélèvement et des implications que ces dernières peuvent avoir pour la mise en œuvre de l'AEWA
<p>Objectif 19</p> <p>D'ici à 2020, les connaissances, la base scientifique et les technologies associées à la diversité biologique, ses valeurs, son fonctionnement, son état et ses tendances, et les conséquences de son appauvrissement, sont améliorées, largement partagées et transférées, et appliquées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Plan stratégique adopté (2008) avec objectifs afférents : <ul style="list-style-type: none"> <i>Objectif 3 : Améliorer les connaissances sur les espèces et leurs populations, les voies de migration et les menaces comme fondement de l'action de conservation</i> Publication triennale du Rapport sur l'état de conservation résumant les connaissances sur les oiseaux d'eau migrateurs de l'AEWA 	<ul style="list-style-type: none"> Partenariat de surveillance des oiseaux d'eau établi pour renforcer le développement du Recensement international des oiseaux d'eau (IWC) Lors de la MOP6, les Parties devraient décider des options pour l'établissement d'un régime de financement structurel de base à long terme pour l'IWC et adopter une approche stratégique renforcée pour son 	<p>Mettre en œuvre des cibles pour l'Objectif 3 du Plan stratégique :</p> <p>3.1. Les ressources nécessaires sont en place pour soutenir, à long terme, les processus internationaux de collecte des données de surveillance pour l'évaluation de l'état de conservation.</p> <p>3.2. Les capacités de systèmes nationaux de surveillance pour évaluer l'état de conservation des oiseaux d'eau sont mises en</p>

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
	<ul style="list-style-type: none"> Outil CSN et Kit de formation Voie de migration 	<p>développement et son entretien</p> <ul style="list-style-type: none"> Publication des cinquième et sixième éditions du <i>Rapport sur l'état de conservation</i> de l'AEWA 	<p>place, entretenues et développées plus avant.</p> <p>3.3. Les agences publiques nationales responsables, les institutions universitaires ainsi que d'autres instituts actifs dans la recherche sur les espèces sauvages sont encouragés à établir des programmes de recherche destinés à soutenir la mise en œuvre des priorités de conservation des oiseaux d'eau.</p> <p>3.4. Les meilleures pratiques, y compris en particulier les connaissances traditionnelles pour les programmes de conservation des oiseaux d'eau, sont rassemblées et intégrées.</p> <p>3.5 Le partage et l'accessibilité des données et informations pertinentes sont améliorés pour soutenir les prises de décision importantes en matière de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Comité technique fait des propositions relatives aux besoins supplémentaires pour la mise en œuvre de l'Objectif 3 du Plan stratégique dans le contexte des besoins pour améliorer, partager largement, transférer et appliquer les informations

Objectif d'Aichi	Contribution passée de l'AEWA (1999-2011)	Contribution de l'AEWA au cours de la période triennale 2012-2015	Contribution future de l'AEWA (2016-2020)
			scientifiques sur les oiseaux d'eau.
Objectif 20 D'ici à 2020 au plus tard, la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre effective du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique de toutes les sources et conformément au mécanisme consolidé et convenu de la Stratégie de mobilisation des ressources, aura augmenté considérablement par rapport aux niveaux actuels. Cet objectif fera l'objet de modifications en fonction des évaluations des besoins de ressources que les Parties doivent effectuer et notifier.		<ul style="list-style-type: none"> Résolutions 5.21 et [6.18] sur <i>les questions financières et administratives</i> adoptées 	<ul style="list-style-type: none"> Les Parties et les autres parties prenantes sont encouragées à envisager d'augmenter le financement et les autres capacités nécessaires à la mise en œuvre des plans d'action par espèce pour les espèces mondialement menacées, et de développer ce genre de plans pour toutes les espèces qui sont mondialement menacées Mise en œuvre d'un régime de financement structurel à long terme pour le Recensement international des oiseaux d'eau (IWC) et adoption d'une approche stratégique renforcée pour le développement et l'entretien de l'IWC.

Annexe 3 : Un résumé des contributions de l'AEWA aux objectifs de développement durable

Les objectifs de développement durable (ODD) qui sont inscrits ci-dessous en gras et en grisé, sont ceux auxquels la mise en œuvre complète de l'AEWA peut apporter des contributions spécifiques.

Objectifs de développement durable
Objectif 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
Objectif 3. Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges
Objectif 4. Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie
Objectif 5. Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
Objectif 6. Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau
Objectif 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable
Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
Objectif 9. Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation
Objectif 10. Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein
Objectif 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables
Objectif 12. Instaurer des modes de consommation et de production durables
Objectif 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*
* Reconnaisant que la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique est le principal forum international, intergouvernemental pour négocier la réponse mondiale au changement climatique.
Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
Objectif 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes
Objectif 17. Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens de ce partenariat

Résumé des objectifs ODD auxquels la mise en œuvre complète de l'AEWA peut contribuer.

Leur importance est indiquée comme suit :

- **(Plus grande) pertinence directe** – là où des actions pour mettre en œuvre l'Accord contribueront directement à l'objectif pertinent ; ou
- **Pertinence indirecte** – là où des actions ont une pertinence indirecte (ou plus faible).

Objectif	Pertinence	Nature de la contribution de l'AEWA
Objectif 1. Eliminer la pauvreté la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance	Directe	<p>L'Objectif 4 du <i>Plan stratégique 2009-2016 de l'AEWA</i> souligne la nécessité d'améliorer la communication, l'éducation et la sensibilisation du public relatives aux espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et, entre autres, leur rôle dans la réduction de la pauvreté</p> <p>La Cible 2 complémentaire du <i>Plan d'action 2012-2017 pour l'Afrique</i> appelle à ce que des stratégies de gestion des ressources naturelles s'appuyant sur la communauté, basées sur les zones humides et les oiseaux d'eau, soient développées pour soutenir le développement rural et améliorer la conservation</p>
Objectif 2. Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols	Indirecte	Beaucoup d'oiseaux d'eau tirent bénéfice d'une agriculture durable et peu intensive (qui profite à la qualité des terres et du sol), tandis que l'utilisation judicieuse des zones humides (y compris la restauration et la conservation des habitats côtiers) aide à s'adapter au changement climatique {Résolution [6.6]} et à réduire les risques de désastres
Objectif 6. Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	Indirecte	Une utilisation judicieuse des zones humides cohérentes avec les obligations de l'AEWA peut faciliter l'approvisionnement en eau en tant que service écosystémique aux communautés humaines

Objectif	Pertinence	Nature de la contribution de l'AEWA
6.3 D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant de [x] % à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau	Directe	Les actions pour mettre en œuvre le par. 4.3.9. du Plan d'action de l'AEWA réduiront la pollution, les marées noires et le rejet de déchets, tandis que le par. 3.2.3, entre autres, s'attaque au besoin de réglementer l'utilisation de produits chimiques agricoles et d'eaux usées liée aux impacts de la pollution par l'azote (eutrophisation et hypertrophisation) affectant les oiseaux d'eau, leurs habitats et l'approvisionnement en eau potable
6.5 D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient	Indirecte	L'Article III.2d (Mesures générales de conservation) demande que les Parties coordonnent leurs efforts pour protéger les zones humides « en particulier dans le cas où des zones humides s'étendent sur le territoire de plus d'une Partie ». La protection de ce type de zones humides partagées ²⁴ soutiendra tout particulièrement la fourniture d'eau en tant que service écosystémique pertinent à toutes les Parties concernées
6.6 D'ici 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs	Directe	Bien que les habitats importants pour les oiseaux d'eau ne se restreignent pas aux écosystèmes liés à l'eau, les zones humides sont d'une importance majeure, comme noté dans le préambule de l'Accord L'Article III.2c (Mesures générales de conservation) et les sections 3.2 (Conservation des espaces) et 3.3 (Réhabilitation et restauration) du Plan d'action demandent aux Parties d'établir un réseau de sites et d'habitats et « favorisent la protection, la gestion, la réhabilitation et la restauration de ces sites »
Objectif 12. Instaurer des modes de consommation et de production durables		
12.2 D'ici 2030, parvenir à la gestion durable et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles	Directe	L'Article III.2b (Mesures générales de conservation) demande que les Parties « s'assurent que toute utilisation d'oiseaux d'eau migrateurs ... est fondée sur le principe d'utilisation durable de ces espèces et des systèmes écologiques dont ils dépendent ».
12.4 D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au	Indirecte	Les Parties ont fixé pour objectif que « l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides est

²⁴ La coopération trilatérale de la mer des Wadden entre l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas est un bon exemple de ce type de coordination fonctionnelle

Objectif	Pertinence	Nature de la contribution de l'AEWA
long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement		supprimée dans toutes les régions des Parties contractantes » {Objectif 2.1 du Plan stratégique} Les actions pour mettre en œuvre le par. 4.3.9 du Plan d'action de l'AEWA réduiront la pollution, les marées noires et la décharge et l'immersion de déchets, tandis que le 3.2.3, entre autres, prend en main le besoin de réguler l'utilisation de produits chimiques agricoles et le rejet des eaux usées.
12.8 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature	Directe	Les actions pour mettre en œuvre la section 6 (Éducation et information) du Plan d'action de l'AEWA visent tout spécialement les utilisations des zones humides pour promouvoir les objectifs de l'Accord basés sur la durabilité
12.a Aider les pays en développement à se doter des moyens scientifiques et technologiques qui leur permettent de s'orienter vers des modes de consommation et de production plus durables	Indirecte	Chasser selon les principes de l'AEWA aura pour résultat des prélèvements durables et donc des bénéfices socio-économiques pour certaines communautés
12.b Mettre au point et utiliser des outils de contrôle des impacts sur le développement durable, pour un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux	Indirecte	Les actions pour mettre en œuvre la section 4.2 du Plan d'action de l'AEWA sur l'écotourisme se proposent d'encourager l'écotourisme respectueux et approprié dans les zones humides où des concentrations d'oiseaux d'eau sont présentes ²⁵
Objectif 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*		
<i>* Reconnaissant que la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique est le principal forum international, intergouvernemental pour négocier la réponse mondiale au changement climatique.</i>		
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	Indirecte	Les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau réduiront les risques de désastres liés au changement climatique Résolution 6.6
13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales	Directe	Les résolutions 5.13 et 6.6 cherchent à assurer que les mesures d'adaptation au changement climatique sont intégrées dans les politiques, stratégies et plans nationaux, et celles-ci profiteront tant aux oiseaux d'eau qu'aux communautés humaines

²⁵ Qui doit assurer des sites suffisamment vastes, sans perturbations, pour la survie des espèces particulièrement sensibles

Objectif	Pertinence	Nature de la contribution de l'AEWA
13.3 Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide	Directe	Les réponses au changement climatique sont une composante importante des actions pour mettre en œuvre la section 6 (Éducation et information) du Plan d'action et de la Stratégie de communication Résolution 6.10 de l'AEWA
Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.1 D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments	Indirecte	Les actions pour mettre en œuvre le par. 4.3.9 du Plan d'action de l'AEWA réduiront la pollution (y compris par les nutriments), les marées noires et les décharges de déchets, tandis que le par. 3.2.3, entre autres, prend en main la nécessité de réglementer l'utilisation des produits chimiques agricoles et les rejets d'eau usées
14.2 D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans	Directe	L'Article III.2c (Mesures générales de conservation) et les sections 3.2 (Conservation des espaces) et 3.3 (Réhabilitation et restauration) du Plan d'action de l'AEWA demande aux Parties d'établir un réseau de sites et d'habitats et « favorisent la protection, la gestion, la réhabilitation et la restauration de ces sites »
14.5 D'ici à 2020, préserver au moins 10 % des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles	Directe	L'Article III.2c (Mesures générales de conservation) et la section 3.2 (Conservation des espaces) du Plan d'action demandent aux Parties d'établir un réseau de sites et d'habitats, et d'encourager leur protection et leur gestion
Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1 D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux	Directe	L'Article III.2c (Mesures générales de conservation) et les sections 3.2 (Conservation des espaces) et 3.3 (Réhabilitation et restauration) du Plan d'action de l'AEWA demandent aux Parties d'établir un réseau de sites et d'habitats et « favorisent la protection, la gestion, la réhabilitation et la restauration de ces sites » en liaison avec les cadres internationaux pertinents

Objectif	Pertinence	Nature de la contribution de l'AEWA
15.5 Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction	Directe	<p>L'objectif central de l'Accord, exprimé à travers le vaste objectif de l'Article II.1 est de restaurer et de maintenir l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs</p> <p>L'Article III.2c (Mesures générales de conservation) et les sections 3.2 (Conservation des espaces) et 3.3 (Réhabilitation et restauration) du Plan d'action de l'AEWA demandent aux Parties d'établir un réseau de sites et d'habitats et « favorisent la protection, la gestion, la réhabilitation et la restauration de ces sites » en liaison avec les cadres internationaux pertinents</p> <p>L'Article III.1 demande aux Parties de prendre « des mesures pour conserver les oiseaux d'eau migrateurs en portant une attention particulière aux espèces en danger ainsi qu'à celles dont l'état de conservation est défavorable »</p>
15.7 Prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme au braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées et s'attaquer au problème sous l'angle de l'offre et de la demande	Directe	<p>La section 2.1 (Mesures juridiques) du Plan d'action demande spécifiquement aux Parties d'accorder une protection juridique aux oiseaux d'eau pertinents, et des plans d'action internationaux par espèce afférents s'attaquent aux problèmes du braconnage et du trafic.</p> <p>Le par. 4.1.6 du Plan d'action, demandant que les Parties « élaborent et appliquent des mesures pour réduire et, dans la mesure du possible, éliminer les prélèvements illégaux », est particulièrement pertinent.</p>
15.8 D'ici à 2020, prendre des mesures pour empêcher l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, atténuer sensiblement les effets que ces espèces ont sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires	Directe	<p>L'Article III.2g (Mesures générales de conservation) et la section 2.5 (Introductions) du Plan d'action demandent aux Parties d'interdire l'introduction délibérée, et de prendre toutes les mesures appropriées pour éviter le lâcher non intentionnel dans l'environnement d'espèces non indigènes d'animaux et de plantes préjudiciables aux oiseaux d'eau.</p> <p>Ce problème a été au centre de l'attention dans les rapports nationaux triennaux exigés des Parties. L'Article III.2g et la section 2.5 appellent à prendre des mesures pour lutter contre les espèces non indigènes – telles que les prédateurs – qui ont déjà été</p>

Objectif	Pertinence	Nature de la contribution de l'AEWA
		introduites. Les pars 3.3, 4.3.10 & 4.3.11 du Plan d'action sont également pertinents
15.a Mobiliser des ressources financières de toutes provenances et les augmenter nettement pour préserver la biodiversité et les écosystèmes et les exploiter durablement	Directe	Des actions pour apporter des ressources aux actions de conservation en faveur des oiseaux d'eau et de leurs habitats profiteraient également à d'autres espèces, aux écosystèmes au sens large et aux communautés humaines
15.c Apporter, à l'échelon mondial, un soutien accru à l'action menée pour lutter contre le braconnage et le trafic d'espèces protégées, notamment en donnant aux populations locales d'autres moyens d'assurer durablement leur subsistance	Directe	Des plans d'action internationaux par espèce s'attaquent aux problèmes du braconnage et du trafic. L'AEWA contribue aux groupes de travail internationaux pertinents, réunis par la CMS, sur l'abattage illégal d'oiseaux et les questions afférentes, et mène l'élaboration des plans d'action et le groupe de travail sur le piégeage des oiseaux en Égypte et en Lybie
Objectif 17. Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens de ce partenariat		
Renforcement des capacités 17.9 Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire	Directe	Le développement national de capacité et d'expertise dans les pays en développement pour la conservation des oiseaux d'eau et des zones humides contribuera également à une réalisation plus large des ODD. Ceci est pris en main à l'Article III.2i (Mesures générales de conservation) et aux par. 6.1 & 6.2 du Plan d'action
Questions structurelles <i>Partenariats multipartites</i> 17.16 Renforcer le partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable	Indirecte	Des partenariats multipartites, par exemple ceux participant à la surveillance des oiseaux d'eau, sont cruciaux pour la conservation des oiseaux d'eau
17.17 Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la	Directe	La mise en œuvre efficace de l'AEWA dépend fondamentalement du

Objectif	Pertinence	Nature de la contribution de l'AEWA
société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière		développement et de l'entretien de ces partenariats

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES

9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.16

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES : COMITÉ PERMANENT

Rappelant la Résolution 2.6 concernant la mise en place du Comité permanent et, notamment, la composition de ses membres,

Rappelant en outre les tâches confiées au Comité permanent, telles qu'énoncées dans les Résolutions 2.6, 4.6, 4.17 et 5.17,

Reconnaissant le rôle proactif que le Comité permanent a joué en supervisant, en tant que représentant de la Réunion des Parties, la mise en œuvre de l'Accord et le fonctionnement du Secrétariat,

Reconnaissant en outre que le Comité permanent a donné des orientations et des conseils au Secrétariat PNUE/AEWA sur la mise en œuvre de l'Accord, la préparation des réunions et toute autre question,

La Réunion des Parties :

1. *Approuve* la liste des représentants régionaux élus ou reconfirmés pour le Comité permanent, comme suit :

<u>Région</u>	<u>Représentant</u>	<u>Suppléant</u>
Europe et Asie centrale (1)	France	Croatie
Europe et Asie centrale (2)	Géorgie	Norvège
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Libye	Algérie
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Ghana	Sénégal
Afrique de l'Est et Afrique australe	Ouganda	Afrique du Sud

2. *Reconfirme* que le Comité permanent doit aussi inclure un représentant du pays hôte de la prochaine session de la Réunion des Parties, ainsi qu'un représentant du dépositaire ;

3. *Convient* que le Comité permanent se réunira au moins une fois entre la 6^{ème} et la 7^{ème} session de la Réunion des Parties ;

4. *Décide* de réserver une somme dans le Budget de 2016-2018 pour le paiement, sur demande, des frais de déplacement raisonnables et justifiables des membres du Comité permanent venant de pays en développement et de pays à économie en transition, dans le cadre de la politique décidée par la Réunion des Parties ;

5. *Demande* aux Parties contractantes de fournir une aide financière aux pays en développement et aux pays à économie en transition qui sont Parties à l'Accord, pour qu'ils soient représentés aux réunions du Comité permanent par un observateur.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES

9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.17

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES : COMITÉ TECHNIQUE

Conformément à l'Article VII de l'Accord, la 1^{ère} session de la Réunion des Parties (MOP) a établi et défini, par sa Résolution 1.8., la composition du Comité technique,

Considérant qu'à la 6^{ème} session en cours de la Réunion des Parties, le mandat de deux membres du Comité technique arrive à terme - celui des représentants régionaux de l'Europe du Nord et du Sud-Ouest et de l'Afrique du Nord ; que le représentant régional de l'Afrique australe a dû démissionner avant la date d'expiration de son mandat et que le poste de représentant régional de l'Afrique centrale est resté vacant au cours de la dernière période triennale; que le mandat des trois experts thématiques (gestion du gibier, droit de l'environnement et développement rural) arrive à terme également et que le poste d'un expert CEPA au titre de la Résolution 5.18 est resté vacant au cours de la dernière période triennale,

Considérant également la recommandation du Groupe consultatif, en vertu de l'Article 8 du Mode de fonctionnement du Comité technique, concernant la proposition de candidats aux postes vacants,

Remerciant les membres du Comité technique pour les travaux menés en vue d'accomplir la tâche énoncée au paragraphe 2 de l'Article VII de l'Accord, contribuant ainsi à la mise en œuvre de l'Accord durant la précédente période triennale,

Constatant la mise en œuvre relativement limitée du plan de travail du Comité technique pour la période 2012-2015, en raison d'un volume croissant de demandes faites au Comité par la Réunion des Parties, d'un manque de ressources affectées pour pouvoir sous-traiter des éléments de travail importants (comme les études techniques) et d'une dépendance qui en résulte à l'égard des précédentes levées de fonds par le Secrétariat pour avancer dans ces domaines de travail, et des contraintes lourdes liées à la quantité de contributions *pro bono* aux travaux du Comité par ses membres, en conséquence des mesures d'austérité économique – telles que décrites dans le rapport du Comité technique à la MOP6, document AEWA/MOP 6.7,

Reconnaissant le besoin d'une analyse stratégique préalable des tâches du Comité technique par la Réunion des Parties pour la prochaine période triennale afin d'établir des priorités, et d'une fourniture et mobilisation de ressources afin d'assurer une allocation et une réalisation des travaux adéquates,

Reconnaissant en outre que le Comité technique est un organe subsidiaire et consultatif de l'Accord et qu'il est important que ses membres soient en mesure de se distancer de toute possibilité de conflit d'intérêts entre leurs intérêts professionnels personnels et leurs responsabilités envers l'AEWA.

La Réunion des Parties :

1. Désigne en tant que membres et suppléants du Comité technique les personnes nommées à l'Appendice I de la présente résolution, en tenant compte des mandats définis à l'Article 5 du Mode de fonctionnement du Comité technique et de la représentation géographique énoncée dans son appendice ;

2. *Approuve* le plan de travail résumant les tâches scientifiques et techniques du Comité technique de l'AEWA pour 2016-2018 et leur hiérarchisation, tel que présenté dans l'Appendice II à la présente résolution ;
3. *Charge* le Secrétariat de fournir au Comité technique le soutien nécessaire, conformément à l'Article VII de l'Accord, ainsi que les affectations budgétaires allouées à l'Accord et aux activités du Comité technique ou du Secrétariat de l'Accord, telles qu'adoptées dans la Résolution 6.18 sur les questions financières et administratives ;
4. *Encourage* les Parties contractantes à inclure des membres du Comité technique dans leurs délégations à la Réunion des Parties, dans la limite des ressources financières disponibles, afin de renforcer les synergies entre les organes de l'Accord ;
5. *Prie* le Comité technique de créer et de conserver, en vertu de l'Appendice III à la présente résolution, un registre dans lequel des intérêts pertinents peuvent être déclarés par ses membres (représentants régionaux, experts thématiques et représentants des organisations internationales), par les observateurs des organisations spécialisées inter-gouvernementales et non-gouvernementales, et par d'autres experts élus et invités.

Appendice I

COMITÉ TECHNIQUE DE L'AEWA

REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX

EUROPE DU NORD ET DU SUD-OUEST

Mme Ruth Cromie (Royaume Uni)

SUPPLÉANTS

Poste vacant

EUROPE CENTRALE

M. Lorenzo Serra (Italie)

M. Darko Saveljic (Montenegro)

EUROPE DE L'EST

M. Saulius Svazas (Lituanie)

M. Gleb Gavrys (Ukraine)

ASIE DU SUD-OUEST

M. Sharif Jbour (Jordanie)

Poste vacant

AFRIQUE DU NORD

M. Sidi Imad Cherkaoui (Maroc)

Poste vacant

AFRIQUE DE L'OUEST

M. Erasmus Owusu (Ghana)

Poste vacant

AFRIQUE CENTRALE

Poste vacant

Poste vacant

AFRIQUE ORIENTALE

M. Muchai S. Muchane (Kenya)

Poste vacant

AFRIQUE AUSTRALE

Mme Lizanne Roxburgh (Afrique du Sud)

Poste vacant

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS ¹

UICN

M. Jean-Christophe Vié

Poste vacant

WETLANDS INTERNATIONAL

M. Szabolcs Nagy

M. Taej Mundkur

CIC

M. Arto Marjakangas

Poste vacant

EXPERTS THÉMATIQUES

ÉCONOMIE RURALE

M. Philippe Karpe

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Mme Melissa Lewis

GESTION DU GIBIER

M. Pierre Defos du Rau

¹ Mandat à décider par l'Organisation.

Appendice II

Plan de travail du Comité technique de l'AEWA 2016 - 2018

Introduction

1. Cette partie fournit des notes explicatives sur les deux annexes ci-jointes (Appendice II, première et deuxième partie).
2. L'Annexe 1 donne une liste sommaire des tâches scientifiques et techniques prioritaires proposées pour la période triennale 2016-2018. Cette liste est extraite de l'Annexe 2, qui donne un résumé de la liste complète des tâches scientifiques et techniques proposées pour les travaux du Comité technique durant la période 2016-2018.
3. Les thèmes se rapportent en grande partie à la structure du Plan d'action de l'AEWA, comme suit :
 - a) **Champ d'application**²⁷
 - Questions relatives au champ d'application taxonomique et géographique de l'Accord.
 - b) **Conservation des espèces**²⁸
 - Y compris les questions concernant : la réglementation des prélèvements ; les plans d'action internationaux par espèce et leur mise en œuvre ; les mesures d'urgences ; les rétablissements ; les introductions d'espèces.
 - c) **Conservation des habitats**²⁹
 - Y compris les questions concernant : les inventaires d'habitats et de sites ; la conservation de certaines zones ; la réhabilitation et la restauration des habitats ; l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation.
 - d) **Gestion des activités humaines**³⁰
 - Y compris la chasse (inclut le problème de la grenaille de plomb) ; les perturbations ; les conflits avec des espèces et la gestion d'autres activités humaines (comme l'impact de la production et du transport d'énergie, le développement, etc.).
 - e) **Recherche et surveillance continue**³¹
 - Y compris la planification et le financement des études et du suivi.
 - f) **Education et information**³²
 - Y compris toutes les questions relatives à la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP).
 - g) **Mise en œuvre**³³
 - Y compris les lignes directrices de conservation ; le paragraphe 7.4 du Plan d'action sur les études internationales ; et d'autres questions relatives à la mise en œuvre.

²⁷ Inclut certaines questions traitées par le Groupe de travail 10 du Comité technique : nouvelles questions (concernant la taxonomie)

²⁸ Inclut certaines questions traitées par le Groupe de travail 1 du Comité technique : grenaille de plomb, chasse et commerce ; et par le Groupe de travail 10 du Comité technique : nouvelles questions

²⁹ Inclut certaines questions traitées par le Groupe de travail 11 du Comité technique : perte et dégradation des habitats

³⁰ Inclut les travaux menés actuellement par le Groupe de travail 1 du Comité technique : grenaille de plomb, chasse et commerce ; le Groupe de travail 8 du Comité technique : énergies renouvelables et oiseaux d'eau migrateurs ; le Groupe de travail 9 du Comité technique : perturbations ; et le Groupe de travail 10 du Comité technique : nouvelles questions (concernant les prises accessoires d'oiseaux marins, etc.)

³¹ Inclut les travaux menés actuellement par le Groupe de travail 4 du Comité technique : suivi des oiseaux d'eau

³² Inclut les travaux menés actuellement par le Groupe de travail 5 du Comité technique : CESP et stratégie et plan de communication

³³ Inclut les travaux menés actuellement par le Groupe de travail 3 du Comité technique : études internationales ; et le Groupe de travail 6 du Comité technique : lignes directrices de conservation

h) Questions stratégiques, relatives à l'établissement des rapports, nouvelles questions et autres questions³⁴

- Notamment les questions stratégiques, relatives à l'établissement des rapports et autres questions de planification ; les nouvelles questions et l'analyse prospective.

4. Les 14 tâches prioritaires énumérées dans la première partie ci-dessous ont été identifiées parmi toutes les différentes tâches scientifiques et techniques proposées, énumérées dans la deuxième partie. Ces tâches comprennent toutes les tâches 'essentiels' et un petit nombre de tâches à 'haute priorité'.
5. Le montant prévisionnel du financement total requis pour la pleine réalisation des tâches prioritaires recommandées pour 2016-2018 est de 561 000 € pour cet exercice triennal, tandis que le coût total de la mise en œuvre de l'ensemble du plan de travail s'élève à 869 000 €.
6. La deuxième partie donne des précisions sur toutes les tâches scientifiques et techniques d'appui à la mise en œuvre proposée pour le Comité technique durant la période 2016-2018. Cette annexe fournit une description sommaire de chaque tâche, de ses résultats et produits escomptés, et de son coût prévisionnel.
7. Comme indiqué à la deuxième partie, un certain nombre de tâches énumérées sont ou bien en cours, ou bien le prolongement d'une tâche adoptée à une précédente Réunion des Parties, mais pour laquelle les capacités ou le financement fournis lors du précédent exercice triennal ont été insuffisants pour pouvoir entreprendre ou mener à bien cette tâche.
8. Le coût prévisionnel indiqué à la deuxième partie est basé sur le principe que chaque tâche nécessite d'embaucher un expert (ou plusieurs experts) pour entreprendre les travaux requis. Ce coût prévisionnel a été établi par le Comité technique et le Secrétariat, afin de fournir aux Parties contractantes une première évaluation des besoins requis pour accomplir ces tâches – le montant exact, ainsi que le champ d'application et les moyens d'accomplir chaque tâche seront indiqués au début de la période triennale 2016-2018 et communiquées au Comité permanent à ce moment-là.

Il est entendu que la plus grande partie des fonds nécessaires pour poursuivre les activités d'appui à la mise en œuvre scientifique et technique de l'Accord proviendront de sources autres que le budget principal de l'Accord.

9. Veuillez noter que pour certaines tâches importantes, le coût indiqué concerne les travaux à entreprendre pour établir le mandat du projet (y compris une évaluation du montant total des coûts), et non pas le coût de réalisation du projet lui-même, pour lequel un financement doit être trouvé.

³⁴ Inclut les travaux menés actuellement par le Groupe de travail 2 du Comité technique : rapports nationaux, Plan stratégique et Objectifs d'Aichi ; Plan d'action pour l'Afrique; par le Groupe de travail 7 du Comité technique : changement climatique; et certaines questions abordées par le Groupe de travail 10 du Comité technique : nouvelles questions

Appendice II - Première partie

Tâches scientifiques et techniques prioritaires recommandées pour la période triennale 2016-2018

Tâches prioritaires recommandées pour 2016-2018 (résumé de la tâche uniquement)	Coût prévisionnel
1. Champ d'application	
<ul style="list-style-type: none"> • Définitions des populations. Examen de la délimitation des frontières des populations d'un petit nombre d'espèces et évaluation des conséquences pour une inscription aux annexes de l'AEWA. 	5 000 €
2. Conservation des espèces	
<ul style="list-style-type: none"> • Prélèvements et viabilité. Elaborer un mandat pour des projets éventuels sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs qui favorisent des approches interdisciplinaires en ce qui concerne les besoins de moyens de subsistance, y compris le développement de ressources alimentaires alternatives et une sensibilisation. 	2 000 € (propositions de projets à élaborer)
3. Conservation des habitats	
<ul style="list-style-type: none"> • Examen du réseau de sites. Finaliser le Rapport sur le réseau de sites pour les oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord, dont un projet de texte a été présenté à la MOP5. 	80 000 €
<ul style="list-style-type: none"> • La perte de zones humides qui a un impact sur les oiseaux d'eau migrateurs. Dans le cadre d'une première évaluation sur le rythme très rapide du déclin des habitats intertidaux le long de la voie de migration d'Asie occidentale – Afrique orientale, recueillir des données sur les taux régionaux de perte des habitats de zones humides et utiliser ces données pour établir des priorités dans les actions menées pour lutter contre les facteurs d'une telle perte et dégradation, lorsqu'elles ont un impact sur les oiseaux d'eau migrateurs. 	20 000 €
4. Gestion des activités humaines	
<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des perturbations. Produire des orientations simples sur la gestion des perturbations causées aux oiseaux d'eau en ciblant les gestionnaires des sites de zones humides, et traduire ces orientations en français, arabe et russe. 	76 000 €
<ul style="list-style-type: none"> • Abattage illégal. Appuyer la mise en œuvre de la Résolution 11.16 de la CMS sur la prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs, et du Plan d'action de l'AEWA/CMS pour lutter contre le piégeage des oiseaux le long des côtes méditerranéennes de l'Egypte et de la Libye. 	8 000 €
<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact de la pêche. Evaluer comment l'AEWA peut travailler au mieux en utilisant et en renforçant les activités d'autres acteurs qui contribuent à une réduction de l'impact des pêcheries d'eau douce et marines sur les oiseaux d'eau migrateurs. 	10 000 €
5. Recherche et surveillance continue	
<ul style="list-style-type: none"> • Cibler les programmes de suivi. Terminer les orientations supplémentaires sur la manière de faire en sorte que les populations (notamment d'oiseaux marins et d'oiseaux aquatiques nicheurs coloniaux) soient visées par les programmes de suivi internationaux, pour produire des estimations internationales fiables sur la taille et les tendances des populations. 	10 000 €
7. Mise en oeuvre	
<ul style="list-style-type: none"> • 7^{ème} édition du Rapport sur l'état de conservation. Orienter le processus d'établissement de la 7^{ème} édition du Rapport sur l'état de conservation, pour examen à la MOP7. 	100 000 €

Tâches prioritaires recommandées pour 2016-2018 (résumé de la tâche uniquement)	Coût prévisionnel
<ul style="list-style-type: none"> • Autres études internationales. Orienter le processus d'établissement a) d'un rapport actualisé sur les informations provenant d'enquêtes ; b) d'un rapport actualisé sur la législation applicable en matière de chasse et de commerce ; c) d'un rapport actualisé sur les projets de rétablissement. 	130 000 €
<ul style="list-style-type: none"> • Lignes directrices de conservation. Examiner les Lignes directrices de conservation No. 1, 3, 4, 7, 8 et 9 pour s'assurer qu'elles continuent de refléter les meilleures pratiques de conservation, et reformater, selon que de besoin, en fonction des conclusions de l'examen continu du format des lignes directrices. 	60 000 €
8. Questions stratégiques, relatives à l'établissement des rapports, nouvelles questions et autres questions	
<ul style="list-style-type: none"> • Rapports nationaux. Réviser le format de rapport national et apporter les modifications nécessaires sur la base des retours d'information reçus après le cycle d'établissement des rapports pour la MOP6 et aborder les changements nécessaires après la MOP6. 	20 000 €
<ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur l'état des populations pour la MOP 7. Elaborer un module pour faire rapport sur l'état des populations, pour la MOP7. 	20 000 €
<ul style="list-style-type: none"> • Examen de la réalisation des Objectifs d'Aichi. Evaluer les progrès accomplis sur les questions concernant les Objectifs d'Aichi, et présenter des évaluations triennales de la contribution de l'AEWA à chaque Objectif pertinent, en précisant les besoins supplémentaires, selon que de besoin et selon qu'il convient, pour la MOP7. 	20 000 €

Appendice II - Deuxième partie

Résumé des tâches scientifiques et techniques du Comité technique de l'AEWA : 2016-2018

- A. Les tâches scientifiques et techniques du Comité technique sont organisées autour de huit grands thèmes, comme suit :
- Champ d'application
 - Conservation des espèces
 - Conservation des habitats
 - Gestion des activités humaines
 - Recherche et surveillance continue
 - Education et information
 - Mise en oeuvre
 - Questions stratégiques, relatives à l'établissement des rapports, nouvelles questions et autres questions
- B. Les priorités établies pour les tâches à entreprendre sont les suivantes :
- Essentielle** (priorité absolue) – les autres processus de la Réunion des Parties dépendent de la réalisation de cette tâche (faire rapport à la MOP7, par exemple)
- Haute** – tâche importante pour avancer avant la MOP7, c'est-à-dire, pour pouvoir commencer des travaux dans les deux prochaines années
- Autre** – tâche importante, mais dont la réalisation peut commencer à une échelle de temps plus longue
- Continue** – activité à long terme importante et en cours ou qui sera lancée prochainement
- C. Les différentes catégories de tâches sont indiquées dans les tableaux ci-dessous, comme suit :
1. Orientations nouvelles ou révisées pour les Parties contractantes
 2. Appui et conseils techniques – en cours et *ad hoc*
 3. Avis sur des nouvelles questions
 4. Contributions aux produits et/ou initiatives scientifiques ou techniques réalisés par d'autres organisations compétentes
 5. Examen des connaissances comme base pour élaborer des orientations à l'intention des Parties et d'autres.
- D. Il convient de noter que les coûts indiqués sont largement approximatifs et ne résultent d'aucun calcul précis du coût des tâches spécifiques. Les coûts mentionnés se rapportent uniquement à ce stade aux besoins de planification généraux et seront affinés ultérieurement.

Thème : Champ d'application

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€) – voir la note ci-dessus
Taxonomie & nomenclature : Conserver une vue d'ensemble des questions taxonomiques et de nomenclature et conseiller sur le besoin de mettre à jour l'Annexe 2 de l'Accord, si nécessaire. (Résolution 6.1)	Autre	2	Conseil scientifique de la CMS	Plan stratégique : Objectif 3 Objectif d'Aichi : Objectif 19	–
Champ d'application taxonomique (et géographique) de l'AEWA : Le Programme de travail sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration, adopté à la COP11 de la CMS, envisage la réalisation d'une étude pour examiner les possibilités d'élargir l'AEWA comme cadre pour d'autres espèces et/ou groupes d'espèces d'oiseaux migrateurs dans la région d'Afrique-Eurasie, afin de couvrir tous les Mémoires d'entente (MdE) et Plans d'action sur les oiseaux d'Afrique-Eurasie. Contribuer à cette étude, selon que de besoin. (Résolution 11.14, Annexe 1, point 19).	Haute	4	Groupe de travail de la CMS sur les voies de migration et collaboration avec le MdE Rapaces et le Plan d'action sur les oiseaux terrestres, selon qu'il convient	Plan stratégique : Objectif 5.7 Objectif d'Aichi : Objectif 12	–
Définitions des populations : Au début de la période triennale, examiner les données probantes à l'appui d'une délimitation des frontières actuelles des populations des espèces ci-après, pour que la 13 ^{ème} réunion du Comité technique formule des recommandations à la douzième réunion du Comité permanent, aux fins d'approbation provisoire, afin que toute modification éventuelle puisse être intégrée aux travaux d'élaboration de propositions pour la MOP7 (7 ^{ème} Rapport sur l'état de conservation et modifications proposées au Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA): Oie naine <i>Anser erythropus</i> – état de conservation des oiseaux en Scandinavie Marouette poussin Crake <i>Porzana parva</i> Vanneau sociable <i>Vanellus gregarius</i> Vanneau à queue blanche <i>Vanellus leucurus</i> Courlis corlieu <i>Numenius phaeopus rogachevae</i> Mouette tridactyle <i>Rissa tridactyla</i> Sterne de Dougall <i>Sterna dougallii</i> Sterne naine Tern <i>Sterna albifrons</i>	Essentielle	2	Wetlands International et ses Groupes de spécialistes compétents, Groupe sur les oiseaux de CAFF	Plan stratégique : Objectif 3	[5 000 €]

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€) – voir la note ci-dessus
Guillemot <i>Uria a. aalge</i> & <i>U. aalge albionis</i> Macareux moine <i>Fratercula arctica</i>					
Procédures du Comité technique : Examiner et appliquer des procédures d'examen appropriées et sans incidence sur les coûts en ce qui concerne les principaux produits issus du Comité, afin de maintenir un niveau scientifique élevé	Autre	–			–

Thème : Conservation des espèces

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Orientations sur les questions relatives aux dérogations Fournir des orientations sur les mesures qui devraient être prises pour empêcher que les dérogations énumérées au paragraphe 2.1.3 du Plan d'action soient utilisées au détriment des espèces inscrites au Tableau 1. (Résolution 4.3) (repris du Plan de travail 2009-2012)	Haute	1		Plan stratégique : Objectif 1 Objectif d'Aichi : Objectif 12	[30 000 €]
Déclins multi-espèces régionaux Continuer de développer des idées sur la manière dont les déclins multi-espèces à l'échelle régionale (comme les canards marins de la mer Baltique) pourraient être abordés, en conjuguant des mesures nationales et internationales appropriées, et examiner les meilleurs moyens de diffuser ces idées sous forme d'orientations. (Résolution 5.6) (repris du Plan de travail 2012-2015)	Autre	1		Plan stratégique : Objectif 1 Objectif d'Aichi : Objectif 12	[5 000 €]
Périodes de migration pré-nuptiale et liée à la reproduction Continuer de fournir des informations pertinentes sur les espèces africaines, comme indiqué dans l'Appendice 1 à la Résolution 5.10, au fur et à mesure que les connaissances sur ces espèces s'améliorent par le	Autre Continue	1, 5		Plan stratégique : Objectifs 2 & 3.5	[3 000 €]

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
biais de la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique, et présenter les orientations élaborées à une future Réunion des Parties. (Résolution 5.10)				Objectif d'Aichi : Objectif 4	
Herbes aquatiques envahissantes qui ont un impact sur les oiseaux d'eau Consolider un guide sur les lignes directrices existantes à ce sujet. (repris du Plan de travail 2009-2012)	Haute	1	Groupe d'évaluation scientifique et technique de la Convention Ramsar (GEST Ramsar)	Plan stratégique : Objectifs 1 & 3 Objectif d'Aichi : Objectif 9	[20 000 €]
Favoriser une plus grande reconnaissance de l'importance socioéconomique des oiseaux d'eau Dans le contexte à la fois de l'Objectif 2 d'Aichi et de la Résolution 10.18 de la CMS ³⁵ , examiner s'il convient d'élaborer des orientations appropriées sur la reconnaissance des valeurs socioéconomiques des oiseaux d'eau migrateurs à travers leurs utilisations à des fins de consommation et de non consommation, dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) et ailleurs, de sorte que les valeurs économiques et culturelles des oiseaux d'eau soient pleinement reconnues au niveau national et soient intégrées dans les stratégies de réduction de la pauvreté.(Résolution 6.4 & 6.15)	Haute		CMS, CBD	Plan stratégique : Objectifs 1.5, 2 & 4 Objectif d'Aichi : Objectif 2	[30 000 €]
Prélèvements et viabilité Elaborer un mandat pour des projets éventuels sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs qui favorisent des approches interdisciplinaires en ce qui concerne les besoins de moyens de subsistance, y compris le développement de ressources alimentaires alternatives et une sensibilisation. [Programme de travail sur les voies de migration de la CMS #12]	Haute	1	Groupe de travail de la CMS sur les voies de migration	Plan stratégique : Objectif 2 Objectif d'Aichi : Objectif 4	[2 000 €] Calcul du coût des projets à effectuer
Comprendre les problèmes de prélèvement Solliciter des informations auprès des Parties et des acteurs pour savoir quels autres outils et directives leur seraient utiles dans le but d'assurer une chasse durable et pour mieux identifier les publics que ces outils devraient viser ainsi que les moyens les plus appropriés par lesquels ceci	Autre	2		Plan stratégique : Objectif 2 Objectif d'Aichi : Objectif 4	

³⁵ Résolution 10.18. Lignes directrices sur l'intégration des espèces migratrices dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) et autres résultats de la COP10 à la CBD.
http://www.cms.int/sites/default/files/document/10_18_nbsaps_e_0_0.pdf

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
pourrait être réalisé et d'incorporer ces informations dans la planification future des travaux du Comité (Résolution 6.4)					
Connaissances traditionnelles et prélèvements Finaliser le rapport retardé sur cette question et formuler des recommandations pour des futurs travaux. Examiner s'il est possible d'inclure les travaux existants dans la tâche conceptuellement connexe (tâche ci-dessus) sur la promotion des avantages socioéconomiques procurés par les oiseaux d'eau.	Autre	5		Plan stratégique : Objectifs 2 & 3.4 Objectif d'Aichi : Objectifs 12 & 18	[20 000 €]
Evaluations de la Liste rouge Examiner s'il convient de favoriser l'intégration du processus visant à assurer une prompte évaluation de la Liste rouge de l'UICN pour les oiseaux migrateurs qui sont des espèces prioritaires visées par l'AEWA. [Programme de travail sur les voies de migration de la CMS #12]	Haute	4	Groupe de travail de la CMS sur les voies de migration et BirdLife International	Plan stratégique : Objectif 3 Objectif d'Aichi : Objectif 12	[5 000 €]
Développement de plans de gestion Produire une liste de priorités et une sélection ultérieure des espèces / populations pour le développement de plans de gestion internationaux par espèce, lors de sa première réunion après chaque MOP. (Résolution 6.8).	Autre	2		Plan stratégique : Objectif 2 Objectif d'Aichi : Objectif 4	

Thème : Conservation des habitats

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Rapport sur le réseau de sites Continuer d'établir le " <i>Rapport sur le réseau de sites pour les oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord</i> ", afin de mieux refléter les informations sur la gestion et l'état de conservation des sites essentiels, et d'élaborer	Essentielle	1	Wetlands International	Plan stratégique : Objectif 1.2	[80 000 €]

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
plus avant des moyens de résumer ces informations de façon accessible (Résolution 5.2), compte tenu des exigences d'établissement de rapports au titre du Plan stratégique de l'AEWA et d'une évaluation au regard des Objectifs d'Aichi pertinents (Résolution 5.23) (repris du Plan de travail 2012-2015)				Objectif d'Aichi : Objectif 11	
Conservation des sites et l'AEWA Au regard des multiples initiatives (internationales) concernant l'identification, la désignation et la gestion des sites importants pour les oiseaux d'eau, faire une évaluation critique de la valeur ajoutée (le cas échéant) que peut apporter l'AEWA et transmettre des propositions d'activités ou d'initiatives spécifiques éventuelles découlant de cette évaluation à la MOP 7.	Haute	5	Potentiellement tous ceux qui s'occupent des aires protégées		[20 000 €]
Perte de zones humides qui a un impact sur les oiseaux d'eau Développer une connaissance partagée, axée sur des données probantes, sur les taux de perte d'habitats de zones humides au niveau régional comme base pour des actions prioritaires, afin de lutter contre les facteurs d'une telle perte et dégradation qui ont un impact sur les oiseaux d'eau migrants. Les travaux initiaux devraient être axés sur une évaluation du rythme très rapide de perte des habitats intertidaux le long de la voie de migration d'Asie occidentale-Afrique orientale et les conséquences pour les oiseaux d'eau qui utilisent ces zones.	Haute	3	Conjointement avec la Convention de Ramsar (GEST)	Plan stratégique : Objectif 3 Objectif d'Aichi : Objectif 5	[20 000 €]
Importance socioéconomique des oiseaux d'eau Etudier la possibilité de développer plusieurs études de cas qui résument les avantages socioéconomiques (y compris la sécurité alimentaire) retirés par les populations locales d'une gestion durable des zones humides et d'une exploitation durable des oiseaux d'eau qui dépendent de ces zones. (Résolution 5.13)	Autre	4	Conjointement avec la Convention de Ramsar (GEST) Noter les liens existant avec des tâches connexes sous le thème <i>conservation des espèces</i>	Plan stratégique : Objectif 4 Objectif d'Aichi : Objectif 14	[5 000 €]

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Impact positif net Etudier la faisabilité et élaborer une proposition d'Impact positif net international incluant des méthodes de compensation qui engagent le secteur des entreprises et les gouvernements, afin d'appuyer la conservation des voies de migration. [Programme de travail sur les voies de migration de la CMS #7]	Autre	3	Groupe de travail de la CMS sur les voies de migration ; Conseil scientifique de la CMS; Wetlands International; BirdLife International; secteur des entreprises	Plan stratégique : Objectif 5 Objectif d'Aichi : Objectif 4 & 5	[2 000 €]

Thème: Gestion des activités humaines

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Gestion des perturbations Commander des orientations simples mais exhaustives sur la gestion des perturbations, sous une forme susceptible d'être largement traduite et diffusée, et transmettre ces orientations à la MOP7, pour examen. Publier des versions en anglais, français, arabe et russe. (Résolution 5.24) (repris du Plan de travail 2012-2015)	Haute	1	Conjointement avec la Convention de Ramsar (GEST)	Plan stratégique : Objectifs 1, 2.4 & 5.6 Objectif d'Aichi : Objectifs 11 & 12	[76 000 €] 30 000 € pour le projet de texte, plus traduction à 2000 €/langue, plus coût de production à 10000 €/langue
Perturbations Commander une synthèse des connaissances scientifiques sur les perturbations, y compris sur les activités qui sont des sources de perturbation importantes et répandues, et aborder à la fois les effets des perturbations et les mécanismes d'adaptation, d'atténuation et de compensation éventuels et, selon qu'il convient, résumer les études qui ont évalué les effets à court terme des perturbations et leur impact à long terme sur la productivité et la survie des oiseaux, tant au niveau des individus que des populations, et remettre cette synthèse à la MOP7, pour examen (Résolution 5.24) (repris du Plan de travail 2012-2015)		5		Plan stratégique : Objectifs 2 & 3.5 Objectif d'Aichi : Objectifs 12 & 19	[40 000 €]
Réduire l'impact de l'énergie – Groupe de travail sur l'énergie Contribuer à la mise en œuvre de la Résolution 11.27 de la CMS sur <i>les énergies renouvelables et les espèces migratrices</i> . Cette tâche inclut une	Autre Continue	2	Conseil scientifique de la CMS et autres	Plan stratégique : Objectifs 1.3 & 5.7	[10 000 €] (frais de voyage et de

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
participation au Groupe de travail spécifique de la CMS sur l'énergie, afin de fournir des orientations supplémentaires et un appui à la mise en œuvre de la Résolution 11.27 de la CMS. Cette tâche inclut aussi de fournir des orientations supplémentaires lorsque des nouvelles avancées technologiques deviennent disponibles pour réduire l'impact des lignes électriques sur les oiseaux, comme les techniques d'atténuation améliorées (Résolution 5.11). [Voir aussi le Programme de travail sur les voies de migration de la CMS #13]				Objectif d'Aichi : Objectifs 2, 4 & 12	subsistance pour assister aux réunions)
Réduire l'impact de l'énergie – outil de cartographie des zones sensibles Dans le contexte de la mise en œuvre de la Résolution 11.27 et de la Résolution 6.7 de la CMS, élaborer un mandat et déterminer le coût de l'élaboration plus poussée d'un outil de cartographie des zones sensibles (déjà mis au point pour la voie de migration de la mer Rouge-vallée du Rift), afin d'indiquer les risques présentés pour les oiseaux migrateurs par les projets d'aménagement d'infrastructures. [Programme de travail sur les voies de migration de la CMS #13]	Autre	2	Conseil scientifique de la CMS et autres	Plan stratégique : Objectifs 1.3 & 5.7 Objectif d'Aichi : Objectifs 2, 4 & 12	[2 000 €]
Industries extractives – évaluation de l'impact cumulatif Travailler en collaboration avec le GEST Ramsar et d'autres parties intéressées, afin d'élaborer des orientations pour évaluer l'importance de l'impact cumulatif des pertes multiples de zones humides le long des voies de migration des espèces, et les conséquences pour les évaluations de l'impact sur l'environnement, les évaluations stratégiques environnementales et d'autres processus d'évaluation. (Résolution 5.14) (repris du Plan de travail 2012-2015)	Haute	1, 4	GEST Ramsar et éventuellement aussi la CMS. Les acteurs qui participent au Groupe de travail de la CMS sur l'énergie peuvent être potentiellement intéressés	Plan stratégique : Objectifs 1.3 & 3 Objectif d'Aichi : Objectifs 4 & 19	[30 000 €]
Industries extractives – Guide des orientations Travailler avec le GEST Ramsar pour finaliser le <i>Guide des orientations sur les industries extractives</i> et distribuer ce guide aux Parties contractantes. (Résolution 5.14, Résolution 5.3 & IIT No. 11) (repris du Plan de travail 2012-2015)	Autre	1, 4	GEST Ramsar	Plan stratégique : Objectif 3.5 Objectif d'Aichi : Objectifs 4 & 19	[10 000 €]
Industries extractives – Elaboration d'outils analytiques Continuer de collaborer avec le GEST Ramsar sur ces questions, notamment en travaillant de façon conjointe avec d'autres organisations pour élaborer davantage des outils d'analyse géo-spatiale qui permettent	Autre	4	GEST Ramsar et autres	Plan stratégique : Objectif 3	[20 000 €]

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
d'identifier les domaines où des conflits potentiels peuvent survenir en ce qui concerne l'impact des procédés de l'industrie extractive sur les zones humides importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs. (Résolution 5.14) (repris du Plan de travail 2012-2015)				Objectif d'Aichi : Objectifs 4 & 19	
Empoisonnement et produits agrochimiques Collaborer à la mise en œuvre de la Résolution 11.15 de la CMS sur la <i>Prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs</i> . Cette tâche comprend une participation au Groupe de travail de la CMS sur l'empoisonnement, afin de fournir d'autres orientations et un appui à la mise en œuvre de la Résolution 11.15. de la CMS [Programme de travail sur les voies de migration de la CMS #14] (Résolution 6.12)	Haute Continue	2	Conseil scientifique de la CMS et autres	Plan stratégique : Objectif 1, 2.3 & 3 Objectif d'Aichi : Objectif 12	[5 000 €] (frais de voyage et de subsistance pour assister aux réunions)
Empoisonnement dû à la grenaille de plomb Collaborer à la mise en œuvre de la Résolution 11.15 de la CMS sur la <i>Prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs</i> . Cette tâche inclut une participation au Groupe de travail de la CMS sur l'empoisonnement, afin de fournir d'autres orientations et un appui à la mise en œuvre de la Résolution 11.15 de la CMS (Résolution 6.12).	Haute Continue	2	Conseil scientifique de la CMS et autres	Plan stratégique : Objectif 2 Objectif d'Aichi : Objectifs 4 & 12	{ coûts inclus dans la tâche sur l'empoisonnement et les produits agrochimiques ci-dessus }
Abattage illégal Contribuer à la mise en œuvre de la Résolution 11.16 de la CMS sur la prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs. Cette tâche inclut une participation au Groupe de travail intergouvernemental chargé de lutter contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs dans la région méditerranéenne, et un appui technique à la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA/CMS pour lutter contre le piégeage des oiseaux le long des côtes méditerranéennes de l'Égypte et de la Libye.	Haute	2	Conseil scientifique de la CMS et autres	Plan stratégique : Objectif 2.3 Objectif d'Aichi : Objectifs 1 & 12	[8 000 €] (frais de voyage et de subsistance pour une participation aux réunions du groupe de travail)
Abattage illégal – projet pilote Dans le contexte de la mise en œuvre de la Résolution 11.16 et de la Résolution 6.12 de la CMS, élaborer un mandat et déterminer le coût d'un projet pilote à réaliser en Afrique (visant éventuellement le Combattant varié <i>Philomachus pugnax</i> au Sahel). [Programme de travail sur les voies de migration de la CMS #15]	Autre	2	Conseil scientifique de la CMS et autres Rechercher un financement conjoint pour la réalisation de projets	Plan stratégique : Objectifs 1.3 & 5.7 Objectif d'Aichi : Objectifs 2, 4 & 12	[2 000 €]

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Réduire l'impact de la pêche Compiler des lignes directrices et recommandations existantes - et où nécessaire complémentaires - fondées sur les priorités identifiées dans le paragraphe 5 [de la résolution 6.9] et sur les meilleures données scientifiques disponibles et les présenter à la MOP7. (Résolution 6.9)	Haute	1	ACAP, Organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP), Commission européenne, Programme sur les oiseaux marins de BirdLife, Groupe de travail sur les Albatros, Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) et d'autres organes et compétences pertinents	Plan stratégique : Objectif 1 & 3 Objectif d'Aichi : Objectifs 6 & 12	[10 000 €]
Menaces par les déchets marins Évaluer les menaces posées aux oiseaux de mer migrateurs visés par l'AEWA par l'ingestion de matières plastiques, de microplastiques et d'autres formes de déchets marins (débris marins) et de fournir à la MOP des conseils sur les réponses appropriées. (Résolution 6.9)	Autre	3,5	ICES et autres organisations pertinentes et expertises	Plan stratégique : Objectif 8	

Thème : Recherche et surveillance continue

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Cibler les programmes de surveillance continue Terminer des orientations supplémentaires à l'intention des Parties, sur la manière de faire en sorte que des populations soient visées par des programmes de surveillance internationaux adéquats dans leur champ d'application et leurs méthodes, afin de produire des estimations internationales fiables sur la taille et les tendances des populations, y compris une surveillance continue des oiseaux marins et des oiseaux	Haute	1 & 5		Plan stratégique : Objectif 3.2 Objectif d'Aichi : Objectifs 12 & 19	[10 000 €]

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
aquatiques nicheurs coloniaux. (Résolution 5.2) (repris du Plan de travail 2012-2015)					
Lignes directrices de conservation sur la surveillance continue Elaborer des Lignes directrices de conservation afin de donner des orientations aux Parties sur la façon d'élaborer des programmes individuels de surveillance adéquats dans leur champ d'application et leurs méthodes, pour produire des estimations fiables sur la taille et les tendances des populations d'oiseaux d'eau qui se reproduisent ou hivernent sur leur territoire, tout en s'efforçant d'adopter une méthodologie harmonisée. (Résolution 5.2) (repris du Plan de travail 2012-2015)	Haute	1 & 5		Plan stratégique : Objectif 3.2 Objectif d'Aichi : Objectifs 12 & 19	[30 000 €]
Priorités en matière de surveillance continue Identifier des priorités pour le développement systématique d'une surveillance continue des oiseaux d'eau, afin d'atteindre un objectif d'augmentation de 50% du nombre de populations dont l'état de conservation est évalué à partir de données de surveillance continue régulière d'ici à 2017, comme prévu dans le Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, en tenant compte de l'état de conservation des populations, de leur caractère représentatif sur le plan géographique et d'autres facteurs (Résolution 5.2) (repris du Plan de travail 2012-2015)	Haute	2		Plan stratégique : Objectif 3.2 Objectif d'Aichi : Objectif 19	[5 000 €]
Financement durable de la surveillance continue des oiseaux d'eau Travailler en collaboration avec le Partenariat pour la surveillance des oiseaux d'eau, afin d'avancer dans la réalisation des objectifs de surveillance continue du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA et faire rapport à la MOP7 et, si besoin, proposer de réexaminer cette question à la MOP7, en vue de garantir une solution durable à long terme pour le suivi international des oiseaux d'eau. (Résolution 5.22)	Autre	4		Plan stratégique : Objectif 3.1 Objectif d'Aichi : Objectif 19	–
Synergies avec Ramsar concernant la surveillance des oiseaux d'eau Travailler avec Ramsar pour identifier les synergies possibles concernant la surveillance des oiseaux d'eau en tenant compte des objectifs 11 & 13 du Plan stratégique Ramsar et d'éventuels indicateurs nouvellement développés pour l'objectif 5 concernant l'intégration de populations d'oiseaux qui dépendent de zones humides par des sites désignés Ramsar. (Résolution 6.3)	Autre	4,5	Secrétariat Ramsar et STRP	Plan stratégique : Objectif 3 Objectif d'Aichi : Objectif 11	

Thème : Education et information

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Mise en œuvre de la stratégie de communication Donner des avis et établir des priorités pour la mise en œuvre continue de la stratégie de communication. (Résolution 6.10)	Autre	2		Plan stratégique : Objectif 4 Objectif d'Aichi : Objectif 1	–
Réseau mondial inter-voies de migration Contribuer à la future mise en œuvre du Réseau mondial inter-voies de migration (GIN) ³⁶ , de sorte que les meilleures pratiques soient partagées entre les différentes initiatives internationales en matière de conservation pour les oiseaux migrateurs dans différentes parties du monde. (repris du Plan de travail 2012-2015)	Autre	4	Ramsar, CMS, EAAFP, WHSRN et autres	Plan stratégique : Objectif 5.7 Objectif d'Aichi : Objectif 19	[10 000 €] (frais de voyage et de subsistance pour assister aux réunions)

Thème : Mise en oeuvre

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (CHF)
7^{ème} Rapport sur l'état de conservation Orienter le processus d'établissement du 7 ^{ème} Rapport sur l'état de conservation (Plan d'action 7.4a), tout en tenant compte des besoins en matière d'établissement de rapports au titre du Plan stratégique de l'AEWA et d'une évaluation au regard de la réalisation des Objectifs d'Aichi pertinents (Résolution 5.23)	Essentielle	2 & 5	Wetlands International et ses Groupes de spécialistes	Plan stratégique : Objectif 3 Objectif d'Aichi : Objectifs 12 & 19	[100 000 €]

³⁶ http://www.eaaflyway.net/documents/resources/globalflyway2011/eaafp-tech-01_GIN-report-sml.pdf

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (CHF)
Autres études internationales Orienter le processus d'établissement : a) d'un rapport actualisé sur les informations provenant d'enquêtes (Plan d'action 7.4b); b) d'un rapport actualisé sur la législation applicable en matière de chasse et de commerce (Plan d'action 7.4d); et c) d'un rapport actualisé sur les projets de rétablissement (Plan d'action 7.4f)	Essentielle	2 & 5		Plan stratégique : Objectif 3 Objectif d'Aichi : Objectifs 12 & 19	[130 000 €] 7.4b) [40 000 €] 7.4d) [60 000 €] 7.4f) [30 000 €]
Information sur les espèces figurant à la colonne A Développer des listes nationales des populations figurant à la colonne A pour toutes les Parties au Moyen-Orient, en Europe et en Asie centrale et de communiquer ces listes aux pays respectifs afin de soutenir tout processus nécessaire de révision législative nationale pour les espèces concernées (résolution 6.4)	Essentielle	2 & 5		Plan stratégique : Objectif 1.1 Objectif d'Aichi : Objectifs 12	
Examen et reformatage des Lignes directrices de conservation existantes Examiner les Lignes directrices de conservation de l'AEWA No. 1, 3, 4, 7, 8 et 9 ³⁷ pour faire en sorte qu'elles continuent de refléter les meilleures pratiques de conservation. Veiller à ce que la révision de la Ligne directrice 9 sur la surveillance des oiseaux d'eau couvre les orientations sur a) la surveillance des oiseaux d'eau coloniaux, et b) une surveillance démographique. Entreprendre toute mise à jour ou révision nécessaire, et reformater dans le contexte d'un nouveau modèle de ligne directrice éventuel décidé à la 11 ^{ème} réunion du Comité permanent (suite à la révision en cours du modèle de ligne directrice). Soumettre toute ligne directrice révisée à la MOP 7.	Haute	1	Wetlands International et autres	Plan stratégique : Objectif 4.3 Objectif d'Aichi : Objectif 1	[60 000 €] 6 x [10 000 €]
Évaluation des risques relatifs aux espèces exotiques Contribuer au développement de normes et de conseils convenus au plan international pour l'évaluation des risques relatifs aux oiseaux d'eau exotiques afin de faciliter la mise en œuvre de l'Accord et des instruments juridiques qui s'y rapportent. (Résolution 6.4)	Autre	2,5		Plan stratégique : Objectif 1.5 Objectif d'Aichi : Objectif 9	

³⁷ Lignes directrices = 1. Plans d'action nationaux par espèce ; 3. Etablissement d'inventaires de sites; 4. Gestion des sites essentiels; 7. Ecotourisme; 8. Réduire les dommages aux récoltes, les dommages aux pêcheries, les attaques d'oiseaux et autres formes de conflit avec les hommes; 9. Protocole de surveillance des oiseaux d'eau

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (CHF)
Orientation concernant l'adaptation au changement climatique Continuer de mettre régulièrement à jour le cadre d'orientation de l'AEWA pour l'adaptation au changement climatique afin d'assurer que celui-ci résume les connaissances actuelles et tout particulièrement de rechercher des conseils pertinents en français et s'appliquant à des situations non européennes. (Résolution 6.6)	Autre	2,5		Plan stratégique : Objectif 1.2 Objectif d'Aichi : Objectif 10	
Orientations sur les espèces sésies Achever le travail sur <i>les Conseils pour traiter l'abattage accidentel d'espèces sésies dans le Paléarctique occidental</i> et présenter une version révisée et élargie pour examen à la MOP7. (Résolution 6.7)	Haute	1		Plan stratégique : Objectif 2.4 Objectif d'Aichi : Objectif 12	
Révision du format pour les plans Réviser le format des plans d'action internationaux par espèce (ISSAP) et examiner la nécessité de ce format pour les plans de gestion internationaux par espèce et les plans d'action internationaux multi-espèces. (Résolution 6.8)	Essentielle	2		Plan stratégique : Objectif 1.4 Objectif d'Aichi : Objectif 12	
Vue d'ensemble des ISSAP Continuer à surveiller la mise en œuvre des ISSAP et présenter des propositions de révision ou de retrait de plans spécifiques à chaque MOP. (Résolution 6.8)	Essentielle	2		Plan stratégique : Objectif 1.4 Objectif d'Aichi : Objectif 12	
Aperçu de la procédure pour modifier la liste des populations dans le tableau 1 de l'AEWA Préparer, avec les ressources existantes, un document d'information résumant et expliquant la procédure actuelle pour apporter des changements dans l'état de conservation des espèces au Plan d'action de l'AEWA, y compris les processus de consultation et d'examen pertinents (y compris la Liste rouge de l'UICN, Wetlands International, le Comité technique de l'AEWA), ainsi que les délais et les dépendances de données. À soumettre à la 12ème réunion du Comité permanent de l'AEWA, puis distribuer aux Parties contractantes au préalable de la MoP7.	Haute	1	Wetlands International, BirdLife International, IUCN		

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (CHF)
Conseils sur les priorités de l'AEWA pour la conservation des oiseaux de mer Fournir des avis à la MOP sur les priorités les plus urgentes concernant la conservation des oiseaux de mer dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord. (Résolution 6.9)	Haute	2,3			

Thème: Questions stratégiques, relatives à l'établissement des rapports, nouvelles questions et autres questions

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Mise à jour du Plan stratégique Contribution à la révision du Plan stratégique actualisé, en vue de la MOP7 (Résolution 6.14)	Essentielle	2		Plan stratégique : Principe opérationnel 1 Objectif d'Aichi : tous les Objectifs pertinents	–
Objectifs du Plan stratégique Examiner plus avant la meilleure façon d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs 3.4 et 5.8 du Plan stratégique (2009-2017) (Résolution 5.2).	Essentielle	2		Plan stratégique : Objectifs 3.2, 3.4, 4.3, 4.4, 5.7 & 5.8 Objectif d'Aichi : Objectif 11	[10 000 €]
Révision du POAA Contribuer à la révision du Plan d'action pour l'Afrique (Résolution 6.14)	Essentielle	2		Plan stratégique : Objectif 3.5 Objectif d'Aichi : tous les Objectifs pertinents	–

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Rapports nationaux Réviser le modèle de rapport national et apporter les modifications nécessaires, sur la base des retours d'information reçus après le cycle d'établissement de rapports pour la MOP6, et gérer les modifications requises suite à la MOP6, y compris le travail pour développer un format de déclaration initiale lié au projet de plan stratégique révisé. (Résolution 6.14)	Essentielle	2		Plan stratégique : Objectifs 3 & 5.5 Objectif d'Aichi : Objectif 12	20 000 €
Module sur l'état de conservation des populations pour les rapports nationaux Elaborer plus avant une approche modulaire pour les rapports nationaux, comprenant des modules remis à différents intervalles, y compris le développement d'un module sur l'état de conservation des populations pour les rapports nationaux présentés à la MOP 7.	Essentielle	2		Plan stratégique : Objectif 5.7 Objectif d'Aichi : Objectif 19	[20 000 €]
Harmonisation de l'établissement des rapports Continuer de promouvoir une périodicité synchronisée et d'autres synergies avec les cycles d'établissement de rapports pour la CMS, la Convention de Ramsar, la Directive européenne sur les oiseaux (Article 12) et d'autres encore, lorsque cela est possible.	Haute	2	Conseil scientifique de la CMS ; Secrétariat Ramsar et GEST; Commission européenne et autres	Plan stratégique : Objectif 5.7 Objectif d'Aichi : Objectif 19	–
Indicateurs de mise en œuvre communs Envisager d'élaborer des indicateurs de mise en œuvre communs pour l'AEWA et Ramsar, selon qu'il convient, basés par exemple sur l'outil TEMATEA (Résolution 5.19). (repris du Plan de travail 2012-2015). Il faudra aussi tenir compte des liens avec le Plan stratégique pour les espèces migratrices.	Autre	2	Ramsar (GEST) ; Conseil scientifique de la CMS	Plan stratégique : Objectif 5.7 Objectif d'Aichi : Objectif 19	[10 000 €]
Réalisation des Objectifs d'Aichi Continuer d'évaluer les progrès accomplis sur les questions relatives aux Objectifs d'Aichi, et présenter une évaluation triennale de la contribution de l'AEWA à chacun des Objectifs d'Aichi pertinents, en définissant les besoins supplémentaires, selon que de besoin et selon qu'il convient, sous forme de point de l'ordre du jour de chaque future Réunion des Parties jusqu'en 2020. (Résolution 5.23)	Essentielle	2		Plan stratégique : Objectif 5.7 Objectif d'Aichi : tous les Objectifs pertinents	[20 000 €]

Tâche	Priorité en termes de mise en œuvre	Catégorie de tâche	Collaboration avec d'autres organisations	Appuie un objectif du Plan stratégique et un Objectif d'Aichi :	Coût prévisionnel (€)
Nouvelles maladies Continuer de participer au Groupe de travail sur les maladies de la faune sauvage au sein du Conseil scientifique de la CMS.	Haute	2	Conseil scientifique de la CMS, GEST Ramsar, FAO, OIE et autres	Plan stratégique : Objectifs 1 & 5.7 Objectif d'Aichi : Objectif 12	Aucun coût direct, frais éventuels de voyage et de subsistance pour assister aux réunions [2000 €]
Mise en oeuvre Sur demande, aider les Parties à mettre en œuvre l'Accord, y compris une participation éventuelle aux missions du Processus d'examen de l'application. [Voir aussi le Programme de travail sur les voies de migration de la CMS #17]	Haute	2	Parties contractantes		[30 000 €]

Appendice III

Annexe 3. Comité technique de l'AEWA : Registre des intérêts

Introduction

En tant qu'organe consultatif international, il est essentiel que les membres du Comité technique (CT) soient en mesure de se distancer de toute possibilité de conflit d'intérêts entre leurs intérêts professionnels personnels et leurs responsabilités envers l'AEWA. En conséquence, le Comité technique créera et conservera un registre dans lequel les intérêts pertinents peuvent être déclarés. Ces formulaires seront accessibles au public sur demande. Les orientations suivantes sur le conflit d'intérêts sont pertinentes.

Un conflit d'intérêts est :

- Une situation dans laquelle une personne ayant un devoir de fournir un avis ou une compétence professionnels est compromise dans l'accomplissement de ce devoir, soit en raison d'un devoir semblable envers un autre dont les intérêts sont en conflit avec le premier, soit en raison de la possibilité d'en retirer un profit personnel ;
- Une obligation de ne pas se mettre dans une situation de conflit découle du devoir de loyauté et de confidentialité - cette interdiction s'applique à un conflit réel, mais comprend aussi l'obligation d'éviter de donner l'apparence d'un conflit ; et
- Le conflit est déterminé objectivement - l'existence d'un conflit d'intérêts survient lorsqu'une personne impartiale pourrait raisonnablement suspecter que la personne a un conflit d'intérêts.
- Lorsqu'il existe un conflit, la personne doit agir en toute bonne foi et divulguer pleinement l'intérêt.
- Un conflit d'intérêts peut être consenti- la personne doit agir en toute franchise et faire une déclaration adéquatement complète du conflit, de sa portée et de ses répercussions probables.

Vous devriez déclarer les intérêts qui pourraient: i) nuire de façon significative à votre objectivité dans l'accomplissement de vos devoirs et responsabilités envers le Comité technique; ou ii) créer un avantage inéquitable en votre faveur ou en faveur de toute personne ou organisation; et qui pourrait aboutir à un gain direct et matériel obtenu par vous par le biais des résultats d'un processus du Comité technique (par exemple, un avantage commercial retiré en obtenant un travail contractuel).

Pour les besoins d'une telle règle de politique générale, les circonstances qui pourraient aboutir à ce qu'une personne raisonnable remette en question votre objectivité, ou à ce qu'un avantage inéquitable ait été créé, constitue un conflit d'intérêts potentiel et devrait être déclaré dans ce formulaire. La déclaration d'un intérêt dans ce formulaire ne signifie pas automatiquement qu'il existe un conflit, ou que vous ne serez pas en mesure de remplir votre fonction au sein du Comité technique.

En cas de doute sur le point de savoir si un intérêt devrait être déclaré, les personnes sont encouragées à divulguer cette information. Lorsque vous remplirez ce formulaire, nous comptons sur votre professionnalisme, votre bon sens et votre honnêteté.

Il appartient à chaque individu de faire en sorte que leur déclaration soit à jour en permanence.

COMITÉ TECHNIQUE DE L'AEWA REGISTRE DES INTÉRÊTS

Nom:

Poste occupé au sein du Comité technique :

Employeur actuel :

1. Avez-vous une activité professionnelle significative et pertinente qui pourrait être considérée comme un conflit d'intérêts ?

☐ Oui ☐ Non

(Veuillez énumérer les intérêts professionnels et autres intérêts non financiers actuels, significatifs et pertinents qui pourraient être interprétés comme : i) nuisant de façon significative à votre objectivité dans l'accomplissement de vos devoirs et responsabilités envers le Comité technique ; ou ii) créant un avantage inéquitable en votre faveur ou en faveur de toute personne ou organisation. Ceci peut inclure, mais sans s'y limiter, un statut de membre du conseil d'administration de groupes de défense de l'environnement.)

Détails :

2. Avez-vous un intérêt financier significatif et pertinent dans le domaine de travail auquel vous contribuerez, qui pourrait être considéré comme un conflit d'intérêts ?

☐ Oui ☐ Non

(Veuillez énumérer les intérêts professionnels et autres intérêts non financiers actuels, significatifs et pertinents qui pourraient être interprétés comme : i) nuisant de façon significative à votre objectivité dans l'accomplissement de vos devoirs et responsabilités envers le Comité technique ; ou ii) créant un avantage inéquitable en votre faveur ou en faveur de toute personne ou organisation. Ceci peut inclure des relations d'emploi, des relations de consultant et/ou des intérêts commerciaux.)

Détails :

3. Y-a-t-il autre chose qui pourrait nuire à votre objectivité ou indépendance dans les travaux auxquels vous contribuerez et pourrait aboutir à une partialité ?

☐ Oui ☐ Non

Détails :

Je déclare par la présente que les informations déclarées sont, à ma connaissance, complétées et exactes.

Date

Signature :

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.18

QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

Rappelant les dispositions de l'Article V, Paragraphe 2 (a) et (b), de l'Accord se rapportant aux questions budgétaires,

Prenant note avec satisfaction du soutien financier et autre fourni par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour héberger le Secrétariat de l'Accord, qui partage des locaux avec le Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage à Bonn,

Reconnaissant l'importance de toutes les Parties en mesure de participer à la mise en œuvre de l'Accord et aux activités afférentes,

Appréciant le soutien supplémentaire apporté par diverses Parties et organisations gouvernementales et intergouvernementales, sur une base volontaire, pour mettre en œuvre l'Accord,

Prenant note avec satisfaction de la généreuse promesse du gouvernement de la Norvège de couvrir les coûts de l'Administrateur de programme pour l'aide aux plans d'action par espèce pour 2016 et 2017,

Reconnaissant le besoin de ressources pour permettre au Secrétariat de jouer son rôle de facilitateur dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA et du Plan d'action pour l'Afrique 2012-2017 de l'AEWA, tous deux prolongés jusqu'en 2018,

Prenant note de la nomination du nouveau Secrétaire exécutif au 1^{er} juin 2014.

La Réunion des Parties :

1. *Confirme* que les Parties contribueront au budget adopté selon le barème convenu par la Réunion des Parties, conformément à l'Article V, Paragraphe 2 (a) et (b), de l'Accord ; *Adopte* le budget pour 2016-2018 au montant de 978 764 € pour l'année 2016, de 963 892 € pour l'année 2017 et de 1 136 122 € pour l'année 2018, joint à l'Appendice I de la présente résolution, incluant un retrait d'un montant de 310 000 € du Fonds d'affectation spéciale ;
2. *Adopte* le tableau de composition du personnel conformément à l'Appendice II à la présente résolution ;
3. *Adopte* le barème des contributions pour les Parties à l'Accord indiqué à l'Appendice II de la présente résolution ainsi que l'application proportionnelle de ce barème aux nouvelles Parties ;
4. *Décide* que la contribution minimum ne sera pas inférieure à 2 000 euros par an et que pour la période 2016-2018, la contribution maximum sera limitée à 20 pour cent du budget total ;
5. *Charge* le Secrétariat, en s'appuyant sur les réglementations financières et relatives au personnel des Nations Unies, y compris les règles financières du PNUE et autres textes administratifs promulgués par le Secrétaire général des Nations Unies, d'élaborer une série de scénarios budgétaires à soumettre aux Parties lors de la 7^{ème} session de la Réunion des Parties et de décrire toutes les différences entre le barème des Nations Unies et le barème utilisé pour déterminer le montant des contributions à l'AEWA ;

6. *Demande* aux Parties de payer leurs contributions annuelles le plus vite possible et au plus tard à la fin du mois de juin de l'année concernée ;
7. *Demande* également aux Parties, en particulier celles qui doivent payer la contribution minimum, d'envisager de payer en un seul versement le montant correspondant à l'ensemble de la période triennale ;
8. *Décide* qu'un fonds de roulement sera maintenu à un niveau d'au moins 15 pour cent des dépenses annuelles estimées ou à 150 000 euros, selon le montant qui s'avère le plus élevé ;
9. *Décide* de fixer le seuil d'éligibilité pour le financement des délégués devant assister aux réunions de l'AEWA à l'échelon 0,200 du barème de l'ONU et, en tant que règle générale, d'exclure les pays de l'Union européenne, les pays d'Europe ayant une économie forte et les pays de l'OCDE, figurant à l'Appendice V ci-joint, ainsi que les pays ayant des retards de paiement de plus de 3 ans ;
10. *Prend note* de la Résolution 6.13 sur les Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA pour la période 2016-2018 et de ses appendices afférents ;
11. *Exhorte* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation pour appuyer les demandes d'aide des pays les moins développés, des pays en développement, des pays en transition économique et des petits pays insulaires en développement afin de participer à l'Accord et de le mettre en œuvre pendant la période triennale ;
12. *Exhorte également* les Parties contractantes et autres partenaires à intensifier leur effort en versant des contributions supplémentaires pour assurer la mise en œuvre urgente de l'Accord, et notamment celle du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA et celle du Plan d'action pour l'Afrique 2012-2017 de l'AEWA, tous deux prolongés jusqu'à la MOP7, et les Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA pour la période 2016-2018 ;
13. *Reconnaît* la nécessité de fournir des ressources adéquates pour financer la mise en œuvre de la Stratégie de Communication ;
14. *Invite* les États qui ne sont pas Partie à l'Accord, les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales, et autres sources, à envisager de contribuer à la mise en œuvre de l'Accord sur une base volontaire ;
15. *Approuve*, tenant compte des réglementations de l'ONU, l'établissement d'un poste d'Assistant de programme à mi-temps (50 %) pour l'Initiative africaine, au niveau G (durée déterminée), qui sera basé au Secrétariat PNUE/AEWA à Bonn ;
16. *Charge* le Secrétariat de rechercher des fonds supplémentaires sous la forme de contributions volontaires pour étendre le poste d'Administrateur de programme associé/Coordinateur pour l'Afrique au-delà de 50 % et pour étendre le poste d'Assistant de programme pour l'Initiative africaine au-delà de 50 % ;
17. *Approuve* la reclassification des postes existants de G4 à G5 ;
18. *Invite* les Parties contractantes à étudier la faisabilité de fournir du personnel gratuit et des administrateurs auxiliaires, en accord avec les réglementations des Nations Unies, pour renforcer la capacité du Secrétariat de l'Accord ;
19. *Invite le* Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de prolonger la durée du Fonds d'affectation jusqu'au 31 décembre 2019 ;
20. *Approuve* les Termes de Référence pour l'administration du budget de l'Accord tels que figurant à l'Appendice IV de la présente résolution pour la période 2016-2018.

Appendice la

BUDGET PRINCIPAL POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2016-2018 au format MOP5 (EN EURO)

BL	Rubrique budgétaire	2016	2017	2018	TOTAL
		EUR	EUR	EUR	EUR
	GESTION GÉNÉRALE				
1101	Secrétaire exécutif (P4)	152 054	155 095	158 197	465 345
1102	Administrateur technique (P3)	127 449	129 997	132 597	390 043
1103	Administrateur associé chargé de l'information (P2)	103 994	106 073	108 195	318 262
1104	Administrateur de programme associé (P2)	103 994	106 073	108 195	318 262
1105	Administrateur de programme associé (coordination Oie naine) (P2)*	-	-	-	-
1301	Assistant administratif (GS)	68 106	69 468	70 858	208 432
1302	Assistant d'équipe (GS) 75 %	45 161	46 064	46 986	138 211
1303	Assistant à l'information (GS) 50 %	30 107	30 710	31 324	92 141
1201	Traducteurs	6 500	6 500	6 500	19 500
1601	Voyages officiels du personnel de l'AEWA	31 500	31 500	31 514	94 514
3201	Formation du personnel	2 000	2 000	2 000	6 000
4101	Diverses fournitures de bureau	3 000	3 000	3 000	9 000
4201	Équipement de bureau	6 000	6 000	6 000	18 000
4301	Loyer et frais d'entretien **	-	-	-	-
4302	Prestataire de services IT	35 000	35 000	35 000	105 000
5101	Fonctionnement/entretien des ordinateurs	1 500	1 500	1 500	4 500
5102	Fonctionnement/entretien des photocopieuses	2 500	2 500	2 500	7 500
5103	Fonctionnement/ entretien - autres	1 000	1 000	1 000	3 000
5201	Production de documents (externe)	-	-	-	-
5203	Matériel de référence	-	-	-	-
5301	Téléphone, Fax	4 000	4 000	4 000	12 000
5302	Frais postaux et divers	5 000	5 000	5 000	15 000
5303	Frais bancaires	100	100	100	300
5401	Frais de représentation	400	400	400	1 200
	Sous-total	729 364	741 981	754 865	2 226 211
	MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE AFRICAINE				
1106	Administrateur de programme associé/Coordinateur pour l'Afrique (P2) 50 %	55 246	56 286	57 347	168 879
1304	Assistant de programme (GS) 50 %	34 053	34 734	35 429	104 216
2203	Projets du Fonds de petites subventions dans les pays d'Afrique	-	-	-	-
2204	Mise en oeuvre du Plan d'action pour l'Afrique	20 000	20 000	20 000	60 000
	Sous-total	109 299	111 020	112 776	333 095
	SERVICES POUR LES RÉUNIONS DES PARTIES				
1201	Traducteurs anglais	-	-	-	-
1202	Traducteurs français	-	-	-	-
1204	Rédacteurs du rapport	-	-	-	-
1205	Interprètes	-	-	31 740	31 740
1220	Consultance pour la MOP (1 étude)	-	-	-	-
1602	Voyages du personnel pour se rendre à la MOP	-	-	-	-
2201	Organisation de la MOP	-	-	58 537	58 537
5201	Production de documents (externe)	-	-	-	-
	Sous-total	-	-	90 277	90 277

BL	Rubrique budgétaire	2016	2017	2018	TOTAL
	SERVICES POUR LE COMITÉ TECHNIQUE				
1201	Traducteurs anglais	-	-	-	-
1202	Traducteurs français	-	-	-	-
1204	Rédacteurs de rapports	-	-	-	-
1205	Interprètes	-	-	-	-
3302	Réunions du TC (voyages/indemnités journalières/ coûts organisationnels)	17 500	-	17 500	35 000
	Sous-total	17 500	-	17 500	35 000
	SERVICES POUR LE COMITÉ PERMANENT				
1201	Traducteurs anglais	-	-	-	-
1202	Traducteurs français	-	-	20 000	20 000
1204	Rédacteurs de rapports	-	-	-	-
1205	Interprètes	-	-	-	-
3303	Réunion du StC (voyages/indemnités journalières/ coûts organisationnels)	10 000	-	10 000	20 000
	Sous-total	10 000	-	30 000	40 000
	TOTAL	866 163	853 002	1 005 418	2 724 582
	13 % Dépenses d'appui aux programmes ***	112 601	110 890	130 704	354 196
	GRAND TOTAL	978 764	963 892	1 136 122	3 078 778
	Retrait du fond d'affectation spéciale	140 000	30 000	140 000	310 000
	TOTAL À PARTAGER PAR LES PARTIES	838 764	933 892	996 122	2 768 778

*Couvert par une contribution du gouvernement de la Norvège jusqu'à la fin 2017

**Couverts par le gouvernement de l'Allemagne

***À partir des 13 % de frais généraux (UN-PSC), le PNUE couvre les coûts d'un membre du personnel qualifié et de quatre membres du personnel affectés au service général de l'Unité de gestion administrative et financière de la CMS, qui, entre autres, aide le Secrétariat de l'AEWA

Appendice Ib

BUDGET PRINCIPAL POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2016-2018 au format UMOJA (EN EURO)

Compte budgétaire	2016	2017	2018	TOTAL
1 Coûts salariaux et autres frais de personnel	726 663	741 002	807 367	2 275 031
2 Services contractuels	35 000	35 000	45 537	115 537
3 Frais de déplacement	52 500	31 500	87 514	171 514
4 Équipement, véhicules et mobilier	11 000	11 000	11 000	33 000
5 Coût de fonctionnement et autres coût directs	18 000	11 500	28 000	57 500
6 Fournitures, produits de base et matériaux	3 000	3 000	6 000	12 000
7 Transferts et allocations pour partenaires de mise en œuvre	20 000	20 000	20 000	60 000
8 Frais généraux ONU	112 601	110 890	130 704	354 196
	978 764	963 892	1 136 122	3 078 778

Appendice II

TABLEAU DES EFFECTIFS APPROUVÉS POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2016-2018

Unité	Titre du poste	Niveau	Pourcentage du poste financé par des contributions obligatoires
Unité de direction exécutive	Secrétaire exécutif	P-4	100%
Unité de direction exécutive	Administrateur de programme associé	P-2	100%
Unité de direction exécutive	Assistant administratif	GS-5	100%
Unité Science, Mise en œuvre et Conformité	Administrateur technique	P-3	100%
Unité Science, Mise en œuvre et Conformité	Administrateur de programme associé (Coordination Oie naine)	P-2	0%
Unité Science, Mise en œuvre et Conformité	Assistant d'équipe	GS-5**	75%
Unité Initiative africaine	Administrateur de programme associé/ Coordinateur pour l'Afrique	P-2	50%
Unité Initiative africaine	Assistant de programme	GS-5**	50%
Unité de Communication	Administrateur associé chargé de l'information	P-2	100%
Unité de Communication	Assistant à l'information	GS-5**	50%

* 100% couvert par une allocation du gouvernement de la Norvège jusqu'à la fin de 2017

** Doit faire l'objet d'une reclassification de GS-4 à GS-5

APPENDICE III

BARÈME DES CONTRIBUTIONS DES PARTIES AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE PNUE/AEWA POUR 2016-2018 (EN EURO)

N°	Party	2016	2017	2018	Total 2016-2018
1	Afrique du Sud	9 326	9 326	9 326	27 978
2	Albanie	2 000	2 000	2 000	6 000
3	Algérie	2 000	2 000	2 000	6 000
4	Allemagne	132 745	132 745	132 745	398 235
5	Belgique	23 494	23 494	23 494	70 482
6	Bénin	2 000	2 000	2 000	6 000
7	Bulgarie	2 000	2 000	2 000	6 000
8	Burkina Faso	2 000	2 000	2 000	6 000
9	Burundi	2 000	2 000	2 000	6 000
10	Chypre	2 000	2 000	2 000	6 000
11	Congo	2 000	2 000	2 000	6 000
12	Côte d'Ivoire	2 000	2 000	2 000	6 000
13	Croatie	2 000	2 000	2 000	6 000
14	Danemark	22 932	22 932	22 932	68 796
15	Djibouti	2 000	2 000	2 000	6 000
16	Égypte	3 833	3 833	3 833	11 499
17	Espagne	62 576	62 576	62 576	187 728
18	Estonie	2 000	2 000	2 000	6 000
19	Éthiopie	2 000	2 000	2 000	6 000
20	Ex-République yougoslave de Macédoine	2 000	2 000	2 000	6 000
21	Finlande	17 195	17 195	17 195	51 585
22	France	132 745	132 745	132 745	398 235
23	Gabon	2 000	2 000	2 000	6 000
24	Gambie	2 000	2 000	2 000	6 000
25	Géorgie	2 000	2 000	2 000	6 000
26	Ghana	2 000	2 000	2 000	6 000
27	Guinée	2 000	2 000	2 000	6 000
28	Guinée Bissau	2 000	2 000	2 000	6 000
29	Guinée équatoriale	2 000	2 000	2 000	6 000
30	Hongrie	3 302	3 302	3 302	9 906
31	Irlande	9 174	9 174	9 174	27 522
32	Islande	2 000	2 000	2 000	6 000
33	Israël	14 915	14 915	14 915	44 745
34	Italie	75 007	75 007	75 007	225 021
35	Jordanie	2 000	2 000	2 000	6 000
36	Kenya	2 000	2 000	2 000	6 000
37	Lettonie	2 000	2 000	2 000	6 000
38	Liban	2 000	2 000	2 000	6 000
39	Libye	3 203	3 203	3 203	9 609
40	Lituanie	2 000	2 000	2 000	6 000
41	Luxembourg	2 000	2 000	2 000	6 000
42	Madagascar	2 000	2 000	2 000	6 000
43	Mali	2 000	2 000	2 000	6 000

N°	Partie	2016	2017	2018	Total 2016-2018
44	Maroc	2 000	2 000	2 000	6 000
45	Maurice	2 000	2 000	2 000	6 000
46	Mauritanie	2 000	2 000	2 000	6 000
47	Monaco	2 000	2 000	2 000	6 000
48	Monténégro	2 000	2 000	2 000	6 000
49	Niger	2 000	2 000	2 000	6 000
50	Nigeria	2 000	2 000	2 000	6 000
51	Norvège	16 288	16 288	16 288	48 864
52	Ouganda	2 000	2 000	2 000	6 000
53	Ouzbékistan	2 000	2 000	2 000	6 000
54	Pays-Bas	53 977	53 977	53 977	161 931
55	Portugal	11 838	11 838	11 838	35 514
56	République arabe syrienne	2 000	2 000	2 000	6 000
57	République de Moldova	2 000	2 000	2 000	6 000
58	République tchèque	2 784	2 784	2 784	8 352
59	République-Unie de Tanzanie	2 000	2 000	2 000	6 000
60	Roumanie	2 000	2 000	2 000	6 000
61	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	132 745	132 745	132 745	398 235
62	Rwanda	2 000	2 000	2 000	6 000
63	Sénégal	2 000	2 000	2 000	6 000
64	Slovaquie	2 000	2 000	2 000	6 000
65	Slovénie	2 149	2 149	2 149	6 447
66	Soudan	2 000	2 000	2 000	6 000
67	Suède	31 874	31 874	31 874	95 622
68	Suisse	38 230	38 230	38 230	114 690
69	Swaziland	2 000	2 000	2 000	6 000
70	Tchad	2 000	2 000	2 000	6 000
71	Togo	2 000	2 000	2 000	6 000
72	Tunisie	2 000	2 000	2 000	6 000
73	Ukraine	2 000	2 000	2 000	6 000
74	Zimbabwe	2 000	2 000	2 000	6 000
75	EU	16 593	16 593	16 593	49 779
	TOTAL	922 926	922 926	922 926	2 768 778

Appendice IV

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS D'AFRIQUE-EURASIE

1. Les dispositions relatives au Fonds d'affectation spéciale de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) portent sur les exercices financiers commençant le 1^{er} janvier 2016 et s'achevant le 31 décembre 2018.
2. Le Fonds d'affectation spéciale est administré par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), sous réserve de l'approbation de l'UNEA et de l'assentiment du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. L'administration du Fonds d'affectation spéciale est régie par le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, le Règlement du personnel et les autres mesures ou procédures administratives promulguées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
4. Conformément aux règles onusiennes, le PNUE prélève sur les recettes une commission pour frais administratifs équivalant à 13 % des dépenses imputées au Fonds d'affectation spéciale de l'Accord au titre des activités financées en vertu de celui-ci.
5. Les ressources financières du Fonds d'affectation spéciale pour la période 2016 à 2018 proviennent :
 - (a) Des contributions versées par les Parties conformément à l'Annexe II de la Résolution 6.18, y compris les contributions de toute nouvelle Partie à l'Accord, et
 - (b) Des contributions supplémentaires des Parties ainsi que des États qui ne sont pas Parties à l'Accord, des organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales et d'autres sources de financement.
6. Toutes les contributions au Fonds d'affectation spéciale sont versées dans une monnaie entièrement convertible en euros. En ce qui concerne les contributions des États qui deviennent Parties à l'Accord après le début de l'exercice financier, la contribution initiale (à partir du premier jour du troisième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion jusqu'à la fin de l'exercice financier) est fixée au prorata de la contribution des autres États qui sont des Parties et se situent au même échelon dans le barème des Nations Unies, mesure appliquée occasionnellement. Toutefois, si la contribution d'une nouvelle Partie fixée ainsi est supérieure à 20 % du budget, elle sera ramenée à 20 % du budget pour l'exercice financier de l'adhésion (ou calculée au prorata pour une partie de l'exercice). Aucune contribution ne sera inférieure à 2 000 euros. La contribution de chaque Partie présentée en Annexe II de la Résolution 6.18 restera inchangée jusqu'à la prochaine session ordinaire de la Réunion des Parties. Les contributions des nouvelles Parties seront versées au Fonds d'affectation spéciale de l'Accord. Les contributions seront payées par annuités.

Elles devront être versées les 1^{er} janvier 2016, 2017 et 2018 sur le compte suivant :

UNEP Euro Account
N° de compte 6161603755
J.P. Morgan AG
Junghofstrasse 14
60311 Francfort-sur-le-Main
Allemagne
N° de code bancaire 501 108 00
SWIFT : CHASDEFX
IBAN : DE 565011080061616 03755

7. Pour plus de commodité pour les Parties, le Directeur exécutif du PNUE notifie dans les meilleurs délais aux Parties à l'Accord le montant des contributions dont elles sont redevables pour chacune des années de l'exercice budgétaire.
8. Les contributions reçues par le Fonds d'affectation spéciale qui ne doivent pas servir immédiatement à financer des activités, sont investies à la discrétion de l'Organisation des Nations Unies, et tout gain réalisé porté au compte du Fonds d'affectation spéciale.
9. Les comptes du Fonds d'affectation spéciale sont vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies.
10. Les prévisions budgétaires, calculées en euros, couvrent les recettes et dépenses de chacune des [trois] [quatre] années civiles constituant l'exercice financier auquel elles se rapportent et sont présentées à la Réunion des Parties à l'Accord.
11. Les prévisions pour chacune des années civiles couvertes par l'exercice financier sont réparties en sections et en objets de dépenses. Elles sont spécifiées conformément à des lignes budgétaires, incluent les références des programmes d'activités auxquelles elles se rapportent et s'assortissent des informations éventuellement demandées par les donateurs ou au nom de ces derniers, ainsi que de toute autre information complémentaire jugée utile ou souhaitable par le Directeur exécutif du PNUE. Des évaluations sont notamment effectuées pour chaque programme d'activité relatif à chacune des années civiles, les dépenses de chaque programme étant détaillées de manière à correspondre aux sections, objets de dépenses et lignes budgétaires indiqués aux deux premières phrases du présent paragraphe.
12. Le projet de budget, accompagné de toutes les informations nécessaires, est envoyé par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la Réunion des Parties.
13. Le budget est adopté par consensus à la Réunion des Parties.
14. Lorsque le Directeur exécutif du PNUE prévoit la possibilité d'un manque de ressources pendant l'ensemble de l'exercice financier, il consulte le Secrétariat qui demande l'avis du Comité permanent au sujet des priorités à établir en matière de dépenses.
15. Les ressources du Fonds d'affectation spéciale ne peuvent être engagées que si elles sont couvertes par les recettes de l'Accord. Aucun engagement ne sera pris avant l'encaissement des contributions.
16. À la demande du Secrétariat de l'Accord, après consultation du Comité permanent, le Directeur exécutif du PNUE peut opérer des transferts d'une ligne budgétaire à une autre dans les limites autorisées par le Règlement financier des Nations Unies. À la fin de la première, de la deuxième ou de la troisième année civile de l'exercice financier, le Directeur exécutif du PNUE peut transférer tout solde d'une prévision non engagée respectivement à la première, deuxième ou troisième année civile, à condition de ne pas dépasser le budget approuvé par les Parties, à moins que le Comité permanent n'ait expressément approuvé cette opération par écrit.

17. À la fin de chaque année civile de l'exercice financier³⁸, le Directeur exécutif du PNUE soumet les comptes de l'exercice à toutes les Parties par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Accord. Il présente également, dès que possible, les comptes vérifiés de l'exercice financier qui comprennent pour chaque ligne budgétaire les détails des dépenses effectuées comparés aux provisions initiales.
18. Les rapports financiers à soumettre au Directeur exécutif du PNUE sont simultanément transmis par le Secrétariat de l'Accord aux membres du Comité permanent.
19. Au même moment que la diffusion des comptes et des rapports mentionnés aux paragraphes précédents ou aussi vite que possible après cette diffusion, le Secrétariat de l'Accord soumet au Comité permanent les prévisions de dépenses pour l'exercice suivant.
20. Les présentes modalités sont en vigueur du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018.

³⁸ L'année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre) est celle de l'exercice comptable et budgétaire, mais la date officielle de clôture des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Par conséquent, les comptes de l'année précédente doivent être clôturés le 31 mars et, après cette date, le Directeur exécutif peut présenter les comptes de l'année civile précédente.

Appendice V

ÉLIGIBILITÉ AU PARRAINAGE POUR LES RÉUNIONS DE L'AEWA

N°	Partie	Barème ONU en % 2013*
1	Afrique du Sud	0,372
2	Albanie	0,010
3	Algérie	0,137
4	Allemagne	7,141
5	Belgique	0,998
6	Bénin	0,003
7	Bulgarie	0,047
8	Burkina Faso	0,003
9	Burundi	0,001
10	Chypre	0,047
11	Congo	0,005
12	Côte d'Ivoire	0,011
13	Croatie	0,126
14	Danemark	0,675
15	Djibouti	0,001
16	Égypte	0,134
17	Espagne	2,973
18	Estonie	0,040
19	Éthiopie	0,010
20	Ex-République yougoslave de Macédoine	0,008
21	Finlande	0,519
22	France	5,593
23	Gabon	0,020
24	Gambie	0,001
25	Géorgie	0,007
26	Ghana	0,014
27	Guinée	0,001
28	Guinée Bissau	0,001
29	Guinée équatoriale	0,010
30	Hongrie	0,266
31	Irlande	0,418
32	Islande	0,027
33	Israël	0,396
34	Italie	4,448
35	Jordanie	0,022
36	Kenya	0,013
37	Lettonie	0,047
38	Liban	0,042
39	Libye	0,142
40	Lituanie	0,073
41	Luxembourg	0,081
42	Madagascar	0,003
43	Mali	0,004

N°	Partie	
44	Maroc	0,062
45	Maurice	0,013
46	Mauritanie	0,002
47	Monaco	0,012
48	Monténégro	0,005
49	Niger	0,002
50	Nigeria	0,090
51	Norvège	0,851
52	Ouganda	0,006
53	Ouzbékistan	0,015
54	Pays-Bas	1,654
55	Portugal	0,474
56	République arabe syrienne	0,036
57	République de Moldova	0,003
58	République tchèque	0,386
59	République-Unie de Tanzanie	0,009
60	Roumanie	0,226
61	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5,179
62	Rwanda	0,002
63	Sénégal	0,006
64	Slovaquie	0,171
65	Slovénie	0,100
66	Soudan	0,010
67	Suède	0,960
68	Suisse	1,047
69	Swaziland	0,003
70	Tchad	0,002
71	Togo	0,001
72	Tunisie	0,036
73	Ukraine	0,099
74	Zimbabwe	0,002

☐ Parties considérées éligibles au soutien financier pour assister aux réunions sponsorisées de l'AEWA

☐ Parties considérées non-éligibles au soutien financier pour assister aux réunions sponsorisées de l'AEWA

* Barème ONU 2013-2015 tel qu'adopté par l'Assemblée générale (doc. A/Res/67/238) le 11 février 2013

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES

9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.19

DATE, LIEU ET FINANCEMENT DE LA SEPTIÈME SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES

Rappelant le paragraphe 2 de l'Article VI de l'Accord, qui indique que le Secrétariat de l'Accord convoquera, en consultation avec le Secrétariat de la Convention, des sessions ordinaires de la Réunion des Parties à des intervalles de trois ans au plus, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement,

Appréciant les avantages dont peuvent bénéficier l'Accord et les Parties qui accueillent des sessions de la Réunion des Parties dans différentes régions de la zone de l'Accord.

La Réunion des Parties:

1. *Décide* que la 7^{ème} Réunion des Parties aura lieu en 2018 ;
2. *Invite* les Parties intéressées à communiquer au Secrétariat sous six mois leur intérêt pour l'accueil de la 7^{ème} session de la Réunion des Parties ;
3. *Demande* au Comité permanent de décider au nom de la Réunion des Parties, du lieu de la 7^{ème} session de la Réunion des Parties en tenant compte des manifestations d'intérêt reçues des Parties ;
4. *Invite* les Parties contractantes à faire des contributions volontaires pour l'organisation de la 7^{ème} session de la Réunion des Parties.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES

9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.20

REMERCIEMENTS AUX ORGANISATEURS

Rappelant qu'à la 5^{ème} session de la Réunion des Parties, aucun pays hôte n'a été identifié pour la 6^{ème} session de la Réunion des Parties,

Rappelant en outre la résolution 5.27 sur le lieu de la 6^{ème} session de la Réunion des Parties, qui a invité les Parties intéressées à communiquer au Secrétariat leur volonté d'accueillir la 6^{ème} session de la Réunion des Parties dans un délai de six mois et a demandé au Comité permanent de décider, au nom de la Réunion des Parties, quel sera le lieu de la 6^{ème} session de la Réunion des Parties, compte tenu des manifestations d'intérêt reçues des Parties,

Sachant qu'aucune Partie n'a été identifiée comme pays hôte jusqu'en 2014, bien que le Secrétariat ait demandé aux Parties de faire une offre en 2012 et en 2013, et rappelant que le Secrétariat, en étroite concertation avec le président du Comité permanent, a décidé en février 2014 que la 6^{ème} session de la Réunion des Parties se tiendrait à Bonn (Allemagne), où se trouve le Secrétariat,

Appréciant l'aide financière fournie par les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la Suisse, des Pays-Bas, du Luxembourg, la République tchèque et la Norvège pour faciliter l'organisation logistique de la présente session de la Réunion des Parties et la participation du plus grand nombre possible de Parties contractantes,

Appréciant également l'appui et les services fournis aux délégués à la présente session de la Réunion des Parties par la Ville de Bonn,

Prenant note de l'accord mutuel entre les Secrétaires exécutifs des Secrétariats PNUE/CMS et PNUE/AEWA visant à accroître l'efficacité et le succès des réunions par l'échange de personnel pertinent, tel qu'il a été le cas pour la COP11 de la CMS à laquelle plusieurs membres du Secrétariat PNUE/AEWA ont rendu service avant, pendant et après la session,

Sachant que grâce à l'excellent bureau et installations de conférence procurés par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne aux institutions des Nations Unies basées à Bonn, le Secrétariat a pu organiser la présente session de la Réunion des Parties sur le Campus de l'ONU sans entraîner des coûts substantiels liés au lieu de la réunion,

Remerciant le gouvernement de l'Afrique du Sud pour avoir accueilli la réunion préparatoire africaine de la 6^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA à Cape Town, en août 2015,

Appréciant l'aide financière fournie par le Gouvernement Suisse, ainsi que par la Commission européenne (CE) à travers son Programme thématique pour l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles y compris l'énergie (PTERN) de l'Accord de coopération stratégique entre la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne et le PNUE, en vue de l'organisation de la réunion préparatoire de la 6^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA.

La Réunion des Parties :

1. *Exprime sa reconnaissance* pour toute l'aide financière apportée par les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la Suisse, des Pays-Bas, du Luxembourg, de la République tchèque et de la Norvège qui a contribué à l'organisation de la 6^{ème} session de la Réunion des Parties, facilitant ainsi la participation d'un grand nombre de Parties contractantes et la préparation logistique et de fond de la présente session de la Réunion des Parties ;
2. *Exprime aussi sa reconnaissance* au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne en qualité de pays hôte du Secrétariat pour avoir fourni l'excellent bureau et installations de conférence du Campus de l'ONU aux institutions des Nations Unies basées à Bonn, ayant ainsi permis au Secrétariat d'organiser des réunions de l'Accord, telles que la présente session de la Réunion des Parties, sans entraîner des coûts substantiels liés au lieu de la réunion ;
3. *Exprime sa gratitude* à la Ville de Bonn pour tout l'appui et les services supplémentaires offerts à la Réunion et aux délégués ;
4. *Exprime ses remerciements* au Secrétariat pour l'organisation logistique et la préparation des documents de la 6^{ème} session de la Réunion des Parties à l'Accord ;
5. *Exprime en outre ses remerciements* au Secrétariat de la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) pour avoir fourni une aide en personnel supplémentaire en vue de gérer la présente session de la Réunion des Parties ;
6. *Exprime également ses remerciements* au gouvernement de l'Afrique du Sud pour les arrangements et l'investissement financier effectués en vue de fournir un excellent lieu, installations et services pour la réunion préparatoire africaine de la 6^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.21

**MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR
LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS
D'AFRIQUE-EURASIE (AEWA)**

(Soumis par l'Afrique du Sud)

Rappelant la Résolution 4.7 par laquelle, entre autres, la Réunion des Parties à l'AEWA a adopté le Plan stratégique de l'AEWA pour la période 2009-2017, et appelé les Parties contractantes, autres donateurs et parties prenantes à fournir des ressources financières pour soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique, ainsi que pour aider les pays en développement, les pays en transition économique et les petits États insulaires en voie de développement à mettre en œuvre ce Plan stratégique,

Rappelant également la Résolution 5.9 par laquelle, entre autres, la Réunion des Parties à l'AEWA a adopté le Plan d'action pour l'Afrique pour la période 2012-2017, et appelé les Parties contractantes et autres donateurs à fournir des ressources financières et autres pour aider à la mise en œuvre de l'Initiative africaine et du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique,

Consciente des différentes circonstances auxquelles sont confrontées les Parties, telles que les questions liées à la subsistance et la conservation dans les pays en développement,

Consciente de la situation économique à laquelle sont confrontés tant les pays développés que les pays en développement,

Reconnaissant que l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris la pauvreté extrême, est le plus grand défi mondial et une exigence indispensable au développement durable pour les pays en voie de développement, les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays à économie en transition,

Rappelant l'obligation des Parties de mettre en œuvre l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie,

Rappelant en outre qu'une mise en œuvre efficace de cet Accord exige qu'un soutien soit apporté à certains États de l'aire de répartition aux fins de recherche, de formation, de mise en œuvre et de surveillance des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats, en vue de la gestion de ces habitats ainsi que pour l'établissement ou l'amélioration d'instituts scientifiques et administratifs chargés de la mise en œuvre de cet Accord,

Reconnaissant que le rôle du budget principal est un composant critique de la promotion de la mise en œuvre de l'Accord,

Exprimant son appréciation aux Parties contractantes qui se sont jusqu'à présent acquittées en temps voulu de leurs contributions statutaires au Fonds d'affectation général de l'AEWA, contribuant ainsi au bon fonctionnement des activités de l'Accord qui dépendent de ces contributions,

Reconnaissant avec appréciation les diverses contributions financières et en nature attribuées jusqu'ici par des Parties contractantes, des donateurs et autres parties prenantes en vue de la mise en œuvre de l'Accord au niveau national, régional et de l'Accord,

Reconnaissant l'importance du partage d'informations sur les ressources mobilisées dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord, au niveau national, régional et international, par le biais de différents modes de partage d'informations et de mécanismes de rapport,

Reconnaît le besoin de ressources financières, et autres, adéquates, prédictibles et attribuées en temps voulu pour la mise en œuvre de l'AEWA aux niveaux national, régional et de l'Accord.

La Réunion des Parties :

1. *Exhorte* toutes les Parties contractantes à fournir, selon leurs capacités, des ressources financières et en nature pour soutenir les activités nationales visant à atteindre les objectifs de l'Accord, et notamment celles qui sont conformes au Plan stratégique de l'AEWA, y compris le Plan d'action pour l'Afrique, et en accord avec leurs plans, priorités et programmes nationaux ;
2. *Demande* aux Parties et à d'autres donateurs d'envisager des contributions volontaires envers la mise en œuvre de la Stratégie de communication et *invite* toutes les Parties, les Etats de l'aire de répartition et autres parties prenantes de favoriser sa mise en œuvre à l'aide de leur expertise et leurs réseaux, connaissances et ressources disponibles ;
3. *Demande* à toutes les Parties contractantes de l'AEWA, notamment celles qui ont continuellement des arriérés de paiement de leurs contributions statutaires au Fonds d'affectation général de l'AEWA, d'assurer le paiement des contributions dues aussi vite que possible, et de contacter le Secrétariat PNUE/AEWA pour toute aide ou tous conseils nécessaires à la facilitation du processus de paiement ;
4. *Encourage* les Parties des pays développés et autres Parties en mesure de le faire, et *invite* d'autres gouvernements, institutions financières et autres partenaires, à faciliter le financement de toute source afin de soutenir et améliorer la mise en œuvre des obligations de cet Accord, et du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique 2012-2017 par les pays en développement, en particulier les pays les moins développés et les petits États insulaires en voie de développement, ainsi que les pays aux économies en transition ;
5. *Encourage* toutes les Parties à utiliser des plateformes telles que la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire afin de renforcer l'aide financière, technique visant à une mise en œuvre réussie des activités de l'AEWA ;
6. *Demande* au Secrétariat de l'AEWA d'identifier des mécanismes de financement mondiaux et de rendre ces informations disponibles pour les Parties, afin de renforcer la coopération ;
7. *Encourage* toutes les Parties à utiliser des mécanismes innovants de financement tel que le Fonds pour les oiseaux d'eau migrateurs pour mettre en œuvre le plan stratégique de l'AEWA ;
8. *Exhorte* les Parties à incorporer des mesures destinées à la mise en œuvre de cet Accord aux niveaux national et sous-national dans leurs plans et stratégies nationaux, tels que les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, afin d'améliorer leur visibilité et de renforcer leur prise en considération et leur reconnaissance lors de l'établissement de priorités nationales éligibles à une allocation de fonds issus du budget national ;
9. *Prie instamment* les Parties à renforcer les synergies entre les conventions relatives à la biodiversité dans leurs pays respectifs afin de faciliter le partage des possibilités de financement et le partage des ressources financières tel que le Fonds désertification, le Fonds vert pour le climat, le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation, et le Fonds pour l'environnement mondial afin de permettre utilisation efficace des ressources ;
10. *Exhorte* les Parties contractantes à faire un compte rendu des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la présente résolution par le biais de leurs rapports nationaux, à chaque Réunion des Parties.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

RÉSOLUTION 6.22

**SYNERGIES ENTRE LE PNUE/AEWA
ET LE PNUE/CMS**

(Soumis par la Norvège)

Reconnaissant les résultats de Rio+20, de la décision XII.6 de la CDB et d'autres processus soulignant l'importance de développer plus avant les synergies parmi les accords multilatéraux sur l'environnement (AME),

Rappelant la Résolution 1/12 de la 1^{ère} Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) sur la relation entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et les AME pour lesquels le PNUE assure le Secrétariat,

Conscient de l'autonomie juridique de chacun des accords de la Famille CMS,

Appréciant l'équipe très efficace du Secrétariat PNUE/AEWA et les efforts qu'elle a déployés pour améliorer davantage cette efficacité, ainsi que les résultats obtenus jusqu'à présent,

Reconnaissant les fonctionnements synergiques existants de longue date et bien établis entre le Secrétariat PNUE/AEWA et le Secrétariat PNUE/CMS, et l'efficacité et les bénéfices mutuels apportés à travers leur coopération,

Rappelant la décision de la 9^{ème} réunion du Comité permanent de l'AEWA, qui demande au Secrétaire exécutif de l'AEWA et au Secrétaire exécutif de la CMS « de développer de nouvelles synergies entre l'AEWA et la CMS, et d'agir pour fusionner les services et domaines communs, dans un effort de rediriger l'attention des Secrétariats sur le renforcement de la mise en œuvre »,

Reconnaissant l'établissement en janvier 2014 d'une équipe commune CMS/AEWA chargée de la gestion de l'information, la communication et la sensibilisation, à titre de projet pilote de services communs,

Prenant note du rapport du Secrétariat PNUE/AEWA sur l'équipe commune CMS/AEWA chargée de la gestion de l'information, la communication et la sensibilisation (Doc AEW A/MOP6.10) et des leçons tirées de ce projet pilote,

Rappelant également la Résolution 11.3 de la CMS sur le « renforcement des synergies et des services communs parmi les instruments de la Famille CMS »,

Appréciant en outre l'invitation lancée par le 44^{ème} Comité permanent de la CMS aux instruments de la CMS, en commençant par ceux qui sont basés à Bonn, à envisager le développement de services communs et de synergies avec la Famille CMS par le biais de décisions appropriées de leurs organes directeurs respectifs, et à faire part de ces décisions au Comité permanent de la CMS en vue de l'élaboration d'une stratégie prospective en matière de propositions de services communs,

Prenant note de l'analyse et du rapport commandés par le Secrétaire exécutif de la CMS à la demande de la COP11 de la CMS sur les implications juridiques, financières, opérationnelles et administratives des actions destinées au renforcement des synergies, telles que par le biais de services partagés dans les domaines de services communs pour les organes décisionnels de la Famille CMS au sens large (Doc AEWA/MOP Inf. 6.9),

Notant encore que l'analyse contient des informations importantes sur le potentiel des services communs pouvant être réalisés au sein de la Famille CMS et qu'elle souligne les avantages et les inconvénients généraux d'une coopération renforcée, tout en notant également que d'autres types de synergies pourraient être importants pour les instruments de la CMS basés en dehors de Bonn,

Prenant note que cette Résolution vise à renforcer les synergies et les services communs et n'a pas pour objectif une fusion,

Soulignant que l'objectif du partage de services au sein des instruments de la CMS est de combler des lacunes, de se renforcer mutuellement, de produire de l'efficacité et d'accroître les résultats, et que le partage de services communs devrait viser à renforcer la mise en œuvre des instruments concernés et à maximiser l'utilisation efficace et efficiente des ressources à tous les niveaux.

La Réunion des Parties :

1. *Convient* de poursuivre et affiner l'expérience pilote de l'équipe commune chargée de la gestion de l'information, de la communication et de la sensibilisation en tenant compte des leçons tirées par les Secrétariats de la CMS et de l'AEWA ;
2. *Charge* les Secrétariats PNUE/AEWA et PNUE /CMS de développer une proposition dans les trois mois après la MOP6 présentant en détail les modalités de mise en œuvre de l'unité commune, incluant entre autres le temps de travail du personnel et les ratios de partage du budget, la structure de gestion et les indicateurs de surveillance et d'évaluation, à soumettre à l'approbation du Comité permanent ;
3. *Demande en outre* au Comité permanent d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'unité commune ;
4. *Charge également* le Comité permanent de présenter un rapport écrit à la MOP7 sur les résultats et les expériences de ces dispositions et à faire des recommandations sur la voie à suivre ;
5. *Décide* d'adopter une approche graduelle pour renforcer les synergies dans les domaines de services communs avec la Famille CMS et note que les domaines potentiels qui sont mentionnés dans l'analyse comprennent le renforcement des capacités, l'aide à la mise en œuvre plurisectorielle, les services de conférences et la recherche de financements ;
6. *Décide en outre* que la mise en œuvre des services communs entre les instruments de l'AEWA et de la CMS se fera par le biais d'un accord mutuel des Secrétaires, exécutifs, après avoir consulté les membres du personnel concerné, à propos des services potentiels en utilisant l'expertise du PNUE, et en proposant ces services potentiels aux deux Comités permanents pour approbation, et en rendant aux Comités permanents des rapports réguliers sur les progrès réalisés, les leçons apprises et les économies financières réalisées ;
7. *Demande* aux Secrétariats, lorsqu'ils feront leurs propositions aux Comités permanents, d'inclure des scénarios fiables et concrets étayant les gains d'efficacité et d'efficience prévus et d'exposer les mesures destinées à assurer la transparence du procédé de mise en œuvre et d'utilisation des ressources, que la CMS et l'AEWA mettront respectivement en place une fois les propositions adoptées, et invite à cet égard le Comité permanent de l'AEWA, après consultation avec les Parties contractantes, à prendre des décisions sur les propositions concernant des approches communes des services dans le domaine des services communs, dans le cadre de la présente résolution, et d'en rendre compte à la MOP7 ;

8. *Convient* que tout service commun ne devra impliquer aucune exigence financière supplémentaire aux Secrétariats et devra préserver l'indépendance des Secrétariats, respecter les compétences de la Convention et de ses Accords et accroître leur efficacité et leur efficacité ;
9. *Confirme* qu'un Secrétaire exécutif commun à l'AEWA et à la CMS n'est pas une option souhaitée.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

ANNEXE 2

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES RÉUNIONS DES PARTIES CONTRACTANTES À
L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS
D'AFRIQUE-EURASIE³⁹**

But

Règle 1

Le présent Règlement intérieur s'applique durant les sessions de la Réunion des Parties contractantes à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrants d'Afrique-Eurasie convoquées en application de l'article VI de l'Accord.

Pour autant qu'il soit applicable, le présent Règlement s'applique *mutatis mutandis* aux autres réunions organisées dans le cadre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrants d'Afrique-Eurasie.

Définitions

Règle 2

Aux fins du présent Règlement, on entend par:

- a) « Accord » l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrants d'Afrique-Eurasie conclu le 16 juin 1995 à La Haye, Pays-Bas, et entré en vigueur le 1^{er} novembre 1999. Le présent Accord s'entend dans le sens de l'article IV, paragraphe 3, de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS, 1979) ;
- b) « Convention » la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1979) ;
- c) « Parties » les Parties contractantes à l'Accord ;
- d) « Réunion des Parties » la Réunion des Parties en application de l'article VI ;
- e) « Session » toute session ordinaire ou extraordinaire de la Réunion des Parties convoquée en application de l'article VI de l'Accord ;
- f) « Président » le président élu en conformité avec l'article 21, paragraphe 1, du présent Règlement intérieur ;
- g) « Organe subsidiaire » tout comité ou groupe de travail établi par la Réunion des Parties ;
- h) « Comité technique » l'organe établi en application de l'article VII ;
- i) « Comité permanent » l'organe établi par la résolution 2.6 tel qu'adopté à la deuxième session de la Réunion des Parties ;

³⁹ Tel qu'approuvé par la 6^{ième} Session de la Réunion des Parties à l'AEWA à Bonn, Allemagne, Novembre 2015.

- j) « Comité de la Réunion », l'organe établi en application de Règle 26 (1) ;
- k) « Secrétariat » le Secrétariat de l'Accord établi en application de l'article VIII ;
- l) « Proposition » tout projet de résolution ou de recommandation soumis par une ou plusieurs Parties, le Comité permanent, le Comité de la Réunion ou le Secrétariat.

Lieu des Réunions

Règle 3

1. Les Parties se réunissent dans le pays choisi par la Réunion des Parties précédente sur l'invitation officielle de l'autorité responsable dans le pays en question. Si plusieurs Parties envoient une invitation en vue d'accueillir la session suivante de la Réunion des Parties, et deux ou plusieurs invitations sont retenues à l'issue des consultations officielles, la Réunion des Parties décide du lieu de la prochaine session par vote à bulletin secret.
2. Si aucune invitation n'a été reçue, la Réunion des Parties tient sa session dans le pays où le Secrétariat a son siège, si aucun autre arrangement approprié n'a été pris par le Secrétariat de l'Accord ou le Secrétariat de la Convention.

Dates des Réunions

Règle 4

1. Les intervalles entre les sessions ordinaires de la Réunion des Parties sont au maximum de trois ans, à moins que la Réunion n'en décide autrement.
2. A chacune de ses sessions ordinaires, la Réunion des Parties fixe l'année et le lieu de sa prochaine session ordinaire. Les dates et la durée exactes de chaque session ordinaire sont établies par le Secrétariat, en consultation avec le Secrétariat de la Convention et le pays qui accueille la Réunion.
3. Les sessions extraordinaires de la Réunion des Parties sont convoquées à la demande écrite d'au moins un tiers des Parties.
4. Les sessions extraordinaires sont convoquées au plus tard quatre-vingt-dix jours après réception de la demande mentionnée au paragraphe 3 du présent article.
5. En cas d'urgence, le Comité technique peut demander au Secrétariat de convoquer d'urgence une réunion des Parties concernées.

Règle 5

Le Secrétariat notifie à toutes les Parties la date, le lieu et l'ordre du jour provisoire de la session ordinaire de la Réunion des Parties au moins 12 mois avant le début de celle-ci. La notification est accompagnée de l'ordre du jour provisoire de la réunion et d'une note précisant aux Parties les délais de soumission de leurs propositions. Seuls les Parties, le Comité permanent, le Comité technique, le Comité de la Réunion et le Secrétariat sont habilités à soumettre des propositions.

Observateurs

Règle 6

1. Le Secrétariat notifie au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, qui a qualité de Dépositaire de l'Accord, à l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées de celle-ci, à l'Agence internationale de l'énergie atomique, à tous les États de l'aire de répartition non Parties à l'Accord, ainsi qu'aux secrétariats des conventions internationales ayant, notamment, pour objet la conservation, mais aussi la protection et la gestion des oiseaux d'eau migrateurs, la tenue des sessions de la Réunion des Parties afin qu'ils puissent y être représentés en qualité d'observateurs.

2. Ces observateurs peuvent être invités par le Président à participer, mais sans droit de vote, aux travaux de la Réunion des Parties, sauf si au moins un tiers des Parties présentes s'y opposent.

Règle 7

1. Sont admis toutes institutions et tous organismes nationaux ou internationaux, gouvernementaux ou non gouvernementaux, possédant des compétences techniques dans le domaine de la conservation ou des compétences scientifiques sur les oiseaux d'eau migrateurs qui auront fait part au Secrétariat de leur désir d'envoyer des observateurs aux réunions des Parties, sauf si au moins un tiers des Parties présentes s'y opposent. Les observateurs qui sont admis ont le droit de participer mais non de voter.
2. Les organismes ou les institutions souhaitant être représentés à la réunion par des observateurs doivent transmettre les noms de leurs représentants [et, dans le cas des institutions ou des organismes nationaux non gouvernementaux, fournir] au Secrétariat [la preuve du consentement de l'État dans lequel ils se trouvent] au moins un mois avant l'ouverture de la session.
3. Ces observateurs peuvent être invités par le Président à participer, mais sans droit de vote, aux travaux de la Réunion des Parties, sauf si au moins un tiers des Parties présentes s'y opposent.
4. Il peut arriver que le nombre limité de places assises n'autorise pas la présence de plus de deux observateurs au maximum par État de l'aire de répartition non Partie, organisme ou institution à une session de la Réunion des Parties. Le Secrétariat en notifie à l'avance les intéressés.
5. Le Secrétariat de l'Accord peut décider que toutes les organisations non gouvernementales devront avoir acquitté au préalable un droit fixe de participation pour assister à la session. Il en stipule le montant dans sa lettre d'invitation. Quant à la présente Réunion, celle-ci fixera le montant de la participation à la prochaine session ordinaire de la Réunion des Parties.

Ordre du jour

Règle 8

Le Secrétariat établit l'ordre du jour provisoire des réunions, en consultation avec le Président du Comité permanent.

Règle 9

L'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire de la Réunion des Parties comprend, s'il y a lieu:

- a) Les questions découlant des articles ou des annexes à l'Accord;
- b) Les questions inscrites sur décision de la Réunion précédente, ou découlant des décisions prises par la Réunion précédente;
- c) Les questions dont il est fait référence à l'article 15 du présent Règlement intérieur;
- d) Toute question proposée par une Partie, le Comité permanent, le Comité technique ou le Secrétariat portant sur les principes fondamentaux ou la mise en œuvre de l'Accord.

Règle 10

A part les propositions transmises en application de l'article X de l'Accord, les documents officiels relatifs aux sessions ordinaires de la Réunion des Parties, en vertu de l'article 54, et les propositions transmises en application de Règle 5, sont distribués aux Parties par le Secrétariat dans les langues officielles au moins soixante jours avant l'ouverture de la session.

Règle 11

Le Secrétariat, en consultation avec le Président du Comité permanent, inscrit toute question transmise par une Partie au Secrétariat après que l'ordre du jour provisoire a été établi et avant l'ouverture de la session en tant que supplément à l'ordre du jour provisoire.

Règle 12

La Réunion des Parties examine l'ordre du jour provisoire ainsi que ses suppléments éventuels. Au moment d'adopter l'ordre du jour, elle peut ajouter, supprimer, renvoyer ou modifier des questions. Seules les questions considérées comme urgentes et importantes par la Réunion des Parties peuvent être ajoutées à l'ordre du jour.

Règle 13

L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire de la Réunion des Parties comporte uniquement les questions à examiner figurant dans la demande qui est à l'origine de la convocation de la session extraordinaire. L'ordre du jour provisoire et tous les documents nécessaires sont communiqués aux Parties en même temps que l'invitation à la session extraordinaire.

Règle 14

Le Secrétariat rend compte à la Réunion des Parties des implications administratives et financières de toutes les questions de fond inscrites à l'ordre du jour dont est saisie la Réunion, avant leur examen par celle-ci. A moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement, aucune de ces questions n'est examinée tant que la Réunion des Parties n'a pas reçu le rapport du Secrétariat sur leurs implications financières et administratives.

Règle 15

Toute question inscrite à l'ordre du jour d'une session ordinaire de la Réunion des Parties, et dont l'examen n'a pu être terminé durant la session, est automatiquement incluse dans l'ordre du jour de la session ordinaire suivante, sauf si la Réunion des Parties en décide autrement.

Représentation et pouvoirs

Règle 16

Chaque Partie participant à la session est représentée par sa délégation composée d'un chef de délégation et de tous autres représentants, suppléants et conseillers accrédités qu'elle juge nécessaires. Il arrive, parfois, que le manque notamment de place contraigne les États de l'aire de répartition à limiter à quatre le nombre de leurs représentants en séance plénière. Le Secrétariat en notifie à l'avance les Parties.

Règle 17

Un représentant peut être désigné comme suppléant du chef de délégation. Un suppléant ou un conseiller peuvent assumer des fonctions de représentants dès lors qu'ils ont été désignés comme tels par le chef de délégation.

Règle 18

1. L'original des pouvoirs du chef de délégation et des autres représentants, suppléants et conseillers doit être soumis au Secrétariat de l'Accord ou à son représentant désigné, si possible au plus tard dans les vingt-quatre heures qui suivent l'ouverture de la session. Toute modification ultérieure dans la composition de la délégation doit également être communiquée au Secrétaire ou à son représentant.
2. Les pouvoirs sont émis par le Chef de l'État ou du Gouvernement ou par le Ministre des Affaires Étrangères ou son équivalent, ou à leurs noms par un ambassadeur dûment autorisé. Dans le cas où dans une Partie contractante, d'autres autorités se trouvent habilitées à émettre les pouvoirs de participation aux réunions internationales, le Secrétaire en sera notifié en avance par le Ministère des Affaires Étrangères.⁴⁰
3. Les pouvoirs doivent comporter la signature complète de l'autorité compétente ou être autrement cachetés et paraphés par cette autorité. Le cachet et/ou l'en-tête de la lettre devront indiquer clairement que les pouvoirs sont émis par l'autorité compétente.
4. Un représentant ne peut exercer son droit de vote que si son nom figure clairement et sans ambiguïté dans la déclaration des pouvoirs.

⁴⁰ « ou, dans le cas d'une Organisation régionale d'intégration économique, par l'autorité compétente de cette organisation¹.

1 : Note de bas de page : aux fins de l'interprétation de cette règle, dans le cas de l'Union européenne, « autorité compétente » signifie le Président de la Commission européenne ou le Commissaire responsable de l'environnement. »

5. Si les pouvoirs ne sont pas soumis dans une des deux langues de travail de l'Accord (le français et l'anglais), une traduction appropriée dans une de ces deux langues est également soumise de manière à ce que la Commission de vérification des pouvoirs procède à leur validation.

Règle 19

Une Commission de vérification des pouvoirs est élue à chacune des sessions ordinaires dès la première séance, qui se compose de deux Parties au moins de la région africaine et de deux Parties de la région eurasienne. Elle examine les pouvoirs et soumet son rapport à la Réunion des Parties pour approbation.

Règle 20

En attendant que la Réunion des Parties se prononce sur leurs pouvoirs, les représentants sont provisoirement autorisés à participer aux travaux de la Réunion.

Bureau

Règle 21

1. La session ordinaire débute par l'élection du Président et d'un ou plusieurs Vice-présidents, qui sont choisis parmi les représentants des Parties présentes sur proposition du Comité de la Réunion. Dans sa proposition, le Comité de la Réunion considère en premier lieu les candidats au poste de Président de la Réunion présentés par le pays hôte.
2. Le Président participe à la session en cette qualité et, pendant toute la durée de celle-ci, n'exerce pas ses droits de représentant d'une Partie. La Partie concernée désigne un autre représentant qui est habilité à la représenter aux réunions et à voter.

Règle 22

1. En plus de l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu des autres dispositions prévues dans le présent Règlement, le Président déclare l'ouverture et la clôture de la session, préside les séances, veille au respect du présent Règlement intérieur, accorde la parole, met au vote et informe des décisions prises. Le Président statue sur les motions d'ordre et, sous réserve du présent Règlement intérieur, dirige entièrement les débats dont il garantit le bon déroulement.
2. Le Président peut proposer à la Réunion des Parties de clore la liste des orateurs, de limiter le temps de parole et le nombre des interventions à accorder à chaque Partie ou observateur sur une question, de renvoyer ou de clore le débat et de suspendre ou de lever la séance.
3. Le Président reste soumis, dans l'exercice de ses fonctions, à l'autorité de la Réunion des Parties.

Règle 23

Lorsque le Président est temporairement empêché de présider la session ou une partie de celle-ci, il désigne pour le remplacer un des Vice-présidents. Lorsque le Vice-président exerce les fonctions de Président, il en assume les pouvoirs et les devoirs.

Règle 24

Si le Président et/ou un des Vice-présidents démissionnent ou se trouvent autrement mis dans l'incapacité d'aller jusqu'au bout de leur mandat ou d'exercer leurs fonctions, un représentant de la même Partie est nommé par la Partie concernée qui le remplace dans ses fonctions jusqu'au terme de son mandat.

Règle 25

Le Président de la session ordinaire précédente, ou en son absence le Président du Comité permanent, préside la première séance de la session ordinaire jusqu'à ce que la Réunion des Parties ait élu le Président de la Réunion.

Le comité de la réunion, les autres comités et groupes de travail

Règle 26

1. Le Comité de la Réunion est établi. Il comprend le Président de la session ordinaire de la Réunion des Parties précédente, le Président et les Vice-présidents élus de la Réunion des Parties en cours, le Président du Comité permanent et le Président du Comité technique. Le Secrétariat de l'Accord assiste et soutient le Comité de la Réunion. Le Comité de la Réunion peut inviter des observateurs à assister les réunions s'il le juge nécessaire. Le Comité de la Réunion est présidé par le Président de la session de la Réunion des Parties présente.
2. Le Comité de la Réunion se réunit au moins une fois par jour pour faire le point sur la réunion, examiner le rapport provisoire de la journée précédente établi par le Secrétariat, et conseiller le Président afin de garantir le bon déroulement du reste des débats.
3. La Réunion des Parties peut être amenée à établir tout autre comité et groupe de travail qu'elle juge nécessaires pour la mise en œuvre de l'Accord. S'il y a lieu, ces organes se réunissent en même temps que la Réunion des Parties.
4. La Réunion des Parties peut décider qu'un de ces organes devra se réunir entre deux sessions ordinaires.
5. A moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement, le Président de chacun des organes est élu par la Réunion des Parties. La Réunion des Parties décide des questions examinées par chacun des organes.
6. Sous réserve du paragraphe 5 du présent article, chaque organe élit les membres de son bureau. Aucun membre du bureau ne peut être réélu pour un troisième mandat consécutif.
7. A moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement, le présent Règlement intérieur s'applique *mutatis mutandis* aux débats de ces organes, compte tenu des exceptions suivantes :
 - a) La majorité des Parties désignées par la Réunion des Parties pour participer aux travaux d'un organe constitue le quorum, sauf s'il s'agit d'un organe à participation non limitée, auquel cas le quorum est atteint avec le quart des Parties ;
 - b) Les présidents de ces organes peuvent exercer leur droit de vote ;
 - c) L'interprétation ne pourra être assurée ni pendant les séances des comités et des groupes de travail ni pendant celles du Comité de la Réunion.

Secrétariat

Règle 27

1. Le chef du Secrétariat de l'Accord est le Secrétaire de la Réunion des Parties. Le Secrétaire ou son représentant agissent à ce titre pendant toutes les sessions de la Réunion des Parties et de ses organes subsidiaires.
2. Le Secrétaire met à la disposition de la Réunion des Parties le personnel dont celle-ci a besoin.

Règle 28

Le Secrétariat, en application du présent Règlement :

- a) Fournit les services d'interprétation durant les réunions ;
- b) Etablit, reçoit, traduit, reproduit et distribue les documents des réunions ;
- c) Publie et distribue les documents officiels des réunions ;
- d) Veille à l'enregistrement des réunions ;

- e) S'occupe de conserver et de préserver les documents des réunions ;
- f) Rédige le rapport de la Réunion qui sera examiné en premier lieu par le Comité de la Réunion avant d'être soumis pour approbation finale à la Réunion des Parties ; et
- g) S'acquitte plus généralement de toutes les autres tâches qui lui sont demandées par la Réunion des Parties.

Conduite des débats

Règle 29

1. Les séances de la Réunion des Parties sont publiques, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement.
2. Les séances des organes subsidiaires sont privées, à moins que l'organe subsidiaire concerné n'en décide autrement.
3. En réunion les délégations des Parties sont placées dans l'ordre alphabétique des noms des Parties en langue anglaise.

Règle 30

Le Président déclare la séance ouverte et autorise les débats si au moins la moitié des Parties à l'Accord sont présentes ; il ne peut prendre de décision que si au moins la moitié des Parties sont présentes.

Règle 31

1. Nul n'a le droit de prendre la parole devant la Réunion des Parties sans en avoir été au préalable autorisé par le Président. Sous réserve des articles 32, 33, 34 et 36, le Président donne la parole aux orateurs suivant l'ordre dans lequel ces derniers ont demandé à prendre la parole. Le Secrétariat tient à jour la liste des orateurs. Le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les observations s'éloignent de l'objet du débat.
2. La Réunion des Parties peut, sur proposition du Président ou d'une Partie, limiter le temps de parole et le nombre d'interventions de chaque Partie ou de chaque observateur sur un point donné. Avant d'en décider, elle autorisera deux représentants à intervenir en faveur d'une telle limitation et deux autres contre celle-ci. Lorsque le temps d'intervention est limité et qu'un orateur dépasse le temps qui lui est imparti, le Président doit immédiatement rappeler celui-ci à l'ordre.
3. Les orateurs ne doivent pas être interrompus, sauf s'ils doivent être rappelés à l'ordre. Cependant, avec l'autorisation du Président, ils peuvent pendant leur intervention donner la parole aux représentants ou aux observateurs souhaitant des éclaircissements sur un point particulier de leur intervention.
4. Durant les débats, le Président donne lecture de la liste des orateurs qu'il déclare close avec l'autorisation de la Réunion. Le Président peut, cependant, juger souhaitable d'accorder un droit de réponse à un représentant même après que la liste a été close.

Règle 32

Le président ou le rapporteur d'un organe subsidiaire peut bénéficier d'un tour de priorité afin d'expliquer les conclusions auxquels les travaux de l'organe subsidiaire concerné ont abouti.

Règle 33

Quelle que soit la question faisant l'objet du débat, une Partie peut à n'importe quel moment soulever un point de procédure. Le Président devra se prononcer immédiatement sur celui-ci conformément au présent Règlement. Une Partie peut contester la décision du Président par une contre-proposition. Cette dernière est immédiatement mise au vote. La décision du Président est maintenue si elle n'est pas rejetée par la majorité des Parties présentes et votantes. Le représentant qui soulève un point de procédure ne doit pas s'exprimer sur le fond de la question faisant l'objet du débat.

Règle 34

Toute requête en vue de décider si la Réunion des Parties est compétente pour discuter d'une question ou adopter une proposition ou un amendement à une proposition dont elle est saisie est mise aux voix avant d'ouvrir le débat sur la question ou de voter sur la proposition ou l'amendement en question.

Règle 35

1. Une Partie peut proposer des amendements à l'Accord. Conformément à l'article X, le texte de l'amendement proposé et la raison de celui-ci sont à communiquer au Secrétariat de l'Accord au moins cent cinquante jours avant l'ouverture de la session.
2. Dans le cas des propositions nouvelles, ne relevant pas du paragraphe 1 de la présente Règle, qui n'ont pas été soumises au Secrétariat au moins 60 jours avant l'ouverture de la session et des amendements aux propositions, les Parties les soumettent au Secrétariat par écrit dans au moins une des langues officielles, pour examen par le Comité de la Réunion.
3. Une nouvelle proposition ne peut se rapporter qu'à des points qu'il était impossible de prévoir avant la session ou qui ne sauraient découler des débats de la session. Si le Comité de la Réunion décide que la nouvelle proposition satisfait à ces critères, il soumet officiellement celle-ci à la Réunion pour examen. S'il la rejette, l'auteur ou les auteurs de la nouvelle proposition ont le droit de demander au Président de soumettre au vote la question de la recevabilité de la proposition conformément à l'article 34. L'auteur ou les auteurs doivent avoir la possibilité de défendre au cours d'une intervention l'introduction de la nouvelle proposition, et le Président doit donner les raisons pour lesquelles la proposition a été rejetée par le Comité de la Réunion.
4. En règle générale, une proposition n'est ni discutée ni soumise au vote tant qu'une traduction de celle-ci dans les langues officielles de la Réunion des Parties n'a pas été distribuée aux délégations au plus tard un jour avant la séance. Toutefois, le Président peut autoriser la discussion et l'examen des amendements aux propositions ou des motions, de même que, à titre exceptionnel, en cas d'urgence et s'il le juge utile pour faire avancer les travaux, autoriser la discussion et l'examen des propositions même si le texte de ces propositions, amendements ou motions n'a pas été distribué, ou a été distribué le jour même ou encore n'a pas été traduit dans toutes les langues officielles de la Réunion des Parties.

Règle 36

1. Sous réserve de l'article 33, les motions indiquées ci-après ont priorité, dans l'ordre donné ci-dessous, sur toute autre proposition ou motion:
 - a) Pour suspendre une séance;
 - b) Pour ajourner une séance;
 - c) Pour ajourner le débat sur la question débattue; et
 - d) Pour clore le débat sur la question débattue.
2. Seule la personne proposant une motion aux termes des alinéas a) à d) figurant ci-dessus plus une personne intervenant en faveur et deux personnes contre la motion sont autorisées à prendre la parole sur la motion, qui est ensuite immédiatement soumise au vote.

Règle 37

La proposition ou la motion peut être retirée à tout moment par la personne qui l'a proposée avant le début du vote, pour autant que la motion n'ait pas été modifiée. La proposition ou la motion retirée peut être réintroduite par une autre Partie.

Règle 38

Une fois adoptée ou rejetée la proposition n'est pas forcément réexaminée au cours de la même séance, sauf décision contraire de la Réunion des Parties prise à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. Seules deux personnes, celle qui propose le réexamen de la motion et une autre en faveur de celui-ci, sont autorisées à prendre la parole à cet effet; la motion est ensuite immédiatement mise au vote.

Vote

Règle 39

Chaque Partie dispose d'une voix. Les organisations d'intégration économique régionale Parties au présent Accord exercent leur droit de vote dans toutes matières relevant de leurs compétences; elles disposent d'un nombre de voix égal au nombre des États membres qui les composent Parties à l'Accord. L'organisation d'intégration économique régionale dont les États membres exercent leur droit de vote n'exerce pas le sien, et vice versa.

Règle 40

1. Les Parties mettent tout en œuvre pour parvenir à un consensus sur toutes les questions de fond. Si malgré tous leurs efforts elles ne parviennent pas à atteindre un consensus, elles décident en dernier recours à la majorité des deux tiers des voix des Parties présentes et votantes, sauf disposition contraire de l'Accord, notamment pour ce qui est de:

L'adoption du budget de l'exercice financier suivant et des modifications du barème des contributions qui nécessitent l'unanimité (article V).

2. Aux fins du présent Règlement, l'expression «Parties présentes et votantes» désigne les Parties présentes à la séance au cours de laquelle le vote a lieu et qui ont déposé un bulletin de vote approuvant ou rejetant la proposition. Les Parties qui s'abstiennent de voter sont considérées comme non votantes.

Règle 41

Dans le cas où deux ou plusieurs propositions se rapportent à la même question, la Réunion des Parties, sauf décision contraire, procède au vote des propositions suivant l'ordre dans lequel celles-ci lui ont été soumises. La Réunion des Parties peut, après chaque vote, décider de mettre ou non aux voix la proposition suivante.

Règle 42

Les représentants peuvent demander qu'il soit voté sur une partie d'une proposition ou d'un amendement à une proposition séparément. Le Président satisfait à cette demande, sauf si une Partie s'y oppose. Dans le cas où la demande de procéder à un vote séparé rencontre une objection, le Président autorise deux représentants à prendre la parole, l'un en faveur et l'autre contre la motion qui est ensuite immédiatement mise aux voix.

Règle 43

Si la motion mentionnée à l'article 42 est adoptée, l'ensemble des parties de la proposition ou de l'amendement à la proposition qui ont été approuvées est mis aux voix. Si tout le dispositif d'une proposition ou d'un amendement est rejeté, c'est l'ensemble de la proposition ou de l'amendement qui est réputé rejeté.

Règle 44

Une motion est réputée amender une proposition lorsqu'elle ajoute, supprime ou révisé simplement des parties de cette proposition. Il convient de mettre d'abord aux voix l'amendement à une proposition avant de mettre aux voix la proposition à laquelle il se rapporte, et si l'amendement est adopté, de mettre ensuite aux voix la proposition ainsi modifiée.

Règle 45

Lorsqu'elle est saisie de deux ou plusieurs amendements à une proposition, la Réunion des Parties met d'abord aux voix l'amendement qui sur le fond est le plus éloigné de la proposition originale, puis le deuxième et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Le Président détermine l'ordre de vote des amendements compte tenu de cette règle.

Règle 46

Le vote, sauf pour ce qui est des élections et du lieu de la prochaine session ordinaire, se déroule à mains levées. Si une Partie le demande, le vote se déroule par appel des noms des Parties participant à la réunion dans l'ordre alphabétique anglais, en commençant par la Partie dont le nom a été tiré au sort par le Président. Toutefois, une Partie peut à tout moment demander que le vote se déroule à bulletin secret. C'est alors le mode de vote appliqué, pour autant que la demande ait été acceptée à la majorité simple des Parties présentes et votantes. Le Président dirige le dépouillement des voix assisté par des scrutateurs nommés par la Réunion, et fait part des résultats.

Règle 47

1. Chacune des Parties participant au vote par appel vote soit «oui», soit «non» soit «abstention» et son vote est consigné dans les documents pertinents de la Réunion.
2. Dans le cas où le vote s'effectue par voie mécanique, le vote non enregistré remplace le vote à mains levées et le vote enregistré le vote par appel.

Règle 48

Une fois que le Président a annoncé que le vote a commencé, les représentants ne peuvent interrompre la procédure de vote que pour soulever une question d'ordre en liaison avec la procédure en cours. Le Président peut autoriser les Parties à expliquer leur vote, soit avant soit après le vote, et il peut limiter le temps de parole qu'il leur alloue pour fournir ces explications. Le Président n'autorise pas les personnes qui soumettent des propositions ou des amendements à des propositions à expliquer leur vote sur leurs propres propositions ou amendements, sauf s'ils ont été modifiés.

Règle 49

Toutes les élections ainsi que le vote pour arrêter le lieu de la prochaine session ordinaire se déroulent à bulletin secret, sauf si la Réunion des Parties en décide autrement.

Règle 50

1. Dès lors qu'à l'issue d'un vote pour élire une personne ou une délégation, aucun des candidats n'obtient la majorité des voix des Parties présentes et votantes au premier tour de scrutin, un deuxième tour de scrutin est organisé entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Si à l'issue du deuxième tour les candidats reçoivent le même nombre de voix, le Président départage les candidats par tirage au sort.
2. En cas de ballottage entre trois candidats ou plus ayant obtenu au premier tour le plus grand nombre de voix, un deuxième tour est organisé. Si plus de deux candidats sont en ballottage, on tire au sort parmi eux les deux candidats qui bénéficient d'un tour supplémentaire, organisé selon les modalités stipulées au paragraphe 1 du présent article.

Règle 51

1. S'il y a deux sièges ou plus à pourvoir en même temps et dans les mêmes conditions, le nombre des candidats ne doit pas excéder le nombre des sièges à pourvoir; les personnes ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité des suffrages exprimés par les Parties présentes et votantes au premier tour sont considérées comme élues.
2. Si le nombre des candidats ayant obtenu cette majorité est inférieur à celui des personnes ou des délégations à élire, des scrutins supplémentaires sont organisés afin de pourvoir les sièges restants. Le vote est alors limité aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix à l'issue du tour de scrutin précédent et dont le nombre ne doit pas être supérieur à deux fois le nombre des sièges restant à pourvoir. A l'issue du troisième tour de scrutin, si aucun siège supplémentaire n'est pourvu, les participants sont libres de voter pour toute personne ou délégation éligible.
3. Si à l'issue des trois tours de scrutin libre aucun siège supplémentaire n'est pourvu, seuls sont admis à participer aux trois tours de scrutin suivants les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix lors du troisième tour de scrutin libre, mais dont le nombre ne doit pas être supérieur à deux fois le nombre des sièges restant à pourvoir. Durant les trois tours de scrutin qui suivent les participants choisissent librement de voter pour les personnes ou les délégations de leur choix jusqu'à ce que tous les sièges aient été pourvus.

Langues

Règle 52

Les langues officielles de travail de la Réunion des Parties sont l'anglais et le français.

Règle 53

1. Les interventions données dans une langue officielle sont interprétées dans l'autre langue officielle.
2. Le représentant d'une Partie peut prendre la parole dans une langue qui n'est pas une des langues officielles, à condition que la Partie fournisse les services d'interprétation pour cette langue.

Documents

Règle 54

1. Les documents officiels des réunions rédigés dans une des langues officielles sont traduits dans l'autre.
2. Des considérations d'ordre financière peuvent imposer de restreindre le nombre des documents distribués à chacune des Parties et à chacun des observateurs. Le Secrétariat encourage les Parties et les observateurs à télécharger les documents à partir de la page Web du site Internet de l'Accord ou de recevoir ceux-ci sur CD-Rom, ce qui diminue les frais de photocopie et d'envoi par la poste.
3. Tous les documents, propositions incluses, soumis au Secrétariat dans une langue qui n'est pas une des langues de travail doivent être accompagnés de leur traduction dans une des langues de travail.
4. Dans le doute, le Secrétariat demande au Comité de la Réunion son accord avant de publier un document comme document officiel de la Réunion.
5. Les Parties et les observateurs qui souhaitent distribuer des documents qui n'ont pas été approuvés en tant que documents officiels de la Réunion prennent leurs propres dispositions à ce sujet, après avoir sollicité les conseils du Secrétariat sur la marche à suivre.

Enregistrement de la réunion

Règle 55

Les enregistrements de la Réunion des Parties et, lorsque cela est possible, de ses organes subsidiaires sont conservés par le Secrétariat.

Entrée en vigueur du règlement intérieur et amendements

Règle 56

Le présent Règlement intérieur entre en vigueur dès son adoption. La Réunion des Parties adopte les amendements proposés au présent Règlement par une ou plusieurs Parties et/ou le Comité permanent par voie de consensus.

Contestation de l'autorité de l'accord

Règle 57

En cas de conflit entre une disposition du présent Règlement intérieur et une disposition de l'Accord, c'est l'Accord qui prévaut.

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

ANNEXE 3

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

CHAIRMAN / PRÉSIDENT

Dr Fernando Spina
Head of Science
Bird Migration Branch
Istituto Superiore per la Protezione e
la Ricerca Ambientale (ISPRA)
Via Cà Fornacetta, 9
40064 Ozzano Emilia (BO)
ITALY / ITALIE
Tel.: +39 051 65 12 214 ; +39 347 35 07 032
Fax: +39 051 79 66 28
E-mail: fernando.spina@isprambiente.it

VICE-CHAIRMAN / VICE-PRESIDENT

Mr James Lutalo
Commissioner Wildlife Conservation
Ministry of Tourism, Wildlife and Antiquities
Wildlife Conservation
P.O. Box 4241
Kampala
UGANDA / OUGANDA
Tel.: +256 414 561 721
E-mail: lutaloj57@gmail.com

CONTRACTING PARTIES / PARTIES CONTRACTANTES

ALBANIA / ALBANIE

Mr Ermal Halimi
Senior Expert of Biodiversity
Ministry of Environment
Biodiversity and Protected Areas Directorate
Rruga e Durrësit, nr. 27
1001 Tirana

Tel.: +355 694 047 390
E-mail: ermal.halimi@moe.gov.al

ALGERIA / ALGÉRIE

Ms Hamida Salhi
Chef de Bureau
Direction Générale des Forêts
Direction de la Protection de la Flore et
de la Faune
Chemin Doudou Mokhtar, Benaknoun
16300 Alger

Tel.: +213 219 152 91
Fax: +213 915 286
E-mail: salhi_hamida@yahoo.fr

BELGIUM / BELGIQUE

Mr Michiel Vandegehuchte
Advisor Species Policy
Agency for Nature and Forests
Flemish Government
Koning Albert II-laan 20, bus 8
1000 Brussel

Tel.: +32 2 553 81 29
Fax: +32 2 553 81 05
E-mail: michiel.vandegehuchte@lne.vlaanderen.be

BENIN / BÉNIN

Mr Melkior Ogouwolé Kouchade
Chef Service du Suivi des Accords et Conventions
Direction Générale des Forêts
Ministère de l'Environnement
PK3 Route de Porto Novo, AKPAKPA
393 Cotonou

Tel.: +229 213 329 21
Fax: +229 213 329 21
E-mail: kmelkior@yahoo.fr

BURKINA FASO

Ms Germaine Ouedraogo Bouda
Contrôleur des Eaux et Forêts
Ministère de l'Environnement et
des Ressources Halieutiques
Direction de la Faune et des Chasses
03 B.P. 7044
Ouagadougou 03

Tel.: +226 253 569 71 / 23
Fax: +226 253 570 86
E-mail: ouedraogemaine@yahoo.fr

BURUNDI

Mr Damien Nindorera
Conseiller Juridique
Office Burundais pour la Protection
de l'Environnement
Direction Générale
B.P. 56
Gitega

Tel.: +257 22 40 33 30
E-mail: dnindorera@yahoo.fr

CHAD / TCHAD

Mr Hassane Idriss Mahamat
Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement
Direction de Conservation des Parcs Nationaux
BP 2115
00235 Ndjamena

Tel.: +235 225 229 05
E-mail: mhi1962@yahoo.fr

CONGO

Mr Frédéric Lambert Bockandza-Paco
Directeur
Ministère de l'Économie Forestière et du
Développement Durable
Bureau National de l'Accord de Lusaka
BP 98, Immeuble Palais des Verts
Brazzaville

Tel.: +242 06 678 89 32
E-mail: pacobockandza@ymail.com

CÔTE D'IVOIRE

Mr Kouakou Yao
Sous-Directeur de l'Élevage des
Espèces Animales Sauvages
Ministère des Eaux et Forêts
Direction de la Faune et des
Ressources Cynégétiques
BP V178
Abidjan
Tel.: +225 202 107 00
E-mail: yaobertinkouakou@yahoo.fr

CROATIA / CROATIE

Ms Ivana Jelenić
Ministry of Environmental and Nature Protection
Nature Protection Directorate
Radnička cesta 80
10000 Zagreb
Tel.: +385 1 486 61 22
Fax: +385 1 486 61 00
E-mail: ivana.jelenic@mzoip.hr

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Dr Josef Chytil
Head
Ornithological Station
Comenius Museum
Horní náměstí 7
75011 Přerov
Tel.: +420 581219910
E-mail: chytil@prerovmuzeum.cz

Mr Lukáš Janura
Desk Officer
Ministry of the Environment
Department of International Relations
U Kombinátu 412
10000 Praha
Tel.: +420 775 256 478
E-mail: lukas.janura@mzp.cz

Ms Libuše Vlasáková
Senior Advisor
Ministry of the Environment
Department of Species Protection and
Implementation of International Commitments
International Conventions Unit
Vršovická 65
10010 Prague 10
Tel.: +420 267 122 372
E-mail: libuse.vlasakova@mzp.cz

DENMARK / DANEMARK

Mr Jan Steinbring Jensen
Special Adviser
Ministry of Environment and Food
Danish Nature Agency, Wadden Sea Unit
Skovridervej 3
6510 Gram
Tel.: +45 21 215508
E-mail: jsj@nst.dk

Prof. Jesper Madsen
Head of the Waterbird Harvest Specialist Group
of Wetlands International
Aarhus University, Department of Bioscience
Grenaaavej 14
8410 Rønne
Tel.: +45 294 402 04
E-mail: jm@bios.au.dk

Mr Niels Nielsen
Head of Section
Ministry of Environment and Food
Nature Agency
Haraldsgade 532100 Copenhagen
Tel.: +45 72 54 24 27
E-mail: nin@nst.dk

DJIBOUTI

Mr Mohamed Elmi Obsieh
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de
l'Environnement
Direction de l'Environnement
2091 Djibouti
Tel.: +253 21 35 10 97
Fax: +253 21 35 48 37
E-mail: med.environnement_dj@yahoo.fr

EGYPT / ÉGYPTE

Dr Wed Abdou
Leader of Biodiversity Monitoring and
Research Unit
Ministry of Environment
Egyptian Environment Affairs Agency
Nature Conservation Sector
Biodiversity Central Directorate
30 Misr Helwan El Zyrae Road, Maadi
11728 Cairo

Tel.: +20 2 0252 48792
Fax: +20 2 0252 80391
E-mail: wed_abdou@yahoo.com

EQUATORIAL-GUINEA / GUINÉE EQUATORIALE

Mr Santiago-Martin Atomo Ayang
Experto de Medio Ambiente
Ministerio de Pesca y Medio Ambiente
Delegacion de Bata
Bata

Tel.: +240 333 082188
E-mail: santiagomartin1970@yahoo.es

ESTONIA / ESTONIE

Mr Karli Ligi
Senior Officer
Ministry of the Environment
Forest Department
Narva mnt 7A
15172 Tallinn

Tel.: +372 626 07 49
E-mail: karli.ligi@envir.ee

Mr Üllar Rammul
Senior Officer
Ministry of the Environment
Department of Nature Conservation
Narva mnt 7a
Tallinn

Tel.: +372 6262881
Fax: +372 6262 801
E-mail: yllar.rammul@envir.ee

Mr Veljo Volke
Conservation Officer
Estonian Ornithological Society
Veski 4
51005 Tartu

Tel.: +372 422195
E-mail: veljo.volke@eoy.ee

ETHIOPIA / ÉTHIOPIE

Mr Asgedom Kahsay Gebretensae
Director
Wildlife Research & Monitoring Directorate
Ethiopian Wildlife Conservation Authority
(EWCA)
P.O. Box 386
Addis Ababa

Tel.: +251 1 11 5546808
Fax: +251 1 11 5546804
E-mail: kahsaygt@hotmail.com

EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE

Ms Marita Arvela
Policy Officer
European Commission
Nature Unit
Avenue de Beaulieu 5
1049 Brussels
Belgium / Belgique
Tel.: +32 2 988386
E-mail: marita.arvela@ec.europa.eu

Mr Anne Theo Seinen
Policy Officer
European Commission
Unit B.2 Biodiversity
Avenue de Beaulieu 5
1049 Brussels
Belgium / Belgique
Tel.: +32 2 2954426; +32 495 719 749
E-mail: anne-theo.seinen@ec.europa.eu

FINLAND / FINLANDE

Mr Mikko Alhainen
Senior Planning Officer
Finnish Wildlife Agency
Sompiontie 1
00730 Helsinki
Tel.: +358 294 31 2401
E-mail: mikko.alhainen@riista.fi

Mr Sami Niemi
Ministerial Adviser
Ministry of Agriculture and Forestry
Hallituskatu 3 A
Helsinki, 00023 Government
Tel.: +358 400 238 505
E-mail: sami.niemi@mmm.fi

Mr Matti Osara
Senior Officer
Ministry of the Environment
Department of the Natural Environment
P.O.Box 35
Helsinki, 00023 Government
Tel.: +358 2952 50216
E-mail: matti.osara@ymparisto.fi

FRANCE

Dr Pierre Defos du Rau
Technical Support Unit
Office National de la Chasse et de
la Faune Sauvage
Migratory Bird Unit
Tour du Valat, Le Sambuc
13200 Arles
Tel.: +33 490 970 671
E-mail: pierre.defosdurau@oncfs.gouv.fr

Dr François Lamarque
Chargé de mission pour les actions européennes et
internationales en faveur de la faune et de la flore
sauvages
Ministère de l'écologie, du développement durable
et de l'énergie
DGALN/DEB/PEM2
Tour Séquoia
92055 La Défense
Tel.: +33 1 40 813190
E-mail: francois.lamarque@developpement-
durable.gouv.fr

Mr Jean-Yves Mondain-Monval
Research Engineer
Technical Support Unit
Office National de la Chasse et
de la Faune Sauvage
Migratory Birds Unit
Tour du Valat, Le Sambuc
13200 Arles
Tel.: +33 490 97 63 72
E-mail: jean-yves.mondain-monval@oncfs.gouv.fr

GAMBIA / GAMBIE

Mr Mawdo Jallow
Research and Development Officer
Department of Parks and Wildlife Management
Research and Development Unit
Banjul
Tel.: +220 437 6972
E-mail: mawdoj@gmail.com

GEORGIA / GÉORGIE

Ms Irine Lomashvili
Chief Specialist
Ministry of Environment and
Natural Resources Protection
Biodiversity Protection Service
6 Gulua street
0114 Tbilisi
Tel.: +995 322 727 231
E-mail: irinaloma@yahoo.com

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Rita Schwarzelühr-Sutter
Parliamentary State Secretary for Environment
MdB
Deutscher Bundestag
Platz der Republik 1
11011 Berlin
Tel.: +49 30 2277 3071
Fax: +49 30 2277 6173
E-mail: rita.schwarzeluehr-sutter@bundestag.de

GERMANY / ALLEMAGNE (cont./suite)

Mr Gerhard Adams
Head of Division AG N I 3 - Species Protection
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation, Building and Nuclear Safety
Robert-Schuman-Platz 3
53175 Bonn

Tel.: +49 228 305 2631
Fax: +49 228 305 2684
E-mail: gerhard.adams@bmub.bund.de

Mr Florian Carius
Scientific Officer
German Conservation Agency (BfN)
International Nature Conservation
Konstantinstr. 110
53179 Bonn

Tel.: +49 228 849 11764
E-mail: florian.carius@bfn.de

Ms Dagmar Hanz
German Conservation Agency (BfN)
International Nature Conservation
Konstantinstraße 110
53179 Bonn

Tel.: +49 152 23 09 29 37
E-mail: dagmarhanz@yahoo.de

Dr Stefanie Hedtkamp
Division N I 5 - Marine Nature Conversation
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conversation, Building and Nuclear Safety
Robert-Schuman-Platz 3
53175 Bonn

Tel.: +49 228 993 052 629
E-mail: stefanie.hedtkamp@bmub.bund.de

Ms Mareike Möller-Holtkamp
Species Protection Officer
Federal Agency for Nature Conservation (BfN)
Zoological Species Conservation
Konstantinstraße 110
53175 Bonn

Tel.: +49 228 84 910
E-mail: Mareike.Moeller-Holtkamp@bfn.de

Dr Christiane Paulus
Deputy Director General
Directorate N I - Nature Conservation
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation, Building and Nuclear Safety
Robert-Schuman-Platz 3
53175 Bonn

Tel.: +49 228 99 305 2605
E-mail: christiane.paulus@bmub.bund.de

Mr Oliver Schall
Deputy Head
Species Protection Division
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation, Building and Nuclear Safety
Robert-Schuman-Platz 3
53175 Bonn

Tel.: +49 228 993 052 632
E-mail: oliver.schall@bmub.bund.de

Dr Rudolf Dietmar Specht
Desk Officer
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation, Building and Nuclear Safety
N I 4: International Cooperation on Biodiversity
Robert-Schuman-Platz 3
53175 Bonn

Tel.: +49 22899 305 4462
E-mail: rudolf.specht@bmub.bund.de

Mr Marc Spiekermann
Policy Adviser
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation, Building and Nuclear Safety
Robert-Schuman-Platz 3
53175 Bonn

Tel.: +49 228 99 305 2665
E-mail: Marc.spiekermann.extern@bmub.bund.de

Ms Dana Wiemann
Administrative Officer
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation, Building and Nuclear Safety
Robert-Schuman-Platz 3
53175 Bonn

Tel.: +49 228 993 052 633
E-mail: dana.wiemann@bmub.bund.de

GHANA

Nana Kofi Adu-Nsiah
Executive Director
Wildlife Division of the Forestry Commission
P.O. Box MB 239, Ministries Post Office
Accra

Tel.: +233 289 115 499
E-mail: adunsiah@yahoo.com

Mr Charles Amankwah
Coordinator Wetlands Conservation
Wildlife Division of the Forestry Commission
Wetlands Unit
P. O. Box M 239, Ministries Post Office
Accra
Tel.: +233 289 115 499
E-mail: ccamankwah@yahoo.com

GUINEA / GUINÉE

Mr Bakary Magassouba
Chef de Division et Gestion des Aires Protégées
Office Guinéen des Parcs et Réserves (OGUIPAR)
Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
P.O. Box 761
Conakry
Tel.: + 224 628 14 81 50
E-mail: magassoubab@gmail.com

GUINEA-BISSAU / GUINÉE-BISSAU

Mr Fai Djedjo
Directeur de Service de la Faune
Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural
Direction Générale des Forêts et Faune
P.O. Box 71
Bissau
Tel.: +245 580 4825
E-mail: faidjedjo@yahoo.com.br

HUNGARY / HONGRIE

Mr Zoltán Czirák
Ministry of Agriculture
Biodiversity and Gene Conservation Unit
Kossuth tér 11
1055 Budapest
Tel.: +36 1 795 20 46
E-mail: zoltan.czirak@fm.gov.hu

ICELAND / ISLANDE

Mr Sigurdur Ármann Thrainsson
Head of Division
Ministry for the Environment and Natural
Resources
Department of Land and Natural Heritage
Skuggasundi 1
150 Reykjavik
Tel.: +354 5458 600; +3548402419
E-mail: sigurdur.thrainsson@uar.is

ISRAEL / ISRAËL

Mr Ohad Hatzofe
Avian Ecologist
Israel Nature & Parks Authority
Science Division
3 Am Veolamo st.
95463 Jerusalem
Tel.: +972 250 062 48
Fax: +972 250 062 81
E-mail: ohad@npa.org.il

ITALY / ITALIE

Dr Lorenzo Serra
Istituto Superiore per la Protezione e
la Ricerca Ambientale (ISPRA)
Area Avifauna Migratrice
Via Ca' Fornacetta 9
40064 Ozzano Emilia (BO)
Tel.: +39 051 651 22 07
E-mail: lorenzo.serra@isprambiente.it

Mr Marco Valentini
Public Officer
Ministry of the Environment
Nature Protection
Via Cristoforo Colombo 44
00147 Rome
Tel.: +39 06 5722 5361
E-mail: valentini.marco@minambiente.it

KENYA

Dr James Gichiah Njogu
Head Conventions and Research Authorization
Kenya Wildlife Service
P.O. Box 40241
Nairobi 00100

Tel.: +254 20 600 08 00; +254 721 216 597
Fax: +254 20 600 37 92
E-mail: jgichiah@kws.go.ke

Ms Nora Elvinger
Attaché
Ministère du Développement Durable et des
Infrastructures
Département de l'Environnement
4, Place de l'Europe
Luxembourg

Tel.: +352 247 86822
E-mail: nora.elvinger@mev.etat.lu

LATVIA / LETTONIE

Mr Vilnis Bernardas
Senior Desk Officer
Ministry of Environmental Protection and
Regional Development
Nature Protection Department
Peldu 25
1494 Riga

Tel.: +371 6 7026524
Fax: +371 6 7820442
E-mail: vilnis.bernardas@varam.gov.lv

Mr Tiago De Sousa
Attaché
Ministère du Développement Durable et des
Infrastructures
Département de l'Environnement
4, place de l'Europe
Luxembourg

Tel.: +352 247 86858
E-mail: tiago.desousa@mev.etat.lu

LIBYA / LIBYE

Mr Essam Bouras
Head of Protected Areas Section
Environment General Authority
Nature Conservation Department
P.O. Box 13793
Tripoli

Tel.: +218 214 873 761
Fax: +218 214 870 266
E-mail: eaburass@yahoo.com

Mr Claude Marie Mathias Franck
Conseiller de Direction 1re classe au MDDI
Ministère du Développement Durable et des
Infrastructures
Département de l'Environnement
4, place de l'Europe
1499 Luxembourg

Tel.: +352 247 868 14; +352 621 15 02 34
E-mail: claudette.franck@mev.etat.lu

LUXEMBOURG

Mr Gilles Biver
Attaché
Ministère du Développement Durable et des
Infrastructures
Département de l'Environnement
4, place de l'Europe
P.O. Box 1499
Luxembourg

Tel.: +35 224 786 834
E-mail: gilles.biver@mev.etat.lu

Dr Pierre Gallego
Scientific Advisor
Ministère du Développement Durable et des
Infrastructures
Département de l'Environnement
37, rue du Nord Esch sur Alzette
4260 Luxembourg

Tel.: +352 661 197324; +352 661 197324
E-mail: pierre.gallego@gmail.com

Mr Claude Origer
Director
Ministère du Développement Durable et des
Infrastructures
Département de l'Environnement
4, place de l'Europe
1499 Luxembourg

Tel.: +352 621 17 3337
E-mail: claudette.origer@mev.etat.lu

LUXEMBOURG (cont./suite)

Ms Noémie Patz
Attaché
Ministère du Développement Durable et des
Infrastructures
Département de l'Environnement
4, place de l'Europe
1499 Luxembourg
Tel.: +352 247 86854
E-mail: noemie.patz@mev.etat.lu

Mr Eric Schauls
Attaché
Ministère du Développement Durable et des
Infrastructures
Département de l'Environnement
P.O. Box 1499
5447 Luxembourg
Tel.: +352 27 486 853
E-mail: eric.schauls@mev.etat.lu

MACEDONIA

**→ THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC
OF MACEDONIA / L'EX-RÉPUBLIQUE
YOUOSLAVE DE MACÉDOINE**

MADAGASCAR

Ms Zaraso
Ministère de l'Environnement, de l'Écologie,
de la Mer et des Forêts
Direction Générale des Forêts
BP 243
101 Antananarivo
Tel.: +261 340 562 032
E-mail: rogeranaivo@moov.mg

MALI

Mr Bourama Niagate
Ingénieur des Eaux et Forêts
Direction Aménagement Parc National et
Réserve de Biosphère de la Boucle du Baoulé
Direction Nationale des Eaux et Forêts
BP 275, Rue 415, Porte 30 ACI 2000 Hamdallaye
00223 Bamako
Tel.: +223 20 29 32 17
E-mail: niagate@yahoo.fr

MAURITANIA / MAURITANIE

Dr Daf Ould Sehla Ould Daf
Directeur
Parc National du Diawling
P.O. Box 3935
Nouakchott
Tel.: +222 452 910 35
Fax: +222 452 910 35
E-mail: ouldaf@yahoo.fr

Mr Sidi Mohamed Lehlou
Directeur
Direction des Aires Protégées et du Littoral
Ministère de l'Environnement et du
Développement Durable
170 Nouakchott Ksar
Nouakchott
Tel.: +222 47 513133; +222 22 12 2210
Fax: +222 45 213 39
E-mail: lehlou2007@yahoo.fr

Dr Lemhaba Ahmed Mahmoud
Conseiller scientifique
Parc National du Banc d'Arguin
5355 Avenue Gleiguim
Nouakchott
Tel.: 222 45 258542
E-mail: ouldyarba@yahoo.fr

Dr Menna Mohamed Saleh
Conseiller Communication
Parc National du Banc d'Arguin
5355 Avenue Gleiguim
Nouakchott
Tel.: 222 45 258542
Fax: 222 45 258542
E-mail: menna208@yahoo.fr

MAURITIUS / MAURICE

Ms Chandanee Jhowry
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Agro-Industry and Food Security
Pope Hennessy Street
Port Louis
Tel.: + 230 210 4123
Fax: + 230 211 6916
E-mail: cjhowry@govmu.org;
chandjhowry@gmail.com

MONACO

Mr Ludovic Aquilina
Chef de Section
Direction de l'Environnement
Département de l'Équipement, de l'Environnement
et de l'Urbanisme
3 avenue de Fontvieille
Monaco 98000

Tel.: +377 98 98 8000
E-mail: luaquilina@gouv.mc

MONTENEGRO / MONTÉNÉGRO

Ms Marina Mišković-Spahić
Head of the Directorate of Nature Protection
Ministry of Sustainable Development and
Tourism
General Directorate for Environment
IV Proleterske 19
81 000 Podgorica

Tel.: +382 20 446 238
E-mail: marina.spahic@mrt.gov.me

MOROCCO / MAROC

Mr Zouhair Amhaouch
Chef de Division des Parcs et Réserves Naturelles
Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la
Lutte Contre la Désertification
n°3, rue Haroun Errachid, Agdal
10000 Rabat

Tel.: +212 537 67 27 70
Fax: +212 537 67 26 28
E-mail: zouhairamhaouch@yahoo.fr

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Bernard Baerends
Ministry of Economic Affairs
Department of Nature and Biodiversity
PO Box 20401
The Hague
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 6 4858 6058
E-mail: b.baerends@minez.nl

Ms Anja Pel
Policy Officer
Ministry of Economic Affairs
P.O. Box 20401
2500 EK The Hague
Tel.: +31 646 714694
E-mail: a.j.pel@minez.nl

Ms Willemina Remmelts
Senior Policy Officer Nature and Biodiversity
Ministry of Economic Affairs
P.O. Box 20401
2565 MR The Hague
Tel.: +31 70 3784907
E-mail: w.j.remmelts@minez.nl

NIGER

Ms Mariama Ali Omar Issa
Directrice de la Faune, de la Chasse et des Aires
Protégées
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité
Urbaine et du Développement Durable
Direction Générale des Eaux et Forêts
P.O. Box 578
00227 Niamey

Tel.: +227 97 50 70 26
E-mail: mariomar_issa@yahoo.fr

NORWAY / NORVÈGE

Mr Arild Espelien
Senior Advisor
Norwegian Environment Agency
P.O. Box 5672 Sluppen
7485 Trondheim

Tel.: +47 415 123 96
E-mail: arild.robert.espelien@miljodir.no

Mr Øystein Størkersen
Chair of the AEWA Standing Committee
Principal Advisor
Norwegian Environment Agency
Species Management Department
P.O. Box 5672 Sluppen
7485 Trondheim

Tel.: +47 735 80500
E-mail: oystein.storkersen@miljodir.no

ROMANIA / ROUMANIE

Dr Nela Miauta
Ministry of Environment, Water and Forests
Directorate of Biodiversity
12 Libertatii Avenue
Bucharest

Tel.: +40 21 4089545
Fax: +40 21 316 05 68
E-mail: nelamiauta@yahoo.com

SENEGAL / SÉNÉGAL

Mr Souleye Ndiaye
Directeur
Direction des Parcs Nationaux
Ministère de l'Environnement et du
Développement Durable
P.O. Box 5135
Dakar-Fann

Tel.: +221 33 859 1438
Fax: +221 33 859 1478
E-mail: ndiayesouleye@yahoo.fr

Mr Papa Seyni Sidibe
Premier Secrétaire
Embassy of the Republic of Senegal
Dessauerstrasse 28-29
10963 Berlin
Germany / Allemagne

Tel.: +49 30 8562 190
E-mail: info@botschaft-senegal.de

SLOVAKIA / SLOVAQUIE

Mr Ján Kadlecík
Head of Department
State Nature Conservancy
Department of Environmental Education and
International Cooperation
Tajovského 28B
97401 Banská Bystrica

Tel.: +421 48 4299942
Fax: +421 48 4722036
E-mail: jan.kadlecik@sopsr.sk

SOUTH AFRICA / AFRIQUE DU SUD

Mr Jones Muleso Kharika
Acting Chief Director: Biodiversity Planning and
Management
Department of Environmental Affairs
Private Bag X 447
Pretoria

Tel.: +27 12399 8865 / 8817
Fax: +27 86 541 1102

Ms Humbulani Mafumo
Deputy Director: Conservation Management
National Department of Environmental Affairs
Biodiversity Conservation
473 Steve Biko Street
0083 Arcadia, Pretoria
Tel.: +27 123 99 3986
Fax: +27 86 541 1102
E-mail: hmafumo@environment.gov.za

Ms Tebogo Mashua
Department of Environmental Affairs
Biodiversity & Conservation
Private Bag X 447
Pretoria 0001
Tel.: +27 123 99 9583; +27 828 38 10 82
E-mail: tmashua@environment.gov.za

Ms Mildred Ngoma
Office Administrator
Department of Environmental Affairs
Private Bag X447
0001 Pretoria

Tel.: +27 123 99 9569
E-mail: mngoma@environment.gov.za

Ms Malta Qwathkana
Senior Policy Adviser
Department of Environmental Affairs
Biodiversity and Conservation: International
Advisory Service
Environment House, 473 Steve Biko Road
Arcadia, Pretoria

Tel.: +27 123 99 9624
E-mail: mqwathkana@environment.gov.za

SUDAN / SOUDAN

Mr Sand Suleiman Ibsuleiman Alarbi
Director
Wildlife Conservation General Administration
P.O. Box 336
1111 Khartoum
Tel.: +249 912 310 820
Fax: +249 183 522 109
E-mail: wildlife_sudan33@yahoo.com

SWAZILAND

Mr Wisdom Mdumiseni Dlamini
Director of National Parks
Swaziland National Trust Commission
National Parks and Nature Conservation
P.O. Box 100
H107 Lobamba
Tel.: +268 760 247 16
E-mail: director@sntc.org.sz

SWEDEN / SUÈDE

Mr David Schönberg-Alm
Scientific Officer
Swedish Environmental Protection Agency
Research and Assessment Department
Biodiversity Unit
Valhallavägen 195
10648 Stockholm
Tel.: +46 10 698 1688
E-mail: david.schonberg.alm@naturvardsverket.se

Dr Marcus Marissink
Head of Nature and Biodiversity Unit
Swedish Environmental Protection Agency
Valhallavägen 195
10648 Stockholm

Tel.: +4610 698 13 34
E-mail: mark.marissink@naturvardsverket.se

SWITZERLAND / SUISSE

Ms Sabine Herzog
Deputy Head
Wildlife & Forest Biodiversity Section
Federal Office of the Environment (FOEN)
Federal Departement of the Environment,
Transport, Energy and Communication (DETEC)
3008 Bern
Tel.: +41 58 463 0340
E-mail: sabine.herzog@bafu.admin.ch

THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA / L'EX-RÉPUBLIQUE YOUgoslave de Macédoine

Prof. Branko Micevski
President
Macedonian Bonn Committee
Department for Animal Taxonomy and Ecology
3 Arhimedova
1000 Skopje
Tel.: +389 22 432 071
Fax: +389 22 435 544
E-mail: brankom@ukim.edu.mk

TOGO

Mr Kossi Agbesime Agbeti
Direction des Eaux et Forêts
Ministère de l'Environnement et des
Ressources Forestières
P.O. Box 355
52 Qad, rue de la Kozah
01 Lomé

Tel.: +228 22 21 46 04; +228 22 20 86 43;
+228 22 20 40 29
E-mail: agbetimaurice@yahoo.fr

UGANDA / OUGANDA

Dr Barirega Akankwasah
Vice-Chair of the AEWA Standing Committee
Ag. Asst. Commissioner Wildlife Conservation
Ministry of Tourism, Wildlife and Antiquities
Wildlife Conservation
P.O. Box 4241
Kampala
Tel.: +256 414 561 723
E-mail: akankwasah@gmail.com

UGANDA / OUGANDA (cont./suite)

Mr Robert Baluku
Ag. Principal
Uganda Wildlife Research and Training Institute
Wildlife Conservation
P.O.Box 173 Kasese
Kampala

Tel.: +256 414 561 700
E-mail: robbaluku@gmail.com

Mr Moses Karuhanga
SPO - Finance and Administration
Ministry of Tourism, Wildlife and Antiquities
Finance and Administration
P.O. Box 4241
Kampala

Tel.: +256 414 314 282
E-mail: mkaruhanga2015@gmail.com

UKRAINE

Dr Volodymyr Domashlinets
Head of Fauna Protection Division
Ministry of Ecology and Natural Resources
Natural Resources Protection Department
Mytropolyta Vasylya Lypkivskogo str. 35
03141 Kiev

Tel.: +38 044 206 31 27
E-mail: vdomashlinets@yahoo.com;
domashlinets@menr.gov.ua

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND / ROYAUME- UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Mr John Kilner
Head of Wildlife Crime, Zoos and Birds Policy
Department for Environment, Food and Rural
Affairs (DEFRA)
Zone 1/14, Temple Quay House, 2 The Square,
Temple Quay
Bristol BS1 6EB

Tel.: +44 117 372 3556
E-mail: john.kilner@defra.gsi.gov.uk

Ms Donna Mackay
Defra Legal Advisers
Government Legal Department
9 Millbank c/o Nobel House
London SW1P 3JR
Tel.: +44 207 238 6198
E-mail: Donna.Mackay@defra.gsi.gov.uk

Dr Matthew Parsons
Senior European Advisor
Joint Nature Conservation Committee
City Road
Peterborough PE1 1JY
Tel.: +44 122 426 65 74
E-mail: matt.parsons@jncc.gov.uk

Dr David Stroud
Chair of the AEWA Technical Committee
Senior Ornithologist
Joint Nature Conservation Committee
Monkstone House
Peterborough PE1 1JY
Tel.: +44 1733 566810
E-mail: David.Stroud@jncc.gov.uk

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA / RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Mr Sadiki Lotha Laisser
Wildlife Officer Wetlands Conservation
Ministry of Natural Resources and Tourism
Wildlife Division
Mpingo House, 40 Nyerere Road
15472 Dar es Salaam
Tel.: +255 754 203 925
E-mail: laissersadiki@yahoo.com

ZIMBABWE

Mr Zivayi Abraham Matiza
Deputy Director Environment
Ministry of Environment, Water and Climate
P. O. Box 7753
11th Floor Kaguvi Building, Cnr 4th Street &
Central Avenue, Causeway
Harare
Tel.: +263 470 1681
Fax: +263 425 2673
E-mail: matiza.abraham@gmail.com

NON-PARTY RANGE STATES / ÉTATS NON PARTIES DE L'AIRE DE RÉPARTITION

ANGOLA

Mr Miguel Xavier
Instituto Nacional de Biodiversidade e
Áreas de Conservação (INBAC)
Biodiversity Management
Cidade do Kilamba Edifício Q11
Luanda
Tel.: +244 222 71 96 68
E-mail: miguel_xavier2003@yahoo.com.br

BELARUS / BÉLARUS

Ms Kseniya Panteley
Head of Department of Biological Diversity
Ministry of Natural Resources and Environmental
of Republic of Belarus
Department of Biological and Landscape
Diversity
10 Kollektornaya
220004 Minsk
Tel.: +375 017 200 46 87
Fax: +375 017 20 046 87
E-mail: chiquita10111@gmail.com

Dr Alexander Kozulin
Head of Department
Centre of Bioresources
Academy of Science
International cooperation
Akademichnaya str. 27
220072 Minsk
Tel.: +375 172 94 90 69
Fax: +375 172 84 10 36
E-mail: kozulinav@yandex.ru

KUWAIT / KOWEÏT

Dr Yahya Alshehabi
Head of Protected Areas
Environment Public Authority
Biodiversity Conservation
P.O. Box 912
92360 Ferdous
Tel.: +965 222 083 10
E-mail: yahya30@hotmail.com

NAMIBIA / NAMIBIE

Mr Holger Kolberg
Ministry of Environment and Tourism
Scientific Services
Private Bag 13306
Windhoek
Tel.: +264 612 842584
E-mail: holgerk@afol.com.na

SAUDI ARABIA / ARABIE SAOUDITE

Mr Jaber Haressi
Saudi Wildlife Authority
P.O. Box 61681
11575 Riyadh
Tel.: +966 114 41 87 00
E-mail: jaber12009@hotmail.com

Prof. Mohammed Shobrak
Dean of Library Affair, Taif University
Bird Adviser, Saudi Wildlife Authority
Research and Monitoring, Biology Department
Science College
P.O. Box 888
21974 Taif
Tel.: +966 127 24 44 39
Fax: +966 127 24 44 39
E-mail: shobrak@saudibirds.org

MEMBERS OF THE AEWA TECHNICAL COMMITTEE /
MEMBRES DU COMITÉ TECHNIQUE DE L'AEWA

Mr Hichem Azafzaf
Vice-Chair of the AEWA Technical Committee
Président
Association "Les Amis des Oiseaux" /
BirdLife Partner en Tunisie
11 Rue Abou El Alla El Maari
2080 Ariana
Tunisia / Tunisie
Tel.: +216 23 207238
E-mail: azafzaf@gmail.com

Ms Melissa Lewis
PhD Researcher
Tilburg University
Department of European and
International Public Law
P.O. Box 90153
5000 LE Tilburg
Netherlands / Pays-Bas
Tel.: +31 619 806867
E-mail: M.G.Lewis@uvt.nl

Dr Arto Marjakangas
Project Manager
Finnish Wildlife Agency
Savontie 1316
84880 Ylivieska
Finland / Finlande
Tel.: +358 404 503784
E-mail: arto.marjakangas@riista.fi

Dr Saulius Svazas
Senior Researcher
Lithuanian Nature Research Centre
Institute of Ecology
Akademijos 2
08412 Vilnius
Lithuania / Lituanie
Tel.: +370 650 296 80
Fax: +370 527 292 72
E-mail: svazas@ekoi.lt

INTERGOVERNMENTAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

COMMON WADDEN SEA SECRETARIAT

Mr Gerold Lüerßen
Deputy Secretary
Common Wadden Sea Secretariat (CWSS)
Virchowstraße 1
26382 Wilhelmshaven
Germany / Allemagne
Tel.: +49 4421 910 816
E-mail: luerssen@waddensea-secretariat.org

Mr Rüdiger Stempel
Secretary
Common Wadden Sea Secretariat (CWSS)
Virchowstraße 1
26382 Wilhelmshaven
Germany / Allemagne
Tel.: + 49 4421 910 812
E-mail: stempel@waddensea-secretariat.org

**THE MEDITERRANEAN WETLANDS
INITIATIVE (MEDWET)**

Mr Nezib Benessaia
Senior Advisor
The Mediterranean Wetlands Initiative (MedWet)
Athens Office
11528 Athens
Greece / Grèce
Tel.: +30 210 729 2318
E-mail: nejib@medwet.org

RAMSAR CONVENTION SECRETARIAT

Mr Tobias Salathé
Senior Advisor for Europe
Ramsar Convention Secretariat
Mauverney 28
1196 Gland
Switzerland / Suisse
Tel.: +41 229 99 0173
E-mail: salathe@ramsar.org

**UNITED NATIONS ENVIRONMENT
PROGRAMME (UNEP)**

Mr Jiri Hlaváček
Special Advisor & Head of MEA Support and
Cooperation Branch
UNEP / Division of Environmental Law and
Conventions (DELIC)
P.O. Box 30552
United Nations Avenue
Nairobi 00100
Kenya
Tel.: +254 20 762 4012 ;+ 254 728 600 526
E-mail: jiri.hlavacek@unep.org

Mr Mamadou Kane
Head of International Governance Unit
UNEP / Division of Environmental Law and
Conventions (DELIC)
P.O. Box 30552
United Nations Avenue
Nairobi 00100
Kenya
Tel.: +254 710 602646
E-mail: mamadou.kane@unep.org

Ms Hemini Vrontamitis
MEA Focal Point for Administrative and
Operational Matters
UNEP / Office for Operations and Corporate
Services (OfO)
House 9, Rosslyn Valley, Limuru Road
Nairobi 00619
Kenya
Tel.: +254 7219 06574
E-mail: hemini.vrontamitis@unep.org

**UNEP-WORLD CONSERVATION
MONITORING CENTRE (WCMC)**

Ms Kelly Malsch
Head, Species Programme, UNEP-WCMC
219 Huntingdon Road
Cambridge CB3 0DL
United Kingdom / Royaume-Uni
Tel.: +44 1223 277314
E-mail: Kelly.Malsch@unep-wcmc.org

INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES

**ASSOCIATION OF EUROPEAN
MANUFACTURERS OF SPORTING
AMMUNITION (AFEMS)**

Mr Mario Ge
Secretary General
Association of European Manufacturers of
Sporting Ammunition (AFEMS)
Viale Allegra 26
28100 Novara
Italy / Italie

Tel.: +39 0321 410670
E-mail: secretariat@afems.org

BIRDLIFE INTERNATIONAL

Mr Geoffroy Citegetse
Project Manager
BirdLife International
25 581 Rue 111, No 39 B, Zone B
Dakar
Senegal / Sénégal
Tel.: +221 338 69 1681
E-mail: geoffroy.citegetse@birdlife.org

Ms Nicola Crockford
International Species Policy Officer
BirdLife International
RSPB
The Lodge
Sandy SG19 2DL
United Kingdom / Royaume-Uni
Tel.: +44 1767 693072
E-mail: nicola.crockford@rspb.org.uk

Dr Vicky Jones
Senior Flyways Officer (Science)
1 Wellbrook Court
BirdLife International
Girton Road
Cambridge CB3 0NA
United Kingdom / Royaume-Uni
Tel.: +44 781 791 89 64
E-mail: vicky.jones@birdlife.org

Mr Alex Njiru Ngari
Flyways Officer
BirdLife International
Migrants and Flyways
P.O. Box 3502
00100 Nairobi
Kenya
Tel.: +254 722 299 021
E-mail: alex.ngari@birdlife.org

**FEDERATION OF ASSOCIATIONS FOR
HUNTING AND CONSERVATION OF THE
EU (FACE)**

Mr Alexander Griffin
Director of Conservation
Federation of Associations for Hunting and
Conservation of the EU (FACE)
Rue Frederic Pelletier 82
1030 Brussels
Belgium / Belgique
Tel.: +32 2 732 6900
E-mail: cy.griffin@face.eu

Dr David Scallan
Wildlife Policy Officer
Federation of Associations for Hunting and
Conservation of the EU - FACE
Rue Frederick Pelletier 82
1030 Brussels
Belgium / Belgique
Tel.: +322 732 69 00
E-mail: david.scallan@face.eu

**INSTITUT EUROPÉEN DES ARMES DE
CHASSE ET DE SPORT (IEACS)**

Mr Mauro Silvis
Secretary General
Institut Européen des Armes de Chasse et de Sport
(IEACS)
Secretariat
viale dell'Astronomia 30
00144 Roma
Italy / Italie
Tel.: +39 065 90 3510
Fax: +39 065 428 2691
E-mail: direzione@anpam.it

**INTERNATIONAL CRANE FOUNDATION /
ENDANGERED WILDLIFE TRUST**

Ms Kerryn Morrison
Programme Manager
International Crane Foundation / Endangered
Wildlife Trust
African Crane Conservation Programme
Private Bag X11
1110 Modderfontein
South Africa / Afrique du Sud

Tel.: +27 113 72 3600
E-mail: kerrynm@ewt.org.za

**OISEAUX MIGRATEURS DU
PALEARCTIQUE OCCIDENTAL (OMPO)**

Dr Patrick Triplet
Expert
OMPO Institut Européen
Unité Afrique
59, rue Ampère
75017 Paris
France

Tel.: +33 1 4401 0510
Fax: +33 1 4401 0511
E-mail: patrick.triplet1@orange.fr

Mr Jean-Louis Soufflet
Membre du Conseil d'Administration
OMPO Institut Européen
59, rue Ampère
75017 Paris
France

Tel.: +33 1 4401 0510
Fax: +33 1 4401 0511
E-mail: jlsoufflet@ompo.org

Mr Alexandre Czajkowski
Directeur
OMPO Institut Européen
59, rue Ampère
75017 Paris
France

Tel.: +33 1 44 0105 16
Fax: +33 1 44 0105 11
E-mail: vanneau@ompo.org

WETLANDS INTERNATIONAL

Mr Paul Brotherton
Communications & Advocacy Officer
Wetlands International
PO Box 471
6700AL Wageningen
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 318 660 910
E-mail: paul.brotherton@wetlands.org

Mr Timothy Dodman
Associate Expert
Wetlands International
Hundland
Papa Westray, Orkney
United Kingdom / Royaume-Uni

Tel.: +44 1857 644 224
E-mail: tim@timdodman.co.uk

Mr Ward Hagemeijer
Head Business and Ecosystems
Wetlands International
P.O. Box 471
6700AL Wageningen
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 318 66 0938
Fax: +31 318 66 0950
E-mail: ward.hagemeijer@wetlands.org

Ms Tatiana Minajewa
Arctic Senior Technical Officer
Wetlands International
P.O. Box 471
6700 AL Wageningen
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 318 6 60922; +31 621 59 0221
Fax: +31 318 66 09 10
E-mail: tatiana.minaeva@wetlands.org

Dr Szabolcs Nagy
Senior Advisor
Wetlands International
P.O. Box 471
6700AL Wageningen
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 628 55 4823
E-mail: szabolcs.nagy@wetlands.org

WETLANDS INTERNATIONAL (cont./suite)

Mr Merijn van Leeuwen
Senior Technical Officer Biodiversity and
Disaster Risk Reduction
Wetlands International
P.O. Box 471
6700 AL Wageningen
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 31 866 0958
E-mail: merijn.vanleeuwen@wetlands.org

NATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS NATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES

**BIOLOGISCHE STATION IM KREIS
WESEL**

Dr Johan Hendrik Mooij
Director
Biologische Station im Kreis Wesel
Management, Research
Freybergweg 9
46483 Wesel
Germany / Allemagne
Tel.: +49 281 962 5213; +49 170 802 8616
Fax: +49 281 962 5222
E-mail: johan.mooij@bskw.de

BIRDLIFE SOUTH AFRICA

Ms Christina Hagen
Pamela Isdell Fellow of Penguin Conservation
BirdLife South Africa
Seabird Conservation Programme
P.O. Box 7119
8012 Cape Town
South Africa / Afrique du Sud
Tel.: +27 214 19 7347
E-mail: christina.hagen@birdlife.org.za

Dr Ross Wanless
BirdLife South Africa
P.O. Box 7119
Roggebaai 8012
South Africa / Afrique du Sud
Tel.: +27 214 197347; +27 846 222 424
E-mail: ross.wanless@birdlife.org.za

**BRITISH ASSOCIATION FOR SHOOTING
AND CONSERVATION**

Dr Matt Ellis
Scientific Adviser
British Association for Shooting and Conservation
HR & Operations
Chester Road
Rossett LL12 0HL
United Kingdom / Royaume-Uni
Tel.: +44 124 457 3030
E-mail: matt.ellis@basc.org.uk

**CENTER FOR PROTECTION AND
RESEARCH OF BIRDS OF MONTENEGRO**

Mr Darko Saveljic
Ornithologist
Center for protection and research of birds of
Montenegro
IV Proleterske 19
Podgorica
Montenegro / Monténégro
Tel.: +382 672 45006
E-mail: darkosaveljic@gmail.com

**CROATIAN SOCIETY FOR BIRD AND
NATURE PROTECTION**

Mr Tibor Mikuska
Project leader
Croatian Society for Bird and Nature Protection
Gundulićeva 19a
31000 Osijek
Croatia / Croatie
Tel.: +385 31 202 796
E-mail: tibor.kopacki.rit@gmail.com

DANISH HUNTERS' ASSOCIATION

Ms Iben Sørensen
Danish Hunters' Association
Molsvej 34
8410 Rønne
Denmark / Danemark
Tel.: +45 817 71664
E-mail: ihs@jaegerne.dk

EURONATUR FOUNDATION

Dr Stefan Ferger
Project Manager
EuroNatur Foundation
Konstanzer Str.
78315 Radolfzell
Germany / Allemagne
Tel.: +49 7732 927221
E-mail: stefan.ferger@euronatur.org

EURONATUR FOUNDATION (cont./suite)

Mr Gabriel Schwaderer
Executive Director
EuroNatur Foundation
Konstanzer Str. 22
78315 Radolfzell am Bodensee
Germany / Allemagne

Tel.: +49 7732 927 20
Fax: +49 7732 927 222
E-mail: gabriel.schwaderer@euronatur.org

FÉDÉRATION NATIONALE DES CHASSEURS

Mr Jean-Pierre Arnauduc
Directeur Technique
Fédération Nationale des Chasseurs
Service Technique
13 rue du général Leclerc
92136 Issy-les-Moulineaux
France

Tel.: +33 1 4109 6510
E-mail: jparnauduc@chasseurdefrance.com

HELLENIC ORNITHOLOGICAL SOCIETY

Ms Manolia Vougioukalou
Lesser White-fronted Goose LIFE Project
Manager Conservation
Themistokleous 80
10683 Athens
Greece / Grèce

Tel.: +30 210 8227937
Fax: +30 210 8227937
E-mail: mvougioukalou@ornithologiki.gr

INSTITUTE FOR WATERBIRD AND WETLANDS RESEARCH (IWWR) E.V.

Dr Helmut Kruckenberg
Senior Scientist
Institute for Waterbird and
Wetlands Research e.V.
Am Steigbügel 3
27283 Verden (Aller)
Germany / Allemagne

Tel.: +49 4231 93 63 43
Fax: +49 4231 93 63 44
E-mail: helmut.kruckenberg@blessgans.de

NABU – NATURSCHUTZBUND DEUTSCHLAND E.V. / BIRDLIFE GERMANY

Mr Lars Lachmann
Bird Conservation Officer
NABU (BirdLife Germany)
Bundesgeschäftsstelle
Charitéstr. 3
13465 Berlin
Germany / Allemagne

Tel.: +49 30 2849 8416 20
E-mail: lars.lachmann@nabu.de

Ms Jutta Leyrer
Migration Ecologist
NABU (BirdLife Germany)
Michael-Otto-Institut im NABU
Goosstroot 1
24861 Bergenhusen
Germany / Allemagne

Tel.: +49 4885 570
E-mail: jutta.leyrer@nabu.de

ROYAL SOCIETY FOR THE PROTECTION OF BIRDS (RSPB)

Mr Daniel Brown
Eurasian Curlew ISSAP Coordinator
RSPB
2 Lochside View
Edinburgh EH12 9DH
United Kingdom / Royaume-Uni

Tel.: +44 775 293 7281
E-mail: daniel.brown@rspb.org.uk

Ms Irene Sabiniarz
PA to Director of International Operations
RSPB
The Lodge
Sandy SG19 2DL
United Kingdom / Royaume-Uni

Tel.: +44 176 769 3096
E-mail: irene.sabiniarz@rspb.org.uk

SOVON DUTCH CENTRE FOR FIELD ORNITHOLOGY

Mr Marc van Roomen
Senior Project Manager
SOVON Dutch Centre for Field Ornithology
PO Box 6521
6503 GA Nijmegen
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 247 41 0443
E-mail: marc.vanroomen@sovon.nl

SWEDISH ASSOCIATION FOR HUNTING AND WILDLIFE MANAGEMENT

Dr Niklas Liljebäck
Project Coordinator
Swedish Association for Hunting and Wildlife Management
Öster Malma
611 91 Nyköping
Sweden / Suède

Tel.: +46 703 30 0680
E-mail: niklas.liljeback@jagareforbundet.se

TOUR DU VALAT

Ms Laura Dami
Chef de Projet
Tour du Valat
Le Sambuc
13200 Arles
France

Tel.: +33 490 97 2984
E-mail: dami@tourduvalat.org

Ms Clémence Deschamps
Chargée de projet à l'Unité de Soutien Technique
à l'Initiative africaine de l'AEWA
Tour du Valat
Le Sambuc
13200 Arles
France

Tel.: +33 490 97 0671
E-mail: deschamps@tourduvalat.org

Mr Jean Jalbert
Director General
Tour du Valat
Le Sambuc
13200 Arles
France

Tel.: +33 633 63 4265
E-mail: jalbert@tourduvalat.org

VOGELBESCHERMING NEDERLAND (VBN) / BIRDLIFE NETHERLANDS

Mr Bernd de Bruijn
Wetlands Programme Manager
VBN/BirdLife Netherlands
P.O. Box 925
6843 XM Zeist
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 306 937760
E-mail: bernd.debruijn@vogelbescherming.nl

Ms Manon Tentij
Programme Manager
VBN/BirdLife Netherlands
Conservation Department
Boulevard 12
3707 BM Zeist
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 650 74 6097
E-mail: manon.tentij@vogelbescherming.nl

WILDFOWL & WETLANDS TRUST (WWT)

Dr Ruth Cromie
Head of Ecosystem Health
Wildfowl & Wetlands Trust (WWT)
Conservation Science
Slimbridge GL2 7BT
United Kingdom / Royaume-Uni

Tel.: +44 145 389 12 54
Fax: +44 145 389 08 27
E-mail: ruth.cromie@wwt.org.uk

WILDFOWL & WETLANDS TRUST (WWT)
(cont./suite)

Mr Richard Hearn
Head of Monitoring
Wildfowl & Wetlands Trust (WWT)
Conservation Science
Slimbridge
Gloucester GL2 7BT
United Kingdom / Royaume-Uni
Tel.: +44 145 389 1185
E-mail: Richard.Hearn@wwt.org.uk

Dr Barry Hughes
Head of Conservation Science
Wildfowl & Wetlands Trust (WWT)
WWT Slimbridge
Gloucester GL2 7BT
United Kingdom / Royaume-Uni
Tel.: +44 145 389 1172
E-mail: baz.hughes@wwt.org.uk

Mr Christopher Paul Rostron
Head of Wetland Link International
Wildfowl & Wetlands Trust (WWT)
WWT Slimbridge
Gloucester GL2 7BT
United Kingdom / Royaume-Uni
Tel.: +44 145 389 1214; +44 790 656 4641
E-mail: chris.rostron@wwt.org.uk

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

Mr Simao Belchior Mota de Castro
Product Developer
Vizzuality
3 Laundress Lane
Cambridge CB2 1SB
United Kingdom / Royaume-Uni

Tel.: +44 782 792 8564
E-mail: simao.belchior@vizzuality.com

Dr Olivier Biber
Chair
African Eurasian Migratory Landbirds Working
Group (UNEP/CMS/AEML WG)
Brunngasse 2, Postfach 658
3000 Bern 8
Switzerland / Suisse

Tel.: +41 31 311 1740
E-mail: olivier.biber@nosoiseaux.ch

Dr Serge Kadiri Bobo
Directeur
École de Faune de Garoua
Ministère des Forêts et de la Faune
B.P. 271
Garoua
Cameroon / Cameroun

Tel.: +237 22 2273 135
Fax: +237 22 2273 135
E-mail: bobokadiris@yahoo.com

Dr Gerard C. Boere
AEWA Honorary Patron
Dorrewold 22
7213 TG Gorssel
Netherlands / Pays-Bas

Tel.: +31 575 49 3644
E-mail: gc-boere@kpnmail.nl

Ms Catherine Collop
Postgraduate Researcher
Bournemouth University
Department of Life and Environmental Sciences
Faculty of Science and Technology
Poole, Dorset BH12 5BB
United Kingdom / Royaume-Uni

E-mail: ccollop@bournemouth.ac.uk
Prof. John Goss-Custard

Visiting Professor
Bournemouth University
Poole, Dorset BH12 5BB
United Kingdom / Royaume-Uni
E-mail: johngc66@googlemail.com

Mr Simon Delany
Consultant
Delany Environmental
Rijnbandijk 22
4043 JL Opheusden
Netherlands / Pays-Bas
Tel.: +31 655 684 550; +31 655 684 550
E-mail: simondelany3@gmail.com

Mr Hacen Mohamed El-Hacen
Conservationist - Banc d'Arguin National Park,
Mauritania
Phd Student - Groningen University
Planetenlaan
9742 HP Groningen
Netherlands / Pays-Bas
Tel.: +31 6817 99728
E-mail: e.h.m.el.hacen@rug.nl

Mr Yves Fagniat
Artist
Rue Frebutte No. 20
7034 Saint-Denis
Belgium / Belgique
Tel.: +32 65 72 4017
E-mail: yves.fagniat@skynet.be

Ms Oumy Ka
Assistante
Unité de Soutien Technique (UST)
à l'Initiative africaine de AEWA
BP 5135
Dakar-Fann
Senegal / Sénégal
Tel.: +221 33 832 2309
E-mail: oumyka@yahoo.fr

Mr Ié C6 Meio Dia Sepa Maria
Directeur

Instituto da Biodiversidade e das
Áreas Protegidas (IBAP)
70 Bissau
Guinea-Bissau / Guinée-Bissau
Tel.: +245 583 8081
E-mail: oscini2000@hotmail.com

Ms Ursula Müller
Project Coordinator ICARUS
Max Planck Institute for Ornithology
Am Obstberg 1
78315 Radolfzell
Germany / Allemagne
Tel.: +49 753 188 47 25
E-mail: umueller@orn.mpg.de

Mr Abdoulaye Ndiaye
Coordinator
Unité de Soutien Technique (UST) à l'Initiative
africaine de l'AEWA
Rue 111 No 39, Zone B
BP 25581 Dakar
Senegal / Sénégal
Tel.: +221 33 869 1681
Fax: +221 33 869 1681
E-mail: andiaye@wetlands-africa.org

Ms Roselyn Agumba Onyuro
Kenya Wildlife Service Training Institute
Academics
P.O. Box 40421
00100 Nairobi
Kenya
Tel.: +254 206 00 0800
E-mail: ronyuro@yahoo.com

Mr Joãozinho Sa
Director
Gabinet da Planificacao Costeira
P.O. Box 23
1031 Codex Bissau
Guinea-Bissau / Guinée-Bissau
Tel.: +245 550 66 48
E-mail: joaosa2003@hotmail.com

Prof. Alexander Songorwa
Director

Sokoine University of Agriculture
Department of Wildlife Management
P.O. Box 3073
00100 Morogoro
United Republic of Tanzania / République Unie
de Tanzanie
Tel.: +255 232 60 13 76
E-mail: bhugoji@yahoo.com

Mr Amadou Sow
Président
Association Intervillageoise (AIV Ndiaël)
229 Saint-Louis
Ross-Béthio
Senegal / Sénégal
Tel.: +221 515 8728
E-mail: amadousowabou12@yahoo.fr

Mr Peter Südbeck
Nationalparkverwaltung Niedersächsisches
Wattenmeer
Lower Saxony Ministry for the Environment
Virchowstr. 1
26382 Wilhelmshaven
Germany / Allemagne
Tel.: +49 4421 911270; +49 1638514728
Fax: +49 4421 911280
E-mail: peter.suedbeck@nlpv-
wattenmeer.niedersachsen.de

Ms Marion Theisen
Journalist
Westdeutscher Rundfunk (WDR)
Alter Heerweg 50
53123 Bonn
Germany/Allemagne
Tel.: +49 170 2906715
E-mail: marion.theisen@gmx.net

Ms Jessie Wingard
Journalist
Deutsche Welle
Kurt-Schumacher-Straße 3
53113 Bonn
Germany / Allemagne
Tel. + 49 228 429 4481
Fax + 49 228 429 4470
Email: jessie.wingard@dw.com

Prof. Martin Wikelski
Director, Max-Planck Institute for Ornithology

Professor, Konstanz University
Am Obstberg 1
78315 Radolfzell
Germany / Allemagne
Tel.: +49 7732 150 162
E-mail: wikelski@orn.mpg.de

UNEP/CMS SECRETARIAT / SECRETARIAT PNUE/CMS

UNEP/CMS Secretariat
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn
Germany / Allemagne
Fax: +49 228 815 2449

Dr Bradnee Chambers
Executive Secretary
Tel.: +49 228 815 2410
E-mail: bradnee.chambers@cms.int

Mr Bert Lenten
Deputy Executive Secretary
Tel.: +49 228 815 2407
E-mail: bert.lenten@cms.int

Mr Aydin Bahramlouian
Consultant, Website and Knowledge Management
Tel.: +49 228 815 2428
E-mail: aydin.bahramlouian@cms.int

Dr Marco Barbieri
Scientific Adviser
Tel.: +49 228 815 2498
E-mail: marco.barbieri@cms.int

Ms Catherine Brueckner
Secretary
Tel.: +49 228 815 2486
E-mail: catherine.brueckner@cms.int

Ms Ximena Cancino
Secretary
Tel.: +49 228 815 2417
E-mail: ximena.cancino@cms.int

Ms Laura Cerasi
Programme Officer, Fundraising & Partnerships
Tel.: +49 228 815 2483
E-mail: laura.cerasi@cms.int

Ms Marion Dankers
Secretary
Tel.: +49 228 815 2426
E-mail: marion.dankers@cms.int

Mr Borja Heredia
Head of Avian Species Unit
Tel.: +49 228 815 2422
E-mail: borja.heredia@cms.int

Ms Helga Karsten
Intern
Tel.: +49 228 815 2471
E-mail: helga.karsten@cms.int

Ms Veronika Lenarz
Public Information
Tel.: +49 228 815 2409
E-mail: veronika.lenarz@cms.int

Ms Tine Lindberg-Roncari
Meeting Services Assistant
Tel.: + 49 228 815 2429
E-mail: tine.l-roncari@cms.int

Ms Marie Mévellec
Communication Assistant
Tel.: +49 228 815 2456
E-mail: marie.mevelllec@cms.int

Ms Jeanybeth Mina
Administrative Assistant
Tel.: +49 228 815 2474
E-mail: jeanybeth.mina@cms.int

Ms Clara Nobbe
Joint Programme Officer CITES – CMS
Tel.: +49 228 815 2495
E-mail: clara.nobbe@cms.int

Ms Siri Quade
Consultant
Tel.: +49 176 722 507 39
E-mail: siri.quade@cms.int

Dr Francisco Rilla
Information Officer
Tel.: +49 228 815 2460
E-mail: francisco.rilla@cms.int

Ms Sandra Ruecker
Administrative and Finance Officer
Tel.: +49 228 815 2496
E-mail: sandra.ruecker@cms.int

CMS Office Abu Dhabi
PO Box 45553
Abu Dhabi
United Arab Emirates / Émirats arabes unis

Mr Hillary Sang
Finance Assistant
Tel.: +49 228 815 2435
E-mail: hillary.sang.@cms.int

Mr Nick Williams
Head of Coordinating Unit of Raptors MoU
Tel.: +971 502 605 569
E-mail: nick.williams@cms.int

Ms Barbara Schoenberg
Secretary
Tel.: +49 228 815 2406
E-mail: barbara.schoenberg@cms.int

Mr Robert Vagg
Report Writer
Tel.: +49 228 815 2476
E-mail: robert.vagg@cms.int

UNEP/EUROBATS SECRETARIAT / SECRÉTARIAT PNUE/EUROBATS

Mr Andreas Streit
Executive Secretary
UNEP/EUROBATS
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn
Germany / Allemagne
Tel.: +49 228 815 2420
E-mail: andreas.streit@eurobats.org

UNEP/AEWA SECRETARIAT / SECRÉTARIAT PNUE/AEWA

UNEP/AEWA Secretariat
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn
Germany / Allemagne
Fax: +49 228 815 2450

Dr Jacques Trouvilliez
Executive Secretary
Tel.: +49 228 815 2414
E-mail: jacques.trouvilliez@unep-aewa.org

Mr Sergey Dereliev
Technical Officer
Tel.: +49 228 815 2415
E-mail: sergey.dereliev@unep-aewa.org

Ms Birgit Drerup
Programme Assistant
Tel.: +49 228 815 2412
E-mail: birgit.drerup@unep-aewa.org

Ms Melanie Jakuttek
Programme Assistant
Tel.: +49 228 815 2490
E-mail: melanie.jakuttek@unep-aewa.org

Mr Florian Keil
Information Officer
Tel.: +49 228 815 2451
E-mail: florian.keil@unep-aewa.org

Ms Catherine Lehmann
Associate Programme Officer
Tel.: +49 228 815 2453
E-mail: catherine.lehmann@unep-aewa.org

Ms Nina Mikander
Associate Programme Officer
Tel.: +49 228 815 2452
E-mail: nina.mikander@unep-aewa.org

Ms Marie-Therese Kaemper
Administrative Assistant
Tel.: +49 228 815 2413
E-Mail: mt.kaemper@unep-aewa.org

Ms Jolanta Kremer
Programme Assistant
Tel.: +49 228 815 2455
E-mail: jolanta.kremer@unep-aewa.org

Ms Evelyn Moloko
Associate Programme Officer / Coordinator
African Initiative
Tel.: +49 228 815 2479
E-mail: evelyn.moloko@unep-aewa.org

Ms Dunia Sforzin
Information Assistant
Tel.: +49 228 815 2454
E-mail: dunia.sforzin@unep-aewa.org

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Ms Anne-Marie Arbaji-Sfeir
Interpreter
72 bls rue Capitaine Guynemer
92400 Courbevoie
France

Tel.: +33 147681692
E-mail: amarbaji@aol.com

Ms Odile Montpetit
Interpreter
185 boulevard Vincent Auriol
75013 Paris
France

Tel.: +33 62 80 67330
E-mail: odile.montpetit@gmail.com

Ms Ingrid Catton
Interpreter
26 rue de l'Yvette appt. 94
75016 Paris
France

Tel.: +33 1 4050 0422
E-mail: ingrid.catton@wanadoo.fr

Ms Starr Pirot
Interpreter
Chemin de Toches
1261 Longirod
Switzerland / Suisse

Tel.: +41 79 6117462
E-mail: s.pirot@aiic.net

Ms Vivienne Julia Fadeev
Interpreter
Chemin du Chêne 13
112 Echichens
Switzerland / Suisse

Tel.: +41 787 144366
E-Mail: vifadeev@worldcom.ch

Ms Claire-Emmanuelle Weyland
Interpreter
324 route des Marlis
01280 Preussin
France

Tel.: +41 793 622467
E-Mail: ceweyland@hotmail.com

REPORT WRITER / RAPPORTEUR

Mr Tim Jones
Report Writer
DJ Environmental
Harpers Mill, Sterridge Valley, Berrynarbor
Devon EX34 9TB
United Kingdom / Royaume-Uni

Tel.: +44 127 188 2965
E-mail: tim.jones@djenvironmental.com

IISD REPORTING SERVICES (EARTH NEGOTIATIONS BULLETIN)

Ms Nienke Beintema
Team Leader
IISD Reporting Services (ENB)
300 East 56th Street, Apt 11D
New York
United States / États-Unis
Tel.: +1 646 536 7556
E-mail: nienke@iisd.org

Ms Katherine Harris
Digital Editor
IISD Reporting Services (ENB)
300 East 56th Street, Apt 11D
New York
United States / États-Unis
Tel.: +1 646 536 7556
E-mail: kateh@iisd.org

Ms Elaine de la Rosa Limjoco
Logistics Coordinator
IISD Reporting Services (ENB)
300 east 56th Street, Apt 11D
New York
United States / États-Unis
Tel.: +1 646 536 7556
E-mail: elaine@iisd.org

Ms Dina Hestad
Writer
IISD Reporting Services (ENB)
300 East 56th Street, Apt 11 D
New York
United States / États-Unis
Tel.: +1 646 536 7556
E-mail: dina@iisd.org

Ms Angeles Estrada
Digital Editor
IISD Reporting Services (ENB)
300 East 56th Street, Apt11D
New York
United States / États-Unis
Tel.: +1 646 536 7556
E-mail: angeles@iisd.org

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

ANNEXE 4

LISTE DES DOCUMENTS DE PRÉSESSION

NUMÉRO DU DOCUMENT	POINT DE L'ORDRE DU JOUR	TITRE
AEWA/MOP 6.1 Rév.2		Liste des documents provisoire
AEWA/MOP 6.2	2	Règlement intérieur des Réunions des Parties contractantes à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateur d'Afrique-Eurasie
AEWA/MOP 6.3 Rév.2	4	Ordre du jour provisoire
AEWA/MOP 6.4 Rév.2	4	Ordre du jour provisoire annoté et programme provisoire
AEWA/MOP 6.5 Rév.2	6	Admission des observateurs
AEWA/MOP 6.6	9a	Rapport du Comité Permanent
AEWA/MOP 6.7	9b	Rapport du Comité Technique
AEWA/MOP 6.8	9c	Rapport du Dépositaire
AEWA/MOP 6.9	9d	Rapport du Secrétariat
AEWA/MOP 6.10 Rév.1	10	Rapport sur l'équipe commune CMS/AEWA chargée de la gestion de l'information, de la communication et de la sensibilisation
AEWA/MOP 6.11	12	Rapport sur la mise en œuvre de l'Initiative africaine et du Plan d'action pour l'Afrique
AEWA/MOP 6.12	13	Avancement de la mise en œuvre du Plan stratégique 2009 – 2017 de l'AEWA
AEWA/MOP 6.13	14	Analyse des rapports nationaux à l'AEWA pour la période triennale 2012-2014
AEWA/MOP 6.14	15	Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans la zone de l'Accord (sixième édition)
AEWA/MOP 6.15	15	Mise à jour sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes dans la zone couverte par l'AEWA
AEWA/MOP 6.16	15	Vue d'ensemble du niveau de préparation et de mise en œuvre des ISSAP, des ISSMP, et des plans d'action multi-espèces 2015
AEWA/MOP 6.17	16	Procédure d'évaluation de la mise en œuvre - Rapport destiné à la MOP6

AEWA/MOP 6.18	17	Rapport sur la mise en œuvre des tâches internationales de mise en œuvre (IIT) de l'AEWA 2012-2015
AEWA/MOP 6.19	18	Rapport du Secrétariat sur les questions financières et administratives 2013-2015
AEWA/MOP 6.20 Rév.1	18	Avant-projet de proposition de budget 2016-2018
AEWA/MOP 6.21	19	Avant-projet de Stratégie de communication
AEWA/MOP 6.22 Add.1	20	Propositions d'amendements des annexes 2 et 3 de l'AEWA à la 6 ^{ème} session de la Réunion des Parties
AEWA/MOP 6.23	21	Version arabe révisée du texte de l'Accord
AEWA/MOP 6.24	22	Rapport sur le développement de la surveillance des oiseaux d'eau le long des voies de migration d'Afrique-Eurasie
AEWA/MOP 6.25	23	Avant-projet de Plan d'action international par espèce pour la conservation de la Grue royale
AEWA/MOP 6.26	23	Avant-projet de Plan d'action international par espèce pour la conservation de l'Oie des moissons de la taïga
AEWA/MOP 6.27	23	Avant-projet de Plan d'action international par espèce pour la conservation de l'Harelde boréale
WA/MOP 6.28	23	Avant-projet de Plan d'action international par espèce pour la conservation du Courlis cendré
AEWA/MOP 6.29	23	Avant-projet de Plan d'action international par espèce pour la conservation du Bec-en-sabot du Nil
AEWA/MOP 6.30	23	Avant-projet de Plan d'action international multi-espèces pour les oiseaux marins courants de Benguela
AEWA/MOP 6.31	23	Avant-projet de Plan d'action international révisé pour la conservation de l'Oie naine
AEWA/MOP 6.32	23	Avant-projet de Plan d'action international révisé pour la conservation de l'Ibis chauve
AEWA/MOP 6.33	23	Critères de sélection des populations AEWA prioritaires pour l'élaboration de Plans d'action et de gestion, processus d'évaluation de Plans d'action en vue de leur révision ou de leur retrait, et conseils sur la définition des principaux États de l'aire de répartition dans les Plans d'action
AEWA/MOP 6.34	24	Conseils sur les mesures de la législation nationale pour différentes populations de la même espèce, notamment concernant la chasse et le commerce
AEWA/MOP 6.35	24	Avant-projet de lignes directrices relatives à la législation nationale pour la protection des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats
AEWA/MOP 6.36	24	Avant-projet de lignes directrices révisées pour le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs
AEWA/MOP 6.37	24	Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable
AEWA/MOP 6.38	25	l'Étude sur la fréquence et l'ampleur du conflit entre les animaux migrateurs de tous les taxons et le déploiement des technologies renouvelables
AEWA/MOP 6.39	25	Examen de l'impact potentiel des pêcheries maritimes sur les oiseaux marins migrateurs dans la région de l'Afrique tropicale

AEWA/MOP 6.40	25	Étude de l'état de conservation des populations d'oiseaux marins couvertes par l'accord, des dangers qui les menacent et des priorités d'action de conservation en leur faveur
AVANT-PROJETS DES RÉSOLUTIONS		
AEWA/MOP6 DR1	20	Adoption des amendements aux annexes de l'AEWA
AEWA/MOP6 DR2	21	Adoption de la version arabe du texte de l'Accord
AEWA/MOP6 DR3	22	Renforcement de la surveillance des oiseaux d'eau migrateurs
AEWA/MOP6 DR4 Rév. 1	25	Conservation et utilisation durable des oiseaux d'eau migrateurs
AEWA/MOP6 DR5	24	Révision et adoption des Lignes directrices de conservation
AEWA/MOP6 DR6	25	Conseils actualisés concernant les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau
AEWA/MOP6 DR7	24	Conseils actualisés concernant les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau
AEWA/MOP6 DR8	23	Adoption et mise en œuvre des Plans d'action et de gestion internationaux par espèce et multi-espèces
AEWA/MOP6 DR9 Rév.1	25	Améliorer l'état de conservation des oiseaux marins d'Afrique-Eurasie
AEWA/MOP6 DR10 Rév.1	19	Stratégie de communication
AEWA/MOP6 DR11	25	Gérer les incidences du déploiement des énergies renouvelables sur les oiseaux d'eau migrateurs
AEWA/MOP6 DR12	25	Éviter une mortalité supplémentaire et inutile d'oiseaux d'eau migrateurs
AEWA/MOP6 DR13	17	Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA pour 2016-2018
AEWA/MOP6 DR14	12 & 13	Extension et révision du Plan stratégique de l'AEWA et du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique
AEWA/MOP6 DR15	13	Mise à jour de la contribution de l'AEWA aux objectifs d'Aichi 2020 pour la biodiversité et de la pertinence des objectifs de développement durable
AEWA/MOP6 DR16	26a	Dispositions institutionnelles : Comité permanent
AEWA/MOP6 DR17	26b	Dispositions institutionnelles : Comité technique
AEWA/MOP6 DR18 Rév. 1	18	Questions financières et administratives
AEWA/MOP6 DR19	29	Date, lieu et financement de la septième session de la Réunion des Parties
AEWA/MOP6 DR20	28	Remerciements aux organisateurs
AEWA/MOP6 DR 21		Mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA)
DOCUMENTS D'INFORMATION		
AEWA/MOP Inf.6.1	24	Orientations pour gérer le problème de la chasse accidentelle d'espèces semblables dans le paléarctique occidental
AEWA/MOP Inf.6.2	11	CMS Rés.11.2 : Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023
AEWA/MOP Inf.6.3	11	CMS Rés.11.3 : Renforcement des synergies et des services communs entre les instruments de la famille CMS
AEWA/MOP Inf.6.4	11	CMS Rés.11.15 : Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs
AEWA/MOP Inf.6.5	11	CMS Rés.11.16 : La prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs
AEWA/MOP Inf.6.6	11	CMS Rés.11.19 : Taxonomie et nomenclature des oiseaux figurant aux annexes de la CMS
AEWA/MOP Inf.6.7		The Arctic Migratory Birds Initiative (AMBI) – Work Plan 2015-2019

AEWA/MOP Inf.6.8	11	Analyse indépendante sur les services communs et les synergies dans la famille CMS
AEWA/MOP Inf.6.9		Rapport d'avancement du Directeur exécutif sur la résolution 1/12 de l'Assemblée des PNUE relative à la relation entre le Programme des PNUE et les accords multilatéraux sur l'environnement
AEWA/MOP Inf.6.10		Liste provisoire des participants
AEWA/MOP Inf.6.11		Informations Pratiques a L'intention Des Participants
AEWA/MOP Inf.6.12	11	Décision du 44 ^{ème} Comité Permanent de la CMS sur le renforcement des synergies et des services communs entre les instruments de la famille CMS.
AEWA/MOP Inf.6.13		Proposition destinée à être soumise au Comité de la Réunion de la MOP6 par le gouvernement de la Norvège.
AEWA/MOP Inf.6.14	25	Résultats de la Conférence internationale « Gestion de l'oie : les défis en 2015 », 27-29 octobre 2015, Château de Gram, Danemark.

PARTIE II

DÉCLARATIONS

(REPRODUITES TELLES QUE PRÉSENTÉES AU SECRÉTARIAT)

DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE OFFICIELLE

Message vidéo de M. Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE (transcription du message vidéo)

Excellencies, ladies and gentlemen, dear colleagues,

Welcome to this, the 20th anniversary meeting of AEWA. Thank you also to all of you, who over the years, have been part of making this Agreement and this initiative, not only be one in terms of declaratory intent, but actually of practical action.

For us in UNEP, it has been a privilege to host the AEWA Agreement for the better part of 15 years and to, within the context of CMS, be part of a community that is trying to address something that is both an indicator of the welfare and wellbeing of nature, of biodiversity and of life on our planet, as much as in also being an indicator of how far our societies have begun to realize that the cost of not focusing on the conservation of biodiversity more generally, but also of migratory birds in particular and waterbirds, is something that we can ill afford at this, the beginning of the 21st century. The conservation assessment of waterbirds in the area of the Agreement, clearly points to the fact that we have not turned the corner. Indeed, many of the trends are still pointing in the wrong direction and they are not an encouragement, if you want, in terms of where we are and where we are likely to be, if things don't change in the coming years.

When Parties came together 20 years ago and began to form, if you want, a consortium of actors, that could address this particular issue of migratory birds and waterbirds, it was perhaps at the time a herculean effort and also very visionary undertaking. I do believe that 20 years into our collaborative efforts, we can indeed point to many examples in different parts of the Agreement area, where success stories are unfolding, where we can and have demonstrated that with deliberate action, with intelligent dialogue, in our societies, with different players, we can reverse trends that very often seemed inevitable. I do also believe that the Secretariat and the Parties and the many partners to the Agreement have demonstrated that, by coming together, we truly demonstrate our ability to do more than we ever could do individually.

I want to, in particular also acknowledge the Government of the Netherlands and the Ministry of Foreign Affairs, which as Depositary of the Agreement has been a very faithful and also a very solid companion, in allowing AEWA to thrive and to evolve over the years. I want to thank also Jacques Trouvilliez and the Secretariat for the immense work that they are providing and also for the focus on this 20th anniversary, in trying to make AEWA an Agreement that is both appreciated for its value intrinsically, but also for the promise that it holds for the future.

I also want to appeal to you that, as we take a very specific focus in our domain of biodiversity conservation, in particular of birds, we should not underestimate the significance of something else that has happened this year, indeed, just a few weeks ago, in New York. The adoption of a new 20/30 Agenda for sustainable development and in particular its very specific articulation with 17 sustainable development goals, is not extra-terrestrial to the work of AEWA. On the contrary, it marks a milestone, a very historical development, at least from my vantage point, of how many of the issues that we sometimes focus on when we talk about nature conservation and biodiversity are inextricably linked to the broader agenda of sustainable development. Human wellbeing and the wellbeing of nature, the protection of species and the functionality of ecosystems, the success of our societies and economies and the welfare of people and their linkage to well managed environments, be it in terms of healthy ecosystems or of a reduced pollution footprint. All of these issues are part of the fabric of our societies, economies and nations. Our focus, our responsibility in coming together under the umbrella of the United Nations is to not lose sight of this systemic perspective. In our specialization and in the priority that we are for to particular issues and domains of action, we must always retain at the back of our minds or sometimes at the forefront of our strategies, the link to this broader context. It is there; it is in the decisions that are taken our economies on land use, on energy and transport systems and their pollution footprint that a significant part of the solution, also to the conservation of birds, or indeed to the broader conservation of biodiversity lies. In that sense, we are very proud in UNEP to be the host of the Secretariat, to have it embedded also in the broader family of the CMS community and the

biodiversity community. But ultimately, and that is what UNEP stands for in the year 2015, to also have that particular focus on biodiversity embedded in a larger understanding of sustainable development and where the solution space of the future is opening up.

Happy anniversary, thank you for your commitment and engagement and thank you also for the partnership, the trust and the confidence that you have shown in UNEP as being a critical part of this community and hopefully of the promise to have better success stories, to show to the world 10 or 15 years down the line, than we have sometimes been able to do in the past. But AEWA has nothing to apologize for and a great deal to be proud of.

Thank you very much.



**6th Session of the Meeting of the Parties to the Agreement on the Conservation of African-Eurasian
Migratory Waterbirds (AEWA MOP6), 9 to 14 November 2015, in Bonn, Germany.**

Opening Statement made by Luxembourg on behalf of the European Union and its Member States:

Dear Mr. Chairman, distinguished delegates, Secretariat, dear colleagues thank you for giving me the opportunity to speak on behalf of the EU and its Member States. We are looking forward to this important meeting and we are proud to be part of this 6th session of the Meeting of the Parties to AEWA. As we already celebrate the 20th anniversary of its existence, we would like to warmly congratulate AEWA. The EU and its Member States will do their best to give outcome oriented input, to support the Chair in the effort of concluding a successful meeting, which would be the best birthday gift for such an important agreement.

The EU and its MS welcome the publication of the 6th Conservation Status Report that underlines the importance of AEWA for conservation of migratory waterbirds. It clearly shows that where concerted conservation measures are taken, the status of waterbirds and their habitats has significantly improved. The cooperation with other parties has allowed to build bridges in nature conservation with African countries at all levels. The agreement offers the opportunity for capacity building and allows to build on best practices in species protection.

In this regard we would like to congratulate the Wadden Sea Flyway Initiative on its tremendous work and would like to announce that a workshop will be organized jointly by Germany and the Netherlands to work on the way forward for this initiative.

We must make progress in the forthcoming days and agree on important topics of the agreement, not only in species protection, but also to facilitate synergy enhancements between the different CMS instruments, other biodiversity-related Multilateral Environmental Agreements (such as CBD, Ramsar) and other relevant organisations, such as the Regional Fisheries Management Organisations (RFMOs). However, this has to be done in a well-balanced manner and with complete transparency between the different stakeholders.

The EU and its Member States want to express their gratitude to the Standing Committee and Technical committee for providing good documentation and the Secretariat for their good preparation of the meeting.

We are looking forward towards a fruitful meeting,

Finally Mr. Chairman the EU and its Member states thank you for accepting the appointment as chair.

Déclaration liminaire du Burundi à la MOP 6

Le Burundi a adhéré à l'Accord AEWA en 2014 en vue de participer avec les autres parties à la protection des oiseaux d'eau migrateurs. Comme vous le savez, toutes les espèces de l'AEWA traversent des frontières internationales durant leurs migrations et ont besoin d'un habitat de bonne qualité pour se reproduire ainsi qu'un réseau de sites adaptés pour soutenir leurs migrations annuelles. C'est pourquoi une coopération internationale à travers l'ensemble de leur aire de migration, telle que l'assure l'AEWA, est essentielle pour la conservation et la gestion des populations d'oiseaux d'eau migrateurs et des habitats dont elles dépendent. Raison pour laquelle, le Burundi a choisi d'adhérer à cet Accord auquel il a par ailleurs participé dans la dernière réunion de son adoption à la Haye en 1995. Par après, le Burundi a été plusieurs fois invité comme observateurs dans plusieurs réunions de l'AEWA et remercie à ce titre le Secrétariat de l'Accord.

Comme vous le savez bien, le Plan d'action de l'AEWA donne différentes mesures à prendre par les Parties afin de garantir la conservation des oiseaux d'eau migrateurs au sein de leurs frontières nationales. Ces mesures incluent la protection des espèces et des habitats ainsi que la gestion des activités humaines de même que des mesures juridiques et d'urgence. De plus, des mesures spéciales de protection doivent être appliquées pour les populations d'oiseaux d'eau figurant à la colonne A du Plan d'action et présentant un problème de conservation particulier.

A ce titre, le Burundi a déjà pris un certain nombre de mesures y relatives notamment l'adoption de la loi n°1/10 du 30 mai 2011 portant création et gestion des aires protégées au Burundi. Cette loi prévoit toute une section sur la protection des oiseaux y compris les oiseaux migrateurs.

De même, la plus part des sites qui accueillent les oiseaux migrateurs ont été classés comme sites Ramsar (le Delta du Parc National de la Rusizi, le Lac aux oiseaux au nord du Pays, le Parc National de la Ruvubu), ce qui implique un renforcement de la protection de ces sites.

Enfin pour améliorer la gestion de ces sites, ils viennent tous d'être dotés de plans de gestion et d'aménagement et ces plans vont être mis en œuvre progressivement pour une protection effective de ces oiseaux.

Damien NINDORERA

Point Focal AEWA/Burundi

DÉCLARATIONS DES RÉCIPENDAIRES DU PRIX DE CONSERVATION
DES OISEAUX D'EAU DE L'AEWA 2015

Récipiendaire du Prix de conservation des oiseaux d'eau de l'AEWA 2015
dans la catégorie institutionnelle

L'Association Inter-villageoise du Ndiaël, Sénégal

L'Association Inter-villageoise du Ndiaël, Sénégal, créée en 2004, compte plusieurs membres dont l'objectif principal est la restauration de la réserve du Ndiaël. Cette association comprend le Comité exécutif avec son Président Monsieur Sow et des instances administratives dont l'assemblée générale.

La réserve du Ndiaël est une très importante réserve classée zone d'importance internationale Ramsar en 1977. Elle est également le « noyau central » de la réserve de biosphère transfrontière du delta du fleuve du Sénégal, classée par l'UNESCO. Malheureusement pendant les années précédant 2004 elle a connu un déclin et s'est trouvée dans un état critique, raison pour laquelle les membres de l'Association ont pris en main la restauration de son écosystème et de son habitat afin de parvenir à la remettre en l'état d'origine. Pour ce faire, l'Association reçoit l'appui des partenaires techniques et financiers dont Wetlands International et Alliance Ecosystème. Ce sont ces services techniques qui permettent à l'Association de poursuivre ses objectifs et de recevoir le Prix de conservation des oiseaux d'eau de l'AEWA. Apparemment, les membres de l'Association, non ornithologues à la base, peuvent effectuer chaque mois grâce aux services techniques des organisations partenaires, les recensements des oiseaux sont effectués chaque mois au sein de la réserve.

L'Association Inter-villageoise du Ndiaël remercie chaleureusement Wetlands International, Alliance Ecosystème et l'Etat du Sénégal pour leur soutien technique et financier, ainsi que l'AEWA pour ce Prix de conservation des oiseaux d'eau.

Récipiendaire du Prix de conservation des oiseaux d'eau de l'AEWA 2015
dans la catégorie individuelle

Colonel Abdoulaye Ndiaye

Colonel Abdoulaye Ndiaye is my name; I got the bird-virus during the last decades when I was posted to the Djoudj National Park and while working with Wetlands International as a field technical officer before the different senior positions!

When I received the message related to the Award, I felt extremely honoured to be one of the nominees for the AEWA Conservation Award in the individual category. I looked back in my career to find out what I did to deserve such an important distinction. Then I realized I was fully involved in many activities, mainly in bird conservation and wetland management, for the past 25 years. One of the key challenges was to “Save” waterbirds and make the AEWA Agreement grow within the region and globally through monitoring, capacity building, policy and advocacy.

In Africa the critical sites along the flyways face many challenges and if addressed, they can play roles and functions to host many migrants. The lack of capacity for site managers and weak policies are among the key challenges faced. Being part of these important networks with common goals, I have tried with their support to make a difference within the region.

My efforts will continue to be sure waterbird migration is well perceived and waterbird monitoring and site management is fully included in national budgets and programmes.

One of the main targets as well, is local communities; I have supported them a lot and have brought them to be part of the key players within the region. I dare say I have reached our goal comparing to the past situation.

This award will encourage other key players in the network to enthusiastically continue working hard to attain a level which will be more appreciated.

Once again I really want to thank the AEWA family for the award, and in particular Mr John Kilner for the nomination and Mr Tim Dodman and Professor Colin Galbraith for being the referees.

Secrétariat PNUE / AEWA
Campus de l'ONU
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn
Allemagne
Tél. : +49 (0)228 815 2413
Fax : +49 (0)228 815 2450
aewa.secretariat@unep-aewa.org
www.unep-aewa.org

